

La répression au Salvador

L'armée occupe l'université centrale et tire sur les étudiants

LIRE PAGE 7

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2,20 F

Algérie, 1,20 DA ; Maroc, 2 dir. ; Tunisie, 2 m. ; Allemagne, 1,40 DM ; Autriche, 34 sch. ; Belgique, 17 fr. ; Canada, 5,10 Cdn\$; Danemark, 208 F. Dk. ; Espagne, 160 pes. ; France, 2,20 F. ; Grèce, 200 dr. ; Irlande, 125 Ir£. ; Italie, 1,20 L. ; Japon, 200 ¥. ; Liban, 17 L. ; Norvège, 48 kr. ; Pays-Bas, 1,20 f. ; Portugal, 20 esc. ; Royaume-Uni, 225 F. Gb. ; Suède, 3,70 S. ; Suisse, 1,20 fr. S.A. ; Thaïlande, 20 baht. ; Yémen, 250 riyal.

Tarif des abonnements page 34
S. DES ÉDITIONS
1047 PARIS CEDEX 10
C.C.P. 4297-32 PARIS
Tél. Paris 06 05072
Tél. : 246-72-23

LES PROBLÈMES DE DÉFENSE SONT L'UNE DES PRÉOCCUPATIONS MAJEURES DE M. GISCARD D'ESTAING

Prendre des risques

Que ce soit à propos du Proche-Orient ou de la crise afghane, M. Giscard d'Estaing a apporté quelques précisions qui méritent d'être relevées.

C'est en traitant de l'Afghanistan que le président de la République a pris les plus grandes décisions. D'une certaine manière, il s'est porté garant de la bonne volonté soviétique. Refusant d'envoyer l'hypothèse d'une simple manœuvre diplomatique, il a cautionné le retrait de certaines unités de l'armée rouge annoncées dimanche dernier. Ce retrait, qui ne devrait pourtant s'affaiblir en rien les capacités militaires de l'U.R.S.S. sur le terrain, constitue, à-t-il dit, « un geste dans la bonne direction répondant aux demandes qui ont été formulées auprès de l'Union soviétique ». Il indiquait, toujours selon le chef de l'Etat, la volonté de Moscou d'arrêter, à partir de l'Afghanistan, la dégradation des relations internationales.

Par la même occasion, M. Giscard d'Estaing a exclu toute aide militaire à la résistance afghane. C'est là une bonne nouvelle pour le Kremlin, car cette décision est en contradiction avec les analyses que l'on faisait jusqu'ici en haut lieu, y compris au Quai d'Orsay, où l'on s'accordait à estimer que le facteur essentiel dans la révélation de la crise afghane serait le degré de combattivité de la résistance.

M. Giscard d'Estaing, qui a présenté comme un succès personnel le retrait d'un nombre « déjà significatif » de soldats soviétiques, a d'autre part rejeté les propositions de solution « transitoire » esquissées mardi à Belgrade par le président Carter. Il leur préfère une « solution définitive » à caractère politique impliquant le retrait total des forces soviétiques, le droit à l'autodétermination pour le peuple afghan et le retour du pays à son non-alignement traditionnel.

L'objectif est particulièrement ambitieux. N'en déplaise au chef de l'Etat, on voit mal comment il pourrait être réalisé sans étapes. Et dans quel délai ?

A propos du Proche-Orient, M. Giscard d'Estaing s'est surtout attaché à illustrer et à défendre une politique qui est maintenant bien connue. Niant qu'il nourrissait la moindre arrière-pensée pédonnelle — mais ce n'était pas le moment le plus spontané de sa prestation — le chef de l'Etat a développé avec une grande volonté de convaincre la thèse des deux droits : le droit à la sécurité d'Israël et le droit à l'existence du peuple palestinien. Mettant en garde contre l'actuelle « course à l'abîme », M. Giscard d'Estaing a beaucoup insisté sur la nécessité pour Israël d'élucider les territoires occupés en 1967, car, a-t-il souligné, « des frontières sûres et internationalement reconnues ne peuvent pas et ne pourront jamais englober des territoires occupés ».

A Paris, dans les salons de la présidence, la franchise de ces propos n'avait rien de choquant. L'intransigence bornée du gouvernement israélien doit, si c'est possible, être écartée. On aurait voulu pourtant que le président de la République n'escamote pas la première question posée sur le Proche-Orient et qui concernait les « raisons majeures » qui l'empêchent d'effectuer une visite officielle et historique en Israël, tant il est vrai que toute approche réaliste du drame proche-oriental implique sympathie et compréhension à l'égard de tous les protagonistes.

À la semaine du supplément
EUROPA
publié dans
Le Monde
de lundi
(daté 1^{er} juillet)

• Deux entretiens avec M. BOTHA, premier ministre d'Afrique du Sud, et M. MUGABE, premier ministre du Zimbabwe.

Deux armes nouvelles pour la dissuasion nucléaire

- Missile mobile : l'engin sera opérationnel en 1992
- Bombe à neutrons : le processus de développement est engagé

Aux journalistes réunis jeudi 26 juin à l'Elysée, M. Valéry Giscard d'Estaing a révélé qu'il avait décidé, durant le dernier conseil de défense du mardi 10 juin, d'entreprendre la préparation d'un lanceur stratégique mobile qui viendra compléter, après 1982, l'arsenal actuel de la dissuasion nucléaire. Les caractéristiques techniques de ce nouveau système d'arme seront arrêtées à la fin de cette année. Le chef de l'Etat a, d'autre part, précisé que la décision éventuelle de produire en série la bombe à neutrons — dont les recherches ont commencé — ne pourra pas être prise avant les années 1982-1983.

En politique étrangère, le chef de l'Etat a traité trois sujets : l'Afghanistan, le

Proche-Orient, l'élargissement du Marché commun. Après avoir évoqué de manière positive le retrait de certaines unités soviétiques d'Afghanistan et précisé que la France n'apporterait pas son aide à la résistance, M. Giscard d'Estaing a réaffirmé la position française traditionnelle sur le conflit israélo-arabe.

En cours de ce même entretien, M. Giscard d'Estaing n'a pas directement abordé la politique « politicienne » et il a étudié de nombreuses questions. Dans la majorité, on notait, ce vendredi matin, la réaction de M. Bernard Pons, secrétaire général du R.P.R., qui relevait que les orientations tracées par le chef de l'Etat demeurent une politique « qui n'est pas

d'inspiration gaulliste ». Le C.D.S. prenait le contre-pied des propos du président de la République en affirmant que la France doit apporter « une aide militaire » à la résistance afghane.

Dans l'opposition, M. Georges Marchais a reproché à M. Giscard d'Estaing de conduire une politique « pro-atlantique et d'intégration » masquée derrière des thèmes d'indépendance nationale. M. Jean-Pierre Chevènement, membre du secrétariat national du P.S., relevait que le chef de l'Etat avait, en matière de défense, annoncé des décisions en dehors de la concertation avec le Parlement promise pour la session d'automne par le ministre de la défense.

Une conception stratégique sans impasse

par JACQUES ISNARD

Sous les lambris de l'Elysée, le chef de l'Etat ne s'est véritablement animé que pour l'exposé de sa politique de défense. D'un ton ferme, presque catégorique, il a énoncé des principes — plus qu'il ne les a démontrés — et il a insisté sur ce qu'il appelle l'« équilibre » de problèmes complexes ou qui mettent en doute son aptitude, comme chef des armées de la nation, à brasser la foudre nucléaire contre un éventuel agresseur.

Mais il faut aller au-delà de cette apparence, qui peut impressionner ceux qui avaient besoin sans doute d'être rassurés, pour rejeter, en fin de compte, l'essentiel du message que M. Giscard d'Estaing voulait transmettre. Ce message est d'ordre de la défense, l'impasse n'est pas possible, et, par impasse, on appelle le fait de faire reposer la défense sur un dispositif couvrant un certain nombre d'hypothèses, mais ne les garantissant pas toutes.

C'est, en réalité, la deuxième fois durant son septennat que le président de la République place les orientations de sa politique de défense sous cet axiome. Il l'avait déjà fait en juin 1974, à l'issue des hautes études de défense nationale.

L'invocation a un sens : elle consiste à affirmer qu'il n'y a pas de politique de défense sans un effort constant de mise à jour, puis de développement de tous les moyens militaires qui expriment et le sous-tendent. Il est révélateur que le chef de l'Etat se soit longuement expliqué sur les types d'armes jugés indispensables avant la fin du

siècle, à l'exception d'une courte — mais remarquable — digression sur la nécessité de maintenir une certaine ambiguïté sur le moment et les conditions d'une participation de la France à la sécurité collective en Europe.

Devant les journalistes invités, M. Giscard d'Estaing a donné le sentiment de s'exprimer comme il le sentait, dans la confiance, dans la sérénité de la défense qu'il préside, par les chefs d'Etat-major ou par les

spécialistes de la chose militaire requis pour la compréhension d'un dossier particulier. A cette différence, cependant, que le chef de l'Etat est allé directement aux conclusions tirées, sans se donner le plaisir d'expliquer les tenants et les aboutissants du chef.

On peut le constater avec les deux décisions dont il s'est fait l'écho : d'une part, l'initiative, prise la semaine dernière (le mardi 11 juin), de préparer avant la fin de cette

Les dirigeants soviétiques sont persuadés que le temps travaille pour eux à Kaboul

De notre correspondant DANIEL VERNET

Moscou. — Il y a six mois, le 27 décembre, en fin de soirée, de brefs combats éclatèrent dans les rues de Kaboul entre l'armée soviétique et les unités de l'armée afghane restées fidèles au président Amin ; le président lui-même était tué. M. Babrak Karmal, depuis la radio de Tachkent, un appel à la population afghane. Trois jours avant les troupes soviétiques étaient arrivées par un pont aérien vers l'aéroport de Kaboul et la base de Bagram, ainsi que par la route du nord. Pour la première fois depuis la seconde guerre mondiale, l'U.R.S.S. intervenait militairement en dehors de sa zone d'influence reconnue.

Baptisée par ses protagonistes « aide désintéressée d'un contingent limité de troupes soviétiques se trouvant en Afghanistan », la demande du gouvernement de ce pays, l'intervention militaire et l'occupation provoquaient un bref isolement diplomatique de Moscou. A l'ONU, cent huit Etats demandaient le retrait des troupes étrangères, la Conférence islamique condamnait l'intervention, le président Giscard d'Estaing

et le chancelier Schmidt déclaraient « inacceptable ».

Les Etats-Unis déclaraient le boycottage des Jeux olympiques et l'embargo sur les ventes à l'Union soviétique de céréales et de technologie de pointe. Même les alliés les plus proches de Moscou étaient troublés et se demandaient s'ils n'allaient pas être les premières victimes de la fin de la détente.

Six mois plus tard, force est de constater que, dans l'ensemble, l'U.R.S.S. a rétabli sa position diplomatique. Après avoir fait le gros des sous l'orage pendant les premières semaines, elle s'est efforcée de regagner ses amis du tiers-monde, puis de proposer à l'Europe occidentale la reprise du dialogue. Elle y a réussi sans faire de grandes concessions.

Tandis que les Etats-Unis, empêtrés dans l'affaire iranienne, restaient provisoirement au moins, hors jeu, elle a repoussé le plan européen de « neutralisation » de l'Afghanistan. Elle

s'est accommodée de l'échec de la tentative de médiation commune, sachant que, de toute façon, elle n'avait rien à craindre des non-alignés tant que M. Fidel Castro serait le président du mouvement.

(Lire la suite page 4.)

AU CONSERVATOIRE NATIONAL D'ART DRAMATIQUE

Trois jours de longs adieux

Au Conservatoire national d'art dramatique, les « journées » des 24, 25 et 26 juin ont permis de constater les aptitudes des élèves de la promotion 1980.

Aurélien Recoing a présenté des mises en scène de fragments du *Cid* et d'*Hernani*. De ces deux œuvres fondamentales, il a clairement souligné, avec une vive gaieté d'imagination, ce qui aujourd'hui fait obstacle : un balancement rhétorique trop systématique du *Cid*, et, pour *Hernani*, un certain décalage du point d'équilibre entre le pathos et le rire.

Cette approche critique du vieillissement des deux pièces, intelligente, sympathique, qui fait basculer plusieurs fois le jeu dans un comique brut, Aurélien Recoing le maintient en dehors d'une parodie ou d'une « mise en pièces » ordinaire. Et cela pour deux raisons :

D'abord, avec peu d'accessoirs, comme des draps ou des fleurs, il invente une beauté scénographique

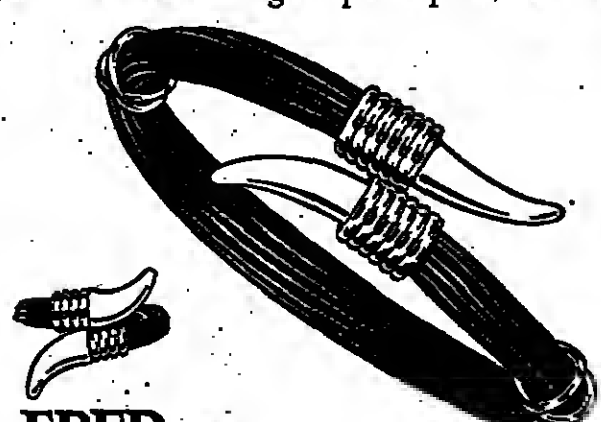
intense, soutenue aussi par les costumes, une beauté « généreuse », qui, allée à une diction très vivante des vers, place la pièce sous son meilleur jour, lui restitue une fraîcheur, une jeunesse :

Ensuite, et c'est là que le travail d'Aurélien Recoing est le plus remarquable, la seule ironie de la pièce se métamorphose sans cesse en une compréhension plus large et plus profonde des qualités de l'œuvre. Si Aurélien Recoing avait « triché », s'il avait fait semblant d'ignorer ce que le *Cid* et *Hernani* ont aujourd'hui de « cocasse », le jeu serait resté à mi-chemin, dans une hésitation courtoise. Mais, en mettant les pièces dans le plus Recoling libre l'hypothèse, c'est comme si ce décalage, une fois dénoncé, était admis, adopté, et, alors, sur un terrain clair et net, le poète de Corneille et de Hugo éclatait, flambe.

MICHEL COURNOT.
(Lire la suite page 25.)

Le duo sauvage.

Parure Safari : bracelet et bague en poil d'éléphant, ivoire et or.



FRED joaillier
6, rue Royale, Paris 8^e Tél. : 260.30.65. Le Clairage, 74, Champs-Élysées.
Hôtel Le Méridien, Paris. Hôtel Loews, Monte-Carlo.
Hôtel Byblos, Saint-Tropez. Aéroport d'Orly - Beverly Hills, Houston.

Demain LE MONDE DIMANCHE SOLDATS DU REFUS

Une enquête sur les objecteurs de conscience par Daniel Schneider

Le Monde

idées

PARENTS-ENFANTS

Les enfants d'aujourd'hui sont-ils tenus en « cage », notamment sur le plan sentimental par leurs parents ? Pour l'avoir affirmé et déploré (le Monde du 24 mai), Gabriel Matzneff s'est attiré de vives protestations auxquelles il répond aujourd'hui en s'adressant à Priscille d'Harcourt, laquelle a seize ans et se déclare fort heureuse d'avoir des parents.

Mme Nil Neirinck prend la défense des mères « abusives et hystériques » qu'il a attaquées.

Mme Sinany Mac Leod juge qu'une très jeune fille est rarement de taille à évaluer les mobiles d'un homme fait et Mme Gracienne Dureau insiste sur la nécessité de conserver au moins un tabou, celui de l'inceste. Marcel Canetti montre enfin ce que pourrait être un « droit des enfants. »

Hystériques

par NIL NEIRINCK (*)

SELON M. Matzneff, les jeunes vivent dans une cage dont les mères, « abusives et hystériques », tiennent la clef. Pourtant, l'enfant a deux parents.

Mais le père, du fait qu'il fait vivre sa famille, se sent libéré de la vraie responsabilité de l'éducation, qu'il délègue à la mère, se sent « couvert », et — s'étant fait sa place dans la société — a peur du scandale, exige avant tout la respectabilité, veut que ses enfants soient des adultes en herbe, donc « copie conforme », et veut que cette mini-société que constitue la famille s'intègre sans histoires dans la société dont il s'est fait un membre docile.

Ce père qui — sauf s'il est très riche, très puissant, ou — artiste — a un patron qu'il se doit de respecter veut que dans sa maison on le respecte à son tour. Dominé dans la société, il se veut maître chez lui en dominant femme et enfants, qu'il veut dociles à leur tour.

La mère, plus proche des enfants, vit entre enclume et marteau. D'un côté, l'« hystérie » de la mère, à l'âge de la puberté des enfants, souvent elle-même dans la période difficile qu'est la ménopause; inquiète de par le fait qu'elle est « seule » à être responsable de la santé, la conduite,

l'éducation de l'enfant, et d'avoir à en répondre au père. Inquiète et esclave quand elle reste chez elle, et aussi peu libre quand elle part travailler à l'extérieur; inquiète quand l'enfant a de la fièvre, un mal de tête, des problèmes psychiques, pensant aux méningites, aux leucémies, aux vies ratées. Inquiète de l'avenir de l'enfant.

« Hystérique » d'avoir écouté la nuit, l'enfant qui se réveille, qui pleure, de s'être levée la première tous les matins pour préparer le départ à l'école, de s'occuper de tous les repas (« neuriosants, équilibrés, salés... »), d'avoir été là tous les soirs pour que l'enfant et le père lui racontent leur journée, à force d'avoir « écouté » toujours, d'avoir été là « toujours ».

Devenue « hystérique », moins de n'avoir plus jamais été libre ou seule après la naissance de l'enfant, mais surtout d'avoir été seule à élever l'enfant, d'avoir été seule à en être responsable, jour et nuit, heure après heure, minute après minute, d'avoir été seule à avoir porté le poids, l'énorme fardeau d'être mère, c'est-à-dire celle qui doit savoir, prévoir, comprendre, donner la liberté et ne pas la donner, défendre l'enfant envers le père et en même temps rester solidaire avec les deux.

« Hystérique » d'avoir dû être l'éternelle Maria Mediatriz.

La fête du sacrifice

Fête des mères : fête du sacrifice.

Être la mère, c'est encore se sentir responsable quand l'enfant aura seize, dix-huit, vingt-cinq ans; c'est toujours rester à l'écoute la nuit, quand l'enfant rentre tard et — pour la fille — craignant qu'elle n'ait été violée (puisque c'est toujours elle qui est physiquement la plus faible), qu'elle n'ait rencontré le séducteur aux yeux gris qui la séduira (puisque élevée par les mères d'avant 68, elle est restée romantique) et qu'il la trompera, ou par l'amant jeune qui la délaissera puisque la pilule — pourvu qu'elle ne l'oublie pas ! — a fait d'elle une égale, pour tant restée nostalgique de l'idéalisme et de la protection dans le mariage.

Les mères ont peur; et si en 68 ou plus tôt, quand elles étaient jeunes et libres (avant l'enfant donc), « elles entendaient le Vieux Monde », « elles l'enfant » elles sont devenues mères, c'est-à-dire refoulées, crispées, « hystériques » à force de vivre dans cette peur, — la peur pour l'enfant, la peur, non que l'enfant soit libre, mais qu'il se perde dans sa liberté.

Le seul progrès réalisable dans l'éducation pour le féminisme en ce que la femme ne soit plus seule à élever l'enfant, à le comprendre, à le défendre, mais que l'homme et la femme se partagent cette peur, cette responsabilité, la femme — elle aussi — puisse partir à un travail qui l'intéresse et la passionne,

qu'elle ne soit plus la seule à se sentir responsable et coupable, et que l'enfant soit gardé par des personnes compétentes pendant l'absence des parents. Que les parents partagent équitablement le temps passé avec l'enfant, que le stress de la responsabilité de l'éducation soit allégé parce que les deux partenaires y prennent une part égale. Que ce ne soit plus le père qui commande et fasse de la mère une subordonnée qui à son tour se défoule sur l'enfant, ou se replie sur elle-même, ou essaie d'échapper, tant le fardeau est lourd. Qu'élever l'enfant se fasse dans la joie partagée et libre et la mère et l'enfant.

Reste l'événement de la société et la mère, qui si peu connaît la pilule, d'if n'ait à comprendre ou accepter, sans inquiétude, les nouvelles règles du jeu, puisqu'elle : depuis toujours été préparée au mariage et à la virginité et non pas à « l'amant adulte », que, même « libérée » elle a encore peur que sa fille perde les avantages de la cage dorée pour une liberté solitaire.

Conclusion : 1) Si M. Matzneff s'attaque surtout aux mères, c'est qu'il n'a rien compris au féminisme : 2) Si c'est il y a « ce » le poids de vieilles qu'est la famille », ce sont, par manque d'égalité et de tolérance, surtout les mères qui en sont prisonnières.

Que la mère soit l'égale, l'enfant le deviendra.

(*) Écrivain belge.

Pour un droit des enfants

par MARCEL CANETTI (*)

1) Le droit des enfants doit être reconnu à tous les enfants sans exception, et jusqu'à l'âge où ils sont adultes et peuvent intervenir directement dans les affaires des hommes.

2) L'enfant a le droit de connaître cette déclaration dès qu'il a l'âge de la comprendre.

3) L'enfant, étant placé sous la sauvegarde de la génération au pouvoir, a le droit de demander que rien ne soit entrepris qui puisse, ou le mettre en danger, ou compromettre ses chances d'arriver sain et sauf à l'âge adulte.

4) L'enfant a droit à son insouciance naturelle. Elle lui est due par ceux qui lui imposent leurs décisions.

5) L'enfant a le droit de demander à ne pas être attiré dans le monde comme dans un guet-apens qui lui aurait tendu la société qui lui a donné naissance. Il ne veut pas avoir été programmé avant son arrivée.

6) L'enfant a le droit d'aimer

et de porter secours à qui bon lui semble.

7) L'enfant a le droit de demander qu'on lui laisse une planète où le vie soit encore possible quand il arrivera à maturité.

8) L'enfant a le droit de demander à ses parents, et au pays où il vit le jour pour le première fois, de tenir le mieux possible l'engagement moral qu'il prendra vis-à-vis de lui en lui donnant naissance.

9) L'enfant, en cas de délinquance de dirigeants ou pour vie-à-vis de la présente déclaration, a le droit d'être informé des dangers qui le menacent, assez tôt pour leur en rappeler les termes et pouvoir faire usage d'un train de secours préalable mis à sa disposition.

10) L'enfant a le droit de demander que nul ne porte atteinte à sa passion de la vie qui s'exprime par l'enthousiasme, la joie et l'espoir.

(*) Ingénieur.

Heureuse d'avoir des parents

De Priscille d'Harcourt, à Paris.

A seize ans, je suis en première B, section économique, censée lire le Monde. Parfois rébarbatif, parfois intéressant, mais parfois ô combien révélateur !

C'est par hasard que je suis tombée sur quelques lignes de M. Gabriel Matzneff (dont je ne connais que le nom), dans lesquelles il nous rendait témoins de sa crise de croissance tardive. Démagogie ou réelle révolte antiparentale ? Voilà en tous les cas un pilier de mal 88 nouvelle façon, prêt à nous extirper d'une cage qui n'existe que dans son imagination. Non, les heures quotidiennes ne sont pas toujours des barreaux qui cachent le soleil.

Dieu merci, ne ne soit pas ses fantômes qui nous obséderont de dire, et même de crier, qu'avoir seize ans est délicieux, surtout avec papa et maman !

Monsieur Matzneff, malgré tout le respect que je vous dois, j'aime mieux vous dire que ce n'est pas parce que vous interprétez le délire de très vénérable Hévéus que vous êtes parole d'évangile. Même Hévéus peut avoir tort. Je ne parle pas en tant qu'écrivain en manque d'objectivité qui n'a rien de mieux à dire que de dresser enfants contre parents, et de détruire la vie amoureuse d'une jeune fille de seize ans.

Je parle justement comme une fille de seize ans qui est heureuse d'avoir des parents pour partager ses rêves malins qui traversent normalement de détruire toute une vie pour retrouver un sentiment de jeunesse auprès d'une trop jeune fille.

Que vous le fassiez, cela vous regarde, mais s'il vous plaît, ne vous justifiez pas en vulgarisant vos actes. Votre cas n'est pas unique. Hélas, hélas, hélas ! Pour moi, heureusement pour la plupart d'entre nous.

Une auto-complaisance criminelle

De Mme Helene Sinany-Mac Leod, Française de New-York

Est-il permis, devant l'éloquence de Gabriel Matzneff, de s'interroger ? La belle intransigence du propos en fait douter. L'auteur rappelle à ce champion de la liberté que celle-ci ne saurait consister à abuser de la liberté d'autrui ? Dénoncer l'abus de pouvoir dans les familles — fort bien. Le dénoncer pour affirmer le droit d'un monsieur infatigable (soyons charitables) à avoir pour maîtresse une très jeune fille — ne paraît relever d'une auto-complaisance criminelle. L'irresponsabilité des adolescents quinquagénaires à son égard, mais reconnaissons que c'est bien de responsabilité qu'il s'agit !

Qu'il ne soit pas simple de protéger ceux que l'on aime en respectant leur liberté n'autorise personne à nier ce devoir de protection. Le legs est en ce cas un recours désirable en conviens et dangereux en ce qu'il donne à l'adolescent comme une ancre de sauvetage. Mais reconnaissons qu'une très jeune fille n'est que rarement de taille à évaluer les mobiles d'un homme fait. C'est pourquoi, M. Matzneff n'exalte pas les splendeurs de Roméo et Juliette (trente ans, ou guère plus, à eux deux).

Ce qu'il défend, ce ne sont pas les droits des jeunes filles de seize ans, mais le droit des hommes de sa génération d'avoir pour « maîtresses » (le jol mot...) Et j'avoue que je suis partagée entre tristesse et répulsion à voir cette entreprise s'abriter derrière la défense des libertés. O amalgame, antique ressource des gens de mauvaise foi !

Édité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérants : Jacques Favet, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimé en France par S.A. Les Éditions PARISIENNES 1978

Reproduction interdite de tous articles, sans accord avec l'administration.

Commission paritaire n° 57 47.

Chère Priscille...

par GABRIEL MATZNEFF

RESUMONS. Je suis « un pilier de mal 88 nouvelle façon », dont l'unique souci est de « dresser enfants contre parents » et de « détruire la vie amoureuse » des filles de seize ans; qui « n'a rien compris au féminisme »; qui « pratique le terrorisme langagier » (sic); dont le comportement relève de « l'antique misogynie »; le suis « un être malsain », dont les écrits « révoltent » suscitent « le tristesse et le répulien ».

Il est toujours instructif, pour un écrivain, de connaître l'image que les gens se forment de lui. En outre, c'est excellent pour l'humilité. Un matin, on apporte à l'abbé d'Ananc un libellé contre sa personne. Il le lit, loue ce qu'il y trouve de juste, et dit : « Voilà une bonne préparation pour le messe. » Ce mot d'un saint prêtre, un indigne laïc peut le reprendre à son compte. Je remercie Priscille d'Harcourt et mes autres zélés de me donner l'occasion d'exercer un esprit de composition qui me fait trop souvent défaut.

Ce que vous écrivez, chère Priscille, de votre famille me réjouit. Assurément, il existe des familles qui, selon la belle formule de saint Jean Chrysostome, sont de petites églises domestiques, fondées sur la tendresse, la confiance, le respect de l'autre. Il est néanmoins naïf d'imaginer que tous les parents ressemblent à l'icône idéale que vous nous dessinez. Je connais des familles qui ne sont que le lieu géométrique de l'ennui, ou plus, de l'enter. La chronique qui vous a tant déçu m'a été inspirée par la situation familiale de plusieurs jeunes filles de votre âge, non seulement, je n'ai pas vu de tableau, mais je suis resté en deçà de la réalité. Interrogez vos camarades de

lycée, regardez autour de vous, et vous comprendrez que je n'ai écrit que la vérité, l'apre vérité.

En ce qui concerne la vie amoureuse, l'âge des amants est de peu d'importance. On peut vivre une expérience négative, destructrice, ou simplement médiocre, avec quelqu'un de son âge, et, au contraire, une aventure belle, féconde, inoubliable, avec quelqu'un de plus âgé ou de plus jeune que soi. Que certaines de vos amies, chère Priscille, aient eu leur vie amoureuse détruite par un adulte, je le crois, puisque vous me le dites; mais je pourrais vous présenter des jeunes filles qui ont eu leur adolescence illuminée par la rencontre d'un homme plus âgé qu'elles. En amour, l'important n'est pas la date de naissance d'un être, mais ses qualités.

Il est bien présomptueux de condamner un écrivain dont on avoue ne connaître que le nom, et n'avez lu que quelques lignes, par hasard. Je n'aurais pas la légèreté de méditer d'un peintre ou d'un cinéaste dont je n'aurais vu ni les toiles ni les films. Les libéralistes, chère Priscille, ont des lieux où les jeunes filles de seize ans sont les bienvenues, même non accompagnées par papa et maman.

Un dernier mot. Ce qui compte, chez un écrivain, c'est moins son opinion sur l'amour, sur Dieu, sur la jeunesse, sur la mort, sur les femmes, sur la vie, que le façon dont il l'exprime. Un écrivain, c'est une écriture. Nos idées appartiennent à tout le monde, c'est-à-dire à n'importe qui. Notre musique, elle, est netre loi singulière, netre chambre royale.

Chère Priscille, je vais de ce pas mettre un clerc pour votre triomphe au bachelot.

Le tabou à préserver

par GRACIANNE DUREAU

« VOTRE fille a vingt ans, que le temps passe vite, Madame !... » — Oui ! Que le temps a passé vite, depuis la chanson tendre de Menestrel ! Aujourd'hui, ce n'est plus vingt ans, l'âge de l'amour, mais, après dix-huit, le voici à seize. On moine...

Certes, de tous temps, des maîtres de harems aux maîtres de princes, des barons de Molière aux marchands d'esclaves, il y avait des puissants pour convoiter les charmes verts de chair fraîche...

Ce qui est merveilleusement nouveau, c'est de ne plus vouloir en payer le prix : aujourd'hui, on n'épouse plus, (aliénation !) on se refuse « d'entretenir » (la vilaine chose !). Non, on souhaite laisser la petite à ses parents, on se réserve la jouissance : qui oserait « enlever » son aimée ? Admirable partage des tâches ! A l'amant adulte, le plaisir, à la famille ces besoins vulgaires de nourrir, d'habiller, d'éduquer, d'aimer, le cas échéant, le devoir d'être garant et responsable de tout ce qui pourrait survenir de désagréable.

Car, qu'on s'en réjouisse ou le déplore, les filles et les garçons de seize ans ne sont pas en mesure de « s'assumer » dans une société qui a reculé les limites de l'adolescence. A des jeunes qui sont encore, de fait, en enfance, à tous les sens du terme, faute de vie indépendante, comment parler de « liberté d'aimer » ?

Le pouvoir parental a des défaits ? D'accord. Or je ne vais pas entreprendre la défense des mères : cette façon de les rendre responsables de tout le mal du monde n'est qu'un avatar de plus de l'antique misogynie, camouflée ici en audace quand elle n'est que façon de huer avec les loups. Laissons aussi l'appellation « cage » qui relève du terrorisme langagier. En attendant, qu'offrez-vous pour le remplacer ? Une acquisition de l'indépendance ? Que non ! mais un autre pouvoir, plus dangereux parce que plus caché, part de ce charme magique qui prétendrait abréger l'épreuve qu'est la jeunesse : « Viens à moi et ton enfance s'échappera... » Quel jeune y résisterait ? Je veux parler du pouvoir... de la séduction.

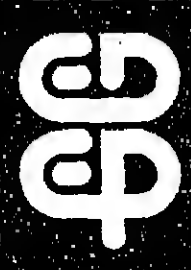
Les jeunes filles piégées...

Facile, combien facile, pour un adulte, de séduire une « très jeune fille ». Pour peu qu'on soit au reculé de quelque prestige, même de pacotille : renom ou relations, fortune, expérience... Un humoriste l'a exprimé dans un éloquent raccourci : « On n'a jamais vu une jeune fille tomber amoureuse d'un vieux monsieur peureux et inconnu ! » Ceux qui n'ont jamais envisagé cet aspect de la question pourraient ouvrir leurs yeux en vacances : du camping populaire à l'hôtel quatre étoiles luxueux, ils verront différer le rapport d'âge à l'intérieur des couples, selon une courbe régulière !

Facile, prévenant, empressé à initier, à protéger, à apaiser les difficultés de l'existence, vous ne voyez pas qu'il est à l'image du père.

De tous les tabous ancestraux, s'il faut en conserver qu'un, que ce soit celui-ci : le tabou de l'inceste. Avec tout ce qui s'en inspire, en s'y apparente. Car on sait maintenant qu'il présente la plus grave violation de la future indépendance de la petite fille. Il l'empêchera de se libérer. Il lui interdira de connaître un jour un amour autre que l'enfance. Il est mutilation, et sera humiliation au jour de la prise de conscience. Il est la force contre la faiblesse.

Juliette n'avait que treize ans, mais elle aimait en femme. Parce que Roméo se présentait comme son égal, avec les seules armes de la jeunesse et de la beauté. En femme, et lui en homme, parce qu'il tentait de conquérir leur vie. Ensemble.



L'Ecole de direction d'entreprises de Paris
propose aux bacheliers un cycle de formation supérieure d'une durée de 3 ans, de

GÉNÉRALISTE DE LA GESTION

et les prépare aux fonctions d'encadrement :

- comptabilité et gestion
- économie
- langues
- marketing
- sciences humaines
- sciences juridiques
- techniques quantitatives

avec la préoccupation constante de compléter l'enseignement théorique par une large ouverture sur la vie des entreprises :

- stages, visites, études de cas et jeux d'entreprise

et la possibilité de présenter simultanément un diplôme d'Etat :

- D.E.C.S. (Diplôme d'Études Complémentaires Supérieures)
- B.T.S. (brevet de technicien supérieur d'action commerciale)

Documentation gratuite sur demande

Établissement privé d'Enseignement Technique Supérieur

E.D.E.P.
130, rue de Clignancourt
75018 PARIS
téléphone : 252.27.27

Le Monde

DIPLOMATIE

Des d...

LE MONDE

130, rue de Clignancourt

75018 PARIS

téléphone : 252.27.27

Le Monde

étranger

ASIE

DIPLOMATIE

La visite de M. Carier
à LisbonneLE GOUVERNEMENT PORTUGAIS
A RÉAFFIRMÉ SON SOUTIEN
AUX POSITIONS AMÉRICAINES

(De notre correspondant.)

Lisbonne. — Une visite-éclair de six heures qui a permis à M. Carier de faire l'état de la démocratie portugaise aux autorités de Lisbonne de réaffirmer leur appui aux positions américaines sur l'Indochine. Le ministre a été reçu par le chef de la Mission américaine au Portugal, M. James M. McHugh, et le secrétaire d'État, M. Carlos M. Soares. Il s'est rendu ensuite au palais présidentiel pour s'entretenir avec le chef de l'État portugais.

« Ce n'est pas pour moi une surprise, dit M. Carier dans son allocution, que le Portugal soit dans l'ensemble des nations les plus avancées à réaffirmer la menace contre les sociétés démocratiques qui représentent l'agression de l'Afrique à l'Est et le terrorisme officiel pratiqué en Iran. » Analysant la situation de l'Indochine, M. Carier a estimé que de « nouveaux défis » se posent à l'avenir. « Aurons-nous la volonté et la capacité de rester unis ? » s'est-il interrogé.

Aucun doute à ce sujet en ce qui concerne le Portugal. « C'est pour moi et pour mes compatriotes une énorme source de satisfaction que d'apprendre qu'un pays comme le Portugal se consacre à la démocratie et se consacre à la paix et à la liberté », a conclu le président américain.

Dans sa réponse, le général Baner a mis l'accent sur les problèmes posés par les relations Nord-Sud. « Il serait impardonnable, a-t-il dit, que l'on n'entende pas un dialogue avec les pays les moins favorisés, qui subissent un traitement injuste dans les échanges économiques. » A propos des rapports entre les pays occidentaux, le général Baner a assuré que le Portugal « respectera les engagements assumés par son allié ». Il a également regretté que le principe de la « solidarité occidentale » ne soit pas « reconnu par tous de la même manière ». Il est probable que, sur cette dernière question, d'autres problèmes, concernant notamment les intérêts militaires des États-Unis au Portugal, ont été abordés.

La « dimension
atlantique »

Le gouvernement de Lisbonne paraît disposé à accorder des facilités dans ce domaine. Il demande en contrepartie le renforcement de l'aide économique américaine. En outre, l'encouragement du premier ministre a fait comprendre aussi que l'accroissement de la présence militaire américaine au Portugal dépend de l'évolution politique du pays, c'est-à-dire d'une victoire des partis de l'Alliance démocratique aux élections législatives d'octobre et de leur candidat, le général Soares Carneiro, à l'élection présidentielle de décembre.

Cette visite d'un chef d'État américain, qui succède à celles de MM. Eisenhower, en 1959 et Nixon en 1974, a été bien reçue par les partis de la coalition gouvernementale ainsi que par le parti socialiste, et vivement critiqué par le parti communiste et les organisations d'extrême gauche.

Centristes et sociaux-démocrates estiment que, pendant son séjour à Lisbonne, M. Carier aura eu l'occasion de constater la « dimension atlantique » de la politique portugaise. Les socialistes, quant à eux, donnent à la visite « une signification particulièrement importante pour les forces démocratiques du pays ».

Selon la P.C.P. en revanche, l'annonce à Lisbonne du président des États-Unis a été « inopportune » car, souligne-t-on dans un communiqué de ce parti, « l'administration américaine a récemment accentué sa politique de confrontation, de course aux armements et de guerre froide et multiplie ses tentatives d'ingérence dans les affaires intérieures du Portugal ». « Il s'agit d'une provocation et d'une insulte au peuple portugais », a déclaré de son côté l'Union démocratique populaire (extrême gauche).

JOSÉ REBELO.

LE MONDE

NOTRE CHÈRE JOLIE à la disposition de
des lecteurs des rubriques d'annonces
immédiates

Vous y trouverez aussi

LA MAISON

que vous recherchez

APRÈS LES COMBATS A LA FRONTIÈRE KHMÉRO-THAÏLANDAISE

Des dizaines de milliers de réfugiés cambodgiens
se trouvent une nouvelle fois déracinés

Pour la première fois, M. Nguyen Co Thach, ministre vietnamien des Affaires étrangères, n'a pas catégoriquement exclu, jeudi 26 juin, que les troupes de son pays aient pénétré, au début de la semaine, sur territoire thaïlandais. A Bangkok, où il faisait une escale, M. Thach a déclaré, nous rapporte notre correspondant : « Je pense que cette possibilité existe, mais je ne saurais confirmer qu'une pareille erreur a eu lieu. » Il a laissé entendre que les forces de Hanoi feraient prochainement mouvement au sud d'Aranyaprathet, où sont concentrés d'importants effectifs Khmers rouges.

Mak-Moon (Thaïlande). — Sporadiquement, des sautes d'obus déchirant le ciel tourmenté de la mousson, Chaleur, tensions, mouvements de troupes, ambulations, mières sans cesse renouvelées de dizaines de milliers de réfugiés, une nouvelle fois déracinés par la guerre, éparpillés ou agglutinés au bord des routes et des rizières inondées. Après quarante-huit heures d'effort, les troupes vietnamiennes, mais limitées à une portion frontalière de quelques kilomètres, entre d'une part, l'armée thaïlandaise et, de l'autre, une force combinée de troupes vietnamiennes et de soldats du régime de Phnom-Penh, l'intensité de la bataille a diminué d'heure en heure mercredi. Depuis lors, les assaillants se sont retranchés au Cambodge, immédiatement au-delà de la frontière. A l'ouest, des mangroves, et à l'est, des engins blindés flambant neufs de l'armée de Bangkok qui stationnent discrètement à l'orée du village déserté, on écoute siffler les obus.

C'est ici, dans ce village thaïlandais de Mak-Moon, que, pour la première fois depuis seize mois qu'ils occupent le Cambodge, les troupes de Hanoi ont brutalement débordé des frontières de l'Indochine. Dans une rizières toute poignée, sous la surveillance d'une poignée de militaires, quelques paysans creusent une fosse commune dans la terre détrempée. Les sept-cadavres gonflés qui font écho à leurs uniformes verts ne seront pas incinérés comme c'est la coutume, ici, en pays bouddhiste. Ces morts, des soldats viet-

namiens, sont littéralement anéantis. En gisant d'épithème, un témoin aura ce raccourci : « C'est-à-dire sept soldats de l'armée de libération du Vietnam, servant dans l'armée d'occupation du Cambodge, tués en attaquant la Thaïlande. » L'inversement de Hanoi à Bangkok n'a pas fini de coûter cher : ceux qui l'ont reçu comme à ceux qui l'ont donné. Bien que le Vietnam dément aujourd'hui toute implication dans cette attaque, une enquête le long de la frontière, et notamment les témoignages de nombreux Cambodgiens qui en ont été les principales victimes, ne laisse subsister aucun doute quant à la participation de plusieurs centaines de ses soldats dans une opération qui semble avoir atteint ses objectifs.

Attaque d'un camp de nationalistes khmers

Réveillés par des tirs, les populations réfugiées ont tenté de fuir vers la Thaïlande, comme elles l'ont déjà fait à plusieurs reprises depuis un an à la suite d'affrontements entre factions khmères aéro-rivales. Elles se sont heurtées, à hauteur du village, à un barrage de tirs vietnamiens. Dans la confusion et la panique générales, quelques milliers de réfugiés ont pu s'échapper de cette soule, mais la grande majorité ont été regroupés et répartis en plusieurs colonnes par des soldats du régime de Phnom-Penh qui participaient à l'opération. Les femmes et les enfants ont été séparés des garçons et des hommes valides, et tout le monde a été amené de force à l'intérieur du Cambodge. Des soldats vietnamiens ont pris position dans le village de Mak-Moon après avoir fait partir les habitants thaïlandais, sans enlever à leur rencontre la moindre violence. Jusqu'à la riposte des forces armées royales, plus tard dans la matinée, il semble que les assaillants aient voulu éviter l'affrontement avec les Thaïlandais. Ils n'ont cependant pas hésité à ouvrir le feu sur les premiers renforts et les combats ont ensuite fait rage dans ce secteur jusqu'à mardi soir.

Dans l'après-midi du même jour, les Vietnamiens ont abattu un avion d'observation et un hélicoptère des forces royales au-dessus de la partie cambodgienne du champ de bataille. Selon des témoins qui se sont trouvés pris dans les combats dès le début de l'attaque, celle-ci aurait fait partir les civils du camp plusieurs dizaines de victimes. Certains ont parlé d'exécutions sommaires, ce qu'il est impossible de confirmer. D'autres indiquent que les soldats cambodgiens se sont montrés plus meurtriers que les Vietnamiens à l'égard de la population du camp et ajoutent : « Beaucoup de soldats de Heng Samrin sont d'anciens Khmers rouges. »

Presque simultanément, lundi à l'aube, Vietnamiens et soldats de Phnom-Penh ont attaqué, aux abords du camp voisin de Nong-Chan, deux

Un tracé frontalier contesté

A l'exception de l'invasion de Mak-Moon, l'opération menée par les Vietnamiens s'est déroulée sur territoire cambodgien et dans des zones où la frontière reste contestée. Des affrontements sanglants avaient déjà eu lieu dans les mêmes secteurs en 1977, entre Thaïlandais et Khmers rouges. C'est probablement sur cette impulsion, dont Bangkok

Ces propos ne coïncident pas exactement avec la position officielle de Hanoi exposée de nouveau vendredi dans une déclaration qui qualifie de « calamités » les informations selon lesquelles le Vietnam aurait attaqué la Thaïlande.

Les États-Unis, qui ont exprimé leur « inquiétude » vendredi par la voix de M. Muskie, ont demandé directement à l'Union soviétique d'intercéder auprès du Vietnam pour qu'il mette fin à ses incursions en Thaïlande. Un message a été remis à M. Dobrynine, ambassadeur d'URSS, par M. Holmes,

secrétaire d'État adjoint par intérim. Cette démarche a eu lieu au lendemain de la rencontre à Bangkok entre M. Thach et l'ambassadeur des États-Unis, M. Abramowitz.

A Bangkok, la Croix-Rouge internationale a annoncé la capture jeudi, par les Vietnamiens, de deux membres de son personnel, MM. Perrin, un Français, et Ashe, un Britannique, et de deux photographes américains, MM. George Lienemann et Richard Franken. Cependant, les vols d'assistance internationale vers Phnom-Penh, interrompus à la suite des combats, ont repris vendredi matin.

De notre envoyé spécial

Les Jeux dangereux et les provocations armées qui se déroulaient depuis bientôt un an dans les énormes poches de réfugiés cambodgiens établies le long du tracé mouvant de la frontière étaient déjà connus (le Monde du 24 juin). Est-il justifiable que cette situation, qui appelait inévitablement une riposte vietnamienne, ait pu se perpétuer avec, en outre, la présence massive d'organisations internationales humanitaires et que combattants et civils soient toujours restés confondus. Les événements d'aujourd'hui ne manquent pas de le démontrer.

Tout cela peut-il justifier la brutalité des événements des derniers jours et les risques inévitables qu'ils faisaient courir aux civils, passés au compte des pertes et profits ? Du point de vue de Hanoi, l'opération Mak-Moon-Nong-Chan a sans doute été un nouveau succès, acquis sans grandes pertes sur le plan militaire. Elle permet notamment aux Vietnamiens, au début d'une longue saison des pluies qui va relativement les désavantager sur le terrain où ils vont devoir mobiliser l'essentiel de leurs forces contre la « recrudescence » des activités de la guérilla des Khmers rouges, de réduire, en les déloguant ou en les supprimant, les abris frontaliers dangereux pour eux. Du même coup, Hanoi et Phnom-Penh mettent en terme, après un avoir largement profité depuis six mois, à l'opération internationale de ravitaillement à partir de Nong-Chan, considérée à terme par eux comme un facteur déstabilisant et comme une arme humanitaire manipulée par leurs adversaires. Ce faisant, ils réduisent le phénomène d'attraction vers la frontière thaïlandaise au moment où il leur faut concentrer toutes les énergies de la population à la relance de la production rizicole. Enfin et surtout, le Vietnam donne un avertissement sévère au gouvernement de Bangkok, qui soutient la résistance des Khmers rouges et de certains mouvements khmers royaux et qui s'oppose à tout compromis dans la crise cambodgienne sans retrait vietnamien préalable.

Le message est clair : contre tous ceux qui s'obstinent à nuire ou reconnaître le fait accompli au Cambodge et son caractère irréversible, ceux qui font le jeu de leurs adversaires, les Vietnamiens respellent qu'ils ont la force armée pour eux et qu'ils n'hésitent pas à en user.

Pourrait
des « rapatriements
volontaires »

L'opération vietnamienne n'a pas empêché que se poursuive, à un rythme accéléré, le « rapatriement volontaire » dans les zones de M. Poi Pot de milliers de Khmers rouges réfugiés au camp de Sakao. En dépit des critiques et coups de semonce de Hanoi et de Phnom-Penh, le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (H.C.R.), qui apporte sa caution à ces retours de nature à renforcer un camp contre l'autre, n'a pas jugé nécessaire de les suspendre, alors qu'il a fait cesser temporairement les rapatriements à partir du camp de Khao-I-Dang. Reste à savoir, enfin,

Japon

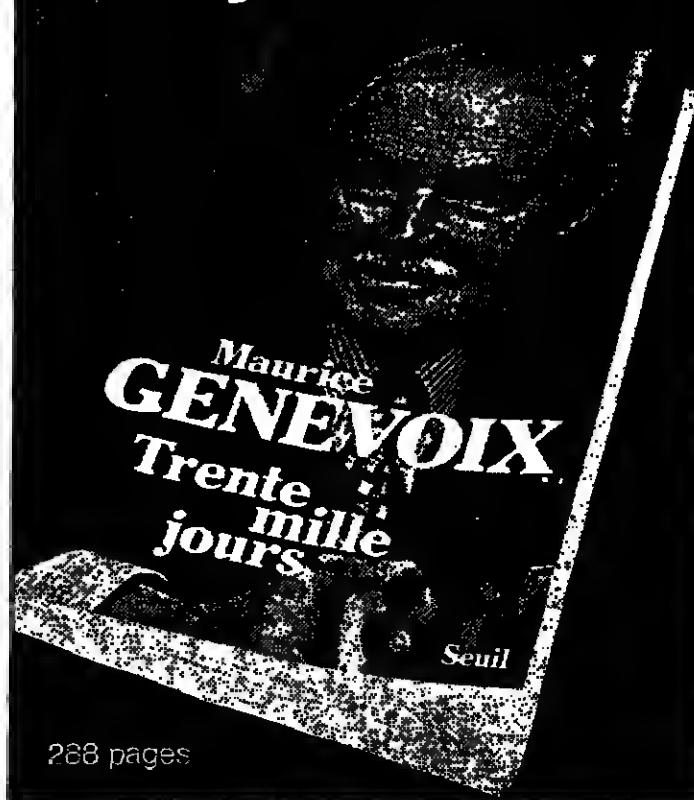
Un bombardier soviétique de type TU 16 s'est écrasé en mer du Japon à une centaine de kilomètres au nord de l'île japonaise de Sado, ce vendredi 27 juin, a annoncé l'agence japonaise de défense. Un navire japonais a récupéré deux corps qui pourraient être ceux de membres de l'équipage. — (A.F.P., Reuters.)

SEUIL

On ne pouvait
espérer
plus émouvante
et fidèle
autobiographie.

Jérôme Garcin
Les Nouvelles Littéraires

Maurice
Genevoix
de l'Académie française
Trente mille
jours



268 pages

ASIE

Afghanistan

Les déclarations de M. Carter n'apportent «rien de nouveau» écrit l'agence Tass

Dans un nouveau commentaire des déclarations de M. Carter sur la possibilité d'un « arrangement » en Afghanistan, l'agence Tass écrit que « la répétition de l'habituelle panoplie de la diplomatie américaine » dans la politique américaine. Les formules « rebelles », de Washington, affirme Tass, n'apportent « rien de nouveau » quant au règlement politique de la question afghane. Accusant M. Carter de « mentir délibérément », Tass soupçonne les États-Unis de « continuer à s'assigner l'objectif de parvenir par tous les moyens et en faisant jeu de tout bois au changement de régime social et politique » à Kaboul.

Tass a rejeté, d'autre part, dans la soirée du jeudi 26 juin, la demande de retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan formulée le même jour par les ministres

des affaires étrangères de l'OTAN à l'issue de leur réunion à Ankara. La résolution du conseil atlantique, écrit Tass, n'est que « la répétition de l'habituelle panoplie de la diplomatie américaine ». Dans leur communiqué, les quinze ministres avaient réaffirmé leur condamnation de l'intervention soviétique en Afghanistan et souligné « la nécessité d'un retrait immédiat, inconditionnel et total des troupes étrangères » de ce pays.

Avant de quitter Ankara pour Kuala Lumpur, où il s'entretenant vendredi avec les représentants des pays membres de l'ASEAN (Thaïlande, Malaisie, Philippines, Singapour, Indonésie), M. Minsk, secrétaire d'État américain, a estimé que l'U.R.S.S. entendait probablement maintenir ses troupes en Afghanistan pendant au

moins « deux ou trois ans ». Les alliés occidentaux ne doivent pas pour autant renoncer, a-t-il ajouté, à leurs pressions diplomatiques et économiques sur Moscou.

Les pays de l'ASEAN ont, eux aussi, condamné jeudi la présence militaire soviétique en Afghanistan et l'« agression vietnamienne » en Thaïlande.

Selon l'agence indienne P.T.I., les gouvernements afghan et soviétique préparent le terrain pour l'annonce d'un nouveau retrait de troupes de l'armée rouge, qui pourrait avoir lieu dans les prochains jours.

Enfin, l'Iran a démenti des accusations portées par la Pravda selon lesquelles l'Iran abriterait une base de résistants afghans à Meched, dans le nord-est du pays.

Les dirigeants soviétiques sont persuadés que le temps travaille pour eux à Kaboul

(Suite de la première page.)

Elle a opposé une fin de non-recevoir au comité créé par la deuxième Conférence islamique qui, il est vrai, n'avait pas grand-chose à offrir.

Tout laisse à penser que Moscou n'a éprouvé, dans la crise afghane, ni ses moyens militaires ni ses moyens diplomatiques. Sur le plan militaire, l'armée rouge éprouve, face à la rébellion, plus de difficultés que ne l'étaient sans doute pensés, à l'origine, les stratèges soviétiques. Même en faisant la part de la volonté d'intoxication qui inspire géné-

ralement les informations destinées à l'Occident, la situation décrite par les Soviétiques pour justifier un retrait partiel de leurs troupes a de quoi surprendre. Jamais jusqu'ici on n'avait entendu parler, même à Moscou, de succès sur les moudjahidin ni d'effacement « des bandes de contre-révolutionnaires ». Il est vrai qu'aucune information sérieuse n'ayant été publiée du côté soviétique sur les opérations, il est possible maintenant de faire état de victoires sans être en contradiction avec les déclarations passées.

Venir à bout de la rébellion

Toujours est-il que, sans la retenue qu'imposent l'ouverture prochaine des Jeux olympiques et la volonté de poursuivre le dialogue avec l'Europe occidentale, les dirigeants soviétiques pourraient donner à leurs militaires les moyens de venir à bout de la rébellion. Ils n'ont en tout cas pas à craindre une réaction trop brutale de leur opinion publique.

De nombreux observateurs estiment à Moscou que les Soviétiques n'attendent que l'occasion propice. Celle-ci pourrait leur être fournie par une intervention militaire américaine en Iran en vue de délivrer les otages ou par une simple dégradation de la situation intérieure dans ce pays. L'Iran s'écarterait alors l'attention de l'opinion mondiale, et notamment des pays du tiers-monde, laissant les malins libres au Kremlin en Afghanistan. Il

est pratiquement certain que les Soviétiques avaient déjà fait ce calcul à l'automne dernier, et s'il s'est révéillé faux une première fois, la partie est loin d'être jouée. Au cours des derniers jours, la presse de Moscou a ouvertement encouragé les dirigeants iraniens d'offrir des bases d'entraînement aux « mercenaires » afghans. La ton à l'égard de l'Irak a brusquement changé. Sur le plan diplomatique, quels avantages l'U.R.S.S. retirerait-elle d'un départ « permanent et complet » d'Afghanistan que réclament les Occidentaux ? Ce départ provoquerait l'effondrement du régime de M. Babrak Karmal — régime qu'il s'agit précisément de défendre avec ce président ou avec un autre, — et il n'est pas certain que la situation diplomatique de l'U.R.S.S. s'en trouverait sensiblement améliorée.

Les partenaires retrouvés

Avec les Américains, les relations étaient déjà mauvaises avant le « coup de Kaboul », et c'est justement cette situation « pourrie » qui a eu raison des dernières hésitations soviétiques. Ailleurs, Moscou a conservé ou retrouvé tous ses amis et partenaires. Les Indiens ont à peine bronché ; beaucoup de pays islamiques ont été récupérés ou neutralisés, tandis que s'exerce sur le gouvernement d'Islamabad une forte pression pour l'instant diplomatique mais qui pourrait prendre des formes plus dures s'il apparaissait que, comme l'a indiqué l'agence Tass, le Pakistan se trouve dans l'incapacité de

boucler lui-même sa frontière avec l'Afghanistan et d'empêcher les infiltrations de rebelles. Du côté européen, les Soviétiques se félicitent que la rencontre de Varsovie entre MM. Brejnev et Giscard d'Estaing, ait permis de « briser le bloc » diplomatique « auquel l'U.R.S.S. était soumise depuis le début de l'année. Mais le président français n'est pas seul à préconiser le dialogue. Les ministres autrichiens et suédois des affaires étrangères se sont rendus à Moscou avant le chancelier Schmidt, et le ministre norvégien des affaires étrangères y est attendu cet automne.

Les relations commerciales se poursuivraient comme si de rien n'était. Le comité olympique ouest-allemand se retrouve bien isolé parmi les Européens avec son boycottage des Jeux de Moscou. Bref, l'U.R.S.S. est redevenue un partenaire acceptable, même si elle a perdu un peu de sa bonne réputation. Les Européens n'ont guère le choix, sauf à renoncer aux acquis de la détente sur le Vieux Continent.

De plus, la crise afghane a élargi les flancs de la solidarité atlantique. Elle ne les a certes pas créés, mais elle les a révélés dans une période particulièrement tendue. Et pour les dirigeants de Moscou, qui n'ont pas perdu tout espoir de s'entendre directement avec les Européens de l'Ouest sur tous les sujets concernant le désarmement (notamment les fusées à moyenne portée) ce n'est pas un mince résultat.

Le seul avantage que le Kremlin pourrait espérer retirer d'une solution de la question afghane, serait l'ouverture d'une négociation globale sur l'Océan Indien, qui pourrait déboucher sur une diminution de la présence militaire américaine.

Mais son intervention en Afghanistan avait justement pour objectif, entre autres, celui d'améliorer la position stratégique de l'U.R.S.S. dans cette région. Ce n'est pas par hasard qu'elle a lancé un ballon d'essai sur le contrôle international des votes de transport du pétrole, et que les propositions avancées le 14 mai dernier, par l'intermédiaire du gouvernement de Kaboul, pour régler la crise afghane, mentionnent expressément une « occupation sur toute la région du golfe Persique et de l'Océan Indien. Au-delà, on ne saurait exclure que l'U.R.S.S. se prépare à un marchandage global avec Washington, après l'élection présidentielle de novembre, ou après l'installation à la Maison Blanche d'un nouveau président.

Une stratégie inchangée

En attendant, les Soviétiques ne sont certainement pas opposés à une solution politique de la crise, mais aux conditions qu'ils ont eux-mêmes définies : la cessation garantie de toute ingérence extérieure dans les affaires de l'Afghanistan, la reconnaissance du régime actuel de Kaboul et l'octroi à l'U.R.S.S. d'une sorte de statut de « garant des accords conclus. Autrement dit, les Soviétiques font diversion sans changer fondamentalement leur stratégie, et en attendant que les faits s'imposent. Ils ne sont pas pressés, et ils sont convaincus que le temps travaille pour eux.

Avec une habileté que pourraient lui envier beaucoup d'Occidentaux, le diplomate soviétique joue sur tous les registres, en faisant planer le doute sur ses intentions profondes. Cette ambiguïté laisse le champ libre à toutes les interprétations. La plus favorable à l'Occident est que les dirigeants de Moscou ont commis une erreur en intervenant massivement en Afghanistan, qu'ils sont conscients de ce débat et qu'ils cherchent à le tourner. C'est pourquoi il convient de les aider à trouver une issue politique sans qu'ils perdent la face. Selon une autre interprétation, l'Afghanistan est un élément de la stratégie à long terme du Kremlin. Les dirigeants soviétiques sont en train de réussir à « marginaliser » l'affaire afghane et il n'est besoin que d'un peu de temps pour qu'ils accrochent ce nouveau trophée à leur tableau, tout en poursuivant leur politique de détente en Europe. Cette dernière hypothèse a le faveur de la grande majorité des observateurs à Moscou, même si les Soviétiques font tout pour accablent les interprétations les plus anodines et amener les dirigeants occidentaux à les prendre en compte car, si comme on le dit ici, « la détente n'a pas d'alternative raisonnable », comment pourrait-on croire au pire ?

DANIEL VERNET.

PROCHE-ORIENT

Libye

HOSTILE AU RÉGIME DU COLONEL KADHAFI Le mouvement national démocratique libyen veut amplifier son action de contestation

De notre correspondant

Tunis. — Le « Mouvement national démocratique libyen » dont l'objectif est de renverser le régime du colonel Kadhafi, a proposé de sortir de l'anonymat dans lequel il s'est cantonné depuis sa création, voici trois ans. La composition de son bureau politique sera rendue publique aussitôt après le congrès qu'il va tenir cet été, dans une capitale européenne, nous a déclaré M. Fadel Messaoudi, responsable des relations extérieures du bureau exécutif, de passage en Tunisie. Seuls les noms des membres vivant en Libye demeureront secrets.

Le mouvement qui est essentiellement composé d'intellectuels et d'hommes politiques de tendance modérée, dont la plupart vivent à l'étranger, aurait réussi à organiser des cellules en Libye où il bénéficierait, également, de sympathies élargies au sein de l'armée. Son congrès aura en premier lieu, à réformer les principes de sa charte pour « un régime national et démocratique fondé sur la souveraineté de la loi, le respect des libertés publiques, la participation effective du peuple à la gestion du pays (...) à travers des institutions constitutionnelles et modernes ». Mais, selon M. Messaoudi, ces assises permettront surtout de mettre au point de nouveaux plans de sabotage tendant à accroître le climat d'insécurité en Libye et à ébranler davantage le climat. « Fin mars à Tobrouk, à la suite d'affrontements avec la population, trente membres des comités révolutionnaires ont été tués, précisa-t-il. Nous avons aussi incendié trois puits de pétrole. Notre action va être plus particulièrement dirigée contre les compagnies pétrolières, notamment étrangères, car finalement nous considérons que ce sont elles qui constituent le principal appui de Kadhafi et nous voulons leur démontrer que d'autres forces existent en Libye ».

M. Messaoudi est plus discret sur les moyens de combattre les commandos chargés par Tripoli d'abattre des opposants libyens vivant à l'étranger. « Nous serons de plus en plus vigilants dans la surveillance de tous ceux que nous pouvons soupçonner d'appartenir aux brigades vertes de Kadhafi », dit-il. Nous avons constaté la bonne volonté des gouvernements français, suisse, anglais, allemand et américain pour assurer la sécurité des Libyens et il nous est arrivé de leur fournir, ainsi qu'il est des gouvernements arabes, des informations sur des suspects. A l'étranger, nous n'envisageons pas une opération de répression à la violence par la violence et de recourir, nous aussi, au terrorisme — sauf peut-être en Italie, pour les troupes étrangères qui nous ont par trop de facilité de complicités et d'indulgence. Nous avons d'ailleurs fait savoir au gouvernement italien que nous

serons éventuellement obligés non seulement de nous défendre, mais aussi de réagir contre les attaques ».

M. Messaoudi rapporte que, au cours de cette dernière semaine, la répression s'est encore amplifiée en Libye, principalement contre les intellectuels et les hommes d'affaires. Depuis le mois d'avril, au moins six cents personnes auraient été arrêtées, et quatre membres de son mouvement, MM. Amour Deghail, Hassan Sghaier, Mohamed Hattul, avocat, et Mohamed Bannoun, ingénieur, ont été exécutés sans jugement après avoir été torturés. Parmi les Libyens assassinés à l'étranger depuis le début de l'année, deux seulement, MM. Maahmoud Nafsa et Mohamed Mustafa, étaient proches du Mouvement national démocratique.

MICHEL DEURÉ.

Iran

L'imam Khomeiny critique violemment le président de la République et le Conseil de la révolution

L'imam Khomeiny a violemment critiqué, ce vendredi 27 juin, le président de la République et le Conseil de la révolution : « Pourquoi ne font-ils pas leur travail ? », a déclaré le chef religieux à un groupe de familles de martyrs. « Si vous êtes incapables, allez-vous en. Mais si vous n'êtes pas incapables, pourquoi n'avez-vous pas agi jusqu'à maintenant ? On ne peut pas toujours convaincre les gens par des paroles », s'est écrié l'imam à l'attention du chef de l'Etat.

Interpellant les autres dirigeants, il a déclaré : « Cela fait un an et demi qu'on a fait la révolution, mais dans l'administration on utilise toujours du papier à en-tête du régime impérial. Si dans dix jours on ne trouve encore dans une administration, je dirai à la nation de faire avec vous la même chose qu'elle a fait avec le régime impérial. C'est grâce aux martyrs que vous et moi sommes ici aujourd'hui. Les gens de l'ancien régime qui sont toujours dans l'administration, qui ne travaillent pas et qui font des sabotages, ne savent-ils pas que l'Iran est reconnaissant à ses martyrs ? », a conclu l'imam.

Un accord limité avec l'U.R.S.S.

De notre correspondant

Moscou. — Bien que l'U.R.S.S. et l'Iran aient signé le 20 juin un protocole sur le développement des relations économiques, tous les problèmes de coopération entre les deux pays n'ont pas été résolus. Il reste deux pierres d'achoppement : la navigation sur les eaux intérieures soviétiques, entre la mer Caspienne et la mer Noire, et les exportations de gaz iranien vers l'U.R.S.S.

Au cours d'une conférence de presse consacrée aux résultats de la neuvième session de la commission soviéto-iranienne pour la coopération, qui vient de se tenir à Moscou, l'ambassadeur d'Iran M. Mokri, a indiqué que son gouvernement avait demandé à plusieurs reprises aux autorités soviétiques l'autorisation de faire transiter les marchandises iraniennes de la mer Caspienne à la mer Noire par la Volga et le canal Volga-Dniep, afin de contourner les effets d'un éventuel blocus du golfe Persique par la flotte américaine. Selon le plan de Téhéran, qui proposait même la création de sociétés mixtes, les bateaux iraniens n'auraient pas fait concurrence à la flotte marchande soviétique. C'est une note pratique, courte et peu coûteuse », a déclaré M. Mokri.

Les Soviétiques, qui ont jusqu'à présent refusé l'utilisation de leur territoire par un pays tiers en invoquant des raisons de sécurité, ont néanmoins indiqué que le plan iranien était mis à l'étude. Le protocole prévoit l'« agrandissement » avec l'aide de l'U.R.S.S. des ports iraniens de la mer Caspienne, où les marchandises pourront être transférées par des navires soviétiques avant de prendre la direction de la mer Noire et des mers libres.

Selon M. Mokri, la question des ventes de gaz iranien par le biais de la mer Caspienne a été abordée par la commission, les conditions d'une reprise des négociations n'étant pas encore réunies. L'Iran, qui jusqu'à la révolution exportait environ 10 milliards de mètres cubes de gaz par an vers l'Union soviétique, avait tout d'abord réduit ses livraisons avant de les arrêter totalement en mars à la suite d'un désaccord sur les prix. L'U.R.S.S. a suspendu les négociations devant les exigences de l'Iran, qui réclame 2,63 dollars par million de B.T.U. (British Thermal Unit) au lieu de 76 cents auparavant.

Le protocole, qui n'est pas idéal mais utile », a dit M. Mokri, fixe les règles de la coopération et énumère un certain nombre de projets communs dont plusieurs étaient déjà en train sous le régime du chah. La capacité de l'usine d'Ispahan sera portée à 8 millions de tonnes. De même, la production des centrales thermiques sera augmentée, un bar-

rage sera construit sur le fleuve Araks, à la frontière soviétique, à la fois pour la production d'électricité et l'irrigation de terres vierges.

M. Mokri a conclu que ce protocole (qui pourrait être rendu public après sa ratification par le Parlement iranien) ouvrait de grandes possibilités de coopération, mais que sa réalisation dépendrait aussi de l'intensité du boycottage économique de l'Iran par les puissances occidentales.

D. V.

Liban

L'ARMÉE ISRAÏÉLIENNE INSTALLE DES POSITIONS DANS LE SUD DU PAYS

(De notre correspondant.)

Beirut. — L'installation par l'armée israélienne de positions en territoire libanais a été constatée dans un rapport de l'ONU. Comble de paradoxe : ce n'est ni la FINUL, dont six mille hommes sont déployés au Liban-Sud, ni l'ONUST, qui dispose de soixante-douze observateurs, qui ont établi ce rapport, mais la P.N.U.O. (Force des Nations Unies pour le Golan) installée sur le Golan pour contrôler le déplacement des forces syro-libanaises.

Et pour cause : ni la FINUL ni même l'ONUST, dont les observateurs sont pourtant postés à la frontière, n'ont librement accès à la bande frontalière envahie par Israël aux troupes et milices de l'officier libanais rebelle Saad Haddad, le 13 juin 1978. La P.N.U.O. non plus, bien entendu, mais ses postes de terrain, y compris le Liban-Sud et les installations israéliennes couvrant 45 hectares dans la région de villages de Adaisa, Almachab, Rafar et Kyan sont suffisamment importantes pour être visités à la jumelle à plusieurs kilomètres de distance.

Certes, cela ne change pas grand-chose à la situation de facto, les Israéliens ayant le contrôle réel du territoire livré par eux aux hommes du commandant Haddad, mais le gouvernement libanais ne pouvait laisser passer ce nouveau grignotage de sa souveraineté, déjà fortement malmenée un peu partout dans le pays, particulièrement au Sud. Le premier ministre, M. Hoss, a donc vigoureusement dénoncé l'« annexion » des défilés au Sud des États-Unis ont amené ce pays à exprimer, une fois de plus, sa « profonde inquiétude » et à réaffirmer son appui à la souveraineté et l'intégrité territoriale du Liban. — I. G.

(Publié)
Le Comité de Coordination des Associations cambodgiennes en France informe tous les Cambodgiens qu'un rassemblement sera organisé le 29 juin 1980, à 14 h 15, à l'AFCD, 114 rue Marc-Aurèle, 75006 PARIS (Métro : Port-Royal).
Bureau de Presse
COMITÉ DE COORDINATION
FNUON, 114 rue Marc-Aurèle, 75006 PARIS, la responsable.

Le Monde
classé et documenté
Numéro de juin
LA CHINE APRÈS MAO
LE PÉTROLE
Le numéro : 3,90 F
Abonnement un an (six numéros) : 35 F.

Pays basque

SWITZERLAND

BALE/MULHOUSE

EST AU PLUS BAS: 600F

swissair

Libya
COLOM KADHAFI

démocratique libyen
de contestation

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

Libya

LA MARCHÉ
DU REPENTIN

Iran

L'homme Khomenei critique violemment
le président de la République
et le Conseil de la révolution

Un accord hâtif avec l'U.R.S.S.

Liban

Pays basque espagnol : l'impossible apaisement

II. — Raisons d'ETA

De notre envoyé spécial BERNARD BRIGOULEIX

Dans un premier article, notre envoyé spécial au Pays basque a rendu compte des services dont sont victimes certains dirigeants ou sympathisants du mouvement nationaliste basque, de la part de la police et de groupes d'extrême droite (« Le Monde » du 27 juin). Il analyse ici les raisons de l'organisation séparatiste ETA.

Bilbao. — « Gora Euzkadi, Gora ETA », « Vive le Pays basque, vive l'ETA ». En lettres géantes sur les murs ou les chausses, en petits caractères sur des papillons furtivement collés, le slogan est partout. Les dirigeants de l'organisation séparatiste ont connu un certain déclin dans l'opinion, et qu'il ne peut se permettre de négliger l'opinion populaire au profit de sa seule action « militaire ».

Tout le monde n'adhère pas à toutes ses thèses, ni n'éprouve toutes ses querelles (notamment intestines), ni n'approuve toutes ses méthodes. Certaines opérations — dont la responsabilité, il est vrai, avait été revendiquée par la branche politico-militaire, comme les attentats meurtriers de l'été dernier à Madrid — ont été violemment critiquées, dans les milieux nationalistes. Une relative marginalisation du mouvement avait suivi la démocratisation du régime espagnol.

Une réelle remontée

En tout cas l'ETA a réussi, en quelques mois, à effectuer une réelle remontée dans la faveur populaire, au moins chez les jeunes. « Cela tient notamment, estime l'un de ses fondateurs, au fait que les événements ont rapidement confirmé ce que nous disions alors que tant de voix y compris celles de patriotes basques incertaines, s'élevaient pour assurer qu'il fallait jouer le jeu de l'autonomie organisée par Madrid, au moins dans un premier temps et jusqu'à ce que nous ayons affirmé, nous, que c'était tomber dans le piège tendu par l'occupant. Aujourd'hui, même le très modéré P.N.V. a cru devoir retirer ses parlementaires des Cortes peu avant les dernières élections, tant la politique de coopération avec Madrid était devenue impopulaire en Euzkadi ».

En poursuivant la lutte armée, l'ETA a continué à maintenir au Pays basque une présence politique importante et un certain type de répression, donc à faire échouer la stratégie de détente menée par le Surcar, « sans doute, reconnaît un de ses militants, de même que si, chez vous, il n'y avait pas eu la Résistance entre 1940 et 1944, les Allemands auraient sans doute moins d'otages et, peu à peu, allégé leur dispositif d'occupation. C'est pour tant à la Résistance, et non aux partisans de la collaboration, que l'histoire et la morale ont donné raison ».

L'Espagne de Juan Carlos peut-elle vraiment être assimilée à l'Allemagne de Hitler? « Non, bien sûr, réplique un autre. Mais essayez d'imaginer qu'aujourd'hui l'occupation militaire de la France par l'Allemagne dure toujours, et qu'à Hitler le dictateur ait succédé Schmitt le social-démocrate. Le combat des résistants aurait-il pour autant perdu tout objet? Le fait que la puissance occupante soit désormais gérée de façon plus démocratique rendrait-il beaucoup moins odieuse la

présence de ses soldats sur votre sol, surtout si eux se comportent à peu près comme avant? N'auriez-vous pas, au contraire, la rage d'en finir? »

Sans doute beaucoup de Basques voudraient les aussi « en finir » avec le climat de violence qui ensanguine depuis si longtemps leur pays. Mais l'ETA est peut-être en train de réaliser la seule chose possible n'est pas que les séparatistes rendent les armes, mais bien qu'ils parviennent le plus rapidement possible à leurs fins. Ils ont même tenté de se demander, après avoir écarté de nombreux Basques de tous milieux, si une bonne partie de la population basque ne gèle pas délibérément une double ligne de conduite : on participe aux consultations, on joue le jeu de l'autonomie, d'une part, parce que tout ce qui se passe dans le Pays basque est bon à prendre; mais on soutient activement la lutte armée de l'ETA d'autre part, parce que ses militants sont de plus en plus nombreux et combattants de l'ancienne armée basque.

On ne dispose d'aucune statistique sérieuse sur les effectifs de l'ETA et sur son armement. Si l'on demande à tel ou tel de ses dirigeants de combien d'hommes et d'armes l'organisation dispose, la réponse est toujours la même : « Beaucoup ». Certaines opérations n'ont pour but que d'élargir l'arsenal du mouvement, notamment en explosifs utilisés dans les carrières ou pour certains travaux publics, et en armes et munitions dérobées dans des casernes, des postes de police, des armureries privées. Au total, le potentiel militaire de l'ETA paraît aujourd'hui plus important que jamais. Sa capacité d'intervention est grande, comme l'a encore montré l'embuscade victorieusement tendue à un convoi d'armement de la Guardia Civil en Euzkadi le 1^{er} février dernier (« Le Monde » du 2 et 3-4 février).

Cette efficacité technique lui vaut un indéniable prestige au Pays basque, même chez ceux qui sont partisans de moyens pacifiques, et a probablement contribué à répandre l'idée que la lutte armée pouvait être le bon moyen de faire accéder l'Euzkadi à l'indépendance. L'Institut Abasco a récemment publié à Bilbao les résultats d'un sondage d'opinion selon lequel une très forte proportion de l'électorat des partis basques favorables à l'indépendance était partisan de cette lutte armée : 89 % des électeurs de Herri Batasuna se sont prononcés en ce sens, et le chiffre s'élève à 80 % chez les moins de trente ans. L'efficacité technique de l'ETA est en outre servie par ses struc-

tures, qui semblent déjouer jusqu'à présent toutes les tentatives de la police pour remonter la filière jusqu'aux dirigeants du mouvement. Celui-ci se présente volontiers comme une organisation sans véritable hiérarchie, où règne la plus grande démocratie interne. En réalité, pour autant qu'on puisse le savoir, l'ETA est divisée en nombreuses petites cellules relativement autonomes, dont une sorte de direction de six membres, qui se réunissent en principe tous les jeudis, assure la coordination des actions militaires et politiques. Comme pour tout mouvement clandestin, la règle est que chaque militant ne soit pas associé à quelques autres avec qui il a à travailler. Mais cette règle est dans le contexte particulier du Pays basque espagnol, où quelques autres de tout le monde connaît un peu tout le monde dans les milieux du nationalisme basque.

Second aspect pour l'ETA : elle ne semble pas connaître de problèmes financiers. L'impôt révolutionnaire prélevé sur les industriels locaux serait d'un rendement élevé. L'organisation bénéficie en outre de nombreuses contributions plus volontaires, et du produit de certaines opérations, comme des enlèvements de personnes non basques, suivis du versement d'une rançon.

Dans d'autres circonstances récentes, il est vrai, l'ETA militaire a manifesté une étonnante impudence, qui l'a beaucoup servi, à la fois sur le terrain et dans l'opinion. L'arrestation à Biarritz l'hiver dernier de Ramon Aramburu, Txomin Irujo, Abasolo et Artola Gormendi (« Le Monde » du 3 février), a par exemple provoqué un certain désarroi dans les milieux nationalistes basques, de part et d'autre de la frontière franco-espagnole.

Les deux premiers sont en effet des membres importants de l'ETA militaire, et la police ne l'ignora pas, même si l'incident n'a pas donné lieu pour l'instant à une grande publicité officielle. Quant à M. Gormendi, appartenant à la direction de la coalition indépendantiste Herri Batasuna, et il est pour le moins malencontreux que son mouvement qu'il ait été pris en compagnie de deux an-

mateurs de l'ETA militaire, alors que l'on n'a déjà que trop tendance, à Madrid, à accuser la coalition des partis nationalistes de « collusion » avec l'organisation clandestine. Cet incident, passé relativement inaperçu en France, mais plus largement commenté en Espagne, a donné aux nationalistes basques deux raisons au moins de s'inquiéter.

La première est purement technique : les trois personnalités arrêtées au cours d'un contrôle de police qu'elles ont tenté de forcer, ont commis une double imprudence (que nous avons commentée) : à la fois en adoptant spontanément un comportement qui les désignait aux policiers et surtout en voyageant ensemble au milieu des règles élémentaires de la clandestinité. Imprudence qui a été suivie à plusieurs autres, les trois personnes arrêtées ont été commandées d'extrême droite de tuer ou blesser gravement des militaires de l'ETA (du côté espagnol ou français). « Si une telle légitimité devait continuer, estime un des « correspondants » de l'ETA, est un secret de police, car il est évident que l'organisation qui court un risque très grave. La clandestinité n'est pas un jeu de hasard. C'est une conduite réfléchie, qui suppose une auto-discipline et une organisation encore plus grande que dans la lutte à visage découvert ».

En second lieu, l'incident de Biarritz confirme que le Pays basque français n'est plus uniquement la base de repli qui a été durant plusieurs décennies. Les bonnes relations franco-espagnoles, notamment au niveau des patentes automobiles, ont entraîné de nombreux basques à se replier « au nord » (dont l'un des plus illustres, M. Juan José Erchave a récemment fait les honneurs de la réception des groupes d'extrême droite espagnols sur le territoire français, avaient déjà largement amorcé une évolution que l'accrochage de Biarritz est venu confirmer).

Dans les milieux nationalistes on affirme que l'état-major de l'ETA prend très au sérieux le risque de voir se multiplier les opérations incontrôlées. D'autres, au contraire, estiment que ces commandos autonomes permettent en réalité au mouvement clandestin de réaliser certains « coups » mineurs en gardant la possibilité, si nécessaire, de les désavouer par la suite, ou du moins d'en rejeter la responsabilité.

Lutter jusqu'à l'indépendance

Ce qui ne paraît pas devoir être révisé du côté de l'ETA militaire, en revanche, c'est son attitude d'hostilité ouverte vis-à-vis de la branche politico-militaire du mouvement. Les dirigeants de l'une et l'autre tendance, que mille occasions devraient rapprocher, en sont à ne pas s'adresser la parole. Mais peut-on encore parler de « tendances » à des branches d'une même organisation?

Les militaires condamnent sévèrement les « poil-milli », s'accusent à la fois d'avoir porté un coup sévère à la cause basque en déclarant abandonner la lutte armée et de s'être livrés à des « bavardages » par rapport à ceux qui prennent tous les risques, puis de s'être relancés dans l'action violente avec autant de désordre que d'indiscipline. Les militants de l'ETA militaire, à l'inverse, refusent — et puis on alerte la police pour que ses policiers alertent la justice — les « poil-milli » de s'être livrés à des « bavardages » par rapport à ceux qui prennent tous les risques, puis de s'être relancés dans l'action violente avec autant de désordre que d'indiscipline. Les militants de l'ETA militaire, à l'inverse, refusent — et puis on alerte la police pour que ses policiers alertent la justice — les « poil-milli » de s'être livrés à des « bavardages » par rapport à ceux qui prennent tous les risques, puis de s'être relancés dans l'action violente avec autant de désordre que d'indiscipline.

si la pression sur l'Etat espagnol doit être maintenue, un premier pas sur la bonne voie, et qu'il ne faut pas négliger cette chance de faire avancer la cause basque. Leur position est néanmoins et symboliquement le choix devant lequel se trouve aujourd'hui placé le courant nationaliste basque. Mais le secret de l'ETA n'est ni cette division ni les courants étrangers dont on accuse volontiers à Madrid : « Euzkadi, c'est stupide, l'ETA, les Bretons, les Corréens, l'O.L.P., c'est simplement tristesse : il n'y a rien de leur côté, et nous du nôtre. Il y a tout au plus une certaine sympathie entre les mouvements qui, un peu partout dans le monde, menent une lutte valable pour la libération de leur territoire. Mais le propre des paranoïdes est de tendre vers la même direction sans se rencontrer », assure un « Euzkadi ». Il ajoute : « Non, la seule vraie secret de l'ETA est un secret de police : elle continuera la lutte jusqu'à l'indépendance ».

Telle est, en tout cas, sa raison d'être, et la libération du régime espagnol a peut de chances d'enlever sa détermination. D'autant plus que, parmi ses sympathisants ou ses soutiens, d'hui persuadé que l'idée fait son chemin à Madrid, dans cette nouvelle classe politique dont on sait bien en Euzkadi que qu'elle soit le discours généralement tenu à ce sujet, quelle a rompu avec le franquisme, même si l'armée, la police, l'administration, n'en sont pas encore là. On parle de contacts discrets avec certains libéraux de l'U.D.C. de M. Suarez pour rechercher une formule qui aille au-delà de l'autonomie restreinte tout en évitant que le mot d'indépendance soit prononcé.

Reste à savoir quel serait à Madrid le butoir absolu, le point que l'armée ne laisserait pas le gouvernement franchir.

Prochain article : L'AUTONOMIE, ET APRÈS ?

EUROPE

samedi
13h

Pierre
WERNER
Président
du Gouvernement
luxembourgeois

rédacteur
en chef du

JOURNAL
INATTENDU

RTL

avec Alexandre BALOUD

Vous vous destinez à la gestion des entreprises :

Choisissez !

Il y a ceux qui peuplent votre temps sur plusieurs années. Ceux qui vous aident à quelques semaines dans le même auditoire. Ceux qui souffrent la fibre théorique et ne touchent à la réalité qu'avec des pinces. Ceux qui donnent le même cours depuis vingt ans. Ceux qui parlent de l'entreprise avec un grand E, mais jamais de la vie quotidienne des entreprises. Ceux qui...

Et puis, il y a « Administration de l'Entreprise ». Il est destiné aux gens comme vous, diplômés d'une solide formation de base. En 9 mois d'études intensives, il vous apporte ce qui vous manque pour aborder ou poursuivre avec succès votre carrière de manager : la dimension pratique, ce, si vous préférez, les clés de la vie réelle de l'entreprise. Vous y gagnerez d'être véritablement opérationnel ! « Administration de l'Entreprise » est accessible par deux chemins distincts. Soit par la voie théorique, à l'École de Cadres de Lausanne. Soit par la voie pratique, à l'École de l'Entreprise. On y parle de la gestion, de la planification, du marketing, de la politique financière, de la stratégie, de la structure, de la culture d'entreprise, de la communication, de la gestion des ressources humaines, de la gestion des opérations, de la gestion des finances, de la gestion des risques, de la gestion de l'environnement. Enfin, on y pratique un contrôle continu et systématique des connaissances et performances. A la clé un diplôme de gestion d'entreprise, plus d'un million de « managers E.T.I. » dans 57 pays du globe !

La prochaine session débute en octobre 1980 et s'achève en juin 1981. Le coût total du programme est de FS 18'500.-. Il y a 30 places disponibles. Pour ne pas manquer la vôtre, retournez sans tarder le coupon ci-joint. Vous recevrez gratuitement une documentation complète et un dossier d'inscription, sans aucun engagement de votre part.

Ecole de Cadres de Lausanne

Centre international de formation et perfectionnement
en administration d'entreprises
Rue de Bugnon 4, CH-1005 Lausanne (Suisse), tél. 021/22 15 11

Au Secrétariat de l'Ecole de Cadres de Lausanne (adresse ci-dessus)

Faites-en! Prenez sans engagement une documentation complète sur le programme « Administration de l'Entreprise » 80/81.

TOUS LES PRIX S'ENVOLENT.

PARIS-GENEVE-PARIS*
EST AU PLUS BAS: 600F.

* Demandez le Tarif Excursion à votre agence de voyages.
Valable à partir du 1^{er} Juillet 1980.

AIR FRANCE // SWISSAIR

BALLY

Stephane Kellian

SOLDES

SOLDES

FORUM DES HALLES

FORUM DES HALLES

TOUS LES PRIX S'ENVOLENT.

PARIS-ZURICH-PARIS*
EST AU PLUS BAS: 665F.

* Demandez le Tarif Excursion à votre agence de voyages.
Valable à partir du 1^{er} Juillet 1980.

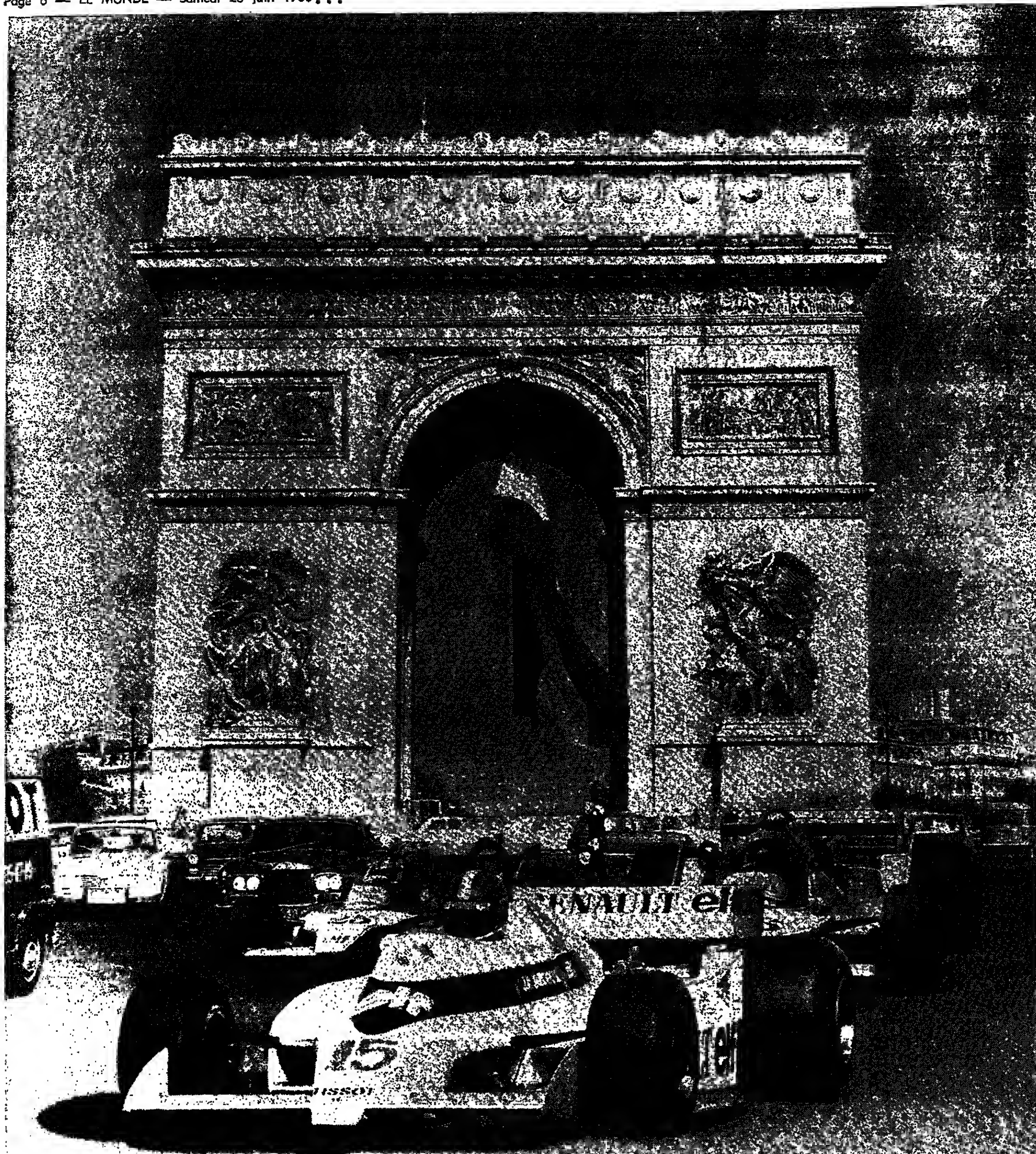
AIR FRANCE // SWISSAIR

TOUS LES PRIX S'ENVOLENT.

PARIS-BALE/MULHOUSE-PARIS*
EST AU PLUS BAS: 600F.

* Demandez le Tarif Excursion à votre agence de voyages.
Valable à partir du 1^{er} Juillet 1980.

swissair



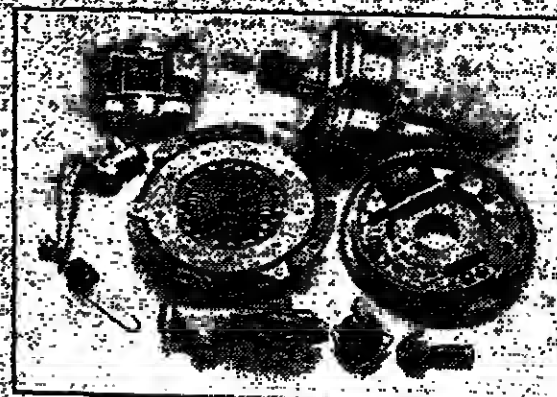
Les Champs Elysées sont aussi impitoyables pour les freins et pour les embrayages que le circuit Paul Ricard.

Les routes d'aujourd'hui devenant de plus en plus difficiles, il n'est pas surprenant que les constructeurs automobiles soient plus exigeants quant aux embrayages et aux freins qu'ils utilisent.

C'est la raison pour laquelle les principaux constructeurs adoptent les embrayages Borg & Beck et les freins Lockheed qui, à de multiples reprises, ont fait leurs preuves sur les circuits de Grands Prix automobiles du monde.

De fait, plus de courses de Grands Prix sont gagnées avec des embrayages Borg & Beck et des freins Lockheed qu'avec tous autres.

Le Grand Prix de France, nous en avons la certitude, ne fera pas exception.



Automotive Products Ltd, Leamington Spa, Angleterre/Automotive Products France SA 92404 Courbevoie, Paris
Fabricants des freins Lockheed, des embrayages Borg & Beck, des pièces de direction et de suspension Lockheed, des filtres AP, des silencieux AP ainsi que des transmissions automatiques AP.

Espagne

LES CHANCES DE L'ESPAGNE
Le ministre de l'Intérieur met devant
les autorités françaises

Le ministre de l'Intérieur espagnol, Francisco Franco, a déclaré que les autorités françaises devaient être informées de la situation en Espagne.

Le ministre de l'Intérieur espagnol, Francisco Franco, a déclaré que les autorités françaises devaient être informées de la situation en Espagne.

Le ministre de l'Intérieur espagnol, Francisco Franco, a déclaré que les autorités françaises devaient être informées de la situation en Espagne.

Le ministre de l'Intérieur espagnol, Francisco Franco, a déclaré que les autorités françaises devaient être informées de la situation en Espagne.

Le ministre de l'Intérieur espagnol, Francisco Franco, a déclaré que les autorités françaises devaient être informées de la situation en Espagne.

Le ministre de l'Intérieur espagnol, Francisco Franco, a déclaré que les autorités françaises devaient être informées de la situation en Espagne.

Le ministre de l'Intérieur espagnol, Francisco Franco, a déclaré que les autorités françaises devaient être informées de la situation en Espagne.

Le ministre de l'Intérieur espagnol, Francisco Franco, a déclaré que les autorités françaises devaient être informées de la situation en Espagne.

Le ministre de l'Intérieur espagnol, Francisco Franco, a déclaré que les autorités françaises devaient être informées de la situation en Espagne.

Le ministre de l'Intérieur espagnol, Francisco Franco, a déclaré que les autorités françaises devaient être informées de la situation en Espagne.

Le ministre de l'Intérieur espagnol, Francisco Franco, a déclaré que les autorités françaises devaient être informées de la situation en Espagne.

Le ministre de l'Intérieur espagnol, Francisco Franco, a déclaré que les autorités françaises devaient être informées de la situation en Espagne.

Le ministre de l'Intérieur espagnol, Francisco Franco, a déclaré que les autorités françaises devaient être informées de la situation en Espagne.

Le ministre de l'Intérieur espagnol, Francisco Franco, a déclaré que les autorités françaises devaient être informées de la situation en Espagne.

Le ministre de l'Intérieur espagnol, Francisco Franco, a déclaré que les autorités françaises devaient être informées de la situation en Espagne.

Le ministre de l'Intérieur espagnol, Francisco Franco, a déclaré que les autorités françaises devaient être informées de la situation en Espagne.

EUROPE

Espagne

LA « GUERRE DES VACANCES » DE L'ETA
Le ministre de l'intérieur met vivement en cause les autorités françaises

De notre correspondant

Une bombe a explosé ce vendredi 27 juin dans les jardins du parador de Javea, près d'Alicante, sans faire de victimes. C'est la cinquième bombe qui explose depuis le début de la « guerre des vacances » de l'ETA, samedi dernier. A Madrid, le ministre espagnol de l'intérieur a vivement mis en cause les autorités françaises pour leur « manque de coopération » dans la lutte contre l'ETA.

Madrid. — Alors que la « guerre des vacances » de l'ETA se poursuit, le ministre espagnol de l'intérieur, M. Juan José Rosón, s'en est vivement pris, jeudi 26 juin, à la France, qu'il a accusée « de donner asile à ses auteurs ».

« Tous les dirigeants de l'ETA vivent en France », a dit M. Rosón. « Nous avons des preuves, à l'appui, que certaines réunions se sont tenues en France ces mois-ci, et nous croyons que cette vague d'attentats à la bombe y a été décidée ».

L'Espagne a souvent reproché aux autorités françaises de ne pas agir assez énergiquement contre les séparatistes basques espagnols, mais le ton de M. Rosón a été particulièrement virulent à une semaine seulement de la visite à Madrid de M. Raymond Barre. « Que se passerait-il

si les séparatistes basques étaient à Barcelone ou à la Jangue ? », a demandé M. Rosón, qui s'adressait aux correspondants de la presse étrangère à Madrid.

Les récriminations des autorités espagnoles à l'égard de ce qu'elles appellent la « manque de coopération de la police française » viennent s'ajouter à d'autres griefs : la déclaration récente de M. Giscard d'Estaing sur les problèmes de désarmement du Maroc commun et les attentats des séparatistes français contre les camions espagnols.

« Merde », titre couramment cette semaine l'hebdomadaire *Sabado Gráfico* sur sa couverture, qui reprend M. Giscard d'Estaing et une main faisant un geste obscène dans sa direction.

M. Rosón a ajouté qu'il était « de notoriété publique » que l'impitoyable révolutionnaire prélevait sur les industriels basques espagnols par l'ETA était versé en France. Il a affirmé que la police française connaît les lieux publics où s'effectuent ces versements, selon lui, du délit d'extorsion de fonds et de trafic d'armes.

M. Rosón a demandé aux autorités françaises de prendre les mesures nécessaires pour mettre fin aux « activités illégales » de l'ETA et de revoir leurs pratiques en matière d'extradition.

Le ministre de l'intérieur a, d'autre part, déclaré avoir des inquiétudes de cette offensive de l'ETA. Dans un télégramme à M. Giscard d'Estaing, il a affirmé qu'il était « de notoriété publique » que les séparatistes basques espagnols ont des bases en France.

« Nous demandons la coopération du gouvernement français pour expulser les terroristes espagnols du territoire français », écrit-il.

Interim.

Italie

LE WESTERN
DES TERRORISTES

(De notre correspondant.)

Rome. — Les attaques de trains ne sont pas courantes. Surtout lorsqu'elles ont pour objectif une distribution de tracts.

L'organisation terroriste Prima Linea a choisi cette étrange méthode le jeudi 26 juin dans le Piémont. Sept de ses membres, dont une femme, sont montés dans un convoi qui transportait chaque semaine des ouvriers de Fiat habitant à plusieurs dizaines de kilomètres de Turin.

A la hauteur de la station de Rosta, les agresseurs ont sorti leurs pistolets et désarmé un garde. Puis ils ont procédé à la distribution d'un tract assez juteux démontrant la nécessité de la lutte armée. Après cette brève séance de lecture, les terroristes ont appuyé sur le frein et déboulé vers les voitures.

Des complices les attendaient en voiture. Le western du 26 juin figurera dans les annales du terrorisme italien, comme une action militaire à lui polémique. L'intention de ses auteurs était double : démontrer que Prima Linea existe encore malgré les coups très durs qu'elle a reçus, notamment dans cette zone du Piémont, et remonter le moral aux sympathisants de la lutte armée. Le plus significatif du tract est en effet celui où sont justifiés les « trafics » et les « déserteurs ». — R. S.

Union soviétique

Le sort du Père Douklo. — A la suite des déclarations du Père Douklo à la télévision soviétique de Moscou datées du 22 juin, le comité Yakovlev-Douklo pour le respect de la liberté religieuse en U.R.S.S. estime que « les usages, répressions, dénonciations que l'on arrache à un prisonnier après l'avoir soumis cinq mois durant aux pressions et traitements que l'on imagine, alors qu'il a déjà connu l'horreur du goulag, ne peuvent prouver qu'une seule chose : la justice soviétique ne vise pas à établir la vérité mais à briser moralement l'ennemi, portant atteinte au droit le plus insuppressible de l'homme, celui d'être lui-même. C'est donc avec douleur, mais sans hésitation, que nous lançons un appel à l'humanité du régime qui parvient à les obtenir ». (42, rue de Grenelle, 75007 Paris.)

L'affaire Sakharov. — Le journal *Gorki Pravda* a accusé, dans un article publié le 12 juin, l'académicien Sakharov de contribuer à la pénurie alimentaire en invitant les Occidentaux à poursuivre la course aux armements et en forçant ainsi l'Union soviétique à consacrer davantage de ressources à sa défense. (A.F.P.)

M. Alexandre Guisbourg, militant soviétique des droits de l'homme, échangé en avril 1979, ainsi que trois autres dissidents contre deux Soviétiques détenus pour espionnage aux Etats-Unis, va s'installer en France avec sa famille. M. Guisbourg doit animer un centre de culture russe à Montgeron dans l'Essonne.

Pays-Bas

MOTION DE CENSURE REPOUSSEES. — Le gouvernement de M. Van Agt a triomphé de justesse, le jeudi 26 juin, d'une motion de censure déposée par l'opposition, après qu'il eut refusé d'appliquer unilatéralement le boycott pétrolier de l'Afrique du Sud. Appuyé par 79 voix contre 66 et pour la dernière fois en une semaine, enjoint le gouvernement d'appliquer cette sanction à Pretoria pour protester contre sa politique raciale. — (A.F.P.)

AMÉRIQUES

El Salvador

L'armée investit le campus de l'université centrale et tire sur les étudiants

San Salvador. (A.F.P., A.P., Reuters). — Au moins treize personnes ont été tuées le jeudi 26 juin dans la capitale lors d'affrontements entre les forces de l'ordre et des militants de gauche. En pour la première fois, l'armée a investi le campus de l'université centrale, qui bénéficie du privilège de l'autonomie, tirant sans sommations sur des étudiants. Des dirigeants de l'opposition étaient à ce moment-là réunis dans l'université pour faire le bilan de la grève générale de mardi et de mercredi.

Plusieurs centaines de personnes ont été interpellées au cours de cette opération militaire à l'université et beaucoup ont semblé être détenues. Selon des témoins, les soldats ont également pénétré dans une école supérieure située près de l'université. Ils ont obligé tout le monde, y compris les vendeuses de jus d'orange à l'extérieur, à s'allonger face contre terre. Un journaliste

a affirmé avoir entendu l'un des officiers dire en pénétrant dans l'école : « Ce sont nos ennemis ». « Dans l'école, a-t-il rapporté, un étudiant est descendu d'un couloir en courant et en criant : « Ne tirez pas, ne tirez pas », mais les soldats ont tout de même tiré. Les soldats ont ensuite tiré sur un deuxième étudiant qui arrivait et l'ont blessé. D'autres étudiants ont supplié les soldats : « Si vous tirez, vous allez tuer plus de personnes. »

Celui qui commandait les soldats qui se trouvaient dans le hall de l'école a alors pointé son arme automatique vers l'un des étudiants, il a tiré à trois reprises. La première fois à une trentaine de centimètres de la tête de l'étudiant, la deuxième à quelques centimètres, et la troisième dans la tête. L'étudiant est tombé sur le sol et a agonisé plusieurs minutes avant de mourir.

Bolivie

A la veille de l'élection du 29 juin

L'ancien président Siles Zuazo échappe à un attentat

Correspondance

L'ancien président Hernan Siles Zuazo, candidat à l'élection présidentielle du 29 juin, a échappé à un attentat le jeudi 26 juin, à La Paz. Une bombe, explosant à l'issue d'un meeting de son parti, l'Union démocratique populaire (U.D.P.), a fait deux morts et plusieurs blessés. Cet attentat fait encore monter la tension en Bolivie, où l'on redoute une nouvelle intervention des forces armées.

La Paz. Coup d'Etat ou élections ? A la veille de la consultation du 29 juin, cette alternative obéit les deux millions de Boliviens qui, pour la troisième fois en trois ans, sont appelés à élire, dimanche, leur président et les cent cinquante-sept représentants du pouvoir législatif.

Depuis juillet 1978, trois coups d'Etat ont secoué le pays (« démocratisation » du pays). C'est donc vers les casernes que se tournent, avec appréhension, les électeurs. La guerre des inscriptions militaires (maréau) et facile contre les concentrations populaires avec l'armée, le général Hugo Banzer, fort de drapeaux orange, tout ce carnaval semble pueril dans le contexte actuel alors que les

soldats, le doit sur la détente, n'attendent que le premier faux pas des civils pour reprendre un vieil héritage séculaire.

Très brève, la campagne électorale a été marquée. D'autant plus que les résultats ne semblent pas avoir résolu les surprises. Comme l'année dernière, M. Victor Paz Estenssoro (libéral) et Hernan Siles Zuazo (centre gauche) devraient se disputer la première place, président de l'Etat, le général Hugo Banzer. Aucun candidat ne semble en mesure de réunir plus d'un tiers des suffrages. Ces élections ne seront que des « primaires », la Constitution stipulant que pour être élu au suffrage direct le futur président doit recueillir plus de 50 % des voix. Ce sont donc les membres du Congrès qui désigneront sans doute le chef d'Etat, entre le 4 et le 6 août.

En attendant, la Bolivie est agitée par une vague d'insécurité. Des groupes para-militaires, tout d'abord, des ultimatums, la situation économique est proche de la faillite et la main-d'œuvre contrainte, les citoyens bloquent les routes, font sauter les ponts et prennent des otages. Et les procès contre le général Banzer contribuent à aggraver le malaise des forces armées.

NICOLE BONNET.

Nicaragua

AEROFLOT INAUGURE
UNE LIAISON RÉGULIÈRE
ENTRE MOSCOU ET MANAGUA

Moscou (Reuters). — La compagnie soviétique Aeroflot a inauguré mardi un vol hebdomadaire régulier entre Moscou et la capitale nicaraguayenne, Managua, à l'occasion du 25 juin la « Pravda ». Cité par la « Pravda », M. Paul Aza, ministre nicaraguayen des transports, a déclaré que cette nouvelle ligne constituait « un pont d'amitié entre nos peuples ».

La victoire de notre révolution nous a permis de choisir nous-mêmes nos amis, et non pas selon les dictates de l'impérialisme. Nous sommes heureux d'être amis avec vous », a-t-il ajouté.

Etats-Unis

M. CHRISTOPHER
DEMANDE AU CONGRÈS
D'APPROUVER LA VENTE
D'URANIUM A L'INDE

Washington (A.F.P.). — M. Christopher, secrétaire d'Etat adjoint, a demandé, jeudi 26 juin, au Congrès de ne pas bloquer la vente à l'Inde de 38 tonnes d'uranium destinées à alimenter la centrale nucléaire de Tarapur, près de Bombay.

La décision des Etats-Unis de procéder à cette vente avait été annoncée, le 19 juin, par M. Christopher devant la commission des affaires étrangères du Sénat (le Monde du 21 juin).

Dans une déclaration devant la commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants, le numéro deux du département d'Etat a souligné que M. Carter était d'avis que cette vente contribuerait à renforcer les relations entre les Etats-Unis et l'Inde. Il a précisé que l'interdiction de cette vente par le Congrès mettrait fin à la coopération américano-indienne dans ce domaine, commencée en 1958 à la suite de la signature d'un accord aux termes duquel les Etats-Unis s'étaient engagés à alimenter en uranium la centrale de Tarapur.

Vietnam

M. HOANG VAN HOAN, ancien dirigeant vietnamien, qui s'était réfugié en Chine au début juillet 1979, a été condamné à mort par contumace pour « haute trahison » par la Cour suprême, a annoncé, le jeudi 26 juin, Hanoi. Ancien membre du bureau politique du P.C.V., M. Hoang Van Hoan, qui est âgé de cinquante-cinq ans, était, au moment de sa fuite, vice-président de l'Assemblée nationale. — (A.F.P.)

Zimbabwe

LE ZIMBABWE ET LE VATICAN ont établi des relations diplomatiques au niveau des ambassadeurs, a annoncé, le jeudi 26 juin, un porte-parole du ministère zimbabwéen des affaires étrangères. — (Reuters.)

AFRIQUE

Maroc

Rabat voudrait profiter du renouvellement
de l'accord sur la pêche
pour régler son contentieux avec Madrid

De notre correspondant

Rabat. — Une délégation espagnole conduite par le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Carlos Robles Piquer, a été reçue le mercredi 25 juin à Rabat par M. Abderrahman Baddou, son homologue marocain, pour négocier un nouvel accord sur la pêche. Le temps presse. Le précédent accord maroco-espagnol, provisoire, vient à expiration le 30 juin. Il avait été signé en mai pour trois mois. Cette fois-ci, il est question d'en signer un nouveau qui serait limité à six mois.

La pêche n'est, en réalité, qu'un chapitre du contentieux à s'écarter entre l'Espagne et le Maroc. Les eaux territoriales marocaines, en particulier à la hauteur des îles Canaries, étant les plus poissonneuses du monde, une armada de chalutiers espagnols y pêche à longueur d'année. On évalue leur nombre du côté marocain à plus d'un millier.

L'absence d'une flotte de pêche marocaine digne de ce nom encourage les Espagnols à s'aventurer jusqu'à l'intérieur de la zone limitée de 12 milles marins, ce qui les expose à se faire arrêter. Certains jours d'arrêt, on a compté jusqu'à quinze chalutiers espagnols emmenés dans le port de Casablanca.

La situation est encore plus compliquée depuis que des chalutiers espagnols ont aussi pénétré dans les eaux marocaines, jusqu'à présent très favorables à l'Espagne. M. Boccoetta, ministre marocain des affaires étrangères, les a accusés, dans une interview à l'agence espagnole ERS, et publié le jeudi 26 juin, dans le journal *le Matin du Sahara*, de se prêter moyennement espèces sonnantes et trébuchantes à dire saisis « dans le calme et la bonne entente pour se faire diriger sur Alger et ouvrir des négociations de libération ». Ce serait, selon le ministre, une pure comédie et la dernière invention des propagandistes du Polisario.

Les Espagnols ont le sentiment très net que la surveillance des unités marocaines sur leurs chalutiers est fonction de leur plus ou moins grande propension à reconnaître les thèses algériennes sur le Polisario. M. Ali Yata, directeur du F.R.P. (parti communiste), n'a-t-il pas, dans une interview accordée à un journal catalan, déclaré à l'adresse des Espagnols : « Quand on parle nos richesses halieutiques et qu'on s'incruste devant le Polisario, nous sommes contraints de nous défendre ».

Conscient de l'hyperresponsabilité de leurs partenaires marocains à l'égard de tout ce qui touche au Polisario, les Espagnols ont multiplié ces dernières années des déclarations apaisantes, insistant sur leur neutralité dans l'affaire du Sahara.

Mais, outre cet aspect politique du problème, il est des questions plus concrètes. En fait, les Marocains veulent bien conclure un nouveau accord sur la pêche, mais à la condition qu'un autre accord global régle l'ensemble de leur contentieux avec l'Espagne. Ce contentieux comporte trois points principaux : le transit des armes marocaines à travers l'Espagne, actuellement bloqué par les agriculteurs espagnols ; la régulation du statut des travailleurs marocains en Espagne, et, enfin, le rétablissement, ou du moins l'amélioration, de la balance commerciale, jusqu'à présent très favorable à l'Espagne.

De leur côté, les Espagnols ont présenté, mercredi, les problèmes de leur agriculture, dont les agrumes sont exposés à la concurrence des fruits marocains, moins taxés aux frontières du Maroc commun, plus précoces et d'un prix de revient moins élevé. En ayant fini avec la « guerre des tomates », qui les opposait à la France, les Marocains entendent aussi mettre fin à la querelle des Espagnols contre leurs oranges.

ROLAND DELCOUR.

Libéria

La communauté africaine s'achemine
vers la reconnaissance du nouveau régime

De notre envoyé spécial

Abidjan. — Après quarante-huit heures de suspense, le président Houphouët-Boigny, de Côte d'Ivoire, a décidé de se rendre ce vendredi 27 juin à Monrovia (notre dernière édition du 27 juin), où sont attendus les autres membres de la Commission spéciale sur le Libéria, créée fin mai à Lomé, en marge du sommet de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) : les présidents Sekou Touré de Guinée, Siérens, de Sierra-Leone, et Eyangma, du Togo.

Pour ce nouveau régime libérien, ce petit sommet de Monrovia va constituer, sans incidents de dernière heure, le prélude à une reconnaissance par la communauté africaine, que consacrera certainement dans quelques jours la présence du président Doe au sommet annuel de l'O.U.A., qui s'ouvre le 1^{er} juillet à Freetown, en Sierra-Leone, alors que, fin avril, il avait été fermement tenu à l'écart du sommet économique d'Accra, en Côte d'Ivoire. Cette reconnaissance ne peut que contribuer à

consolider ses bases sur le plan intérieur, et c'est, au demeurant, ce qu'aurait le président Houphouët-Boigny et ses collègues, très soucieux d'éviter que, par manque de compréhension et de soutien des Etats voisins, un foyer d'instabilité et d'anarchie se crée dans leurs régions voisines.

Dans l'esprit du leader ivoirien, une telle reconnaissance ne peut cependant intervenir à l'importe quelle condition. L'arrêt des procès expéditifs et des exactions sommaires, la libération des dirigeants de l'ancien régime arrêtés arbitrairement, en particulier celle du fils de l'ancien président Tolbert, mort d'une chute foudroyante, appréhendée récemment dans la résidence de l'ambassadeur de France constituant, à ses yeux, les principaux préalables à une normalisation. Apparemment, c'est parce qu'il est à présent à peu près assuré d'obtenir satisfaction sur ces différents points, qu'il a décidé de se rendre à Monrovia. — P. B.

Angola

Luanda demande au Conseil de sécurité de condamner
l'invasion de son territoire par les Sud-Africains

Le Conseil de sécurité des Nations unies s'est réuni jeudi 26 juin à la demande de l'Angola. M. Eliso de Figueiredo, représentant de l'Angola, a en effet signalé dans une lettre au président du Conseil de sécurité que « environ huit bataillons des forces armées racistes d'Afrique du Sud, y compris une compagnie d'engins blindés AM-50, se trouvent en territoire angolais ». L'Angola, écrit M. de Figueiredo, demande à la Communauté internationale de « condamner cette manœuvre raciste et impérialiste qui menace la paix et la stabilité dans la région ».

Les Etats africains ont rédigé un projet de résolution qui condamne l'Afrique du Sud « pour ses invasions présumées et répétées de l'Angola et l'occupation du territoire angolais ». Selon un communiqué du ministère angolais de la défense, les Sud-Africains ont « ouvertement envahi l'Angola depuis le 7 juin ». Depuis cette date, trois cents civils ont trouvé la mort ou sont devenus blessés par des bombardements ou d'attaques, ainsi que sept militaires angolais

dans la province du Cuvana, à la frontière entre l'Angola et la Namibie, précise le ministre, deux cent cinquante personnes ont été tuées.

Selon Luanda, deux mille soldats sud-africains se trouvaient dans cette province. Ces troupes, indique le communiqué, ont mené plusieurs actions entre le 7 et le 22 juin, en particulier à Malindi, où deux compagnies de parascandales ont occupé la ville le 6 juin et, deux jours plus tard, celle d'Acritaria. Les Sud-Africains ont « enlèvement la population, sans discrimination d'âge, de sexe, de religion et d'origine sociale ».

A Freetown, la conférence ministérielle de l'Organisation de l'unité africaine, le P. O. U. A., porte-parole de l'O. U. A., a fermement condamné jeudi l'invasion de l'Angola et demandé que l'intervention des Sud-Africains soit portée à l'attention du Conseil de sécurité, ajoutant qu'il ne comprenait pas pourquoi celui-ci reste silencieux sur cette affaire. — (A.F.P., Reuters.)

Le Monde

politique

LA CONFÉRENCE DE PRESSE

« Toute attaque nucléaire sur le sol de la France »

La pendulette, les fleurs et les caméras de télévision : l'essentiel du dispositif présidentiel de communication tient en ces trois éléments. Le reste n'est qu'accessoire, ou presque. Et les journalistes se sont bien fait leur affaire de l'accessoire lors d'une conférence de presse comme celle qui a été donnée jeudi après-midi 25 juin au palais de l'Élysée.

M. Giscard d'Estaing a été longtemps un orateur efficace dans les joutes parlementaires, il est un « debater » habile en petit comité et un adversaire redoutable en tête à tête ; en outre, il s'était révélé en 1974 un candidat fort à l'aise face aux grandes foules. Mais jamais, véritablement, il n'a épousé la formule de ces grandes réunions de presse.

Co n'est pas qu'il y soit mal à l'aise, loin de là. Au contraire même, l'image qu'il donne de lui en cette circonstance est singulièrement moins affectée, moins assésée que lors des émissions. Une heure avec le président de la République - où il n'a en face de lui qu'un nombre très restreint d'interlocuteurs, dans un environnement protégé. Mais à aucun moment, la conférence de presse - élyséenne - n'est une conférence de presse. A aucun moment l'échange et la spontanéité ne prévalent sur

la réflexion et l'habileté à éluder. Rassembler les questions en gros paquets est une manière pratique de ne pas laisser la place à la rancune et de délivrer le message que l'on souhaite délivrer sans vraiment tenir compte de ceux qui interrogent. Au reste, cela n'est nullement particulier à M. Giscard d'Estaing : le général de Gaulle - croyait - avoir entendu des questions qu'on ne lui avait pas posées et M. Mitterrand a montré parfois qu'il avait sa propre technique pour conduire à sa guise ses échanges avec les journalistes. C'est sans doute là un phénomène français, télévisuel et présidentiel - ou para-présidentiel.

Un chapitre « affaires étrangères », un chapitre « économique et social », un chapitre « défense », un chapitre « société ». L'abondance de l'actualité ne permet certes pas d'aller au fond des choses et de répondre à chacun en quelques cent minutes. Innovation : une réponse, par écrit. Le chef de l'État a en effet adressé une lettre au journaliste qui l'avait interrogé sur la famine en Ouganda, et auquel il avait omis de répondre (ce ne fut d'ailleurs pas la seule omission). Pour le reste, un propos souvent ferme, des prises de position nettes, une détermination exprimée clairement et un ton quelquefois sans valeurs

Voici le texte intégral des déclarations de M. Giscard d'Estaing au cours de la conférence de presse du 28 juin dans la salle des fêtes du palais de l'Élysée.

M. GISCARD D'ESTAING. — Mesdames, messieurs, mes- sieurs les journalistes, au cours de cette neuvième conférence de presse - neuvième avec chacun - je répondrai aux questions que vous voudrez bien me poser sur les problèmes d'actualité et je rappellerai les orientations principales de l'action que je conduis, afin qu'elles soient perçues au travers du tumulte et de la diversité des événements.

Ces orientations, ce sont, sur le plan extérieur, l'indépendance, la paix et la sécurité. Sur le plan intérieur, la liberté, la justice, et le progrès économique et social.

Pour la clarté, je répondrai aux questions portant d'abord sur la situation internationale ; puis sur les problèmes de défense ; ensuite sur les perspectives économiques et sociales ; enfin, sur la situa-

tion politique et les problèmes de société et de culture.

M. ALAIN FERNBACH (TF1), président de l'Association de la presse présidentielle. — Quelques semaines après votre rencontre M. Brejnev à Varsovie, quelques jours après avoir rencontré M. Schmidt en Allemagne, savez-vous où nous allons ?

L'action diplomatique de la France vise à traiter les problèmes du moment et à faire face aux difficultés que traverse le monde. Je vous en rappelle les caractères puisqu'elle donne souvent lieu, délibérément ou non, à certaines confusions de jugement. La politique extérieure de la France n'est ni neutre ni neutraliste ; elle est indépendante. Au cours des événements récents, on lui a reproché tantôt d'être trop, tantôt de l'être insuffisamment. Mais tout le monde s'accorde à constater qu'elle l'est. Ceci tient à la fois à la situation et à la tradition historique de notre pays.

La politique étrangère de la

France n'est pas neutre, car nous faisons partie d'une alliance. Si les classes de cette alliance étaient en jeu, la France remplirait intégralement ses obligations.

Elle n'est pas non plus neutraliste. La France est une démocratie de liberté. Elle souhaite, partout dans le monde, aider au succès et au développement des démocraties de liberté. Bien entendu, elle le fait par des moyens pacifiques.

Notre politique étrangère cherche, en second lieu, à corriger l'anomalie que constitue l'effacement du rôle de l'Europe dans le monde, dont la cause essentielle tient à la succession des deux derniers conflits mondiaux. Vous retrouverez partout cette préoccupation : la France s'efforce de manifester l'existence de l'Europe dans le monde.

Enfin, notre politique étrangère cherche, en second lieu, à corriger l'anomalie que constitue l'effacement du rôle de l'Europe dans le monde, dont la cause essentielle tient à la succession des deux derniers conflits mondiaux. Vous retrouverez partout cette préoccupation : la France s'efforce de manifester l'existence de l'Europe dans le monde.

Notre politique étrangère cherche, en second lieu, à corriger l'anomalie que constitue l'effacement du rôle de l'Europe dans le monde, dont la cause essentielle tient à la succession des deux derniers conflits mondiaux. Vous retrouverez partout cette préoccupation : la France s'efforce de manifester l'existence de l'Europe dans le monde.

Enfin, j'ai toutes raisons de faire confiance au chancelier Schmidt pour exposer et soutenir des thèses qui soient conformes aux déclarations que nous avons faites ensemble et, notamment, à la déclaration franco-allemande sur l'Afghanistan que nous avons adoptée, je vous le rappelle, lors du dernier sommet franco-allemand.

— Comment appréciez-vous les efforts de la Pologne pour conserver la paix, le dialogue et la coopération internationale ?

— Nous observons les grands efforts de la Pologne pour que soit maintenu un contact étroit entre ceux qui s'efforcent à l'heure actuelle de résoudre des problèmes de relations Est-Ouest et, plus précisément, des relations trans-européennes.

S'agissant de l'Europe, nous appartenons à la Communauté européenne et nous participons à la politique qu'elle définit. Mais les grands enjeux de la politique internationale sont toujours ceux de la politique européenne, et plus précisément, des relations trans-européennes.

AFGHANISTAN : régler politiquement la crise

— Des hommes politiques de la majorité, comme de l'opposition, disent que la France doit aider la résistance afghane, est-ce que cette question n'est posée au sommet de Venise ?

— Quel lien faut-il établir entre le sommet de Venise et le premier retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan ?

— Quel lien faut-il établir entre le sommet de Venise et le premier retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan ?

— Quel lien faut-il établir entre le sommet de Venise et le premier retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan ?

d'ampleur. Aux Nations unies, cent quatre pays se sont prononcés contre cette intervention. Par deux fois à Islamabad, la quasi-totalité des pays islamiques l'ont condamnée.

Il y avait, enfin, l'effet que cette intervention aurait sur la politique de détente. La première conséquence en était de différer la ratification, pourtant souhaitée, de l'accord SALT II par les États-Unis d'Amérique. Ensuite, la poursuite de cette intervention, repoussant sur l'usage de moyens militaires, rendait chaque jour plus difficile la poursuite de la politique de détente.

Ceci a été notre analyse dès le début. Je l'ai exposée à M. Leonid Brejnev au cours de notre seule conversation de Varsovie.

Cette conversation était due à l'initiative de M. Edouard Giersek, avec lequel j'avais échangé au préalable quelques réflexions. Elle avait pour objet principal de faire ce qui doit être en cas de crise, c'est-à-dire rétablir la communication et des échanges de vues approfondis sur la situation entre les deux principaux partenaires.

J'ai indiqué à M. Brejnev quelles étaient notre analyse de la situation et les réactions que rencontrait la France. Dans la conversation, j'ai précisé qu'il y avait deux manières d'agir pour régler cette situation : d'une part, établir un calendrier de retrait des forces armées soviétiques ; ensuite, commencer ce retrait, notamment dans la région de Kaboul, puisque l'argument qui était donné visait une infiltration

aux frontières ne justifiant pas la présence d'effectifs armés importants dans la capitale.

La solution ne pouvant être que politique, j'ai indiqué qu'elle était, à mon sentiment, les axes dans lesquels elle-ci devrait être recherchée.

— D'abord, elle doit comporter le retrait total des forces armées étrangères d'Afghanistan ;

— Ensuite, elle doit permettre au peuple afghan de choisir lui-même son avenir ;

— Enfin, elle doit permettre à la République islamique d'Afghanistan de choisir son avenir.

— Vous avez effectué des visites officielles dans diverses capitales arabes du Proche-Orient. Vous avez affirmé alors, pour la première fois, le rôle de médiateur de la France dans la question du Proche-Orient. Est-ce une initiative officielle de la France, dans les milieux arabes, à l'issue de cette visite ?

— La question du Proche-Orient est très importante. Elle a un caractère éminemment politique. Elle concerne toutes les parties concernées, comme j'ai pu le constater au cours de mon voyage dans la région.

— C'est un problème auquel je pense lorsque je disais tout à l'heure, que nous croyons qu'il existe des solutions aux problèmes. Cela ne veut pas dire que les actions actuelles aillent dans la direction de ces solutions.

La solution du problème du Proche-Orient consiste à concilier deux droits, fondamentaux : l'un et l'autre, c'est ce qui charge de la solution de son contenu éternel.

Le premier, c'est le droit à la sécurité de l'État d'Israël. Ce droit à la sécurité existe pour tous les États du monde, mais il a un sens plus profond et répond à une sensibilité plus avivée de la part d'un peuple qui a été privé de sa patrie pendant deux millénaires et qui vient de retrouver son foyer et de reconstruire depuis 1947 son État.

L'autre droit, c'est celui à l'existence du peuple palestinien. Il s'agit également d'un droit universel. Ce peuple existe ; il est nombreux ; il vit dans une situation d'extrême détresse, de dénuement ; il aspire à exister en tant que tel. Ce droit doit lui être reconnu sans aucune restriction, comme celle tenant à l'existence des frontières reconnues des États voisins.

Nous sommes dans une situation où il faut concilier ces deux droits. Cette conciliation est-elle ou non possible ?

Je suis convaincu qu'elle est possible. Je suis convaincu qu'elle est souhaitable. Je suis convaincu que la situation actuelle représente, en réalité, une course vers l'abîme, car le temps ne travaille pas pour la conciliation de ces deux droits.

Nous avons la chance que ne soient pas encore apparus, dans cette région, les armements les plus modernes qui, un jour ou l'autre, pourraient y être introduits. Cela nous donne l'espoir de ces deux droits une dimension tragique. D'autre part,

PROCHE-ORIENT : concilier deux droits

on assiste maintenant à un certain isolement diplomatique de l'État d'Israël. Pour un État qui vient de résoudre, ce n'est pas non plus une solution, ce n'est pas une solution durablement satisfaisante. Il faut donc trouver une solution, mais le temps n'y aide pas. Quelle est l'approche de cette solution ?

En réalité, on s'en est éloigné depuis quelques années. L'approche, c'est celle qui était fournie par la résolution 242 des Nations unies. Cette résolution est la base de toute solution durablement satisfaisante. Il faut donc trouver une solution, mais le temps n'y aide pas. Quelle est l'approche de cette solution ?

— L'approche du problème, c'est l'évacuation des territoires arabes occupés en 1967. L'approche du problème, c'est l'évacuation des territoires arabes occupés en 1967. L'approche du problème, c'est l'évacuation des territoires arabes occupés en 1967.

— L'approche du problème, c'est l'évacuation des territoires arabes occupés en 1967. L'approche du problème, c'est l'évacuation des territoires arabes occupés en 1967. L'approche du problème, c'est l'évacuation des territoires arabes occupés en 1967.

— L'approche du problème, c'est l'évacuation des territoires arabes occupés en 1967. L'approche du problème, c'est l'évacuation des territoires arabes occupés en 1967. L'approche du problème, c'est l'évacuation des territoires arabes occupés en 1967.

— L'approche du problème, c'est l'évacuation des territoires arabes occupés en 1967. L'approche du problème, c'est l'évacuation des territoires arabes occupés en 1967. L'approche du problème, c'est l'évacuation des territoires arabes occupés en 1967.

ARNYS SOLDE

Costumes coton, toile de laine fine, crêpe, etc.
à partir de 1.200F 900 F

Vestes légères et blazers demi-saison, laine, coton, polyester et coton.
à partir de 1.200F 990 F

Chemises 100 % coton, polyester et coton, fantaisies et unies.
à partir de 250F 100 F

Pantalons 100% coton, laine fine, etc.
à partir de 330F 245 F

Soldes importants sur toute la collection féminine

ARNYS 14, rue de Sevres, 75007 Paris. Tél. 548.76.99

pies du monde de le faire et en particulier ceux qui ont la tradition d'indépendance et la fierté nationale du peuple afghan :

— Elle doit enfin conduire au rétablissement de l'Afghanistan dans sa position historique traditionnelle qui est celle d'un pays non aligné ne pouvant pas constituer en soi une menace pour les États voisins, ni servir de base ou de support pour créer de telles menaces.

Nous avons appris la décision de retrait de certains éléments armés d'Afghanistan. Cette décision nous a été communiquée vendredi soir. Dans la communication il était fait explicitement référence à la suite des entretiens de Varsovie.

Comment juger cette décision ? Quelle que soit sa portée, limitée quant au nombre, encore que ce nombre soit déjà significatif, il s'agit d'un geste dans la bonne direction, répondant aux demandes qui ont été formulées auprès de l'Union soviétique.

Ce geste entraîne deux conséquences :

— Première conséquence : l'Union soviétique reconnaît que c'est à partir de l'Afghanistan qu'il faut arrêter la détérioration des relations internationales. Le choix du geste, la large publicité qui lui est donnée montrent que l'Union soviétique a voulu indiquer que c'était bien à l'égard de l'Afghanistan

Je vous le dis

DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

appellerait automatiquement une riposte nucléaire »

nuances : « Je ne laisserai pas démolir l'armée de terre française ! ».

La politique dite « politicienne » et l'élection présidentielle étaient officiellement absentes de l'ordre du jour : le 19 juin dernier, le chef de l'Etat avait fait savoir qu'il ne se prononcerait sur sa candidature qu'à l'ouverture de la campagne. On en reste là. Du moins pour ce qui se dit officiellement sur ce sujet ; et M. Mitterrand n'a eu droit qu'à des réactions presque indirectes : sur la politique d'indépendance qui n'est « ni neutre ni neutraliste » et sur les titres de noblesse (allusion d'un journaliste aux titres de « prince de l'électoratisme

et roi de l'anesthésie » décernés par le leader socialiste au président de la République), titres de noblesse qu'il n'est « au pouvoir de personne de décerner ou de recevoir ».

Cela dit, la déclaration liminaire du chef de l'Etat était tout de même un élégant condensé de programme avec ce qu'il fallait de références aux thèmes inusables d'indépendance, de liberté, de progrès économique et social. De même, la manière d'évoquer les rapports personnels avec les Grands était tout à fait dans la ligne d'une campagne où le candidat — président — sortant se posera en

chef d'Etat écouté et respecté. De même encore, le rappel des mesures libérales prises au début du septennat visait à restaurer les traits du président réformiste des premières années, celui que l'on a un peu oublié depuis. Autant de composantes pour la future image du candidat.

Un candidat qui, d'ailleurs, s'est souvenu soudain — juste après une série de questions relatives à l'élection de 1981 — qu'il avait omis, quelques minutes plus tôt, de balancer son propos sur les Palestiniens d'une phrase rassurante sur l'égal respect dans lequel il tient toutes les catégories de Français — quelle que

soit leur origine, quelle que soit leur religion... ». Un candidat qui a rappelé, avec une discrétion et une sobriété du meilleur effet qu'il est un chrétien, même s'il n'a reçu le pape qu'en tant que président de la République.

Et que dire de l'évocation finale du général de Gaulle ? Du retour sur la célébration du quarantième anniversaire du 18 juin. Que dire de l'aide demandée à Paul Valéry pour tenter de démontrer que la référence au gaullisme n'est pas seulement un simulacre mais une recherche à la source même, afin d'en retrouver l'esprit ?

NOËL-JEAN BERGEROUX.

présentes et à portée singulièrement plus longue. Dans le passé — je n'ai pas plus loin aujourd'hui — j'ai eu personnellement l'occasion, alors que des négociations ou des contacts étaient en cours, de prendre des dispositions pour m'opposer à l'introduction de telles armes dans la région. Elles existent.

Lorsque ceci aura été accompli, il sera enfin possible d'établir des relations politiques positives entre tous les Etats de la région, de renverser le climat qui y existe depuis 1947-1948 et d'en faire une région de progrès et de coopération.

Je pourrais aller plus loin dans les propositions. Je réserve cela

à notre action diplomatique... Il y aura un suivi à la conférence de Venise. La présidence du conseil des ministres des Communautés européennes entrera en contact avec l'ensemble des parties intéressées de façon à recueillir leur sentiment sur les conclusions auxquelles nous avons abouti et à préparer ensemble les prochaines échéances internationales.

entretiens, u-i-1 été question de la participation de certains athlètes français aux Jeux olympiques ? (...) Vous avez annoncé le 27 novembre dernier votre intention de proposer au sommet des pays industriels de Venise la reconstruction d'un système monétaire international entre les pays industriels. Pourquoi y avez-vous renoncé ?

— Vous m'avez interrogé sur les relations franco-espagnoles et sur l'entretien que j'ai eu avec le président Carter. Au cours des entretiens que nous avons périodiquement — le dernier remonte à Tokyo — nous avons l'habitude de nous exprimer de la façon la plus franche et la plus complète. Ils ne comportent pas d'ambiguïté ou de difficultés ; il n'y a pas d'équivoque dans nos positions.

J'ai rappelé au président Carter les motifs pour lesquels la politique de la France est et restera indépendante. Il le sait.

Je lui ai, d'autre part, indiqué quelle avait été notre analyse de la situation Est-Ouest, notamment à la lumière des événements d'Afghanistan, et comment nous estimions qu'il fallait agir pour y mettre fin. Dans les déclarations qu'il a faites par la suite, le président Carter me paraît avoir noté de manière positive un certain nombre d'éléments que je lui ai donnés.

Nous entretenons donc des rapports constants, des rapports de travail en commun, mais dans les difficultés internationales, la France entend conduire elle-même son analyse et présenter ses propositions à ses partenaires et à ses alliés, comme à ses autres interlocuteurs.

En ce qui concerne le trilogue, nous poursuivons nos efforts auprès des trois groupes concernés en sein desquels ne figurent pas des pays industriels présents à Venise. Nous aurons l'occasion, au cours des prochains mois, de poursuivre nos contacts en vue de la conférence préparatoire.

Enfin, un observateur avisé que l'est M. Charpy a dû noter que, depuis le 27 novembre, il y avait eu une hausse massive des prix du pétrole, entraînant un déficit supplémentaire des balances de paiement de 110 milliards de dollars, soit environ 70 milliards de dollars pour les pays de l'O.C.D.E. et 40 milliards de dollars pour les pays en développement. De telles circonstances ne permettent pas de faire avancer de nouvelles propositions concernant la remise en ordre du système monétaire international. Ce n'est que lorsqu'on aura pu rétablir une certaine stabilité ou, en tout cas, un niveau acceptable de déficit, qu'il sera possible d'en faire progresser la reconstruction.

C'est pourquoi nous restons attachés, dans les circonstances actuelles, au bon fonctionnement du système monétaire européen dont certains avaient prédit l'écroulement, et qui se trouve finalement en existence plus d'un an après sa mise en route. Nous prendrons des initiatives en ce qui concerne le système monétaire international lorsque le premier choc de cette nouvelle augmentation du prix des pétroles aura pu être résorbé dans les balances des comptes internationales.

(Lire la suite page 10.)

EUROPE : je n'ai jamais parlé de pause

— Vous avez proposé une sorte de temps de réflexion avant d'élargir l'Europe au Portugal et à l'Espagne. Cette idée a été interprétée comme une pause dans l'élargissement. Est-ce que vous avez demandé cette pause dans l'élargissement ? Est-ce que vous allez la demander à la Commission de Bruxelles aussi ? (...) Le gouvernement espagnol a demandé l'inségrité de son pays à l'O.T.A.N. Avez-vous prévu cette réduction, et ce renforcement de l'Europe atlantique vous inquiète-t-elle ? (...) Combien de temps durera la pause ? Le plan Sud-Ouest va-t-il être prolongé du même temps ?

— De plan Sud-Ouest se déroulera indépendamment de tout calendrier intéressant l'élargissement. Il s'agit d'un plan de dix ans, qui couvre la période 1980-1990. Il se déroulera, quels que soient les événements extérieurs au cours de cette période.

J'en viens aux questions sur l'élargissement.

J'ai dit quelque chose de tout à fait précis. Il y a un texte écrit. Comme j'étais très fatigué, moi-même, je les connais. Je peux donc vous dire ce que j'ai dit et qui est exact. Les négociations qui viennent d'avoir lieu à Bruxelles comportent cette conséquence, qui n'a pas encore été perçue, d'interférer avec les négociations d'élargissement. Or, il n'est pas possible de faire progresser les négociations d'élargissement sur des points à propos desquels on vient d'introduire incertitude ou instabilité dans les institutions existantes.

Je n'ai pas proposé de pause. J'ai décrit une situation de fait. Celle-ci est d'ailleurs tellement évidente que, lors de notre réunion de Venise la semaine suivante, le problème de l'élargissement n'a été soulevé par aucun de nos partenaires et les déclarations que j'ai faites n'ont appelé de leur part, en ma présence, aucune intervention.

Dans les négociations d'adhésion, il y a deux problèmes difficiles. Le premier, c'est de savoir comment s'exercera la solidarité financière vis-à-vis des nouveaux membres, puisque ceux-ci, qu'il s'agisse du Portugal, premier candidat, de l'Espagne, deuxième candidat, sont des pays dont le niveau de vie est inférieur à la moyenne communautaire. Ou imaginez donc que l'adhésion doive se traduire, pour eux, par un certain transfert de ressources ou un concours financier de la Communauté économique européenne.

Le second, c'est que ce sont de grands pays agricoles producteurs de produits méditerranéens qui viendront peser sur les productions existantes, ce qui suppose une organisation des marchés et donc une politique agricole commune renforcée et étendue.

Que s'était-il passé quelques jours auparavant à Luxembourg ? Il avait été décidé de mettre en question certaines règles de financement de la Communauté économique européenne, notamment le fonctionnement des ressources propres. On avait posé la question en donnant mandat à la Commission de réexaminer certains aspects du fonctionnement du marché commun agricole.

Comment est-il possible d'élargir la Communauté ? Comment est-il possible de conclure ou de faire progresser des négociations sur des points où l'un des interlocuteurs s'interroge lui-même sur ce que vont devenir ses propres règles ?

Je n'ai donc jamais parlé de pause. Cela ne fait pas partie du vocabulaire que j'ai employé dans ces circonstances. Réflexions au texte. J'ai simplement indiqué que je ne voyais pas comment il serait possible de progresser sur ces points si des questions ne seraient pas résolues.

Je vous indique une façon très simple de faire progresser l'élargissement : que l'ensemble des pays de la Communauté des Nations unies, à partir de 1983, les règles de la politique financière soient les mêmes, et les règles de la politique agricole commune, telles qu'elles existent.

La France vous le dit. Si tous nos partenaires l'annoncent, la négociation peut se poursuivre comme elle a été engagée. Si, au contraire, tel ou tel de nos partenaires indique qu'il faut modifier les règles financières de la Communauté ou modifier les règles de la politique agricole commune, ce n'est que lorsque nous connaîtrons ces nouvelles règles qu'il sera possible de savoir dans quelles conditions elles s'appliqueront à de nouveaux membres.

J'ai le plaisir de recevoir mardi prochain le premier ministre du Portugal. Je m'en réjouis. Nous parlerons complètement de ce dossier. Le premier ministre portugais doit, la semaine prochaine, également, se rendre en Espagne. Nous aurons donc des conversations avec nos interlocuteurs. Nous leur dirons que c'est dans la mesure où les incertitudes introduites par d'autres seront levées que nous pourrions progresser dans les négociations.

Dans l'intervalle, celles-ci continuent, mais elles ne peuvent pas progresser sur les points où il y a actuellement incertitude. La délégation française recevra l'instruction, lors des séances de négociation, de demander quelles sont les règles financières applicables à partir de 1983, quels sont les principes de la politique agricole commune applicables à partir de cette date.

Cela, je le dis au journaliste d'El País, n'a pas de rapport avec la conjoncture. Rappelez-vous : j'ai pris une position de principe favorable à la vocation euro-

péenne du Portugal et de l'Espagne que je maintiens. Je ne l'aurais pas fait pour des raisons électorales.

Dernier point, je considère comme inadmissibles les violences dont ont été victimes en France certains transporteurs espagnols. Ceci n'est pas conforme à l'idée et à l'image que nous avons de notre pays. Je demande donc au premier ministre de prendre les dispositions nécessaires pour que les personnes en cause reçoivent une juste indemnisation. D'autre part, les dispositions seront prises pour s'opposer au renouvellement de tels incidents, qui sont inadmissibles.

Ce n'est pas servir la cause de l'agriculture française que de donner à l'extérieur une telle image de notre façon d'appliquer les règlements ou de respecter nos propres lois.

Je n'ai rien à dire sur le problème basque, car le problème que vous exposez est un problème intérieur à l'Espagne. En ce qui concerne la France, nous appliquons nos propres lois, c'est-à-dire que nous réprimons suivant nos procédures judiciaires les délits qui sont commis. Nous avons toujours respecté ces procédures ; nous continuerons de le faire.

— Les relations franco-américaines ont été assez difficiles ces derniers temps. Est-ce qu'il y a eu un changement depuis le sommet de Venise ? Avez-vous parlé franchement et avec de bons résultats avec le président Carter ? (...) Au cours de ces

le journal mensuel de documentation politique après-demain

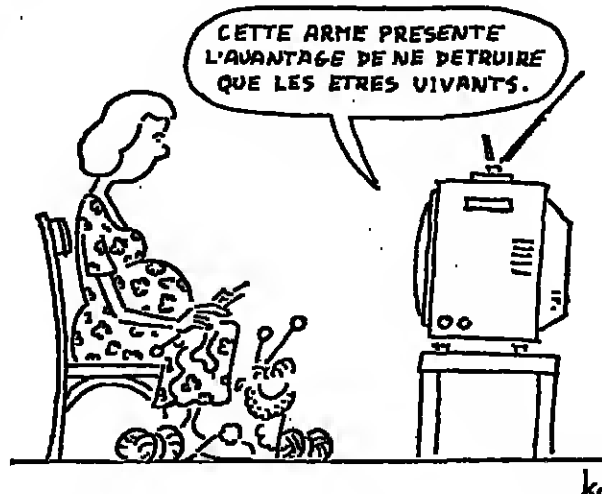
(non vendu dans les kiosques)

Offre un dossier complet sur : L'INFORMATIQUE

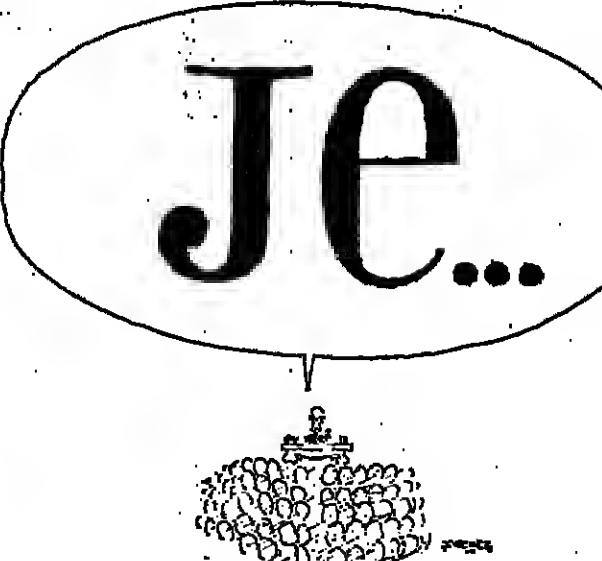
Envoyer 20 francs (timbres à 1 F ou chèques) à : APRES-DEMAIN, 27, rue Jean-Dolent, 75014 Paris, en spécifiant le dossier demandé ou 60 F pour abonnement annuel (60 % d'économie) qui donne droit à l'envoi gratuit de ce numéro

La conférence de presse vue par

Konk



Chenex



Plantu



27 JUIN

Le P.C.
contre
"Ridgway La Peste"

par P. MILZA

N° 25 en vente partout

L'histoire

27, rue de Seine 75006 Paris

HEMISPHERES

22 AVENUE DE LA GRANDE ARMÉE PARIS 17° 755 61 86

Soldes!

DE 11 H A 19 H

JUSQU'AU SAMEDI 28 JUIN

LA CONFÉRENCE DE PRESSE

DÉFENSE : je ne laisserai pas démolir l'armée de terre française

La bombe à neutrons : « un bain de la mort »

L'arme à neutrons, ou à rayonnement neutronique, utilise le phénomène de la fusion thermonucléaire qui mélange des produits de fission avec des isotopes d'hydrogène, le deutérium et le tritium. Ces réactions de fusion provoquent une production de neutrons cinq à six fois supérieure à celle d'une arme à fission de la même puissance explosive : 80 % de l'énergie sont émis sous la forme de neutrons à haute énergie et 20 % sous la forme de souffle (effet mécanique de choc) et de chaleur (effet thermique incendiaire).

Les réactions de fusion ne produisent pas de radioactivité, contrairement à la fission, où 10 % de l'énergie libérée parvient sous cette forme, 85 % sous la forme de souffle et de chaleur et 5 % seulement sous la forme d'un flux de neutrons.

Une charge neutronique d'une kilotonne a les mêmes effets de rayonnement que la bombe à fission pure de 10 kilotonnes (du type de l'arme équipant le missile mobile SX).

Déjà à l'étude dans les ateliers de la Société nationale industrielle aéronautique (SNIAS), le lanceur stratégique mobile, dénommé SX, devrait être à deux étages de propulsion montés sur un semi-remorque à roues.

Pour respecter ces considérations de poids et d'encombrement, les états-majors sont favorables à une configuration monocharge — une seule tête explosive — du SX, mais les experts du Commissariat à l'énergie atomique s'estiment capables, grâce à leurs récentes expérimentations en Polynésie sur la miniaturisation des charges, de proposer un missile mobile à trois têtes.

Les adversaires de ce système d'armes balistiques, dont le tir pourrait être de 4 000 kilomètres, font valoir que l'exigence du territoire national et la densité de la population peuvent rendre délicats les mouvements d'un tel engin dans les villages ou sur les routes.

La bombe à neutrons, mais ses effets de souffle et de chaleur sont limités. Tirée en altitude, la bombe à neutrons provoque des dommages collatéraux (mécaniques et thermiques) réduits, mais ses effets de rayonnement ne sont pas diminués. Elle agit donc comme un « bain de la mort », un arrosage omnidirectionnel capable d'atteindre toute vie qui se trouve en surface.

L'arme neutronique est utilisable sur un territoire océanique ou voisinage immédiat de troupes alliées, là où un atterrissage est contraint de regrouper ses forces pour avoir un certain effet militaire. Les analyses d'objectifs n'ignorent pas que les blindés peuvent résister au souffle et au flash thermique beaucoup mieux que leurs équipages aux radiations neutroniques qui ne sont pas arrêtées par l'acier. En revanche, le flux de neutrons est arrêté par un abri de 1,50 mètre de terre, derrière lequel se protégeraient éventuellement les lignes arrière en campagne.

Le missile mobile SX

On peut imaginer que le SX ne sera pas en permanence isolé ni en déplacement constant en France. Une solution mixte peut être trouvée : stocké sur des bases où il sera surveillé, contrôlé et maintenu en état opérationnel dans des conditions satisfaisantes de logistique, le SX s'ébranlera en période de tension accrue et gagnera — comme c'est déjà le cas avec les sous-marins qui se rapprochent de leur zone idéale de lancement — son dernier moment — des emplacements de tir déterminés, camouflés et dispersés en temps de crise.

Si la mobilité crée, pour un adversaire, un problème de détection préventive, en revanche elle oblige le pays détenteur d'un tel engin à tenir régulièrement à jour les coordonnées de ses cibles ennemies pendant les parcours du missile. D'autre part, l'existence d'un plateau mobile de lancement contraint à prévoir des moyens de propulsion supplémentaires ou nouveaux (boosters).

Je réponds à vos questions, sur les armements nucléaires, sur la bombe à neutrons. Je répondrai ensuite à la question sur la durée du service militaire ou aux questions de cette nature, s'il y en a.

D'abord, quelques réflexions sur la défense.

Premièrement. Les problèmes de défense sont parmi les plus complexes qui se posent dans le monde actuel. En raison de la variété des matériels concernés, en raison de la diversité des situations possibles et de la rapidité des mutations, il est difficile de faire une synthèse globale. En raison de l'extrême imprévisibilité des décisions politiques et

« non-sens technique », outre qu'elles sont inutilement graves, sont en réalité excessives : elles masquent peut-être une indigence de la hiérarchie militaire à inventer des réformes, à faire preuve d'innovation à propos d'un système qui, s'il n'est pas le plus, n'est certainement pas satisfaisant pour autant.

A moins que de tels propos ne soient destinés à rassurer des officiers sur leur raison d'être et le sens de leur mission dans une armée qui, depuis des lustres, en tolérant un service de plus en plus sélectif, tourne le dos au principe de la conscription universelle.

Pour le reste, c'est-à-dire principalement la bombe à neutrons, le président de la République s'est attaché à sa fonction — de rappel, après son ministre de la Défense, M. Yvon Bourges, et son chef d'état-major des armées, le général Guy Méry, que la France aurait tort de se priver d'une arme tactique à rayonnement rattachée à ses savoirs et ses ingénieries d'avant-garde et la mettre au point.

Les états-majors et le Commissariat à l'énergie atomique se disent confiants et prêts à passer des expériences de shogunisme nucléaire, menées dans le vaste laboratoire qui est devenu le centre d'essais souterrains de Mururoa, à la « militarisation » d'une charge neutronique à des fins opérationnelles. Le chef de l'Etat leur donne encore trois à cinq ans avant sa décision finale de produire les armes en série dans une configuration donnée. Le temps de laisser l'industrie occidentale de 1981 mieux dissuader le voyage politique français et le temps, aussi, d'enregistrer l'acquisition des armées et leurs alliés de l'OTAN pour leur pièce aux SS-20 soviétiques.

M. Giscard d'Estaing n'en a pas dit davantage. Comme M. Bourges et le général Méry, il a refusé d'étaler les questions sur le plan et le rôle de l'arme neutronique dans la dissuasion nationale, ainsi que sur les conditions de son emploi relevant, néanmoins, de son autorité.

C'est un sujet qui relève de la laïcité du débat technique et militaire s'instaurant sur la place publique, pour mieux dissimuler la réflexion stratégique derrière des ambiguïtés volontairement entretenues.

JACQUES ISNARD.

— Est-ce que la bombe à neutrons correspond aux besoins de la France, est-elle indispensable dans notre armement nucléaire tactique ? Des partis politiques, même de la majorité, réclament une réduction du service militaire, la dégradation de la situation internationale et de recherche avec les Soviétiques une atténuation de la crise, tout en maintenant la doctrine de l'OTAN d'installer en Europe, à partir de 1983, de nouveaux missiles nucléaires ? (...) Ne pensez-vous pas que d'assurances de ce genre, toutes sa crédibilité dans la mesure où elle est rejetée par la majorité du peuple français, qui se méfie, semble-t-il, de la détermination d'appuyer, le moment venu, sur le bouton atomique ? Y a-t-il un changement dans la politique de la défense française sous notre régime par rapport au général de Gaulle ? (...) Ne pensez-vous pas que la coopération militaire franco-allemande soit une véritable réussite ? (...) Le choix est entre la dissuasion nationale ou, et sécurité, voire défense européenne. Pour vous, quel est le meilleur des deux ? (...) La conciliation possible entre ces deux notions et avec quels armements ? (...) Vous avez mentionné à New-York le besoin d'un contrôle du désarmement par satellite. Pour que ce contrôle soit totalement efficace, il faudrait avoir le contrôle sur place. Or la Constitution française permet le contrôle, car le principe de la limitation de la souveraineté y a été consacré par le général de Gaulle. Pensez-vous, monsieur le président, qu'il soit utile d'établir la mise en application de ce principe de la Constitution avec d'autres pays, comme l'Italie, l'Allemagne ou l'Espagne, qui ont des articles identiques dans leur Constitution, afin de révéler à la planète entière ? (...) Ne pensez-vous pas qu'en tirant 35 tonnes d'uranium par an, le pays prendrait des risques d'effondrement dans cette partie du monde et vis-à-vis de ce pays non aligné, surtout au moment où la guerre du Vietnam reprend de plus belle ?

Je réponds à vos questions, sur les armements nucléaires, sur la bombe à neutrons. Je répondrai ensuite à la question sur la durée du service militaire ou aux questions de cette nature, s'il y en a.

D'abord, quelques réflexions sur la défense.

Premièrement. Les problèmes de défense sont parmi les plus complexes qui se posent dans le monde actuel. En raison de la variété des matériels concernés, en raison de la diversité des situations possibles et de la rapidité des mutations, il est difficile de faire une synthèse globale. En raison de l'extrême imprévisibilité des décisions politiques et

« non-sens technique », outre qu'elles sont inutilement graves, sont en réalité excessives : elles masquent peut-être une indigence de la hiérarchie militaire à inventer des réformes, à faire preuve d'innovation à propos d'un système qui, s'il n'est pas le plus, n'est certainement pas satisfaisant pour autant.

A moins que de tels propos ne soient destinés à rassurer des officiers sur leur raison d'être et le sens de leur mission dans une armée qui, depuis des lustres, en tolérant un service de plus en plus sélectif, tourne le dos au principe de la conscription universelle.

Pour le reste, c'est-à-dire principalement la bombe à neutrons, le président de la République s'est attaché à sa fonction — de rappel, après son ministre de la Défense, M. Yvon Bourges, et son chef d'état-major des armées, le général Guy Méry, que la France aurait tort de se priver d'une arme tactique à rayonnement rattachée à ses savoirs et ses ingénieries d'avant-garde et la mettre au point.

Les états-majors et le Commissariat à l'énergie atomique se disent confiants et prêts à passer des expériences de shogunisme nucléaire, menées dans le vaste laboratoire qui est devenu le centre d'essais souterrains de Mururoa, à la « militarisation » d'une charge neutronique à des fins opérationnelles. Le chef de l'Etat leur donne encore trois à cinq ans avant sa décision finale de produire les armes en série dans une configuration donnée. Le temps de laisser l'industrie occidentale de 1981 mieux dissuader le voyage politique français et le temps, aussi, d'enregistrer l'acquisition des armées et leurs alliés de l'OTAN pour leur pièce aux SS-20 soviétiques.

M. Giscard d'Estaing n'en a pas dit davantage. Comme M. Bourges et le général Méry, il a refusé d'étaler les questions sur le plan et le rôle de l'arme neutronique dans la dissuasion nationale, ainsi que sur les conditions de son emploi relevant, néanmoins, de son autorité.

C'est un sujet qui relève de la laïcité du débat technique et militaire s'instaurant sur la place publique, pour mieux dissimuler la réflexion stratégique derrière des ambiguïtés volontairement entretenues.

JACQUES ISNARD.

des décisions militaires en temps de crise. C'est pourquoi, ils ne peuvent pas être abusivement simplifiés, c'est pourquoi ils ne peuvent pas être légèrement traités.

Deuxièmement. En matière de défense, on ne peut accepter d'impassa. Il y a un certain nombre de raisonnements ou de sujets où l'on peut prendre le risque de l'impassa, on ne le peut pas en matière de défense.

Troisièmement. L'effort de défense d'un pays ne peut pas être délégué à des armes nouvelles ou à des armes savantes, pas plus qu'il n'a pu être délégué au béton de la ligne Maginot. L'effort de défense d'un pays, c'est l'effort de ses hommes, de ses armes, de ses peuples, comme on l'observe d'ailleurs à l'heure actuelle dans le monde. C'est pourquoi l'effort de défense, l'intérêt de cette affirmation est de rester telle quelle, j'aurais d'ailleurs l'occasion de répondre sous une forme que je recherche, et plus longuement, dans les réflexions de la défense, et en particulier sur l'emploi de cette arme, nous tiendrons compte de la donnée suivante : la France est directement concernée par la sécurité des Etats voisins, sur le plan nucléaire.

Quant à nos forces conventionnelles, je vous dirai que la proposition de réduction de la durée du service national, dans l'état d'insécurité du monde actuel, serait comme une démission de la France. Le gouvernement que j'ai consulté sur ce point n'accepte ni cet abandon ni cette démission.

A l'heure actuelle la durée du service est la suivante : entre deux et trois ans en Union soviétique ; quinze mois en Allemagne fédérale ; quinze mois en Espagne ; douze mois en Italie ; douze mois en France.

Cette réduction, dans les formes actuelles d'organisation de nos forces, est en plus un non-sens technique. Je ne laisserai pas démolir l'armée de terre française. Pour moi cette décision est irrévocable.

Le problème du service national, c'est d'abord celui du niveau d'entraînement de nos forces. Depuis trois ans nous avons fait progresser régulièrement le niveau d'entraînement de nos forces. Chaque fois que les jeunes appelés sont dans des unités qui participent à une vie militaire active, ils considèrent que leur activité est à la hauteur du pays. Le problème, c'est donc d'encourager l'utilité et l'intérêt du service national pour les jeunes. C'est pourquoi, dans notre budget de défense, nous y consacrons des moyens croissants. Mais, je vous le rappelle, nous ne consentons ni à cet abandon ni à cette démission.

On songe à créer dans d'autres branches le grade de « maître ouvrier ». L'idée serait que ces grades de fin de carrière se traduisent par des augmentations de revenus qui ont pour objet de faire passer le chiffre du commerce extérieur non pas au point d'équilibre, mais à l'addition supplémentaire due à l'augmentation de notre facture pétrolière.

Le premier semestre a enregistré de lourdes augmentations de prix. Elles ont été et seront compensées par des augmentations de revenus qui ont pour objet de faire passer le chiffre du commerce extérieur non pas au point d'équilibre, mais à l'addition supplémentaire due à l'augmentation de notre facture pétrolière.

Le premier semestre a enregistré de lourdes augmentations de prix. Elles ont été et seront compensées par des augmentations de revenus qui ont pour objet de faire passer le chiffre du commerce extérieur non pas au point d'équilibre, mais à l'addition supplémentaire due à l'augmentation de notre facture pétrolière.

Le premier semestre a enregistré de lourdes augmentations de prix. Elles ont été et seront compensées par des augmentations de revenus qui ont pour objet de faire passer le chiffre du commerce extérieur non pas au point d'équilibre, mais à l'addition supplémentaire due à l'augmentation de notre facture pétrolière.

Le premier semestre a enregistré de lourdes augmentations de prix. Elles ont été et seront compensées par des augmentations de revenus qui ont pour objet de faire passer le chiffre du commerce extérieur non pas au point d'équilibre, mais à l'addition supplémentaire due à l'augmentation de notre facture pétrolière.

Le premier semestre a enregistré de lourdes augmentations de prix. Elles ont été et seront compensées par des augmentations de revenus qui ont pour objet de faire passer le chiffre du commerce extérieur non pas au point d'équilibre, mais à l'addition supplémentaire due à l'augmentation de notre facture pétrolière.

Le premier semestre a enregistré de lourdes augmentations de prix. Elles ont été et seront compensées par des augmentations de revenus qui ont pour objet de faire passer le chiffre du commerce extérieur non pas au point d'équilibre, mais à l'addition supplémentaire due à l'augmentation de notre facture pétrolière.

les entreprises. Malheureusement, il y a des secteurs importants où des situations dans lesquelles cette politique contractuelle ne couvre pas les intérêts. Il faut un instrument. On peut se poser la question de savoir si ce doit être exactement le même instrument qui assure à la fois la fonction de définition de minimum social de rémunération et du minimum de rémunération des travailleurs salariés qualifiés. Ce sont deux problèmes qui ne se recouvrent pas exactement.

Attendez les délibérations sur ce point et recherchons dans un esprit de concertation sociale l'instrument le mieux adapté à la progression des bases rémunératrices.

En ce qui concerne, les titres de noblesse (1), nous sommes une République. Il n'est du pouvoir de personne ni d'en décerner, ni d'en recevoir !

Je ne puis poserai pas la question restée en suspens, puisque nous résolvons de l'absence de journalistes communistes aux chaînes de télévision et de radio nationales. Ma question portera sur le problème des libertés et nous m'excusons de vous citer quelques faits de la vie quotidienne.

Monsieur le président, nous restons encore sur les questions économiques et sociales. Les questions de politique et de société viendront dans une minute, et vous serez le premier à prendre la parole.

Une question qui touche le pain et la vie : que comptez-vous faire pour soutenir les populations d'Algérie qui sont au bord de la famine et du désespoir ? (...) A Venise, lors du dernier sommet des pays occidentaux les plus industrialisés, vous avez notamment pris la décision, après les autres chefs d'Etat et de gouvernement, de multiplier par deux la production de charbon d'ici dix ans. Cette décision d'apaiser le dialogue à la France, quelle conclusion tirez-vous de la récente démonstration de force de la C.G.T. à l'occasion de la grande grève de l'électricité de France ?

Nous avons subi, au cours des derniers mois, le très violent second choc pétrolier. Au point de vue de son ampleur, il est en valeur absolue supérieur au premier, puisque le coût de l'approvisionnement ayant déjà considérablement augmenté les masses en cause ont été doublées entre 1979 et 1980.

Les perspectives pour 1980 sont cependant, à l'heure actuelle, celles d'une croissance relativement soutenue, puisque les dernières estimations sont de l'ordre de 2,7 % pour l'année. Le premier semestre confirme bien une telle prévision. Il reste l'incertitude du second semestre. Cela se combine avec un important déficit extérieur, dont on a vu toute l'ampleur au mois de mai et avec une répercussion sur le taux d'inflation, qui a été fort jusqu'au dernier mois.

Quelles sont les perspectives pour la fin de l'année ? En matière de commerce extérieur, nous avons fait de régresser en 1980 une partie significative du surplus de notre facture pétrolière. Il faut donc passer le chiffre du commerce extérieur non pas au point d'équilibre, mais à l'addition supplémentaire due à l'augmentation de notre facture pétrolière.

Le premier semestre a enregistré de lourdes augmentations de prix. Elles ont été et seront compensées par des augmentations de revenus qui ont pour objet de faire passer le chiffre du commerce extérieur non pas au point d'équilibre, mais à l'addition supplémentaire due à l'augmentation de notre facture pétrolière.

Le premier semestre a enregistré de lourdes augmentations de prix. Elles ont été et seront compensées par des augmentations de revenus qui ont pour objet de faire passer le chiffre du commerce extérieur non pas au point d'équilibre, mais à l'addition supplémentaire due à l'augmentation de notre facture pétrolière.

Le premier semestre a enregistré de lourdes augmentations de prix. Elles ont été et seront compensées par des augmentations de revenus qui ont pour objet de faire passer le chiffre du commerce extérieur non pas au point d'équilibre, mais à l'addition supplémentaire due à l'augmentation de notre facture pétrolière.

Le premier semestre a enregistré de lourdes augmentations de prix. Elles ont été et seront compensées par des augmentations de revenus qui ont pour objet de faire passer le chiffre du commerce extérieur non pas au point d'équilibre, mais à l'addition supplémentaire due à l'augmentation de notre facture pétrolière.

Le premier semestre a enregistré de lourdes augmentations de prix. Elles ont été et seront compensées par des augmentations de revenus qui ont pour objet de faire passer le chiffre du commerce extérieur non pas au point d'équilibre, mais à l'addition supplémentaire due à l'augmentation de notre facture pétrolière.

Le premier semestre a enregistré de lourdes augmentations de prix. Elles ont été et seront compensées par des augmentations de revenus qui ont pour objet de faire passer le chiffre du commerce extérieur non pas au point d'équilibre, mais à l'addition supplémentaire due à l'augmentation de notre facture pétrolière.

les entreprises. Malheureusement, il y a des secteurs importants où des situations dans lesquelles cette politique contractuelle ne couvre pas les intérêts. Il faut un instrument. On peut se poser la question de savoir si ce doit être exactement le même instrument qui assure à la fois la fonction de définition de minimum social de rémunération et du minimum de rémunération des travailleurs salariés qualifiés. Ce sont deux problèmes qui ne se recouvrent pas exactement.

Attendez les délibérations sur ce point et recherchons dans un esprit de concertation sociale l'instrument le mieux adapté à la progression des bases rémunératrices.

En ce qui concerne, les titres de noblesse (1), nous sommes une République. Il n'est du pouvoir de personne ni d'en décerner, ni d'en recevoir !

Je ne puis poserai pas la question restée en suspens, puisque nous résolvons de l'absence de journalistes communistes aux chaînes de télévision et de radio nationales. Ma question portera sur le problème des libertés et nous m'excusons de vous citer quelques faits de la vie quotidienne.

Monsieur le président, nous restons encore sur les questions économiques et sociales. Les questions de politique et de société viendront dans une minute, et vous serez le premier à prendre la parole.

Une question qui touche le pain et la vie : que comptez-vous faire pour soutenir les populations d'Algérie qui sont au bord de la famine et du désespoir ? (...) A Venise, lors du dernier sommet des pays occidentaux les plus industrialisés, vous avez notamment pris la décision, après les autres chefs d'Etat et de gouvernement, de multiplier par deux la production de charbon d'ici dix ans. Cette décision d'apaiser le dialogue à la France, quelle conclusion tirez-vous de la récente démonstration de force de la C.G.T. à l'occasion de la grande grève de l'électricité de France ?

Nous avons subi, au cours des derniers mois, le très violent second choc pétrolier. Au point de vue de son ampleur, il est en valeur absolue supérieur au premier, puisque le coût de l'approvisionnement ayant déjà considérablement augmenté les masses en cause ont été doublées entre 1979 et 1980.

Les perspectives pour 1980 sont cependant, à l'heure actuelle, celles d'une croissance relativement soutenue, puisque les dernières estimations sont de l'ordre de 2,7 % pour l'année. Le premier semestre confirme bien une telle prévision. Il reste l'incertitude du second semestre. Cela se combine avec un important déficit extérieur, dont on a vu toute l'ampleur au mois de mai et avec une répercussion sur le taux d'inflation, qui a été fort jusqu'au dernier mois.

Quelles sont les perspectives pour la fin de l'année ? En matière de commerce extérieur, nous avons fait de régresser en 1980 une partie significative du surplus de notre facture pétrolière. Il faut donc passer le chiffre du commerce extérieur non pas au point d'équilibre, mais à l'addition supplémentaire due à l'augmentation de notre facture pétrolière.

Le premier semestre a enregistré de lourdes augmentations de prix. Elles ont été et seront compensées par des augmentations de revenus qui ont pour objet de faire passer le chiffre du commerce extérieur non pas au point d'équilibre, mais à l'addition supplémentaire due à l'augmentation de notre facture pétrolière.

Le premier semestre a enregistré de lourdes augmentations de prix. Elles ont été et seront compensées par des augmentations de revenus qui ont pour objet de faire passer le chiffre du commerce extérieur non pas au point d'équilibre, mais à l'addition supplémentaire due à l'augmentation de notre facture pétrolière.

Le premier semestre a enregistré de lourdes augmentations de prix. Elles ont été et seront compensées par des augmentations de revenus qui ont pour objet de faire passer le chiffre du commerce extérieur non pas au point d'équilibre, mais à l'addition supplémentaire due à l'augmentation de notre facture pétrolière.

Le premier semestre a enregistré de lourdes augmentations de prix. Elles ont été et seront compensées par des augmentations de revenus qui ont pour objet de faire passer le chiffre du commerce extérieur non pas au point d'équilibre, mais à l'addition supplémentaire due à l'augmentation de notre facture pétrolière.

Le premier semestre a enregistré de lourdes augmentations de prix. Elles ont été et seront compensées par des augmentations de revenus qui ont pour objet de faire passer le chiffre du commerce extérieur non pas au point d'équilibre, mais à l'addition supplémentaire due à l'augmentation de notre facture pétrolière.

Le premier semestre a enregistré de lourdes augmentations de prix. Elles ont été et seront compensées par des augmentations de revenus qui ont pour objet de faire passer le chiffre du commerce extérieur non pas au point d'équilibre, mais à l'addition supplémentaire due à l'augmentation de notre facture pétrolière.

Le premier semestre a enregistré de lourdes augmentations de prix. Elles ont été et seront compensées par des augmentations de revenus qui ont pour objet de faire passer le chiffre du commerce extérieur non pas au point d'équilibre, mais à l'addition supplémentaire due à l'augmentation de notre facture pétrolière.

SOCIAL : pour une « carrière » ouvrière

On songe à créer dans d'autres branches le grade de « maître ouvrier ». L'idée serait que ces grades de fin de carrière se traduisent par des augmentations de revenus qui ont pour objet de faire passer le chiffre du commerce extérieur non pas au point d'équilibre, mais à l'addition supplémentaire due à l'augmentation de notre facture pétrolière.

Le premier semestre a enregistré de lourdes augmentations de prix. Elles ont été et seront compensées par des augmentations de revenus qui ont pour objet de faire passer le chiffre du commerce extérieur non pas au point d'équilibre, mais à l'addition supplémentaire due à l'augmentation de notre facture pétrolière.

Le premier semestre a enregistré de lourdes augmentations de prix. Elles ont été et seront compensées par des augmentations de revenus qui ont pour objet de faire passer le chiffre du commerce extérieur non pas au point d'équilibre, mais à l'addition supplémentaire due à l'augmentation de notre facture pétrolière.

Le premier semestre a enregistré de lourdes augmentations de prix. Elles ont été et seront compensées par des augmentations de revenus qui ont pour objet de faire passer le chiffre du commerce extérieur non pas au point d'équilibre, mais à l'addition supplémentaire due à l'augmentation de notre facture pétrolière.

Le premier semestre a enregistré de lourdes augmentations de prix. Elles ont été et seront compensées par des augmentations de revenus qui ont pour objet de faire passer le chiffre du commerce extérieur non pas au point d'équilibre, mais à l'addition supplémentaire due à l'augmentation de notre facture pétrolière.

Le premier semestre a enregistré de lourdes augmentations de prix. Elles ont été et seront compensées par des augmentations de revenus qui ont pour objet de faire passer le chiffre du commerce extérieur non pas au point d'équilibre, mais à l'addition supplémentaire due à l'augmentation de notre facture pétrolière.

Le premier semestre a enregistré de lourdes augmentations de prix. Elles ont été et seront compensées par des augmentations de revenus qui ont pour objet de faire passer le chiffre du commerce extérieur non pas au point d'équilibre, mais à l'addition supplémentaire due à l'augmentation de notre facture pétrolière.

Le premier semestre a enregistré de lourdes augmentations de prix. Elles ont été et seront compensées par des augmentations de revenus qui ont pour objet de faire passer le chiffre du commerce extérieur non pas au point d'équilibre, mais à l'addition supplémentaire due à l'augmentation de notre facture pétrolière.

(publié)

Comité international en faveur de A.-B. TOLBERT

Dans sa résolution du 19 juin 1980, le Parlement européen a exprimé sa solidarité avec l'initiative de l'Assemblée nationale de l'Union soviétique de libérer le député soviétique A.-B. TOLBERT, président du Comité des affaires étrangères et de la défense du Parlement soviétique.

Le Comité international est en voie de formation en vue d'acquiescer à l'opinion internationale pour sauver la vie de A.-B. TOLBERT, fils du président récemment assassiné.

Nous souhaitons recevoir votre soutien à l'adresse suivante :

Comité international en faveur de A.-B. TOLBERT
304, avenue Louise
1050 BRUXELLES

السلامة

POLITIQUE

A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

Le R.P.R. provoque le rejet du projet de loi sur l'aide aux familles nombreuses

Il serait vain d'y voir autre chose qu'une majorité de circonstance : si l'addition des voix socialistes et R.P.R. a conduit, jeudi 26 juin, au rejet du projet de loi d'aide aux familles nombreuses, c'est uniquement en raison de l'emploi, par le gouvernement, de la procédure du vote bloqué. De même, si le P.C. et l'U.D.F. se sont rejoints — cautionnant par leur vote cette même procédure — pour soutenir le ministre de la famille, ils n'en approuvent pas pour autant les méthodes autoritaires du gouvernement. Simplement, communistes et giscardiens n'ont pas voulu refuser une aide aux familles nombreuses, aussi limitée qu'elle soit.

On pourrait glosier longuement sur l'ambivalence des sentiments des députés R.P.R. à l'égard de l'article 44 de la Constitution : ils passent de l'attitude à la répression sans cohérence. Vendredi 26 juin, M. Labbé demande au garde des sceaux d'utiliser l'article 44 sur le projet de loi d'aide aux familles nombreuses, croyant relever une certaine incohérence dans la position qui consiste, pour le président d'un groupe parlementaire, à souhaiter que l'exécutif accorde une telle faveur à des familles nombreuses, et à la même séance, de voter la loi d'orientation sur la formation professionnelle, qui prévoit la suppression de la formation professionnelle, en cas de naissances multiples.

M. PINTO (R.P.R.), rapporteur de la commission des affaires familiales et sociales, s'élève contre la procédure de discussion, car, indique-t-il, « une fois de plus la loi est votée sans que les députés aient eu le temps de débattre ». M. Pinto explique qu'en raison de la procédure de contrôle de la recevabilité financière qui permet à tous les amendements d'être examinés en séance, le Sénat a, notamment, adopté un amendement qui étend aux familles nombreuses le bénéfice de la prolongation de deux semaines, en cas de naissances multiples. De

même alors que, à l'Assemblée, la deuxième délibération est de droit lorsque le gouvernement la sollicite, poursuit-il, au Sénat elle est soumise à un vote. « Or, ajoute-t-il, le Sénat a opposé un refus au gouvernement qui lui demandait de revenir sur certains de ses décisions. »

Dans la discussion générale, Mme CHONAVEL (P.C., Seine-Saint-Denis) souligne que le gouvernement a accepté, à l'Assemblée nationale, qu'un Sénat, et même qu'un Sénat qui n'est pas composé d'élus, puisse voter une loi. Elle rappelle que le Sénat a voté, à l'Assemblée nationale, qu'un Sénat, et même qu'un Sénat qui n'est pas composé d'élus, puisse voter une loi. Elle rappelle que le Sénat a voté, à l'Assemblée nationale, qu'un Sénat, et même qu'un Sénat qui n'est pas composé d'élus, puisse voter une loi.

commission sera « maximaliste », députés et sénateurs ne tenant pas à se déjuger. Des lors, lorsque le texte reviendra lundi devant l'Assemblée nationale, tout repose sur l'« humeur » — bonne ou mauvaise — des gaullistes — et sur la volonté de conciliation du gouvernement. Celui-ci recourra vraisemblablement une nouvelle fois au vote bloqué. Mme Pelletier peut alors tenter l'épreuve de force, en tablant sur la tradition légitimiste du R.P.R., ou consentir quelques amendements de fond sur le revenu familial, en signe d'apaisement. C'est la solution la plus probable. Si chacun campe sur ses positions, le gouvernement, en fait, a-t-il à parier sur le renouveau du R.P.R., à encore deux échappatoires : retirer momentanément le projet de loi de l'ordre du jour, ou repousser son adoption à l'automne (le titre IV n'est applicable, lui, qu'au 1^{er} janvier 1981), et faire adopter avant le 1^{er} juillet les trois premiers titres, engager sa responsabilité sur l'ensemble du texte (article 44, alinéa 2, de la Constitution).

L'issue de ce qui peut apparaître comme une « mini-crise » ou un « acrobate de mauvaise humeur » est, de toute façon, affaire de psychologie. Ne serait-ce que parce qu'il faudra compter avec l'humeur du premier ministre.

AU SÉNAT

M. Pöher dresse le bilan de la session et proteste contre l'abus de la procédure d'urgence

M. ALAIN PÖHER, président du Sénat, a dressé, jeudi après-midi 26 juin, en présence du premier ministre, le bilan de la session de printemps : trois cent dix heures de séances publiques contre deux cent quarante-six pendant la même période de l'an dernier : deux mille cinq cents amendements, dont deux cents déposés par les sénateurs. — En 1979, les chiffres étaient, respectivement, de mille et cinq cent douze. — Tout en se félicitant de cet « accroissement d'activité », M. Pöher a tenu à signaler « un certain nombre de difficultés », soulignant, en particulier, l'abus de la procédure d'urgence : « Entre le 11 et le 20 avril, a-t-il précisé, le gouvernement a déposé six textes avec demande de discussion d'urgence. Cela me paraît exorbitant. Cette procédure devrait rester exceptionnelle. En effet, la procédure d'urgence compromet le dialogue entre les deux assemblées (le Sénat et l'Assemblée nationale) et la discussion de la loi. (...) À cause d'elle, les amendements votés par le Sénat ne sont jamais soumis (en séance publique) à l'examen de nos collègues de l'Assemblée nationale. »

M. Pöher indique ensuite combien le Sénat a été « attentif à la construction européenne », et l'importance de la délégation de dix-huit membres, présidée par M. Jacques Gesteau, sénateur du Gers (UNIP) et chargée d'informer le Sénat sur les activités des institutions de la Communauté. Un rapport a été présenté ce mois par M. CLUZEL (Allier, Union centriste) (le Monde du 8 juin).

M. Pöher a regretté enfin le manque d'intérêt que la radio-télévision française porte au travail législatif de son assemblée. M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

M. RAYMOND BARRÉ a répondu au président du Sénat en déclarant qu'il n'avait « jamais souhaité que le Parlement soit contraint de voter des textes à la hâte », mais en proclamant la nécessité de la procédure d'urgence pour certains textes « très importants » : cette procédure, toutefois, « ne constitue pas la règle mais l'exception et une exception n'est que possible justifiée ».

L'ÉLECTION DES PRÉSIDENTS D'UNIVERSITÉ

Les députés adoptent, sans le modifier le texte du Sénat

Judi 26 juin, l'Assemblée nationale examine, en deuxième lecture, la proposition de loi tendant à modifier les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur (voir « le Monde » des 19 et 25 juin).

Ce texte vise essentiellement à réserver la moitié des sièges des conseils d'université aux professeurs de rang magistral.

Après M. GERSINGER (R.P.R.), rapporteur de la commission des affaires culturelles, qui rappelle les principaux objectifs du texte, Mme SAUNDY-SEITTE, ministre des universités, affirme notamment : « La participation à laquelle vous tenez est maintenue pour toutes les catégories de personnels et pour les étudiants. »

Opposant une exception à la recevabilité (inconstitutionnalité de certaines dispositions), M. MEKANDÉAU (P.S., Calvados) déclare : « Nous ne sommes pas en train de discuter d'un texte parlementaire, nous sommes en train d'entériner un coup de force gouvernemental. »

M. SEGURIN (R.P.R., Vosges), auteur de la proposition de loi initiale, s'oppose à l'exception d'irrecevabilité. Il déclare que si l'amendement de M. Rufinacht « a pu paraître brutal, il a eu l'immense mérite de poser en toute clarté le problème ». L'exception d'irrecevabilité est ensuite repoussée.

Déclenchant une question préalable, M. Ruffinacht (P.C., Seine-Saint-Denis) dénonce un projet « rétrograde et réducteur ». La question préalable est repoussée par 281 voix contre 199 sur 480.

M. Ruffinacht (P.C., Seine-Saint-Denis) dénonce un projet « rétrograde et réducteur ». La question préalable est repoussée par 281 voix contre 199 sur 480.

M. Ruffinacht (P.C., Seine-Saint-Denis) dénonce un projet « rétrograde et réducteur ». La question préalable est repoussée par 281 voix contre 199 sur 480.

M. Ruffinacht (P.C., Seine-Saint-Denis) dénonce un projet « rétrograde et réducteur ». La question préalable est repoussée par 281 voix contre 199 sur 480.

M. Ruffinacht (P.C., Seine-Saint-Denis) dénonce un projet « rétrograde et réducteur ». La question préalable est repoussée par 281 voix contre 199 sur 480.

M. Ruffinacht (P.C., Seine-Saint-Denis) dénonce un projet « rétrograde et réducteur ». La question préalable est repoussée par 281 voix contre 199 sur 480.

M. Ruffinacht (P.C., Seine-Saint-Denis) dénonce un projet « rétrograde et réducteur ». La question préalable est repoussée par 281 voix contre 199 sur 480.

M. Ruffinacht (P.C., Seine-Saint-Denis) dénonce un projet « rétrograde et réducteur ». La question préalable est repoussée par 281 voix contre 199 sur 480.

M. Ruffinacht (P.C., Seine-Saint-Denis) dénonce un projet « rétrograde et réducteur ». La question préalable est repoussée par 281 voix contre 199 sur 480.

M. Ruffinacht (P.C., Seine-Saint-Denis) dénonce un projet « rétrograde et réducteur ». La question préalable est repoussée par 281 voix contre 199 sur 480.

M. Ruffinacht (P.C., Seine-Saint-Denis) dénonce un projet « rétrograde et réducteur ». La question préalable est repoussée par 281 voix contre 199 sur 480.

M. Ruffinacht (P.C., Seine-Saint-Denis) dénonce un projet « rétrograde et réducteur ». La question préalable est repoussée par 281 voix contre 199 sur 480.

M. Ruffinacht (P.C., Seine-Saint-Denis) dénonce un projet « rétrograde et réducteur ». La question préalable est repoussée par 281 voix contre 199 sur 480.

M. Ruffinacht (P.C., Seine-Saint-Denis) dénonce un projet « rétrograde et réducteur ». La question préalable est repoussée par 281 voix contre 199 sur 480.

M. Ruffinacht (P.C., Seine-Saint-Denis) dénonce un projet « rétrograde et réducteur ». La question préalable est repoussée par 281 voix contre 199 sur 480.

M. Ruffinacht (P.C., Seine-Saint-Denis) dénonce un projet « rétrograde et réducteur ». La question préalable est repoussée par 281 voix contre 199 sur 480.

M. Ruffinacht (P.C., Seine-Saint-Denis) dénonce un projet « rétrograde et réducteur ». La question préalable est repoussée par 281 voix contre 199 sur 480.

M. Ruffinacht (P.C., Seine-Saint-Denis) dénonce un projet « rétrograde et réducteur ». La question préalable est repoussée par 281 voix contre 199 sur 480.

M. Ruffinacht (P.C., Seine-Saint-Denis) dénonce un projet « rétrograde et réducteur ». La question préalable est repoussée par 281 voix contre 199 sur 480.

M. Ruffinacht (P.C., Seine-Saint-Denis) dénonce un projet « rétrograde et réducteur ». La question préalable est repoussée par 281 voix contre 199 sur 480.

M. Ruffinacht (P.C., Seine-Saint-Denis) dénonce un projet « rétrograde et réducteur ». La question préalable est repoussée par 281 voix contre 199 sur 480.

M. Ruffinacht (P.C., Seine-Saint-Denis) dénonce un projet « rétrograde et réducteur ». La question préalable est repoussée par 281 voix contre 199 sur 480.

M. Ruffinacht (P.C., Seine-Saint-Denis) dénonce un projet « rétrograde et réducteur ». La question préalable est repoussée par 281 voix contre 199 sur 480.

Le Sénat a voté, à l'unanimité, la proposition de loi tendant à modifier les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur (voir « le Monde » des 19 et 25 juin).

Le Sénat a voté, à l'unanimité, la proposition de loi tendant à modifier les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur (voir « le Monde » des 19 et 25 juin).

Le Sénat a voté, à l'unanimité, la proposition de loi tendant à modifier les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur (voir « le Monde » des 19 et 25 juin).

Le Sénat a voté, à l'unanimité, la proposition de loi tendant à modifier les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur (voir « le Monde » des 19 et 25 juin).

Le Sénat a voté, à l'unanimité, la proposition de loi tendant à modifier les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur (voir « le Monde » des 19 et 25 juin).

Le Sénat a voté, à l'unanimité, la proposition de loi tendant à modifier les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur (voir « le Monde » des 19 et 25 juin).

Le Sénat a voté, à l'unanimité, la proposition de loi tendant à modifier les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur (voir « le Monde » des 19 et 25 juin).

Le Sénat a voté, à l'unanimité, la proposition de loi tendant à modifier les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur (voir « le Monde » des 19 et 25 juin).

Le Sénat a voté, à l'unanimité, la proposition de loi tendant à modifier les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur (voir « le Monde » des 19 et 25 juin).

Le Sénat a voté, à l'unanimité, la proposition de loi tendant à modifier les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur (voir « le Monde » des 19 et 25 juin).

Le Sénat a voté, à l'unanimité, la proposition de loi tendant à modifier les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur (voir « le Monde » des 19 et 25 juin).

Le Sénat a voté, à l'unanimité, la proposition de loi tendant à modifier les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur (voir « le Monde » des 19 et 25 juin).

Le Sénat a voté, à l'unanimité, la proposition de loi tendant à modifier les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur (voir « le Monde » des 19 et 25 juin).

Le Sénat a voté, à l'unanimité, la proposition de loi tendant à modifier les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur (voir « le Monde » des 19 et 25 juin).

Le Sénat a voté, à l'unanimité, la proposition de loi tendant à modifier les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur (voir « le Monde » des 19 et 25 juin).

Le Sénat a voté, à l'unanimité, la proposition de loi tendant à modifier les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur (voir « le Monde » des 19 et 25 juin).

Le Sénat a voté, à l'unanimité, la proposition de loi tendant à modifier les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur (voir « le Monde » des 19 et 25 juin).

Le Sénat a voté, à l'unanimité, la proposition de loi tendant à modifier les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur (voir « le Monde » des 19 et 25 juin).

Le Sénat a voté, à l'unanimité, la proposition de loi tendant à modifier les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur (voir « le Monde » des 19 et 25 juin).

Le Sénat a voté, à l'unanimité, la proposition de loi tendant à modifier les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur (voir « le Monde » des 19 et 25 juin).

Le Sénat a voté, à l'unanimité, la proposition de loi tendant à modifier les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur (voir « le Monde » des 19 et 25 juin).

Le Sénat a voté, à l'unanimité, la proposition de loi tendant à modifier les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur (voir « le Monde » des 19 et 25 juin).

Le Sénat a voté, à l'unanimité, la proposition de loi tendant à modifier les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur (voir « le Monde » des 19 et 25 juin).

Le Sénat a voté, à l'unanimité, la proposition de loi tendant à modifier les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur (voir « le Monde » des 19 et 25 juin).

Le Sénat a voté, à l'unanimité, la proposition de loi tendant à modifier les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur (voir « le Monde » des 19 et 25 juin).

Le Sénat a voté, à l'unanimité, la proposition de loi tendant à modifier les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur (voir « le Monde » des 19 et 25 juin).

Le Sénat a voté, à l'unanimité, la proposition de loi tendant à modifier les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur (voir « le Monde » des 19 et 25 juin).

Le Sénat a voté, à l'unanimité, la proposition de loi tendant à modifier les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur (voir « le Monde » des 19 et 25 juin).

Le Sénat a voté, à l'unanimité, la proposition de loi tendant à modifier les articles 13, 14 et 15 de la loi d'orientation sur l'enseignement supérieur (voir « le Monde » des 19 et 25 juin).

HISTOIRE

EN JUILLET 1940

Le parti communiste a créé « les conditions d'un combat véritablement national »

écrit « Révolution »

Les « démentis » du P.C.F. avec sa propre histoire, selon l'expression de MM. Guy Kozopnicki et Michel Renard dans le « Point de vue » qu'on lira ci-dessous, se poursuivent avec la parution, dans l'hebdomadaire communiste « Révolution », d'un dossier « sur l'été 1940. M. Roger Bourderon, qui avait évoqué, dans « Les Cahiers du communisme », de mai, l'attitude du P.C.F. pendant cette période (« le Monde » des 10 mai et 17 juin), ne traite, cette fois, que de la

mise en place du régime de Vichy. La politique du P.C.F. fait l'objet d'un article de Mme Germaine Willard, qui se borne à analyser conjointement l'appel de de Gaulle, le 18 juin, et celui que le P.C.F. avait lancé en juillet 1940. Relevons les « limites » de ces deux textes par rapport à ce qui sera effectivement la Résistance. Mme Willard écrit que le parti communiste, « qui pile sous les coups depuis près d'un an, que la débâcle a désorganisé et qui se trouve

confronté à une situation inédite, n'est pas en état de conduire une réflexion théorique et politique poussée ». Mme Willard affirme : « Dirigeants et militants reprennent pied en s'accrochant à l'expérience des luttes, acquiescent notamment depuis le Front populaire ». Elle conclut : « Bien que les paroles du général de Gaulle rendent un son plus d'actualité, c'est le P.C.F. qui crée les conditions d'un combat véritablement national ».

Point de vue

Deux lignes au sein du P.C.F.

par GUY KONOPNICKI (*) et MICHEL RENARD (**)

A l'heure du quarantième anniversaire de juin 1940, les nostalgiques du maréchal, Figaro Magazine en tête, relancent la légende d'un Pétain « dépassé par les événements ». Ils ignorent délibérément la démonstration rigoureuse de l'historien américain Paxton : Vichy n'a jamais subi mais toujours devancé les désirs hitlériens. Les mythes ont la peau dure ! La droite n'est pas seule, cependant, à refaire son histoire. De silence officiel en critiques post mortem (1), en passant par les révélations savamment calculées, la vérité historique du parti communiste est soumise aux aléas de la conjoncture politique.

La presse a fait grand cas du dernier épisode des démentis du P.C.F. avec sa propre histoire (2), notamment celle de l'été 1940 : demande de réputation légale de l'humanité auprès des autorités nazies dès le 18 juin, processus de législation du parti, opposé à l'armistice avec les soldats allemands, absence de dénonciation du nazisme.

La P.C.F. a longtemps nié ces aspects de son activité pendant l'été 1940. Par touches successives, il a bien dû admettre certains éléments de cette vérité historique constituée par la contradiction flagrante entre la ligne de soutien au pacte germano-soviétique et la politique antifasciste qui servait de ciment à la résistance, mais il ne s'est toujours pas dégage d'une conception utilitaire de l'histoire, instrumentalisée par les circonstances politiques et sources de légitimation. Il met en place un dispositif faisant vivre deux discours historiques : celui des professionnels de l'Institut de recherches marxistes, qui s'adresse aux spécialistes et laisse percer quelques doutes et interrogations, et celui de l'humanité, destiné au public et aux militants, auxquels on raconte l'histoire qu'il veut.

Un exemple caricatural en a été fourni par Pierre Durand dans l'humour du 2 juin. Prétextant répondre à la question : « Mais que font donc les communistes ? » (en 1939-1940), il offre un raccourci saisissant, où disparaissent le pacte germano-soviétique, la ligne pacifiste et détestable suivie de l'octobre 1939, la négociation avec les nazis pour la réputation de l'humanité, etc. Pour Durand, le P.C.F. en juin 1940, se réduit à la direction parlementaire de Ducas et son activité se résume... à trois textes, dont l'« Appel du 10 juillet ». Sa conclusion est surprenante : « Il n'existe aucun document montrant à cette date de quel parti que ce soit qui puisse constituer une preuve aussi éclatante... de clairvoyance ! Fautil-il comprendre que l'humanité désavoue les historiens communistes ? Eux, au moins, ne professent pas un tel mépris pour la réalité, qu'ils commentent plus « sérieusement ».

Ainsi, désormais, pour Roger Bourderon, les initiatives de l'été 1940 sont exceptionnelles par l'absence d'analyse générale cohérente de la situation, par les contradictions nées d'une double référence à l'antifascisme des années 30 et au rôle national de la classe ouvrière, d'une part, à la définition, imposée par l'Union soviétique, de la guerre qualifiée « d'impérialiste », d'autre part. Or si cette contradiction se manifeste, ce n'est sûrement pas dans la ligne défendue par Thorez et Ducas, celle qu'on trouve à la base de l'attitude surprenante des communistes parisiens en juin-juillet 1940. Leur attitude est, en effet, cohérente, autant que peut l'être à ce moment l'application des conséquences du pacte germano-soviétique. Car c'est bien de cela qu'il s'agit. De multiples travaux et témoignages l'ont maintenant établi (3).

L'appareil de direction remis en place par Ducas, à son retour de Belgique en juin 1940 (la direction « intérieure », précédemment assurée par Frachon, sachant à quel point, n'avait pas attendu les nazis à Paris), se charge de mettre en œuvre l'orientation de Staline, d'illusionner sur la bienveillance allemande et espérant même, en évoquant la Commune de 1871 et

l'exemple russe de 1917, occéder au pouvoir et négocier la paix avec Hitler. Ce schéma dogmatique explique le déchaînement contre Vichy (« Appel du 10 juillet »), la violence contre l'« impérialisme anglais », coupable de poursuivre la guerre, et le mépris d'une Allemagne qu'on espère neutralisée par le pacte germano-soviétique. Cette ligne pacifiste a entraîné, dès 1939, une disparition des communistes. Nizan situe très bien les enjeux dans sa correspondance : « Ce n'est pas, écrit-il, parce que le croyais « moi », de la part de l'U.R.S.S., son accord avec Berlin que j'ai pris la position que j'ai prise. » (4) Nizan désapprouve la position des communistes français sur les conséquences à tirer du pacte, et, avec une certaine naïveté, il note : « Imiter fidèlement les Russes à la lettre était les méconnaître totalement dans l'esprit. » La même lettre de Nizan nous renseigne utilement sur deux réalités : la position de Ginzburger (Pierre Villon), donc de la direction du parti. « Ils sont pires quand ils sont vaincus et réduits au martyre par des comités qui leur demeurent impénétrables bien qu'ils les aient taillés », écrit Nizan) et la position naturellement

contradictoire des communistes mobilisés (« J'ai rendu mes comptes aux camarades d'il y a trois jours, qui me semblent plus importants que les bureaux dans un bureau de la rue Racine (Villon), et les camarades d'il ont éprouvé mes comptes. ») De cette opposition entre une direction appliquant les consignes soviétiques et des communistes préférant le combat antifasciste, nous trouvons également trace chez Argon, dans les Communistes, mais Argon, usant des droits de la fiction, se donne le beau rôle.

C'est bien sur le base d'une ligne politique cohérente, appliquée depuis 1939, que les dirigeants du P.C.F. prennent les fameuses initiatives de l'été 1940, et l'homme qui négociera la réputation de l'humanité avec les nazis, Maurice Tréand, n'est ni un isolé ni un enfant de chœur : il appartient à l'entourage direct de Thorez et effectue, avant guerre, les missions les plus délicates (responsable sur les cadres, relations internationales). A la libération, il est relégué dans l'ombre, mais le bureau politique au complet sera présent à son enterrement, et le parti ne laissera pas sa veine dans le besoin (elle était permanente jusqu'à une période récente).

Une double réalité

Critiquer une ligne d'un point de vue historique ne signifie pas pour autant donner des leçons après coup. La critique comédienne est menée sur le terrain par les communistes eux-mêmes, ce que démontre par exemple l'analyse de Charles Tilly, responsable régional à Bordeaux, appelée, dès le 17 juin 1940, à la lutte contre Vichy et « contre le fascisme hitlérien » (5). Anniversaire rarement évoqué à Auguste Havez, responsable régional en Bretagne, agit parallèlement, ainsi que Georges Guingoulin, en Haute-Vienne, immédiatement après la défaite. De nombreux exemples pourraient être cités à Paris, parmi les étudiants communistes (voir le témoignage de Pierre Dax dans « J'ai cru au meurtre », ou en province. Pourquoi le silence persistant sur ces attitudes courageuses, qui démontrent qu'il existait une alternative aux initiatives prises par Ducas à Paris ? Surtout l'ignorance ultérieure de ces militants pour les plus connus : Guingoulin exclu pour trahison, Havez éliminé en 1952, Tilly condamné en 1952 et exclu en 1970, etc.) qui, par un curieux effet rétroactif, annulent la valeur de leur acte, interdisent la reconnaissance de la vérité ? Que vident, ici, les prétentions scientifiques des historiens communistes ?

Ceux-ci tentent de faire avaler le couleuvre en invoquant « la continuité de la lutte anti-fasciste » dont témoigne le souvenir des militants qu'ils ont interrogés. Cette continuité existe, en effet, très souvent à la base, mais l'argument ne saurait mettre hors de cause ni Ducas, ni Thorez, ni la direction de l'Internationale communiste. Il éclaire simplement une double réalité, qui vaut la peine qu'on y réfléchisse : 1) des dirigeants, des militants communistes isolés, ont su définir d'emblée une orientation anti-fasciste et anti-nazie, dont ils ne savaient certes pas tout (Tilly et Havez, pour leur part, censurent depuis des mois les directives défectueuses) qu'elle prenait le contre-pied de la ligne de Staline répercutée par Ducas ; 2) ces réfractaires militants, s'appuyant sur l'antifascisme du P.C.F. des années 30, ont permis de sauvegarder les forces qui, sans cela, n'auraient pu constituer le détachement victorieux de F.T.P. Qui, ce sont ces militants qui ont maintenu le parti communiste, qui ont fait la principale composante de la résistance intérieure. Le jugement de François Mauriac selon lequel la classe ouvrière était la seule à résister en tant que classe

historique officialisée. Cela permettrait sans doute à Bourderon, qui constate, à propos de la demande de réputation légale de l'humanité, que « des questions demeurent toujours sans réponses satisfaisantes pour l'historien », d'y voir un peu plus clair. A se contenter des acquis de Pierre Villon, il risque d'attendre longtemps.

Villon prétend aujourd'hui n'avoir pas compris cette démarche, en ignorant les responsables (que n'a-t-il questionné Ducas depuis ?) et s'être demandé s'il ne devait pas couper avec la direction. Les dépositaires officiels de la mémoire du parti ont le mémoire court. Comment Villon peut-il feindre l'ignorance alors qu'il savait lui-même par cette direction avec Ducas ? Charles Tilly a témoigné : « En juin 1940, Villon n'a pas quitté Paris. (...) C'est là que s'est constituée, autour de Ducas, une équipe (...), et un des premiers qui ait été aperçu comme essentiel, c'était le traducteur de la langue allemande en France, c'est-à-dire Ginzburger, dit Pierre Villon. (...) C'est lui qui était toute la presse allemande éditée à Paris. (...) Ce demi-révélateur de Guyot (1) et de Villon ont été de commun : elles interviennent toujours après la disparition des protagonistes, soit pour les accablent (Guyot à propos du vingtième congrès du P.C. soviétique et du rapport Krouchtchev), soit pour les innocenter (Villon), mais elles persistent à nier toute responsabilité. Il pourtant...

Les événements survenus dans le P.C.F. après la libération confirment l'existence de contradictions. L'appareil résistait en tant que grand parti dirigé par des cadres successifs, dans chaque fédération comme au plus haut niveau. Certes, il s'agit d'un phénomène international, rattaché par la crise soviéto-yougoslave, puis par les procès du type Rajk ou Slansky. Mais on peut aussi supposer que les militants qui ont commencé la lutte sans attendre le bon vouloir des dirigeants, ou même ont transgressé sciemment leurs consignes, constituaient des suspects naturels, qu'ils étaient moins maniables que les fidèles du type Villon ou les planqués du type Cechin. De Charles Tilly à Maurice Krieger-Vallinon en passant par Georges Guingoulin, Marcel Prenant (7), Roger Casanova, les figures historiques de la résistance communiste ont connu les procès. D'autres se sont discrètement défilés du parti. Au fil des années un nouvel appareil s'est forgé et la direction du parti a persisté à faire de l'attitude à l'égard du pacte germano-soviétique une ligne de conduite pour les militants, en attendant à des responsables la question est longtemps posée dans la « biographie » servant à sélectionner les cadres. Le renouvellement naturel en âge n'explique donc pas tout : le coulage n'est une vertu révolutionnaire que lorsqu'il est nécessaire ou parti. Il n'a pas sa place dans les réunions du comité central.

(1) Cf. notre article sur Raymond Guyot, le Monde du 15 février 1979. (2) Cf. le Monde du 10 mai et la dernière des Cahiers du communisme du mois de mai (article de Roger Bourderon et l'interview de Pierre Villon et René Jol-Jangou). (3) Lire la quatrième brochure de Stéphane Courtois, le P.C.F. dans la guerre, de Bourderon, qui l'auteur a expédiée en laissant d'anticommuniste, mais qui se gardant bien de répondre aux démentis de l'Union soviétique d'un historien lucide. (4) Paul Nizan, intellectuel communiste, Maspero, T. 2, pp. 113-114. (5) Lire On chante rouge, de Charles Tilly, le « Manifeste du 17 juin » a été écopé par le Centre Jean-Moulin à Bordeaux et authentifié de source diversifiée. (6) Entretien avec Charles Tilly, à Rennes, en février 1980. (7) L'Union soviétique reconnaît l'existence de la « vie droite » de M. Prenant, ce qui n'empêche pas de le condamner en tant que passe-avant de ses Mémoires (France une vie au parti, éd. France 1979) et de le reléguer à l'écart du comité central, en 1950, et on explique comment sa fidélité à la ligne officielle a conduit, dix années durant, à exiler au sein du groupe opposé à l'Union-Débat aux côtés de nombreux résistants.

Le Monde

Service des Abonnements

3, rue des Abbes

75421 PARIS - CEDEX 09

C.C.P. Paris 4201-23

ABONNEMENTS

3 mois 5 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. - T.O.M.

325 F 331 F 441 F 539 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

367 F 481 F 594 F 1.250 F

ÉTRANGER

(par mandat)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

324 F 336 F 438 F 538 F

II. - SUISSE - TUNISIE

288 F 304 F 422 F 540 F

Par virement bancaire

Tout sur demande

Les abonnés qui paient par chèque postal (virement) voudront bien joindre ce chèque à leur demande

Changements d'adresse : déclarations ou préavis (sans préavis ou plus) : nos abonnés sont priés de nous adresser une demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

(1) Cf. notre article sur Raymond Guyot, le Monde du 15 février 1979. (2) Cf. le Monde du 10 mai et la dernière des Cahiers du communisme du mois de mai (article de Roger Bourderon et l'interview de Pierre Villon et René Jol-Jangou). (3) Lire la quatrième brochure de Stéphane Courtois, le P.C.F. dans la guerre, de Bourderon, qui l'auteur a expédiée en laissant d'anticommuniste, mais qui se gardant bien de répondre aux démentis de l'Union soviétique d'un historien lucide. (4) Paul Nizan, intellectuel communiste, Maspero, T. 2, pp. 113-114. (5) Lire On chante rouge, de Charles Tilly, le « Manifeste du 17 juin » a été écopé par le Centre Jean-Moulin à Bordeaux et authentifié de source diversifiée. (6) Entretien avec Charles Tilly, à Rennes, en février 1980. (7) L'Union soviétique reconnaît l'existence de la « vie droite » de M. Prenant, ce qui n'empêche pas de le condamner en tant que passe-avant de ses Mémoires (France une vie au parti, éd. France 1979) et de le reléguer à l'écart du comité central, en 1950, et on explique comment sa fidélité à la ligne officielle a conduit, dix années durant, à exiler au sein du groupe opposé à l'Union-Débat aux côtés de nombreux résistants.

Un colloque de « Historia » et de professeurs spécialisés

Enseigner l'histoire enseigner la nation

Un nouveau colloque a été organisé, mercredi 25 juin, à Paris, à l'occasion de la campagne pour la défense de l'enseignement de l'histoire. Mené sous le patronage de la revue « Historia », et de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie, son thème est « L'enseignement de l'histoire nationale et la jeunesse ». L'association a été plus précise que celui du colloque qu'elle organise la revue « Historia », seule au mars dernier (« le Monde » du 6 mars).

Les intervenants étaient moins nombreux, les vedettes de la « nouvelle histoire », et le ministre de l'éducation était absent. Cette fois, c'est M. Jean-Baptiste Duroselle, membre de l'Institut, les débats furent en particulier animés par M. Michel Dabry, qui tint à faire de ce colloque un des moments du combat qu'il mène pour l'indépendance et l'unité de la France.

L'ombre des grands républicains était présente, mais les maîtres-écoles quadrillaient l'espace national, — de ses certitudes et de son consensus. Regret du rôle privilégié qu'y jouait l'enseignement de l'histoire, cette pédagogie du citoyen qui harmonisait le cours de morale et cours de politique. On aurait pu entendre M. Ferry ou M. Lavoisier dans des proclamations de foi redevenues actuelles. Ferry, qui conseillait au professeur de faire de l'histoire de France « le point de départ et comme le centre de son enseignement », c'est de là qu'il doit partir, c'est là qu'il doit toujours revenir. Lavoisier, qui sur les bancs de l'école, lisait à l'histoire un objectif ambivalent : « Donner une bonne représentation exacte, l'idée, je ne craindrai pas de dire, la théorie de la France ».

Mais le consensus n'est plus. Les enfants d'une même patrie ne s'aiment et se soutiennent comme les enfants d'une même mère : le retrait des vieux manuels, du Tour de France par les enfants, ce sont les bases de l'école laïque n'est plus. « Nous avons oublié le leçon des premiers républicains », déclare M. Michel Dabry. L'enseignement des citoyens n'est plus. On veut dire faire connaître nos propres racines. Les premiers républicains ont commencé par mettre au programme la formation de la France, par les républicains. Un immense erreur idéologique, répète-t-il, que cette perte de mémoire qui caractérise l'école de 1980. « L'annuaire de l'histoire », dit M. Dabry, renchérit M. Jean Peyrot, président de l'Association des professeurs d'histoire et de géographie.

Tout se complique donc. Car enseigner la nation, c'est aussi enseigner la France. Tout le monde est d'accord avec le député du Calvados, en ajoutant : « Comme pour la plus simple, notre propre histoire ». « Partir d'une histoire de notre pays, dit M. Peyrot, ce n'est pas seulement une manière de nous présenter une appartenance, c'est aussi la façon la plus simple de fixer les images d'une chronologie et un cadre de référence pour une histoire ouverte sur le monde. L'histoire est formatrice mais elle est une immenseité, ajoute M. Duroselle. Cette immenseité ne peut se parcourir sans le point de repère et comme nous parcourons bien mieux ce qui nous entoure que les lointains obscurs, c'est le patrimoine national, c'est l'histoire de France qui nous en tient lieu. »

Il importe donc que l'histoire nationale soit le « tronc central », serve de « fil conducteur ». Autant pour les principes. Mais quand il s'agit d'appliquer les réponses, de préciser le quoi et le comment, rien ne va de soi. Re-

trouver ses racines ou affirmer son identité : au-delà des mots, les intervenants parlaient-ils tous de la même chose ? Dans un cas sont revendiquées une quête, la recherche d'une diversité. Dans l'autre, un état de fait, la proclamation d'une unité. Dimension culturelle et démarche politique ont paru opposées, certains se souvenant que l'enseignement républicain de l'histoire nationale était rien moins qu'historiquement neutre, que politiquement anodin.

Ce fut donc un concert à plusieurs voix. Certains réclamaient un nouveau bréviaire. Ainsi cet officier de carrière converti dans l'enseignement qui dénonçait avec virulence des manuels qui « pour la guerre d'Algérie ne parlent que de tortures et de pacification » et pour mal 68 donnent raison aux étudiants contre les C.R.S. Ou cet autre enseignant qui s'alarme de la « déformation » de la réforme Langevin-Wallon, d'inspiration marxiste.

M. Léo Hamon, ancien ministre, quant à lui, s'inquiète de la « prospérité d'un thème comme le droit à la différence ». « Si nous n'enseignons pas l'identité française, nous aurons encore des Occitans et des Bretons, des catholiques et des juifs, mais plus de Français. » Politiques sont aussi les préoccupations de M. Dabry, qui déclare que « l'orientation de la mentalité française, celle du comportement des Français ne seront pas les mêmes selon que l'on aura ou non une véritable histoire nationale à l'école ». Et il s'inquiète « du point immuable des réformes, de l'appel idéologique à l'antiracisme, à l'eurocentrisme ». Au moins est-il nuancé que certains de ses supérieurs : « Il faut des racines, mais leur connaissance peut être diverse. »

Diversité sur laquelle insistèrent les porte-parole des enseignants. Ainsi de M. Jean Peyrot : « La nation doit être pensée au crible de l'observation critique de l'historien (...). Il peut être ce qu'elle a représenté, ce qu'elle a été fait avec elle et à quelles époques elle a entraîné des hommes quand elle est érigée en valeur suprême. » M. Philippe Joutard, professeur à l'université de Marseille, spécialiste des carthaginois et de la dissidence celtique, refusant toute « antaïrie », demande que l'on « éteigne les guerres de religion, l'opposition de la France à l'Europe, la guerre d'histoire nationale et histoire régionale. Celle-ci a sa place ». Il plaide aussi pour l'échange culturel, rappelant le fort pourcentage d'étrangers immigrés dans les établissements marseillais : « Apprendre la tolérance, c'est aussi apprendre de nos élèves, des la système, ce qu'est l'islam, le ramadan... »

Le vieux Mallet-Isaï

Différences d'optique, particulièrement sensibles lors de l'économie des propositions concrètes. Rapporteur sur ce thème, M. Raymond Frieur, recteur et conseiller de M. Jacques Chirac, devait se défendre « de tout passéisme ». Pourtant ses suggestions étaient en retrait. Le vieux Mallet-Isaï était de retour, et cela, ce n'est pas le langage de votre enfance, dit-il en présentant ses propositions de programme à l'école primaire : « Les Gaulois et les conquêtes romaines, les Francs, les Capétiens, les châteaux forts au Moyen Âge, les croisades », etc. « Minimum vital », dit-il, la chronologie, la géographie, la littérature, la langue, la morale, les événements, certes la révolution industrielle, mais aussi « la lutte de Louis XVI à Varennes », « les manuels bien faits », l'œdipe n'est pas de faire « mémoriser des dates et des résumés », et surtout la suppression pure et simple des « disciplines d'essai » introduites en 1969 à l'école primaire.

C'était oublier combien la crise de l'histoire à l'école est aussi celle de sa rénovation, tant l'enseignement traditionnel, régi par la mémoire et les résumés, était hier, lui aussi, critiqué, jugé inefficace et inopérant. On se fit fort de le rappeler. « Il faut savoir hiérarchiser les dates », dit M. Joutard. Le retour au témoignage est aussi essentiel. « Tout n'est pas nouveau dans les disciplines d'essai », ajoute M. Mexandeau. « Étions-nous cette histoire trop événementielle à laquelle les enfants ne comprennent rien », conclut M. Louis François, ancien doyen de l'inspection générale d'histoire.

Les réponses de M. Frieur, au nom du R.P.E., semblaient d'ailleurs, par elles-mêmes, par rapport à l'enjeu. Cet enjeu que M. Duroselle, en revanche, situe très haut, s'en prenant à la « domination des scientifiques » et en vantant l'histoire « science humaine la plus ancienne et la plus sérieuse ». « C'est la base de la culture que nous devons transmettre », résume-t-il. Tant il est vrai que l'histoire dérange, celle dont Michelet disait que « l'âge du monde, elle a pour premier devoir de perdre le respect ».

EDWY PLENEL

Le Monde

société

A Paris

Un « front antinucléaire » revendique une série d'attentats

Cinq attentats ont été commis, ce vendredi matin 27 juin, à Paris, contre cinq sociétés. Il n'y a pas eu de blessés. Ces attentats ont été revendiqués dans une communication téléphonique anonyme à l'A.F.P. par un Front communiste antinucléaire, organisation inconnue jusqu'à présent. Selon ce correspondant, ces actions étaient dirigées contre « des entreprises fabriquant du matériel pour la construction des centrales nucléaires » et « contre la société capitaliste nucléaire ». « Vive le sabotage prolétarien ! », a déclaré ce correspondant.

Les entreprises visées sont : la firme américaine U.S. Planet Waltham, 35, av. Mathurin-

Morvan (19^e), la société Altaflux, filiale de Mecaflex, sous-traitant de Thomson et fabriquant du matériel électrique, 38, rue des Maraichiers (20^e) ; la société Temagrip, fabricant et commercialisant de l'équipement hydraulique, 10, rue Guenot (11^e) ; la société Person, sous-traitant de Crenson-Leire, 4, rue Morère (14^e), et enfin la société Sedema, 11, rue Simonet (13^e), filiale de Thomson, fabriquant du matériel électronique.

D'autre part, la veille, jeudi 26 juin, un nouvel attentat à l'explosif a eu lieu au siège parisien du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (M.R.A.P.).

AU SIÈGE DU M.R.A.P.

Sans protection

Jeudi 26 juin, 16 h. 20. On sonne. M. Jean Bertrand Bary, membre du bureau national du Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (M.R.A.P.), se dirige vers la porte blindée du local, 120, rue Saint-Denis, à Paris (2^e arrondissement). Sur le palier, un sac de plastique d'où dégage une odeur allumée. Il referme aussitôt la porte. « Pendant que je remplissais un seau d'eau pour éteindre la bombe, tout a volé en éclats. »

Depuis 1976, le local du M.R.A.P. a été plastiqué trois fois. Sur les débris des maillages renversés au milieu de la salle de réunion, on peut encore lire le nom de Païper écrit à la hâte au moment du plastiquage de 1977. Plus une vitre, le matériel détruit, le téléphone coupé, l'escalier encombré et le plafond écroulé. Un vrai séisme.

« J'aurais pu y passer, raconte M. Bary. Ce sont des assassins. A cette heure, il y a du mouvement dans la maison, des enfants jouent parlois dans l'escalier... » Tout l'immeuble est en émoi. Depuis le premier attentat, les habitants n'ont cessé de protester contre la présence du M.R.A.P. Les propriétaires voient

d'un mauvais œil se dévaloriser leur patrimoine. On vit sur les nerfs. Le patron du petit bar du Café, au rez-de-chaussée, en a « plus qu'assez ».

« Nous avions obtenu d'être gardés par la police, explique M. Albert Lévy, secrétaire général du M.R.A.P. Mais, le 14 mars 1979, nous avions organisé une conférence de presse dans le métro pour protester contre les contrôles d'identité et les tracasseries policières, et, sur l'heure, les gardiens ont été retirés. » Depuis, la M.R.A.P. et ses voisins ont entrepris plusieurs démarches à la préfecture de police pour une nouvelle protection. Sans résultat. « Alors, constate M. Lévy, nous sommes des victimes, mais on nous considère de plus en plus comme des coupables. Nous voudrions un autre local plus isolé. Nous avons fait la demande à la Ville de Paris sans succès. »

Au soir de l'attentat, les policiers gardaient la garde avec un zèle retrouvé. On avait dépêché sur les lieux la brigade criminelle de la préfecture de police de Paris, et M. Pierre Somville, préfet de police, s'était déplacé. Après la peur, le reproche : « C'était prévu ».

disaient les témoins. « Nous avions reçu, poursuit M. Lévy, les jours précédents, des visites de jeunes gens se réclamant d'une organisation raciste et d'extrême droite. Ils voulaient acheter des exemplaires du numéro de notre journal Droit et Liberté, où figure un article sur la Fédération d'action nationale européenne (FANE). Nous recevons souvent des lettres de menaces et des coups de téléphone anonymes pour nous intimider. » Les dizaines de milliers de francs à trouver pour les réparations — un vitrier, déjà, proposait ses services — entraveront l'action du M.R.A.P.

Pour finir, le secrétaire général s'interroge : « Il n'y a pas que la terreur aussi peut interdire. Si une organisation comme la nôtre ne peut continuer sans moyens, dans un milieu hostile, où nous ne pouvons faire appliquer la loi de 1972 contre le racisme et l'antisémitisme votée à l'unanimité par le Parlement, la démocratie est en danger. »

Une manifestation de protestation aura lieu lundi 30 juin, à 18 heures, devant le siège du M.R.A.P. — C. C.

L'affaire Marc Croissant

UNE DÉCLARATION DU MAIRE D'IVRY

Après la publication, dans le Monde du 26 juin, d'un article consacré au sort de M. Marc Croissant, ancien employé communal d'Ivry (Val-de-Marne) dont le contrat n'a pas été renouvelé, M. Jacques Laloe, maire (P.C.) de cette ville a publié la déclaration suivante :

« Je viens de décider de mettre fin au contrat de M. Croissant, après un nouveau refus de sa part d'intégrer le poste auquel je l'avais affecté. (...) Ce cadre communal, responsable de l'activité culturelle municipale en direction de l'enfance et de la jeunesse, avait, en effet, gravement manqué à sa mission, en prenant position pour la pédophilie, c'est-à-dire pour l'acceptation de pratiques sexuelles entre adultes et enfants. »

« Mon devoir de maire, la conscience de ma responsabilité à l'égard des enfants et des jeunes d'Ivry m'ont alors conduit à écarter M. Croissant de ses responsabilités. »

« Depuis j'ai fait preuve de beaucoup de patience pour tenter de trouver une solution, et j'ai proposé pendant de longs mois à M. Croissant un autre poste dans les services municipaux, à la seule condition qui soit à l'écart des enfants et des jeunes. »

« L'intransigeance de M. Croissant et l'exploitation politicienne de son cas par la C.F.D.T. et le parti socialiste m'ont permis de trouver cette solution. Au contraire, ils ont porté leurs coups contre l'ouvrier et le maire communiste que je suis. »

« On ne permettra d'ailleurs pas que ces organisations et en particulier les élus socialistes aient sans doute mieux à faire que mener campagne en faveur de la pédophilie. (...) »

« Aujourd'hui, je ne peux que prendre acte que la situation ne peut plus durer, et M. Croissant ne peut être payé plus longtemps à ne rien faire. Demain, son refus d'intégrer son nouveau poste, j'ai donc décidé de mettre fin à son contrat. Cette affaire est donc close. »

[Pour sa part, M. Marc Croissant nous a rapporté que, lors de l'entrevue du 18 juin, au cours de laquelle son licenciement lui a été signifié, il lui a été indiqué qu'il s'était rendu coupable d'une « rupture de contrat moral » et faisant publiquement savoir qu'il était homosexuel.]

LE PROCÈS DES PROXÉNÈTES GRENOBLOIS

Le fisc veille...

De notre correspondant

Grenoble. — Les deux premières journées du procès des proxénètes avaient été consacrées à la description minutieuse des services rendus par les proxénètes grenoblois ; au cours de l'audience de jeudi 26 juin c'est l'argent qui était au cœur des interrogatoires.

Eugénie, qui n'a pas souhaité venir à la barre pour témoigner, a reconnu pendant l'instruction avoir gagné environ 1 million de francs en deux ans. Le président du tribunal correctionnel, M. François Morin, lira sa longue déposition. Un réquisitoire émettait tout à la fois d'accusations de haine contre son ancien « protecteur » Salvatore Curaba. « Aujourd'hui je suis complètement ruiné. Pendant deux ans je lui ai remis intégralement les sommes que je gagnais, soit 1 500 F à 2 500 F selon les jours. J'étais fier de lui rapporter chaque soir un peu plus d'argent », dit Eugénie.

Le généreux Curaba reconnaît seulement qu'il a eu « la faiblesse d'accepter un peu d'argent » et d'avoir « profité de temps en temps des sommes qu'elle gagnait ». Ses amis, qui sont présentes à l'audience, déclarent que « la bonne Eugénie » leur donnait parfois un peu d'argent. Elles n'étaient pas logées à meilleure enseigne. Ainsi Nadia ne conservait que 50 F sur le montant de la « comédie » qui pouvait atteindre, certains jours, 3 000 F. Après quatre ans passés le long de la route de Grenoble à Valence et sur les quais de l'Isère, elle se retrouve aujourd'hui sans un sou. Elle compte demander aux inculpés de lui restituer les sommes frauduleusement subtilisées au moyen de la violence, soit plus de 1 million de francs.

Le président, M. Morin, ne pourra pas écher son indignation lorsqu'il lira la fin de la déposition d'Eugénie. Dans celle-ci, la proxénète déclare devoir 20 000 francs d'amende au fisc. « Je suis, dit-elle, obligée de continuer à travailler pour rembourser alors que je voudrais quitter le tapin. » Il est urgent de résoudre ce problème, s'écrit le président du tribunal, qui sem-

ble s'être un instant demandé de quel côté se trouvaient les proxénètes. Certaines informations font d'autre part état d'enquêtes menées depuis plusieurs mois par l'administration fiscale autour de certaines prostituées grenobloises. L'une d'elles, qui travaillait actuellement dans le centre-ville, s'est vu présenter, il y a trois semaines, une amende fiscale de 1 340 000 francs portant sur les sommes qu'elle aurait encaissées au cours des quatre dernières années. Une autre s'étonne que certaines prostituées, dont les proxénètes sont vus devant le tribunal correctionnel de Grenoble, soient poursuivies par le fisc qui, dit-elle, a maintenu ces femmes sur le trottoir. Cette prostituée sait de quoi elle parle puisqu'elle vient d'être taxée, d'office, de 200 000 francs au titre de la T.V.A. pour les années 1976, 1977, 1978 et 1979.

CLAUDE FRANCILLON.

GARE AUX GITANS !

La commissariat de police de Saint-Raphaël (Var) a demandé au journal « Nice-Matin » de publier dans ses pages locales de France-Saint-Raphaël — ce qui a été fait le 16 juin — un « appel aux commerçants » afin de libérer le centre-ville de Saint-Raphaël de la tire dont sont victimes notamment les personnes âgées et les étrangers, les services de police demandant à tous les commerçants de leur signaler rapidement la présence devant leur boutique de gitans (surtout des marocains), ce, afin de faciliter la tâche des policiers.

LE MONDE

Malin chaque jour à la disposition des lecteurs des rubriques d'annonces immobilières, vous y trouverez également LES BUREAUX que vous recherchez.

★TUBORG★LA★BIÈRE★DU★SOIR★

Le Monde

LOISIRS ET TOURISME

VIEILLES DAMES DU NOUVEAU MONDE

BOSTON LA ROUGE

FIN mal, les plus grands vedettes du monde sont venus saluer Boston et mesurer leurs mérites à la nouvelle skyline de la ville. Abandonnant au sein de leur traditionnelle morgue aristocratique, les Bostoniens ont pris goût, depuis quelques années, à la fête. Tous les prétextes sont bons. Bicentenaire des États-Unis, visite du pape, de la reine d'Angleterre, commémorations et parades se succèdent afin que nul n'ignore que la vieille dame puritaine a trouvé une nouvelle jeunesse.

Cette année, Boston a trois cent cinquante ans, et elle veut rappeler à toute l'Amérique combien elle a compté dans la naissance de la nation. Les organisateurs de la commémoration invitent leurs compatriotes à rendre visite, cet été, à « Grandma ». Et le reste du monde, par la même occasion, à découvrir la ville la plus « vieux monde » des États-Unis.

La frénétique quête de souvenirs historiques qui agite les Américains va les attirer, une fois de plus, vers ce berceau de l'indépendance. Une nuit de 1773, la révolte contre l'Angleterre. « Des impôts et pas de représentation », c'est la tyrannie. « Forts de cette idée, un petit groupe d'hommes jeta à la mer la cargaison de thé venue d'Angleterre, et jourdement taxée, pour signifier avec éclat le refus révolutionnaire. La riposte anglaise fut cruelle, mais le geste libérateur était accompli. Sur le petit bateau-musée qui raconte la fameuse « Tea Party », un employé vêtu en marin rattrape la caisse de thé flottante que les enfants sont invités à jeter eux-mêmes à l'eau, en souvenir.

Une « piste de la liberté » (Freedom trail) a d'ailleurs été tracée entre les gratte-ciel pour

guider le pas des visiteurs sur les traces de cette histoire encore fraîche. Une plaque par-ci, un petit édifice, par-là témoignent parmi les hautes murailles lisses des immeubles de bureaux, construits depuis seulement vingt ans. Vestige du royaume de Liliput, le monument redoublé de coquetterie : clochetons dorés de frêle, briques astiquées, boiserie ripolinée à l'ancienne. State House, l'édifice du Capitole, ne veut pas être oublié. Pas plus que le City Hall, de sombre granite et d'architecture néo-classique comme tel sous l'appellation de « French Second Empire ».

Boston offre, sur un territoire assez limité, une gamme complète de l'architecture améri-

caine, y compris de ses éléments les plus récents, et une grande exposition est annoncée pour le mois de septembre.

Boston est une ville pour se reposer de l'Amérique. Les Bostoniens sont fiers d'habiter une « walking city », une ville que l'on aime parcourir à pied ; une ville moins bombardée que les autres par de grands parkings à moitié vides en plein centre. Ici les étalons du vieux continent ont toujours cours. A portée de promenade, on trouve autour du « common », le grand pré où broutaient les troupeaux de la communauté, devenu jardin public, les repères qui jalonnent cette ville dense comme le sont rarement les villes américaines.

Facades sous surveillance

Fait exceptionnel, les gens chics ont continué d'habiter en ville, à downtown, dans deux quartiers, dont le charme rappelle les meilleurs qu'ils d'Amérique, la place Faneuilberg à Paris, et quelques rues anglaises.

Dans le quartier de Back Bay, les après 1800 par des urbanistes quinquariques. Hausmann, et sur les pentes de Beacon Hill, les maisons sont rouges, de brique, de leur décor : porches à colonnes, corniches et bow-windows ; des maisons festonnées jousjous soit, comme le note Henry James. Sur Beacon Hill, dont les façades endolent derrière des glycines échelonnées, la fer forgée et d'élégants verrières composent, sur fond rouge, un théâtre intime et familier, dans la plus grande sobriété architecturale.

Il a fallu que les dames du quartier s'asseyent une journée entière sur les trottoirs, il y a

Elle choquait les Bostoniens, car elle créait allègrement le plafond du quartier un peu excentré où elle est plantée de blais, montrant parfois un profil en lame de couteau, parfois une façade bleutée plus large. Et fait tristement comique, surtout pour une compagnie d'assurances, elle perdit une à une beaucoup de ses 10 000 vitres, qui tombaient comme feuilles à l'automne au point que la sécurité des passants exige qu'on les remplace toutes (coût ? millions de dollars ; procès en cours ; merci). On raconte même qu'un homme armé de jumelles surveille encore jour et nuit la façade.

Dans le véritable centre de la ville, tout le quartier administratif a été remodelé dans les années 80 : un hôtel de ville monumental qui témoigne dignement de l'époque, des gratte-ciel de tous poil, ont prouvé le dynamisme économique de la ville. Mais la plus grande réussite qui a d'abord étonné ses auteurs eux-mêmes reste l'ouverture en 1976 de l'ancien marché de Faneuil Hall, élégant édifice de pierre du début du dix-neuvième siècle, converti en sous-sol gourmand où les touristes et plus régulièrement les bureaucrates voisins viennent piquer une salade exotique ou avaler un sandwich-surprise. Parfaitement adapté à son nouveau usage, bordé de placettes ombragées, flanqué d'anciens entrepôts réaménagés par la frange de luxe, Quincy Market est, en plus, une somptueuse réussite commerciale, ce qu'aurait pu être sans doute les Halles...

La reconquête du front de mer coupé de la ville par l'activité (aujourd'hui réduite) du port et par un encombrant système d'autoroutes est commencée. Les Bostoniens, ayant regardé vers le large...

MICHELLE CHAMPENOIS.

LES « MIRACLES » DE LA CULTURE BIO

Un jardinier dans le cosmos

D'UN trait ferme, le cercle partage horizontalement le tableau noir en deux moitiés égales. En haut les forces cosmiques ; en bas, les énergies qui viennent des profondeurs : le trait : notre bonne vieille terre que l'homme ne cesse de détruire par ignorance et vanité.

Beau discours que l'écouterait tout un melon au château de Chamarranda, où l'association Nature et Progrès organise des stages, soulève que l'état d'enrichir nos connaissances sur les influences cosmiques dans le jardinage.

La cinquantaine sportive, pull vert à damiers, mystérieuse conquérante et lunette d'acier, plus cadre commercial de Lantuz qu'école de Cabu, l'orateur a le geste ample et le sourire chaleureux. Visiblement, il déteste la vérité, et rien ne peut ébranler sa foi.

« Si les roses n'ont plus de parfum, c'est que les bois sont tous. La fleur vient des matières organiques, et sans elles il y a déséquilibre entre les forces d'en haut et celles d'en bas (sic !). Les parasites sont les anges gardiens des plantes, et leur mission est de faire disparaître de la terre tout ce qui est corrompu ou déséquilibré. Les parasites font leur travail avec amour : tuer le parasite, c'est tuer l'amour. »

Un peu abusant par cette belle théorie qui aurait dû me rayer du monde à ma première rougeole, je patage rapidement dans une longue démonstration où l'on pulse dans les milieux subtils, entre les vibrations, les éléments porteurs d'énergie, les grands initiés et les invisibles et mystérieuses forces cosmiques.

Pas question d'interrompre, les visions mystérieuses du prophète devant un auditoire convaincu d'avance et totalement sous la charme. Sympathiques, ces croyants. Vieilles militantes à cape brune ou jeunes barbus en canadienne, hâret basque dans le poché. Qui oserait démentir le douceur de leurs espérances ? A quel bon leur

rappeler que la nature est hostile aux hommes et que paysages et jardins ne sont harmonieux et généreux que si l'on se bat pour les entretenir, les soigner, les recréer sans cesse. J'attendais la lune. Enfin la mise au goût du jour de ces vieilles, très vieilles, théories qui donnent à notre satellite des pouvoirs décisifs sur la bonne croissance des plantes. Rien de haut dans le discours : il s'agit des périodes propres à la graine et aux plantations des arbres fruitiers. C'est au moment de la lune pleine ou croissante, il y a aussi des périodes racines et des périodes feuilles. Un semis de carottes en lune croissante ne donne que des feuilles, par contre, en lune décroissante, c'est la certitude de belles racines pleines et bien venues. Evident. La lune croît et tire les feuilles, elle décroît et fait descendre l'énergie dans les racines. Élémentaire mon cher Watson.

Voici trois siècles, Jean de La Quintinie, jardinier en chef du roi Louis XIV, qui fit en quelques années, faire plus de progrès aux cultures maraîchères et fruitières de notre pays que cinq cents ans de traditions populaires, écrivait déjà : « Et tout de même, semez et plantez toutes sortes de graines et de plantes en quelques jours de la lune que ce soit, je vous réponds d'un égal succès, pourvu que votre terre soit bonne, bien préparée, que vos plantes et semences ne soient pas détectées et que la saison ne s'y oppose pas. Le premier jour de la lune comme le dernier, seront également favorables à cet égard. »

C'est cinquante ans plus tard, Arago s'insurgeait à son tour contre de telles croyances et apostrophait avec humour ceux qui voulaient le convaincre que les semailles de lentilles ne pouvaient réussir qu'au moment de la nouvelle lune, tandis que les semailles de fèves devaient être exécutées à l'époque de la pleine lune.

MICHELLE LAMONTAGNE.
(Lire la suite page 12.)

LA MONTAGNE AVEC DE L'IMAGINATION

Jeux d'été au cœur des Alpes

LA montagne, l'été, bouillonne d'imagination. Chaque station désire compléter sa saison hivernale par des activités estivales. Stages sportifs, vacances à thème, séjours pour le troisième âge, détente loistis en altitude, les vacances peuvent prendre toutes les formes. La montagne qui est souvent l'hiver, transformée en « saison » d'été devient pendant l'été un immense terrain de jeux dont les ressources semblent inépuisables.

C'est d'abord le tennis qui est parti à l'assaut des pentes alpines. Une trentaine de stations proposent des stages à mi- ou plein-temps (Auron, Isola 2000, Flaine, Bonne-Chevalerie...), « tout compris » ou à la carte, avec des variantes ski-tennis (Les Deux-Alpes, Val-d'Isère), tennis-équitation (Les Arcs, Méribel, Tignes), « tout compris », tennis-marche (Tignes).

Le golf tente lui aussi de s'imposer au-dessus de 1 000 mètres d'altitude. Les Arcs, Méribel, Tignes, Mégevie et Chamorisse disposent d'un ou deux neuf « trous » pour satisfaire la passion des fanatiques de la petite boule blanche.

Huit stations très haut perchées — Tignes, Val-d'Isère, Chamorisse, Les Flagns, Bonneval-sur-Arc, Les Deux-Alpes, L'Alpe-d'Huez, Val-Thoreux — proposent leurs glaciers aux skieurs. On y pratique des stages-compétition (Alpe-d'Huez, Les Deux-Alpes) ou plus simplement des stages d'initiation à ce sport pour ceux qui ne « chaussent » pas l'hiver (Chamonix, Val-d'Isère).

Vasarely à Flaine

Pour attirer leur nouvelle clientèle et remplir une partie de leurs 350 000 lits, les stations d'altitude font preuve d'une très grande imagination. Ainsi, La Grande-Bornand et La Clusaz consentent à leurs clients de vivre une semaine aux côtés d'une famille du « pays de Thônes », dans un gîte rural à la ferme, pour découvrir la vie agricole en montagne et la fabrication du reblochon. L'Auberge nordique du Grand-Bornand propose également un stage « travail du bois » qui s'organise autour de l'étude de la forêt en montagne et de l'économie du bois, mais

aussi d'une initiation à l'architecture locale et à la sculpture du bois.

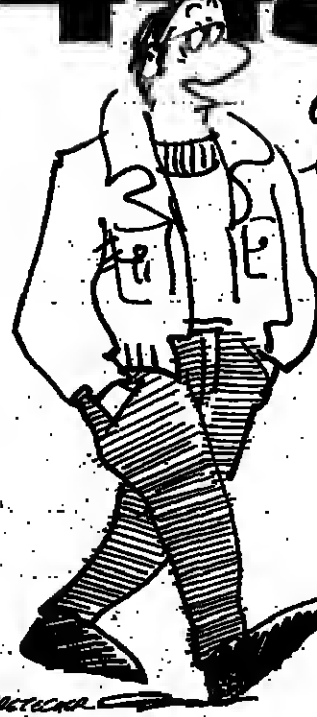
On peut encore s'initier ou se perfectionner dans une langue étrangère (Les Arcs, Courchevel). Les Menuires, qui souhaitent accueillir notamment une clientèle étrangère, propose une méthode originale d'apprentissage de la langue française. La danse et la musique font également partie des multiples activités suggérées dans les stations de montagne. Dans le cadre architectural de Flaine, coupé par Marcel Breuer et parsemé d'œuvres de Vasarely, Flaine offre son « bain de musique ». Aux Arcs, l'un des hôtels se transforme, l'été, en académie de danse et de musique.

La montagne s'accommode désormais à toutes les « sautes ». L'une d'elles, cependant, n'a pas pris. Courchevel devait, en effet, lancer, cet été, des stages diététiques d'une semaine, guidés par un médecin. Deux hôtels trois étoiles de la station savoyarde proposaient à leurs clients un retour à une cuisine saine et équilibrée à base notamment de poisson. Le nombre insuffisant des « convives » a entraîné la suppression de ces cures diététiques.

Pour être « montagnard » l'été, il faut avoir beaucoup de muscle et un solide estomac.

CLAUDE FRANCHILLON.

THAILANDE
Triangle d'Or 15 jours
4455 F



nouvelles frontières
nous luttons pour le droit au voyage
166, bd du Montparnasse 75014 PARIS - 329.12.14
5, rue Billerey 38000 GRENOBLE - 87.16.53/54

jsf Voyages en
CHINE
19 circuits à partir de 10.900 F
Prochains départs 5/07/80 - 13/07/80 - 26/07/80 - 2/08/80 - 9/08/80 - 3/09/80 - 6/09/80
Jeunes Sans Frontières
5, rue de la Banque 75002 PARIS (Métro Bourse) Tél. 261.53.21.
36, rue des Bourdonnais 75001 PARIS (Métro Châtelet) Tél. 236.31.62.

CONTINENTS EN FETE
BIRMANIE FESTIVAL DES GENIES
MANDALAY - AOUT
82, RUE QUINCAMPOIX 75003 PARIS - 271.42.12

RIO : 4980 F
PRUX ETÉ 80 DÉPART PARIS

MIAMI	2840 F
MEXICO	3570 F
BOGOTA	3780 F
EQUATEUR	4260 F
BUENOS AIRES	5190 F
SOLIVIE	4830 F
MANAGUA	3700 F
PANAMA	3580 F
NEW YORK	2400 F
LOS ANGELES	3650 F

nouveau monde (1) 329.40.40
8, rue Mabilon - 75006 Paris

la Tunisie
Parlez-en avec ceux qui la connaissent bien

Les nombreuses formules de vacances que nous vous proposons ont été étudiées et préparées par des gens du pays

Pensez à vos vacances de juillet et d'août !

1 semaine par vol spécial PARIS/PARIS

TUNIS 1170 F
JERBA 1400 F

TUNISIE CONTACT
236.02.25 et 236.14.23

Le monde des loisirs est en pleine expansion. Les nouvelles technologies offrent de nouvelles possibilités de divertissement. Les voyages de découverte sont de plus en plus populaires. Les sports de plein air attirent de nombreux adeptes. Les festivals et les événements culturels sont nombreux. Les loisirs sont essentiels pour le bien-être et la détente.

La tradition

La tradition est un héritage précieux. Elle nous connecte à nos racines et à notre histoire. Les traditions locales et nationales sont une source d'inspiration et de fierté. Elles nous enseignent des valeurs importantes et nous aident à nous identifier. La tradition est vivante et évolue avec le temps.

Une oasis de culture française moderne.

Une oasis de culture française moderne. Les nouvelles technologies offrent de nouvelles possibilités de divertissement. Les voyages de découverte sont de plus en plus populaires. Les sports de plein air attirent de nombreux adeptes. Les festivals et les événements culturels sont nombreux. Les loisirs sont essentiels pour le bien-être et la détente.

L'ANGLETERRE AVEC VOTRE VOYAGE

GRATUIT

DE LAC EN CRATÈRE

L'Auvergne des eaux profondes

COMME la toundra est sibérienne et le fjord norvégien, le lac est d'Auvergne, tout le monde s'accorde sur ce point, en particulier d'ailleurs les Auvergnats et ceux qui sont dignes de l'être selon le dictionnaire de l'Académie. Et en effet, des lacs bondés font roulement le circuit des plans d'eau, hors saison le solitaire retire les plus hautes satisfactions d'une promenade aux lacs. Chacun y trouve son compte, l'historien, le rêveur, le géographe et le pêcheur. Tous auront été précédés par Maupey et par le citoyen par-

sien Legendre d'Ansy, qui, devant le plus beau, le Pavin, disait en substance et sans plaisanter : « Pas mal pour un lac de province ! ».

Voici Aydat. Quand les cratères aujourd'hui égrenés du puy de la Vache et de Lassolas laissent s'épancher la lave brûlante, le flot coupe le cours d'une rivière : ainsi naquit la pièce d'eau. Avitus, empereur d'Occident en 455 avait une villa sur ses bords. Son gendre, Sidoine Apollinaire, futur évêque de Clermont, y recevait ses connaissances. Dans une lettre adressée à un ami lyonnais, Domitien,

Sidoine prie ce dernier de venir y passer quelques jours : « Tu verras de ma main le pêcheur pousser sa barque en plein lac, tendre ses filets... dis poser ses lignes de fond apprêtées ; pendant leurs courses nocturnes, les truites rapaces viendront donner dans ces pièges... C'était il y a quinze siècles ».

Si Aydat est né dans un calme relatif, les fureurs et les convulsions souterraines ont préparé l'avènement du Pavin. Le puy de Montchal, volcan voisin, passe inaperçu si les géologues ne l'avaient vu de l'ouest. Pavin, l'effrayant, qui deviendra Févin le splendide, va naître. C'était hier, il y a 6.000 ans environ. Écoutez Aimé Rudel, qui nous a donné de beaux livres sur le sujet : « Montchal vient de vomir sa dernière bave noire, la cheminée d'ascension est maintenant obstruée par un lourd ciment basaltique. Un dernier résidu demeure encore dans les profondeurs, sous lequel s'amoncellent gaz et vapeurs, et, dans un souflet gigantesque, le volcan pour la dernière fois se fait entendre. Tout est brisé, socle cristallin et coulées refroidies, les débris s'éparpillent alentour, de larges pans de roches s'effondrent dans le gouffre béant... La pluie, la neige, les sources, se conjuguent pour faire disparaître l'horrible pilule. L'épouvantable et gigantesque entonnoir minéral va se muer en joyau liquide ».

Il faudrait aussi profiter des beautés des lacs de Montcineyre, Servières, Chauvet et des autres. Alexandre Vialatte, encore, vous y invite : « Les lacs emplissent d'anciens cratères dont la sonde ne trouve jamais le fond... Le silence est total, le soleil accablant, la solitude définitive. Parfois on entend un ptiert ».

Chacun y trouvera son compte : le curieux des mystères, l'ermite et même l'ornithologue.

CHRISTIAN LASSALAS.

Le Grand Hôtel change de patron

M. Joseph Maxwell devrait être porté le 30 juin à la présidence de la Société nouvelle du Grand Hôtel (S.N.G.H.), qui possède, à Paris, le Grand Hôtel, l'hôtel Meurice, le Prince de Galles et le Café de la Paix.

Cette nomination met un point final à l'impasse où il y a un an, fin août 1979, il était annoncé que la S.N.G.H. passait sous le contrôle du groupe britannique Grand Metropolitan Hotels Limited, que dirige M. Maxwell. Le ministère de l'Économie a singulièrement tardé à donner son aval à cette opération pour le motif qu'il était nécessaire de trouver une solution plus « française ». Ces espoirs s'étant révélés vains, Grand Metropolitan se trouve confirmé dans une gestion qu'il assure depuis neuf mois déjà.

M. Maxwell, âgé de soixante-neuf ans, dirige un empire fondé sur l'alimentation (gin Gilbey, whisky J and B, bières Watney, Bass, etc.) et sur les loisirs (vingt-cinq chaînes hôtelières mondiales). Grand Metropolitan gère, en France, l'hôtel Loti à Paris, le Penz à Courbevoie, le Carlton à Cannes et le Métropole à Monte-Carlo.

Un jardinier dans le cosmos

(Suite de la page 17.)

Depuis, l'homme a marché sur la Lune, mais rien ne vient ébranler le poids de ces traditions habillées aujourd'hui d'un vocabulaire pseudo-scientifique. Les calendriers planétaires sont édités chaque année pour guider les jardiniers, et de dociles traités tournaient les ailes du savoir.

Le mal de tête m'a vaincu avant de terminer l'un d'eux qui expliquait en toute simplicité que, pour réussir parfaitement ses semis et faire le bon choix en fonction de la lunaison, il était nécessaire de tenir compte (entre autres) « de la pulsation synodique de la Lune, de la position exacte de celle-ci dans le Zodiaque, du rapport du Zodiaque avec le lieu terrestre, c'est-à-dire le degré de l'écliptique qui passe au Milieu-du-Ciel et à l'Ascendant ». C'est alors, sans doute, que muni d'une règle à calcul et d'une table de logarithmes, il doit être possible de semer ses carottes en toute quiétude.

Je ne présente pas. Certains manuels de la lunaison se livrent à de savants calculs pour déterminer, avec une certitude qui se veut toute scientifique, le moment exact où les graines de poireau, de salade ou de tomate seront mises en terre. Et il leur faudra s'astreindre à de nouvelles recherches pour déterminer le moment optimal du repiquage des jeunes plants. « Dans le même sol — affirmait notre conférencier — j'ai repiqué les mêmes salades à quelques heures d'intervalle. Le premier lot, qui était en bonne phase de lunaison, a poussé parfaitement, le second donna une récolte médiocre ».

Et voilà comment, à partir d'une expérience incontrôlable, non répétée, soumise à d'inconcevables facteurs extérieurs, je me suis vu attribuer, par certains, des conclusions.

Cette pauvre Lune, qui faisait rêver Cyrano, apparaît toujours aussi portuse d'influences météorologiques ou bénéfiques. Alors, restons dans le rêve sans chercher de justifications « scientifiques », et que les jardiniers qui veulent planter avec la lune se prennent au jeu du merveilleux et des recettes magiques. Tel l'horoscope quotidien, le calendrier planétaire de plantation est une subterfuge espagnole où l'on trouve ce que l'on veut bien apporter de ses convictions. Il n'est guère sérieux de vouloir présenter l'influence de la Lune, qui n'est au mieux qu'une vague hypothèse, comme le résultat de longues expérimentations que le temps aurait confirmées.

Une conclusion qui s'impose quand, un peu timidement, une participante signale au conférencier que le calendrier planétaire préconisé par Nature et Progrès ne semble pas coïncider avec celui diffusé par les tenants d'une autre méthode. Visiblement, la contradiction gêne, et l'orateur confesse qu'il n'est pas encore un assez grand initié pour résoudre cette ambiguïté. Elle, demeure somme toute saine, car le nombre des exceptions et la marge de manœuvre autorisées par les divers calendriers planétaires doivent permettre de semer quand on en a le temps et l'envie. Ce que je fais avec succès, depuis toujours, plus soucieuse de bien préparer mon sol, d'aérer mes semis, de les protéger contre les limaces et les risques du gel, que des phases de la lune.

La sélenoculture, pourquoi pas, mais en songeant qu'aucune observation scientifique n'est venue en confirmer les vertus. Un peu comme ces dictionnaires météorologiques dont un humoriste disait qu'un seul n'avait jamais menti : « Pluie en novembre, Noël en décembre ».

MICHELLE LAMONTAGNE.

SI VOUS AVEZ MOINS DE 26 ANS, VOICI UNE BONNE NOUVELLE

VOUS POUVEZ VOYAGER EN TRAIN DANS TOUTE L'EUROPE A DES TARIFS EXCEPTIONNELS GRACE AU BILLET



MEME POSSIBILITE EN FRANCE. POUR LES SCOLAIRES ET LES ETUDIANTS DE MOINS DE 26 ANS

Bureaux Transalpino :

PARIS, 14, rue Lafayette, 9^e - Tél. : 770-82-08, 770-83-41.
PARIS, 36 bis, rue de Dunkerque, 9^e - Tél. : 261-26-11.
LYON, 51, rue de Président-Henri, 2^e - Tél. : (7) 842-11-82.
AMIENS, 2, rue Robert-de-Luzarches - Tél. : (22) 92-16-19.
et 200 représentants en France.

Découvrez l'Amérique du Sud

Los Angeles	3790 F	New York	2250 F
Mexico	3340 F	Cancun	3570 F
Bogota	3700 F	Belem	4630 F
Quito	4520 F	Rio	5390 F
Lima	4230 F	Buenos Aires	4990 F
Santiago	6050 F		

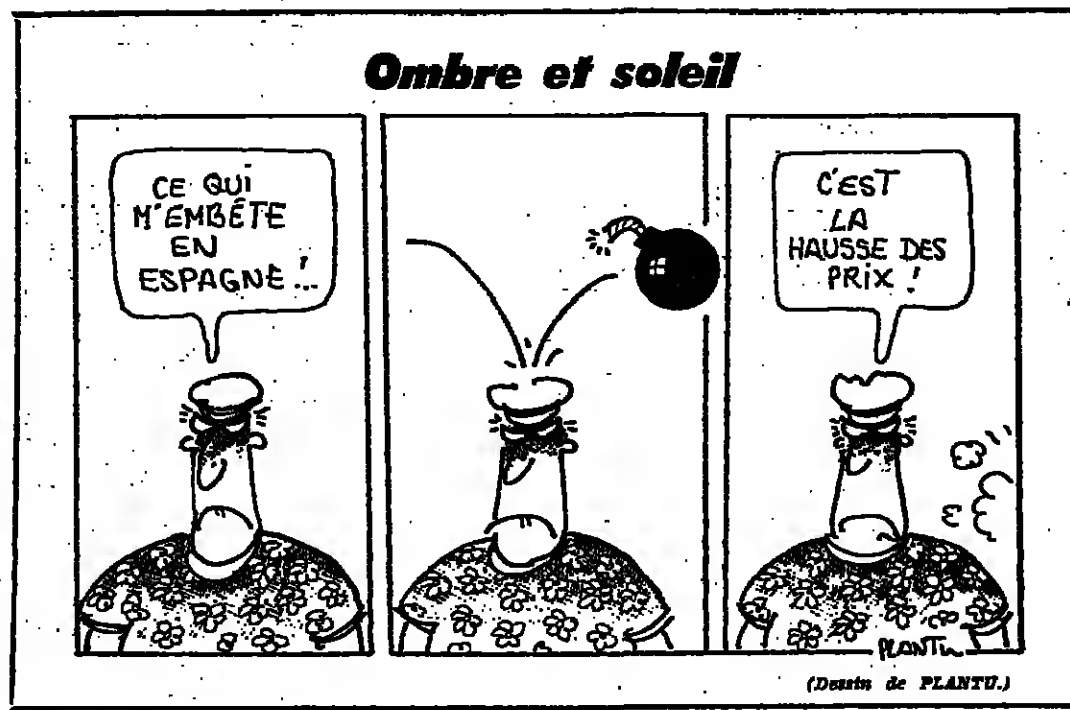
Prix A/R départ de Paris/Bruzelles/Luxembourg.

DEL CONDOR
28, rue Delambre, 75014 Paris.
Tél. : 322.30.26.

Visa les USA.

Je souhaite recevoir votre documentation "Amérique du Sud".

Nom _____
Adresse _____
Ville _____ Code postal _____



3 JUIN 1980, JET SURF

OUVRE UNE NOUVELLE LIGNE DIRECTE NICE-CALVI

Plusieurs fois déjà des vélisportistes avaient essayé de relier la Corse au Continent. Sans succès. C'est alors que Christian Marty, pilote à Air France, décide de tenter l'opération avec une Jet Surf. Une mauvaise météo rend le départ difficile. Mardi 3 Juin Christian Marty peut enfin prendre le départ. Après une rude traversée de 23 h 07, c'est enfin le succès.

Pour la 1^{re} fois une planche à voile a relié la Corse au Continent. Bravo Christian Marty. Bravo Jet Surf.

Jet Surf
pour 2.995 F

LA PLANCHE QUI A RELIE LA CORSE AU CONTINENT.

yachting international
24 quai Michelet 92300 LEVALLOIS PERRET

JUSTICE

PRESSE

LE PROCÈS DE TROIS CORSES
DEVANT LA COUR DE SURETÉ DE L'ÉTAT

Violents sans l'être

Commencé le 24 juin, le procès de MM. Antoine Graziani, Antoine Mariani et Jean Guéguen, poursuivis pour avoir été les auteurs ou complices des vingt-quatre attentats par explosifs commis à Paris dans la nuit du 30 au 31 mai 1979, ira à son terme. La Cour de sûreté de l'Etat, devant laquelle ont été traduits ces trois Corses du continent, a, en effet,

refusé de faire droit aux conclusions de M. Francis Teitgen, qui lui demandait de déclarer sa procédure de garde à vue contraire aux principes de la convention européenne pour la sauvegarde des droits de l'homme et des libertés individuelles (« le Monde » du 26 juin). Elle les a donc rejetés le jeudi 26 juin.

Alors que la défense soutenait qu'il n'y avait eu ni arrestation, ni garde à vue, la Cour européenne de justice a décidé de la prolongation de garde à vue doit être décidée par un magistrat « indépendant du pouvoir exécutif » et qu'il n'y avait eu ni arrestation, ni garde à vue. La Cour de sûreté de l'Etat en particulier, elle a répondu que si, en France, le magistrat du parquet est effectivement tenu de suivre les instructions de l'ordonnance d'arrestation, ce dernier lui ordonne d'engager des poursuites, il n'en va pas de même lorsque ce même magistrat doit décider de la prolongation d'une garde à vue. Il dispose alors, selon l'arrêt rendu, d'un « pouvoir propre d'appréciation » dans lequel l'exécution n'intervient pas.

La question juridique ainsi réglée, on est entré dans le débat de fond pour découvrir qu'il s'agit d'une affaire particulière. Cela tient-il au fait que les accusés ne sont que trois, dont deux, MM. Mariani et Guéguen, comparaissent en liberté, au fait aussi qu'ils sont tous les trois Corses, pas le sang, aucun d'eux n'est né dans l'île ni n'y a jamais vécu ? Peut-être. Mais plus encore sans doute à la personnalité de chacun.

L'un, M. Antoine Graziani, étudiant, fier d'être d'histoire et de géographie, passionné de bibliophilie, rêve d'ouvrir un jour une boutique de livres anciens. L'autre, M. Jean Guéguen, père breton mais Corse, poursuit, à moins de vingt ans, des études de sciences d'un DEUG de sciences, et structure de la matière, et s'ennuie beaucoup plus tard de la recherche scientifique et de la cosmologie. Quant au troisième, M. Antoine Mariani, qui est, à quarante ans, l'aîné, et de loin, du trio, il a toujours occupé des

« Une erreur, c'est tout »

Alors, ils ne savent pas trop comment expliquer ce qui leur est arrivé. Ils étaient connus au sein du Comité de soutien aux patriotes corsés émigrés. Ils avaient rendu des visites à Fresnes et à la Santé à des militants détenus. Cependant, jusqu'à cette fin de mois de mai 1979, cela, semble-t-il, leur suffisait. Que s'est-il passé le 29 mai 1979 dans la soirée ? Pour MM. Mariani et Guéguen, c'est à la fois simple et complexe. M. Graziani leur avait dit qu'il avait besoin d'eux « pour lui donner un coup de main ». Ils ne savaient pas exactement de quel genre de coup de main il pouvait s'agir. Mais ils ne pouvaient pas non plus refuser, car l'amitié commandait, et pour un Corse l'amitié prime tout. Alors M. Mariani a accepté d'« accompagner », comme M. Guéguen a accepté de conduire la voiture, en cette nuit du 30 au 31 mai 1979. Et ce ne fut pas pour vingt-quatre attentats, ce qui aurait effectivement constitué une performance étonnante pour un simple trio, mais seulement pour deux, l'un et l'autre, avenue du Maine, non loin de la place Montparnasse, à Paris.

POLICE

Huit C.R.S. sont sanctionnés pour avoir protesté
contre leurs conditions d'hébergement
lors du Festival de Cannes

Huit hommes de la C.R.S. 60, basés à Avignon (Vaucluse), ont fait l'objet, le mardi 24 juin, de sanctions pour indiscipline. Six d'entre eux ont été révoqués par le conseil de discipline de la C.R.S. 60, pour « participation à un acte d'indiscipline collective, comportement portant atteinte au prestige du corps », tandis que deux brigadiers ont été révoqués pour « incitation à un acte d'indiscipline collective » et « manquement grave au devoir des gradés ».

Il leur est reproché d'avoir refusé d'occuper, durant le Festival cinématographique de Cannes, en mai dernier, les cantonnements qui leur avaient été attribués pour la circonstance.

Après avoir fait observer qu'il estime « parialement excessive et inopportune la formulation des reproches faits aux fonctionnaires », le bureau du Syndicat national indépendant et professionnel des C.R.S. (S.N.I.P.), souligne

que, à sa connaissance, les sanctions demandées par le conseil de discipline n'ont pas encore été entérinées par le ministre de l'Intérieur, sous l'autorité de la discipline de la C.R.S. 60, pour « participation à un acte d'indiscipline collective, comportement portant atteinte au prestige du corps », tandis que deux brigadiers ont été révoqués pour « incitation à un acte d'indiscipline collective » et « manquement grave au devoir des gradés ».

En comptant les personnels civils d'accompagnement (cuisiniers), c'est un effectif total de cent seize hommes qui avait été envoyé à Cannes. Jugant les locaux destinés à leur hébergement trop exigus pour les accueillir tous de manière convenable, les hommes ont refusé de s'y installer et ont regagné leurs casernes pour y passer la nuit.

(1) Le conseil de discipline est constitué, en parties égales, de représentants du ministère de l'Intérieur et de représentants des C.R.S.

UNION CARBIDE
INGÉNIEUR SYSTÈME
POUR LE
SUPPORT DES SYSTÈMES EN LIGNE

Nous fabriquons et commercialisons un large éventail de produits, des matières premières pour l'industrie à certains biens de grande consommation. Génère abrite la direction de nos activités pour l'Europe.

Dans le cadre de sa fonction européenne, notre Centre de calcul de Genève fournit des services en télécommunications à plusieurs de nos filiales. Il est représenté par un ingénieur système d'un BSM 570/150 sous VM et OS.

Nous offrons des outils de développement interactifs de programmes et automates l'installation de programmes en ligne. A cette fin, nous avons créé la fonction de

SUPPORT DES SYSTÈMES EN LIGNE
pour laquelle nous recherchons un **INGÉNIEUR SYSTÈME**

Ses attributions :

- une solide expérience de l'informatique ;
- plusieurs années de pratique de la programmation système sous OS ;
- une connaissance approfondie d'un produit tel que TSO, CICS, DB2 ;
- Nous offrons une rétribution à la mesure de vos compétences.

Si vous êtes en outre une connaissance de base de l'anglais écrit et parlé, contactez-nous à : **UNION CARBIDE EUROPE S.A.** (Attn. Mme M. Bordegnon), 5, rue Pedro-Meylan, 1211 Genève 11.

CONJUGER AU
SCRABBLE ?

L'outil de référence
indispensable
BESCHERELLE
dictionnaire des 12000 verbes
prix poche
chez votre libraire

HATIER

QUATRE
SYNDICALISTES AGRICOLES
CONDAMNÉS
POUR AVOIR PERTURBÉ
UNE VENTE AUX ENCHÈRES

Un syndicaliste agricole âgé de vingt-cinq ans, M. Jean-Pierre André, ancien secrétaire général du C.D.J.A. (Centre départemental des jeunes agriculteurs) de la Lozère, a été condamné à trois mois de prison avec sursis, mercredi 26 juin, par le tribunal correctionnel de Clermont-Ferrand pour « violence légère » et « perturbation de l'exercice de ses fonctions ». De plus, avec trois autres syndicalistes, MM. Alexis Amar, trente-neuf ans, ancien président du C.D.J.A., Anselme Mourin, quarante ans, respectivement président et secrétaire général de la F.D.S.E.A. (Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles) de la Lozère, il a été condamné à 1 000 F d'amende pour « entrave à la liberté des enchères ».

Les faits remontent au 30 novembre 1977. Entendant s'opposer à l'adjudication de terrains agricoles à des non-agriculteurs, et hostiles au principe même des ventes aux enchères, environ six cents agriculteurs, selon le C.D.J.A., avaient envahi le palais de justice de Mende (Lozère) où avait lieu la vente. Des incidents étaient produits au cours desquels la bousie servant de repère aux enchères avait été soulevée ; la salle avait dû être évacuée par les forces de l'ordre.

M. Amar avait pris la parole pour exprimer l'indignité des jeunes agriculteurs vis-à-vis de ce genre de vente qui escamote de l'argent, les agriculteurs soucieux d'agrandir leur domaine, mais dont les moyens sont si modestes que ceux des « spéculateurs ».

Faits et jugements

La grève des greffiers

A été largement suivie... La grève des greffiers et des personnels des services judiciaires, l'appel des syndicats C.G.T., C.F.D.T. et autres (le Monde du 21 juin), a été largement suivie, jeudi 26 juin. Les greffiers entendaient protester contre l'effacement au fil des années de l'indemnité dite de « copies de pièces pénales » accordées aux greffiers ; elle ne correspond plus qu'à un tiers de l'indemnité.

Les syndicats, qui avaient accepté d'assurer un service minimum pour les détentions, mises en liberté et flagrants délits, constatant la résurgence du problème, ont décidé de « fonctionner dans la normalité », et de réaffirmer leur intention de voir aboutir la suppression d'une prime accordée sur le montant des droits perçus sur les justiciables, malgré la gratuité de la justice, et son remplacement par une indemnité calculée en pourcentage de leur traitement.

Quatre personnes blessées
dans une collision
provoquée
par des agriculteurs
manifestant
sur l'autoroute du Sud

Une cinquantaine de manifestants agricoles, venus par la S.N.C.F. à bord d'une trentaine de véhicules immatriculés dans la Vaucluse, ont voulu établir jeudi 26 juin à Ollioult, une chaine à l'entrée de la route, sur la voie Sud-Nord de l'autoroute A 7, à Mornas (Vaucluse) pour contraindre les poids lourds. Leur intervention a provoqué un ralentissement subit et une voiture a effectué plusieurs tonneaux avant d'être percée par une autre. Toutes deux ont pris feu, ainsi qu'un troisième véhicule qui venait à son tour « compléter » le carambolage.

Les manifestants, qui ne répondaient à aucun mot d'ordre syndical, ont tenu près la fuite, laissant à un usager de l'autoroute le soin de sauver des flammes une piégonnière retenue par sa ceinture de sécurité. Quatre blessés ont été transportés à l'hôpital d'Orange.

Un apprenti avoue

le meurtre d'une lyonnaise.

Lyon. — Un jeune apprenti de dix-neuf ans, a avoué être l'auteur du meurtre de Mlle Véronique Ray, âgée également de dix-neuf ans, qui avait été tuée dans la nuit du vendredi 7 au samedi 8 mars (« le Monde » du 11 juin). Confessé après une enquête opérée dans le voisinage, l'adolescent a indiqué aux policiers qu'il avait frappé Véronique « dans un moment de dépression ». Le crime — qui a provoqué une vive émotion dans la banlieue ouest de Lyon — pourrait s'expliquer par le fait que la jeune lyonnaise avait, à plusieurs reprises, repoussé les avances du jeune apprenti. Le meurtre avait été qualifié en crime de sadisme, l'adolescent ayant désabité la victime et éparpillé ses vêtements. Il s'était même emparé de son portefeuille. Il a été inculpé d'homicide volontaire et de sursis. (Corresp. rég.)

● L'association Henri-Curiel a publié un communiqué après l'arrestation et l'inculpation de six personnes accusées d'avoir établi des faux passeports pour des réfugiés politiques, notamment d'Amérique latine et de Tunisie (« le Monde » du 25 juin). L'association Henri-Curiel déclare qu'elle « respecte les motivations politiques de ces militants » et « souhaite que les autorités judiciaires leur fassent bénéficier rapidement d'une mise en liberté et que les organisations et associations démocratiques interviennent également dans ce sens ».

● Dernier compagnon de l'actrice Jean Seberg, M. Ahmed Elmaghrabi, de nationalité marocaine, qui avait été interpellé le mardi 24 juin (« le Monde » du 27 juin), a été inculpé de vol, le 26 juin, par M. Guy Joly, juge d'instruction. Il a été accusé de M. Hani et a été accusé par une jeune femme, qui l'avait hébergé pendant quelques jours au mois de mai, de lui avoir soustrait divers objets précieux. M. Joly, qui est aussi chargé de l'information récemment ouverte contre X. pour non-assistance à personne en danger, à propos de la mort de Jean Seberg, entendra prochainement M. Hani et ce sujet.

Contre les « bavures »
LES JOURNALISTES
ONT MANIFESTÉ

Quelques deux cents journalistes parisiens ont manifesté jeudi 26 juin devant le ministère de l'Intérieur pour protester contre les « bavures » policières dont certains reporters et photographes ont été récemment victimes dans l'exercice de leur métier. Prenant la parole au nom de l'Union nationale des syndicats de journalistes (S.N.J., C.F.D.T., C.G.T., F.O.), M. Michel Lemerle a exigé que les journalistes obtiennent désormais des pouvoirs publics la garantie de « travailler en toute liberté et en toute sécurité ».

Puis, les journalistes ont défilé du carré Marigny jusqu'au ministère, place Beauvau, où ils ont attendu le retour d'une délégation nationale de presse, dirigée par le cabinet du ministre de l'Intérieur. Le représentant de M. Christian Bonnet a précisé à la délégation qu'une commission de réglementation des rapports entre journalistes et policiers était en cours d'élaboration au ministère.

Les dirigeants de l'U.N.S.J. ont exigé pour leur part, une réponse rapide aux revendications des journalistes : sanctions contre les policiers auteurs de mauvais traitements, élaboration d'une circulaire destinée à tous les responsables du maintien de l'ordre et attribution d'un statut national de presse, dérivé par la seule commission de la carte professionnelle des journalistes, sous son contrôle, et reconnu par tous.

Les journalistes de l'A.P.F. ont observé jeudi 26 une grève de deux heures sur le service français de l'agence, pour appuyer cette liste de revendications.

● An « Progrès » : poursuite du mouvement mais situation moins tendue. « Nos négociations s'accroissent immédiatement après la reprise du travail ». M. Jean-Charles Lignel a proposé jeudi 26 juin par écrit une rencontre avec les représentants de l'intersyndicale des journalistes. Dans son esprit cette ouverture aurait dû permettre la repartition du Progrès vendredi matin. L'asssemblée générale des journalistes a refusé la reprise de nos propositions vendredi en exigeant l'absence de tout préalable et en souhaitant donc la reprise simultanée du travail et des négociations. La situation apparaît pourtant moins tendue. Le vocabulaire employé par le P.-D.G. du Progrès s'est d'ailleurs sensiblement modifié en vingt-quatre heures. « Je ne méconnais pas l'intérêt que chacun de vous porte à notre entreprise. La bataille qui va nous opposer à ceux qui ont pu profiter de nos divergences provisoires sera rude. Seule notre union est garante de notre succès ».

Vendredi matin la première chambre du tribunal civil de Lyon a renvoyé au mercredi 2 juillet la demande faite par des grevistes tendant à prouver que la résiliation de trente contrats à durée déterminée pendant le conflit équivaut à des licenciements pour faits de grève. — (Corresp. régional.)

Après la désignation
du rédacteur en chef
GRÈVE DE PROTESTATION
DES JOURNALISTES
AU « COURRIER PICARD »
(De nos correspondants.)

Amiens. — Le Courrier Picard n'a pas paru vendredi 27 juin à la suite d'une grève de vingt-quatre heures, soutenue par le S.N.J. et la C.F.T.C. et suivie par la C.G.T. et la C.F.T.C. et suivie par la désignation, par 7 voix contre 4, de M. René Dumas comme rédacteur en chef par le conseil d'administration, composé en majorité de membres de la C.G.T. (« le Monde » du 27 juin). Le Courrier picard est en effet une coopérative ouvrière, dont le conseil d'administration est élu par l'ensemble des salariés. Dans un communiqué, les journalistes en grève d'indignité que les administrateurs du quotidien n'aient pas suivi la procédure démocratique qu'eux-mêmes avaient mise en place pour la désignation du rédacteur en chef, passant outre le vote indicatif demandé à la rédaction. Ils leur demandent de revenir sur leur décision.

De leur côté, les journalistes C.G.T., qui n'ont pas participé à la grève, font remarquer que le vote des journalistes n'était que consultatif et que les administrateurs n'étaient nullement obligés de le suivre. Il n'empêche que la majorité des rédacteurs estimant que l'un d'eux avait été nommé, qu'il était nommé pour les diriger, celui qu'ils avaient rejeté à une grève majoritaire. — M.C.

● René Dumas, qui doit prendre ses fonctions le 1^{er} juillet, est âgé de cinquante-trois ans. Entré le 14 septembre 1945 au « Courrier Picard », il dirigeait depuis 1956 les services régionaux lorsqu'il fut appelé, en février 1978, au poste de conseiller de rédaction auprès de la direction.

● M. Yves Joly, président-directeur général du Courrier picard, regrette, dans un communiqué publié le vendredi 27 juin, qu'un certain nombre de journalistes membres d'une coopérative ouvrière de production n'aient pas cru devoir se ranger au choix du conseil d'administration, légalement élu, et qu'ils n'aient pas représenté l'ensemble des membres de l'entreprise, et confirme que, « acquiesce par une majorité dans l'entreprise, cette décision ne peut être remise en question ».

● Les ouvriers du Livre C.G.T. du Courrier picard démentent, dans un communiqué, publié jeudi 26 juin, ne pas avoir soutenu la grève des journalistes. Le Courrier picard a une minorité de journalistes qui n'acceptent pas la décision du conseil d'administration concernant la désignation du rédacteur en chef.

● « Afric'Echos » est un nouveau mensuel d'information qui, au contraire de certains autres titres, ne met pas l'accent sur les problèmes politiques. La jeune équipe qui réalise Afric'Echos veut permettre aux Africains de mieux comprendre leurs réalités et leurs problèmes quotidiens. Le numéro 18 français : 10, boulevard des Batignolles, 75017 Paris. — 846-06-40.)

HOBIE CAT :

A PARIS
du 1^{er} au 30 juin
le 1^{er} Salon
des « Fous du Vent »

organisé par
OVVI Marine
(Saint-Ouen)

avec

Speed-Sail - Mistral

Hobie Cat - Delta Denis

OVVI Marine

62, rue Charles-Schmidt

93499 SAINT-OUEN

Tél. : 257-71-00

TRAIN
D'ENFER

collection poche
illustrée



couverture noire
police
couverture verte
science-fiction
couverture rouge
aventure

des romans
plein les
poches

EDITIONS GLENZ

LE JEU D'ÉCHECS
EN UNION SOVIÉTIQUE

A KOTOV, M. YOUNDOVITCH
Il y a en Union Soviétique plus de 4 millions de joueurs, dont 41 grands maîtres internationaux !
Qu'est-ce qui a fait de l'Union Soviétique le « pays classique des échecs », et en quoi consiste la particularité de l'école soviétique ? C'est à ces questions que ce livre veut répondre.

EDITIONS DIFFUSION/SCSIS SOGECOL

En vente tous les libraires

SPORTS

CYCLISME LE TOUR DE FRANCE

Bernard Hinault : le maillot jaune d'entrée

Bernard Hinault possède déjà le maillot jaune. Il a remporté jeudi 28 juin, à Francfort, le prologue contre la montre du Tour de France, en couvrant les 7 600 mètres du tracé en ville à plus de 40 kilomètres-heure de moyenne. Zoetemelk a perdu 26 secondes. Devancé par Knetemann, deuxième à 4 secondes du vainqueur, par Thureau, Kuiper, Bernaudeau, Duclos-Lassalle et Raas, il peut être considéré comme l'un des grands favoris du jour avec Agostinho, Van Impe et Pollentier. Hinault est, pour sa part, le deuxième Français vainqueur du prologue du Tour après Charlie Groskost en 1968.

La première partie de la première étape Francfort-Wiesbaden (132,5 kilomètres) a été gagnée par le Néerlandais Jan Raas. Bernard Hinault a conservé le maillot jaune.

De notre envoyé spécial

Francfort. — A Francfort, nous n'avons pas reconnu le Tour de France. Il manquait à cette grande kermesse sportive la couleur du folklore traditionnel et l'enthousiasme d'un public initié. Didi Thureau, l'enfant du pays, était pourtant de la fête, mais ses camarades ont fini par indiquer ses propres supporters et il a provoqué autant de sifflets que de bravos. On peut du reste se demander si la population locale a vraiment apprécié son spectacle insolite, et hors de prix. L'exclusivité qui lui était offerte ne justifiait sans doute pas ses yeux la subvention « colossale » versée par la municipalité aux organisateurs : 1 million de marks (230 millions de francs) selon les dires.

Nous n'avons pas reconnu le Tour de France, mais nous avons retrouvé Bernard Hinault conforme à son image. Ambitieux et agressif, frappant fort, et sûr, il s'est imposé une fois de plus en patron, et ce nouveau succès, d'une portée psychologique certaine, n'est évidemment pas fait pour raviver une opposition depuis longtemps chancelante.

D'anciens prévoient que le routier breton, leader du Tour après seulement 10 kilomètres de course, tentera, comme Bottecchia, Romain Maës ou Jacques Anquetil, de porter le maillot jaune de bout en bout. Et, par conséquent, de le défendre. Ce serait bien dans sa nature. Il affirme que la presse immédiate du pouvoir ne modifiera pas le plan établi, un plan réaliste qui, sans céder à l'improvisation, tiendra largement.

THURAU EN SURSIS

Didier Thureau est à nouveau impliqué dans une affaire de dopage. Le coureur allemand, qui avait fait l'objet d'un constat de carence à l'issue de Gand-Wevelgem (2 avril) et d'un contrôle positif durant le Tour de Romandie, et cependant pu s'aligner au départ du Tour de France, jeudi 26 juin à Francfort, la ville dont il est originaire. N'ayant pu réclamer une contre-expertise, il avait bénéficié d'un vice de forme, véritablement pénalisant pour lui-même comme pour les organisateurs du Tour, qui complètent sur se participation.

Dépendant, peu avant le prologue, le bruit s'est répandu qu'il avait été reconnu coupable une fois de plus à l'occasion du championnat d'Allemagne sur route, disputé le 22 juin, et l'information devait être confirmée verbalement par les représentants de la fédération allemande. Thureau dispose de quatre jours pour demander une contre-expertise, ce qui lui permettra de rester provisoirement dans la course et d'effectuer le parcours allemand dans sa intégrité. Les organisateurs n'en espèrent pas, sans doute pas davantage si Thureau ne s'illusionnait certainement pas. Encore qu'il pleide non coupable. — J. A.

DORIAN GUY
CHEMISIER-HABILLEUR
36, avenue George-V

SOLDES

d'articles d'été

du 27 Juin au 19 Juillet

de 9 h 30 à 19 h

RÉSULTATS DU PROLOGUE CONTRE LA MONTRE (7,6 km)

1. Bernard Hinault (Fr.), 9 min. 23 sec. 59 (moyenne 49,58 km-h.) ; 2. Knetemann (P.-B.), 9 min. 49 sec. ; 3. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 15 sec. ; 4. Peeters (Belg.), 10 min. 41 sec. ; 5. Thureau (F.R.G.), 10 min. 41 sec. ; 6. Kuiper (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 7. Lubberding (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 8. Bernaudeau (Fr.), 10 min. 45 sec. ; 9. Duclos-Lassalle (Fr.), 10 min. 45 sec. ; 10. Raas (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 11. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 12. Raas (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 13. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 14. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 15. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 16. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 17. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 18. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 19. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 20. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 21. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 22. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 23. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 24. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 25. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 26. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 27. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 28. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 29. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 30. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 31. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 32. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 33. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 34. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 35. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 36. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 37. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 38. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 39. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 40. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 41. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 42. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 43. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 44. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 45. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 46. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 47. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 48. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 49. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 50. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 51. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 52. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 53. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 54. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 55. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 56. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 57. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 58. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 59. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 60. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 61. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 62. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 63. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 64. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 65. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 66. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 67. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 68. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 69. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 70. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 71. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 72. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 73. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 74. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 75. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 76. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 77. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 78. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 79. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 80. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 81. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 82. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 83. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 84. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 85. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 86. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 87. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 88. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 89. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 90. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 91. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 92. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 93. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 94. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 95. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 96. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 97. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 98. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 99. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 100. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 101. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 102. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 103. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 104. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 105. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 106. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 107. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 108. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 109. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 110. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 111. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 112. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 113. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 114. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 115. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 116. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 117. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 118. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 119. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 120. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 121. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 122. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 123. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 124. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 125. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 126. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 127. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 128. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 129. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 130. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 131. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 132. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 133. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 134. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 135. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 136. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 137. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 138. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 139. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 140. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 141. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 142. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 143. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 144. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 145. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 146. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 147. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 148. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 149. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 150. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 151. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 152. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 153. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 154. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 155. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 156. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 157. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 158. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 159. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 160. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 161. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 162. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 163. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 164. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 165. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 166. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 167. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 168. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 169. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 170. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 171. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 172. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 173. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 174. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 175. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 176. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 177. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 178. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 179. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 180. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 181. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 182. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 183. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 184. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 185. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 186. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 187. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 188. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 189. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 190. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 191. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 192. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 193. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 194. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 195. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 196. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 197. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 198. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 199. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 200. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 201. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 202. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 203. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 204. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 205. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 206. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 207. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 208. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 209. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 210. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 211. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 212. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 213. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 214. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 215. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 216. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 217. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 218. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 219. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 220. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 221. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 222. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 223. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 224. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 225. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 226. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 227. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 228. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 229. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 230. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 231. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 232. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 233. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 234. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 235. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 236. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 237. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 238. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 239. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 240. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 241. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 242. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 243. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 244. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 245. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 246. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 247. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 248. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 249. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 250. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 251. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 252. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 253. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 254. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 255. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 256. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 257. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 258. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 259. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 260. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 261. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 262. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 263. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 264. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 265. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 266. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 267. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 268. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 269. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 270. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 271. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 272. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 273. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 274. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 275. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 276. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 277. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 278. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 279. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 280. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 281. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 282. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 283. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 284. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 285. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 286. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 287. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 288. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 289. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 290. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 291. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 292. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 293. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 294. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 295. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 296. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 297. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 298. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 299. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 300. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 301. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 302. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 303. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 304. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 305. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 306. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 307. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 308. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 309. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 310. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 311. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 312. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 313. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 314. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 315. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 316. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 317. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 318. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 319. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 320. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 321. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 322. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 323. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 324. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 325. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 326. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 327. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 328. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 329. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 330. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 331. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 332. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 333. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 334. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 335. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 336. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 337. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 338. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 339. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 340. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 341. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 342. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 343. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 344. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 345. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 346. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 347. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 348. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 349. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 350. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 351. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 352. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 353. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 354. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 355. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 356. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 357. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 358. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 359. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 360. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 361. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 362. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 363. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 364. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 365. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 366. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 367. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 368. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 369. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 370. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 371. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 372. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 373. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 374. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 375. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 376. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 377. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 378. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 379. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 380. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 381. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 382. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 383. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 384. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 385. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 386. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 387. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 388. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 389. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 390. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 391. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 392. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 393. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 394. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 395. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 396. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 397. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 398. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 399. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 400. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 401. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 402. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 403. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 404. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 405. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 406. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 407. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 408. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 409. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 410. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 411. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 412. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 413. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 414. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 415. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 416. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 417. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 418. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 419. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 420. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 421. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 422. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 423. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 424. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 425. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 426. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 427. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 428. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 429. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 430. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 431. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 432. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 433. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 434. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 435. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 45 sec. ; 436. Zoetemelk (P.-B.), 10 min. 4

MUSIQUE

Ahmed Ben Dhiab au Festival du Marais

« La douleur ne peut pas être un spectacle »

Poète, peintre, metteur en scène, musicien tunisien, Ahmed Ben Dhiab donne un concert unique dans le cadre du Festival du Marais, le vendredi 27 juin, à 21 h. 15, en l'église Saint-Merri. Un chant incantatoire, entre la musique des muezins et le jazz, éclat, nouveau. Il est accompagné aux percussions par Claude Louis et Math Samba, à la danse par Véronique Garreau. Scénographie de François Macherey. Il parle ici de son métier, de son art.

« Je ne prétends pas être chanteur ; j'ai besoin de dire des choses, dit Ahmed Ben Dhiab. Une église, c'est beau. J'allais dans ces églises, simplement pour dire que la vie, c'est la lumière. Je vais investir l'espace, utiliser tout ce que je peux : images, graphisme, danses, musique... »

« La musique arabe est étroitement liée à la poésie. Le chanteur est un poète-musicien. La poésie arabe, en tant que structure, est très riche, et la musique a les mêmes fondements complexes. J'appartiens à ce monde, à cette mémoire qui parle. Je suis enraciné dans l'espace arabo-musulman ; j'y puise ce qui m'intéresse, mais ce qui m'intéresse, c'est de communiquer aussi avec les autres. »

Pourquoi avez-vous quitté la Tunisie ?
« J'appartiens à un pays riche, jeune, malheureusement très occidental. Et moi, je suis quelqu'un de résistant. J'ai fait beaucoup de tentatives artistiques refusées par le pouvoir. Je ne correspondais pas aux normes. Je suis parti avec la révérence de tous ceux qui partent, la honte de Paris 1920, à la fin du mois de mai 68. Je n'ai pas vu le Paris de Picasso et de Chagall, mais un Paris en éveil. Et moi, le petit conteur arabe dans une capitale, cherchant à s'exprimer, c'est ça le conte ! »

« J'appartiens aux contes des Mille et Une Nuits, aux contes du vingtième siècle. Et j'ajoute, c'est un autre conte, encore : j'ai une tolérance, une curiosité, même pour l'expression des autres, mais une ambiguïté aussi. On ne m'approche pas »

comme on approche un créateur européen. Il y a une sorte de méconnaissance de ma réalité culturelle qui nous met dans une difficulté de travail, mais cette contradiction nous donne une grande force pour créer. A cause de cette remise en question, on essaie de trouver un langage international. C'est un combat à chaque instant de ma vie quotidienne. »

« Je me sens en état de menace partout, tous les jours. Vivre, pour moi, est un danger. Je n'ai pas voulu prendre les armes, j'ai pris l'imagination comme arme. La musique a un pouvoir extraordinaire. Le chant, la voix, dans la musique arabe, est le premier instrument. Je travaille pour créer une musique furieuse, pour que mon chant se transforme en royauté de mitraillette. Là, c'est politique. Je lutte contre l'exploitation, contre toutes les formes de violence, l'assaut que je suis obligé de déployer tous les jours. C'est la matrice de mon action. »

Le vingtième siècle
un espace d'oppression

« Je suis profondément oppressé, je suis de quel je parle. Le XX^e siècle est un espace d'oppression. Chaque matin, je reçois la fureur du monde, la Palestine, l'Irak, Kaboul... L'actualité est mauvaise. J'en fais de la musique, c'est un devoir. Je suis obligé de déployer tous les jours. C'est la matrice de mon action. »

« Je m'inspire des fondements, de la mémoire des choses. Pour moi, les grands musiciens, ce sont les musiciens. Le musicien, c'est un être humain, c'est quelqu'un d'un certain âge qui a une certaine pratique du chant. Ce qu'il dit est sacré, il y a cette relation du sacré, de la foi, du mystère, qui donne quelque chose de « démesurable » : l'auditeur ne peut pas passer à côté. Ce son des instruments, c'est quelque chose de très ancestral. Je suis croyant mais pas pratiquant. Ce que je cherche, c'est le côté magique peut-être. »

« L'arme la plus puissante, c'est d'être honnête. Ma musique est un acte de construction. C'est un acte de résistance. C'est un acte de révolte. Je ne suis pas un chanteur, je suis un poète. Je ne suis pas un musicien, je suis un homme. La douleur ne peut pas être un spectacle. La force du dis-

cours est liée à la force du drama qu'on porte en soi. Mais la douleur engendre la vie. Si on l'a bien vécue, on peut bien la communiquer. »

— Quelle est la fonction de l'artiste ?
« Nous sommes des nouveaux venus de l'indépendance de nos propres pays. Nous sommes peut-être en train d'apporter à l'espace mondial une nouvelle structure. »

— Par le son ?
« Par le son. La création, c'est la destruction des codes établis. La musique détruit-voilà, dit la musique arabe ? »

— Ce que les pouvoirs ont fait de la musique, la musique de variétés...
« Et dans la musique traditionnelle religieuse ?
« Il y a dans la musique religieuse une grande rigueur, mais l'âme est variée, très riche, très dense, la musique religieuse réclame pas, elle réclame aussi l'extraordinaire. Il faut qu'elle dise autre chose. Il ne s'agit pas seulement de changer son contenu, l'en faire d'autre, la forme, le contenu m'y oblige. »

— Comment travaillez-vous ?
« Je travaille avec une musique d'instinct, d'émotion. Le mot, c'est ma voix, qui est arabe, fondée sur un travail incantatoire. L'auditeur croit peut-être que je me répète, mais dans la musique arabe la répétition n'est pas une répétition, c'est une reconstruction. Ce son constitue un placement énergétique. Pour atteindre à cela, il faut une grande technique — je l'ai par la mémoire. Avec une économie de moyens, on peut arriver à un maximum. L'homme est extraordinaire. Toutes les parcelles de son corps constituent un placement énergétique. Je voudrais que le son soit un véritable moyen de communication, mais j'ai encore besoin de me confronter à d'autres instruments. Ce n'est pas l'effet sonore que je cherche, mais le sentiment que le son peut produire. »

« Ce n'est pas un hasard si on me donne une église. Une église, c'est ce qu'il me faut. Les bougies, c'est la lumière. Je viens d'une famille pauvre, chez moi, on s'écroulait à la bougie. »

Propos recueillis par CATHERINE HUMBLLOT.

Frederica von Stade à Divonne

Un rêve de printemps

Le Festival de Divonne reste fidèle à son cadre très intime, de plus en plus intime pourrait-on dire, puisque la rénovation du célèbre petit théâtre Nègre, réunit entre autres la Musikvereinshaus de Vienne (se vendent 27). Cathy Berberian et Bruno Canino, dans leur fameux programme de Monteverdi et Debussy (le 30), Michel Beroff, Pierre Amoyal et Pierre Del Vesco dans un admirable concert Brahms (le 2 juillet), le Trio de Trieste et Piero Fauriol (le 4 juillet), etc.

C'est un sentiment agréable pour un organisateur de festival de jouer à poignées fermées, sans avoir à se faire de soucis financiers puisque les activités artistiques sont parties du cahier des charges du festival : à la limite on pourrait même se dispenser de chercher de nouveaux talents, mais ce serait priver d'une jouissance rare les privilégiés entre les privilégiés qui arrivent à pénétrer dans un cercle aussi fermé. Cependant, pour satisfaire de plus larges populations on leur a offert, en prime au festival, l'Orchestre harmonie de la garde républicaine sous un chapiteau. Pour les happy few, une fête est apparue sur la scène du théâtre, visage rieur de jeune fille caressé par des floes de cheveux blancs, longue robe blanche tachetée de sébrures bleues ; c'était Frederica von

Stade, tout à la fois Chérubin, Cendrillon et Mélisande, ses rôles préférés, avec cette voix de Dona Musquée, indéchiffrable et de délectation.

Elle chante l'Amour et la Vie d'une femme avec une parfaite simplicité, comme sa propre histoire de jeune épouse. Le jeune marié, le bonheur de l'union, les joies de l'amour sont déployées avec la sentimentalité un peu germanique de Schubert, tout passe à travers ce timbre scintillant et mobile comme un diamant, qui soudainement s'éteint comme un paysage privé de soleil, erre à l'abandon, se fait dans le dernier lied tragique. Le piano longtemps médite encore douloureusement.

Voix de rose empoisonnée, mais aussi ineffablement à l'écoute, dans les accents et profondément sensible des Ariettes oubliées de Debussy, voix ensorcelante dans les bouffonneries, les gamineries ou les nostalgies de Poulenc, avec cette aura qui émane de toutes ces fleurs que l'on croit éternelles ; au piano Dalton Baldwin, longtemps l'accompagnateur de Schubert, tout passe à travers ce timbre scintillant et mobile comme un diamant, qui soudainement s'éteint comme un paysage privé de soleil, erre à l'abandon, se fait dans le dernier lied tragique. Le piano longtemps médite encore douloureusement.

JACQUES LONCHAMPT.

CINÉMA

« L'ARME AU POING »
de Michael Winner

Est-ce à cause de ses liens avec la Mafia que se cache, dans une lie troploide, ce complice de son adieu, un riche homme d'affaires ? Est-ce par goût de la légalité, par intérêt ou par amour qu'un ancien aventurier sort de sa retraite pour se lancer à la poursuite du milliardaire disparu ? Et que vient faire dans cette comédie de sociétés et de dupes cette jeune femme dont le cœur ne cesse de balancer d'un homme à l'autre ? Le scénario de « L'Arme au poing » étant incompréhensible, mieux vaut ne pas chercher de réponses à ces questions.

Michael Winner préfère nous en mettre plein la vue. A terre, dans les airs et sur les eaux, on se gaste, on s'affronte, on se traîne. Chaque séquence nous mène à une surprise, un nous offre un coup d'épée. Aucune invention, aucune nouveauté dans cette suite au sujet spectaculaire, mais du travail bien fait. Et un budget certainement confortable. Traits burlesques et chœurs de neige, James Coburn ne ménage pas sa peine. Sophia Loren se contente d'être là, toujours sculpturale et habillée à ravir.

JEAN DE BARONCELLI.

* Voir les actualités.

THÉÂTRE

Trois jours de longs adieux

(Suite de la première page.)

Aurélien Recoing acteur apporte une présence personnelle. Grand (1,85 mètre), il porte un visage assez maugé, un peu angélique et un peu masqué, et néanmoins impassible aussi, sur un corps droit qui se déplace d'une manière stylisée, par des séries de glissements et comme si le centre de gravité n'était pas à sa vraie place. Il y a dans le jeu de l'acteur Recoing la même union de talent, d'intelligence, de générosité, de charisme, que dans ses mises en scène.

Christian Benedetti a présenté des œuvres précieuses, personnelles. Grand (1,85 mètre), il porte un visage assez maugé, un peu angélique et un peu masqué, et néanmoins impassible aussi, sur un corps droit qui se déplace d'une manière stylisée, par des séries de glissements et comme si le centre de gravité n'était pas à sa vraie place. Il y a dans le jeu de l'acteur Recoing la même union de talent, d'intelligence, de générosité, de charisme, que dans ses mises en scène.

« L'art de Benedetti est moins analysable que celui de Recoing. Il y a chez Benedetti une communion intérieure exceptionnelle avec l'œuvre interprétée. L'esprit particulier de la pièce est embrassé dans son ensemble, et l'attention est sans cesse donnée à mille nuances de détail. »

Benedetti privilégie peut-être, dans un premier temps, un accès affectif à l'œuvre, une exploration de son « cœur secret », puis, quand il tient l'émotion à l'écart, l'émotion, de ce que l'acteur a dit, il fait « chanter » (comme un peloton) cette parole

essentielle par une richesse étonnante d'inversions particulières, drôles, tragiques, sobres, accentuées, qui jamais ne font diversion, jamais n'encombrent, parce qu'elles touchent juste. Benedetti acteur dispose d'une forte présence. Il peut changer beaucoup, d'un rôle à l'autre. Mais il garde un caractère un peu « fantastique » ; poétique, diabolique, souffrant, mystérieux — quitta à n'exprimer tout à coup, si le rôle l'exige, qu'une vérité nue, pure, vraie, qui bouleverse sans facilités.

Autre phénomène, Jean-Daniel Laval a présenté un Musset (Fantele), un Molière (Scepin). Il a joué aussi un passage de Shakespeare — le discours de Brutus de Jules César. Laval avait réalisé cette année plusieurs mises en scène, dont celle du Montepier de Pinter. Lui aussi s'affirme comme un homme de théâtre complet. Il se distingue peut-être par une assurance, un calme. Il fait penser à un pilote qui sur la passerelle avant, rassuré par la diversité des écueils, des accidents du paysage, et qui évolue là-dessus avec une souveraineté gentille, sans du tout laisser sentir les difficultés de l'entreprise. Il a une légèreté de jeu, mais il a les pieds bien par terre.

Un métier sûr

Marc Duret a donné une interprétation très fouillée et subtile de Rasoknikov de Dostoevski ; Jean-Pierre Klein a dit avec beaucoup de présence d'esprit le discours d'Antoine de Jules César, de Shakespeare ; et un étudiant de seconde année, Serge Rieubouche, a fait preuve d'une grande sensibilité comique dans les Mésalliances de Tchekhov.

D'une promotion à l'autre, les personnalités les plus fortes se trouvent chez les garçons ou chez les filles, c'est selon, et le partage est rarement égal. Les comédiennes de la promotion 1980 ont peut-être moins de personnalité que les acteurs-hommes. Elles ont un métier sûr, de l'intelligence. Plusieurs d'entre elles sont déjà des professionnelles affirmées, comme Malté Mécager. Une étudiante de seconde année, Nathalie Béchu, manifeste, elle, un tempéra-

ment d'actrice violent et sûr. Sylvie Orlier, qui avait prouvé, aux Journées de 1979, dès sa première année de Conservatoire, un talent rare, une présence rare, semble s'être un peu effritée, depuis quelques mois, dans une volonté de compensation de « monstres », un parti pris d'agressivité ; cette crise de croissance a peut-être duré ; Sylvie Orlier a la chance de disposer d'une personnalité, et de grande donc ; qu'elle ne perde pas tout cela par on ne sait quelle volonté d'autocensure.

Peu de noms ont été cités dans ce compte rendu. C'est que la majorité de ces Journées ont eu lieu, ce mois de juin 1980, n'a pas permis de voir nettement le jeu de tous ces nouveaux acteurs, les rôles pas toujours bien choisis, leurs textes ; ils ont souvent parlé mal, ou ont été mal mis — au sens — et surtout ils ont restés là, sur la scène, trop longtemps et ils ont été presque ennuyés, alors que peut-être ils sont d'authentiques comédiens.

Il semble que, pour ces Journées, la direction et les professeurs, et les élèves nouvelles, leur aient laissé tout à fait le bide sur le cou. On comprend fort bien ces acteurs. Ils quittent le Conservatoire où ils ont depuis plusieurs années. Dans ce Conservatoire rénové, ils ont eu des moyens de travail excellents. Ils ont exercé beaucoup de disciplines. Ils ont vécu dans un climat d'émulation, d'invention. Ils ont participé à des mises en scène. Et voilà, dans quelques jours ils vont se retrouver dehors, sans sûreté, et bien plus seuls, et dans un pays où les pouvoirs publics ne soutiennent pas bien le théâtre.

Ah, avant ce grand vide, là, sur les planches du Conservatoire, ces trois jours, ils ont voulu être acteurs, librement et entièrement, une dernière fois. Sans prendre de précautions. Sans calcul. Et parfois leurs qualités réelles se sont un peu perdues dans cette « parade » ultime. C'est leur inquiétude qui a dominé. C'était inévitable. C'est plutôt à leur honneur. Quand nous les retrouvons, dans un théâtre, ils joueront bien. Le public saura le leur prouver, par son accueil.

MICHEL COURNOT.

ROCK

Devo
à Boulogne-Billancourt
Les mutants sont revenus

« Are we not men ? No, we are Devo. » Sur toutes les bouches, c'était le gimmick du moment : avec Devo, au cœur de la période punk, on était en pleine anticipation. C'était en 1978, cinq mutants, en combinaison jaune, le visage caché derrière des masques antipollution. Ils étaient d'Alcona (Ohio), la capitale du coudouche, et l'on rêvait d'insérer à leur place, sur leurs synthés, des yeux et des bras humains. Ils étaient le principe de la « dé-évolution ». C'est que Devo chantait des histoires de mutants sur des rythmes résolument modernes, avec des mélodies mécaniques et des synthés électroniques. L'Angleterre, affaiblie du terme de pays en voie de sous-développement, « dé-évolue » en chœur et plébiscite le groupe américain qui, d'ailleurs, avait même la sorte de son premier 33 tout, hier, la couverture des casquettes européennes grâce à son image extravagante et à ses dédramatisés faciaux. C'était dit, Devo serait le groupe des années 80 avant terme, et peut-être même celui de l'an 2000. En attendant, le groupe signait le centre du siècle, et l'on découvrait derrière eux, à Akron, une nouvelle scène prête à décoller les pommades pour gagner le monde.

Un an et un second album insipide plus tard, et c'est oublié Devo, on ne l'a plus trouvé à la hauteur de sa légende. La ligne s'est brisée en points répandus par millions, sur les grandes surfaces de ces grandes tables. C'est un mouchoir de petites taches, un archaïsme de couleurs qui, vu de près, offre le chaos d'une matière peinte et, de loin, fait apparaître l'ordre que, secrètement elle constitue : une image en points additionnés et superposés, floue, indéterminée. C'est le pointillisme de Seurat, l'analyse en moins et le hasard en plus. Prassinos peint à distance, placé à près d'un mètre de son chevalet, avec un pinceau trempé dans la couleur liquide, qu'il mène d'un geste précis comme un lanceur de couteau. On perçoit lorsqu'on le

EXPOSITIONS

Prassinos au Grand Palais
Un crachin de couleurs

Pendant longtemps Prassinos fut rangé parmi les peintres abstraits. Après un passage par le surréalisme de Breton, il explore comme d'autres peintres de sa génération, Bazaine, Manessier, Singier, Le Moal... le paysage abstrait qui avait marqué la peinture en France au lendemain de la guerre. D'origine grecque, né à Istanbul, en 1918, lorsque la ville s'appelait Stamboul, venu en France dès sa petite enfance, il découvre le paysage provençal dans les années 50, le paysage grec un peu plus tard et le turc bien après. L'art de Prassinos s'est, durant tout ce temps, affirmé par le dessin, par la ligne qui se cherche et cherche à signifier quelque chose.

Les peintures qu'il présente au Grand Palais, toutes des années 70, rompent avec son style habituel. La ligne s'est brisée en points répandus par millions, sur les grandes surfaces de ces grandes tables. C'est un mouchoir de petites taches, un archaïsme de couleurs qui, vu de près, offre le chaos d'une matière peinte et, de loin, fait apparaître l'ordre que, secrètement elle constitue : une image en points additionnés et superposés, floue, indéterminée. C'est le pointillisme de Seurat, l'analyse en moins et le hasard en plus. Prassinos peint à distance, placé à près d'un mètre de son chevalet, avec un pinceau trempé dans la couleur liquide, qu'il mène d'un geste précis comme un lanceur de couteau. On perçoit lorsqu'on le

regarde peindre : un coup reté vu lui glâcher l'ordre intelligible du tableau. Mais les deux sont avec lui. Le paysage ne perd jamais son identité. Plus il sollicite le hasard, plus il fait émerger l'image première toute nourrie de peinture.

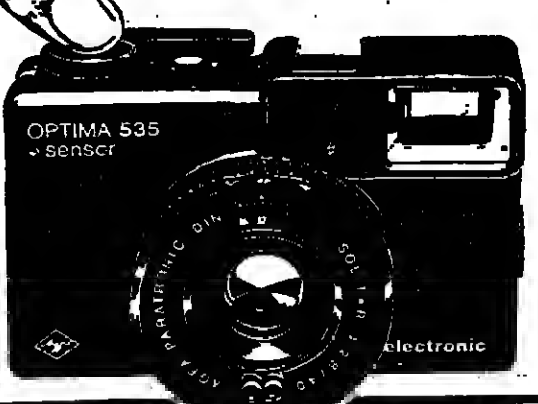
Et cette image qu'est-ce que c'est ? L'ordre d'une forêt, un chemin de terre, des silhouettes d'arbres, vues de loin, fixes et instables, comme sur un rétroviseur la nuit. Les paysages sont devant et ils tiennent derrière dans l'avouement de l'ombre indécise qui baigne les ténèbres. Les crachins de Prassinos dynamisent des images statiques en couleurs noires et blanches, irrégulières et surréelles, comme les pellicules photographiques en négatif de Man Ray.

Car il y a quelque chose de surréaliste dans ces paysages nocturnes, un décalage de transparence le réalisme vaguement école de Barbizon de ces paysages en une atmosphère narrative, empreinte de ce sentiment de l'infini qui fait marcher l'imagination. Prassinos a acquis la maîtrise de la main et ses grands dessins sur papier le montrent réellement. Il est cependant dommage que le support de la magie des images rapides devienne sur la vibration visuelle des couleurs que sur la qualité même de leur picturalité.

JACQUES MICHEL.

* Mario Prassinos, peintures et dessins des années 70, au Grand Palais. Jusqu'au 14 juillet.

Agfa Optima.
Un seul geste à faire
pour
réussir ses photos.
Un seul mot à dire
pour être remboursé.*



OPTIMA 535
sensort
AGFA-GEVAERT

Ouverture d'un rayon spécialisé
appareils compacts 24 x 36

SHOP PHOTO
MONTPARNASSE

33, rue du Côté René-Mouchotte - 75014 PARIS
Tél. : 320.15.35 - Métros : Gaîté - Montparnasse

La presse
et le public unanimes
Le spectacle le plus fou de l'année

ODEURS

prolongé à

BOBINO

13 dernières représentations
exceptionnelles

MEPHISTO

Le roman d'une carrière d'après Klaus Mann

THEATRE DU SOLEIL

Cartoucherie 374 24 08

Jusqu'au 13 Juillet
représentations: mercredi, jeudi, vendredi et
samedi à 20h, dimanche matinée à 15h30

GAUMONT CHAMPS ELYSEES VOIX (200-00-00)
KINOPARADIS VOIX (200-00-00) - HAUTEVILLE VOIX (200-00-00)
MONTMARTRE 88 VOIX (200-00-00) - IMPERIAL PATHE VOIX (200-00-00)
ATHENA VO - Périphérie: CYRANO Versailles VF

THE ROSE

4 nominations aux OSCARS
3 GOLDEN GLOBES à Hollywood

BETTE MIDLER
ALAN BATES
FREDERIC FORREST

MARIGNAN, v.a. - QUINTETTE, v.a. - 7 PARNASSIENS, v.a.
BERLITZ, v.f. - CLICHY PATHE, v.f. - FAUVETTE, v.f.
CAMBROUË, v.f. - BELLE ÉPINE PATHE, v.f.
AVIATIC, Le Bourget - 4 PERRY, Ste-Genève - 3 VINCENNES

L'EXORCISTE

THE EXORCIST
WILLIAM FRIEDKIN

GREEN BUSTIN - MAX VON SYDOW - LEE COB
KITTY WINN - JACK MCGOWAN - JASON MILLER
LINDA BLAIR - WILLIAM PETER BLATTY - NOEL MARSHALL
WILLIAM PETER BLATTY

FRANCE ELYSEES, v.a. - HUCHETTE, v.a. - BERLITZ - MONTMARTRE 88 - GAUMONT
LES HALLES - HOLLYWOOD BOULEVARDS - GAUMONT CONVENTION - LES NATIONS
CLICHY PATHE
BELLE ÉPINE, Thiais - VÉLIZY II - FLANADES, Sarcelles - ALPHA Argenteuil

UN GRAND CLASSIQUE DU CINÉMA

LA NUIT DES MORTS VIVANTS

UN FILM DE GEORGE ROMERO

Danglé
"fantastique"
jamais
le cinéma n'était
allé si loin...
il ne pourra
jamais
faire mieux...

SPECTACLES

théâtres

NOUVEAUX SPECTACLES
Centre Georges-Pompidou (277-12-23), 19 h. 30 : Cauchemar à 4 L. 12 le soir de ses noces.
T.A.L. Théâtre (374-11-51), 19 h. : la. Hoola; 20 h. 30 : les. Sonnes.
Fontaine (374-74-40), 20 h. 30 : Tupac Touco, spectacle argentin.

Les salles subventionnées

et municipales
Comédie - Française (236-10-20), 20 h. 30 : la. Moutarde.
Carthage Grand Théâtre, 19 h. : Apéritif-concert; 20 h. 30 : Grand Magic Circus - Gémier, 20 h. 45 : Haines Orchestre (dormir).
Petit Odéon (325-70-52), 18 h. 30 : les. Voisins.
Centre Georges-Pompidou (277-12-23), 19 h. : la. Genèse des monstres; 20 h. : Cinéma expérimental.
Carre Silvia Monfort (331-28-34), 20 h. : Danse Buton (Sankai Juku).
Théâtre de la Ville (274-11-24), 18 h. 30 : Didon et Enée de Pucelli; 20 h. 30 : Louis Falco Danse Company.

Les autres salles

Aire libre (322-70-78), 20 h. 30 : Délire à deux; 22 h. 15 : Amélie.
Antoine (208-77-71), 20 h. 30 : Ta. boula.
Actes-Hébertot (387-28-23), 20 h. 30 : le. Pic du bon.
Carreau du Temple (224-53-45), 21 h. : le. Cirque de Molère.
Cartoucherie Théâtre en. pièce (305-30-37), 20 h. 30 : Dabouk; 20 h. : Méphisto; Théâtre de l'Épée-de-Bois (374-20-21), 21 h. : le. Neveu de Rameau; Théâtre de la Tempête (325-30-30), 20 h. 30 : l'Incompréhensible et l'Incompréhensible; Théâtre de la Tempête (325-30-30), 20 h. 30 : l'Incompréhensible et l'Incompréhensible.
Centre d'art scénique (238-97-62), 20 h. 45 : Pinok et Mathéo (mimes).
Centre culturel de Belgique (271-28-10), 21 h. : Oratorio pour une vie.
Chez Georges (325-70-15), 20 h. 30 : Désident, il va sans dire.
Cité internationale Grand Théâtre, 20 h. 30 : Amphitryon - Galarie, 20 h. 30 : Princesse Brambilla.
Cité Saint-Séverin, 22 h. : le. Fou de la reine.
Comédie des Champs-Élysées (222-37-21), 20 h. 45 : J. suis bien.
Comédie-Française (322-28-92), 21 h. : la. Locomotive.
Essalon - (278-46-42), 22 h. : les. Bonnes.
Gaité - Montparnasse (322-16-18), 22 h. : Le. Père Noël est une ordure.
Huchette (328-38-90), 20 h. 30 : la. Cantatrice chauve; la. Leçon.
Il Teatino (322-28-42), 21 h. : les. Dialogues putains.
Lucernaire (344-57-34), Théâtre noir, 18 h. 30 : le. Silencio de la révolte; 20 h. 30 : Haute surveillance; 22 h. 15 : Archéologie - Théâtre rouge, 20 h. 15 : le. Journal de Rulhière; 22 h. 15 : After Liver pool - II, 18 h. 30 : Farions français.

CARTOUCHERIE CONCERT

Musique inclassable
Lundi 30 juin, à 20 h.
THEATRE DU SOLEIL
374-24-08

POUR LES SALLES, VOIR LIGNES PROGRAMMES

UN FILM DE WALERIAN BOROWCZYK

LULU

D'après FRANK WEDKIND

Un film d'une beauté sulfureuse... Une tragédie du sexe.
Robert Clouzot - FRANCE SOIX

L'écriture cinématographique au sens le plus large.
Léon Clouzot - LE FILM

Préface et volontés perçues.
Robert Clouzot - LE FILM

INTERDIT AUX MOINS DE 18 ANS

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34

(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Vendredi 27 juin

Marie-Stuart (308-17-80), 20 h. 30 : Pour l'amour de l'humanité.
Marigny (225-20-70), 21 h. : Kean, discours et génie.
Michelet (225-35-02), 21 h. 15 : Duos sur canapé.
Montparnasse (320-30-50), 20 h. 30 : la. Cage aux folles; 21 h. 30 : Roucoult et Gaudouin sont morts.
Palais des glaces (307-49-53), 20 h. 30 : Palais des glaces, trois fois.
Palais-Royal (237-50-51), 20 h. 30 : Joyeux Paques.
Plein Théâtre - no. l'île (329-50-22), 18 h. 30 : la. Frimouss; 20 h. 30 : l'île.
Piaf (320-00-00), 20 h. 30 : la. Temps de solitude.
Présent (230-08-50), 20 h. 30 : la. Maison de Bernard Albe.
Puisieux (320-00-00), 20 h. 30 : la. Temps de solitude.
Saint-Georges (318-33-47), 20 h. 30 : l'Alde-Mémora.
Saint-Philippe - Champs-Élysées (272-28-10), 21 h. : l'Alde-Mémora.
Théâtre Dancin (325-99-35), 20 h. 30 : Zéro ou le. Perceptible en. savoir.
Théâtre 18 (228-47-47), 20 h. 30 : l'Alde-Mémora.
Théâtre de Poche (348-00-97), 20 h. 30 : l'Alde-Mémora.
Théâtre Segor (317-00-30), 20 h. 30 : l'Alde-Mémora.
Théâtre de la Ville (274-11-24), 18 h. 30 : Didon et Enée de Pucelli; 20 h. 30 : Louis Falco Danse Company.

Les cafés-théâtres

An. Sec fin (325-35-50), 20 h. : l'Alde-Mémora.
An. Sec fin (325-35-50), 20 h. : l'Alde-Mémora.
An. Sec fin (325-35-50), 20 h. : l'Alde-Mémora.
An. Sec fin (325-35-50), 20 h. : l'Alde-Mémora.
An. Sec fin (325-35-50), 20 h. : l'Alde-Mémora.
An. Sec fin (325-35-50), 20 h. : l'Alde-Mémora.
An. Sec fin (325-35-50), 20 h. : l'Alde-Mémora.
An. Sec fin (325-35-50), 20 h. : l'Alde-Mémora.
An. Sec fin (325-35-50), 20 h. : l'Alde-Mémora.
An. Sec fin (325-35-50), 20 h. : l'Alde-Mémora.

En v.o. : UGC BIARRITZ - UGC ODEON. En v.f. : UGC OPERA - MISTRAL - JREX - UGC SÈRE, DE LYON - MAGIC CONVENTION - PARY II - ARTEL, Nogent - ARTEL Villeneuve - FRANÇAIS, Enghien - ULLIS, Orsay - CARREFOUR, Fontenay - C 2 L, Saint-Germain - BOURVH, Cergy-Pontoise

Ils arrivent...

HORROR SHOW

Un terrifiant festin de monstres!

SOIRÉE 20 H 30
Sauf Dim. et Lundi
Matinée Sam. et Dim. 15 H

ANTOINE

2 heures de rires et de bonheur

TA BOUCHE

la célèbre apérette

20 H 30 - MATINÉE SAM. - DIM. 15 H

du 28 Juin au 5 Juillet

PULSAR 80

la musique explose à Vierzon!

Angelo Branduardi / John Mac Laughling / Al Jarreau / Lavilliers
Orchestre Philharmonique de Mexico / Stanley Clarke / Maliq / Ray Charles / Grand Magic Circus / Mama Béa / Diane Dore / Jimmy Cliff / Yuri Bookoff / Mady Mesple / Nazare / Porro / etc...

Renseignements : tél. 16 14 - 11 - 71 - 72 - 73 - 74 - 75 - 76 - 77 - 78 - 79 - 80 - 81 - 82 - 83 - 84 - 85 - 86 - 87 - 88 - 89 - 90 - 91 - 92 - 93 - 94 - 95 - 96 - 97 - 98 - 99 - 00

Jazz, pop, rock, folk
Bataclan (700-30-12), 20 h. : Ian Matthews.
Caveau de la Huchette (328-55-05), 22 h. : Maxime Saury Jazz Quartet.
Chapelle des Lombards (236-65-11), 20 h. 30 : Claude Barthélemy Quartet; 22 h. 45 : Les Salevres.
Drouot (394-72-00), 21 h. : Texture.
Saxet.
Dreher (232-43-44), 21 h. 30 : Chet Baker Quartet.
Forum des Halles (297-53-47), 20 h. : Frédéric Guimard-Delaunay.
Gilles-Club (700-78-88), 22 h. : Stéphane.
Fête-Journal (328-28-58), 22 h. : Soul's Quartet.
Slow-Club (233-34-30), 21 h. 30 : Dédé Francis Jazz, avec J.C. Maude.
Théâtre de la Gaîté-Montparnasse (322-16-15), 20 h. 30 : Ariette Padoue.
Théâtre Noir (707-85-14), 20 h. 30 : Sonia Mard.

XVII Festival du Marais

(857-74-31)
Hôtel d'Anson, 21 h. 30 : Apollinaire la mal-aimé.
Café-Restaurant, 20 h. 30 : la. Princesse de Babylone.
Théâtre Zénon, 20 h. 30 : Des phan-tômes dans le caviar.
Place du Marais - Sainte-Catherine, 19 h. 30 : Bruce Mac Quartet + Two.
Hôtel de Beaulieu, 20 h. 30 : Xavier Lacouture; 22 h. : Philippe Garnier, le souffleur de vent.
Eglise Notre-Dame des Blancs-Manteaux, 21 h. 15 : English Concert, dir. et clavessin T. Finck; S. Preston, lute (Hendel, Bach, Mozart).
Eglise Saint-Merri, 21 h. 15 : Chants et percussions d'un poète arabe, A. Ben Dhiab.

IV Soirées de Saint-Aignan

(324-00-00)
Hôtel Saint-Aignan, 21 h. : Musique contemporaine (D. Lustgarten, O. Messiaen).

Dans la région parisienne

Bobigny, Salle R.-Vallant (330-11-72), 20 h. 30 : Aragon, la Comédie Cammarita (742-43-41), 21 h. : Les Macbucambos.
Boulogne (261-69-14), 21 h. : Fiata Vianen.
Lucernaire (344-57-34), 21 h. : Coda Les Trépassés; 22 h. 30 : J.-L. Gallat.
Olympie (742-23-40), 21 h. : Sacha Distel.
Perc-Saint-Martin (307-37-53), 21 h. : le Grand Orchestre du Splendid.
Saint-Denis, Festival (243-00-50), 20 h. 30 : Orchestre philharmonique de Lille, dir. J.-Cl. Casadesu, sol. J. Rhodes (Berlioz).
Saint-Maur, Théâtre (883-14-67), 21 h. : AR les Fantaisies.
Les Ulis, M.J.C. (307-49-04), 21 h. : Pepper Adams + Trio G. Arvantes.
Versailles, XVII Festival (90-24-51), Orangerie, 20 h. 45 : la. Trébalde.
Vincennes, Théâtre Daniel-Sorano (374-77-74), 20 h. 30 : Haute surveillance; 21 h. : Hula d'or.

En v.o. : UGC BIARRITZ - UGC ODEON. En v.f. : UGC OPERA - MISTRAL - JREX - UGC SÈRE, DE LYON - MAGIC CONVENTION - PARY II - ARTEL, Nogent - ARTEL Villeneuve - FRANÇAIS, Enghien - ULLIS, Orsay - CARREFOUR, Fontenay - C 2 L, Saint-Germain - BOURVH, Cergy-Pontoise

Ils arrivent...

HORROR SHOW

Un terrifiant festin de monstres!

Le Monde DE LA

MUSIQUE

FESTIVALS D'ÉTÉ

Le Monde de la Musique met à votre disposition un service de renseignements et de location de places pour les festivals d'été.

Un bureau est ouvert de 11 h à 20 h, 129, rue de la Pompe - 75016 PARIS - Tél. LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES 704.70.20, tous les jours sauf les dimanches et jours fériés.

Le Monde de la Musique publie chaque mois un calendrier de tous les festivals et concerts à Paris et en province.

du 28 Juin au 5 Juillet

PULSAR 80

la musique explose à Vierzon!

Angelo Branduardi / John Mac Laughling / Al Jarreau / Lavilliers
Orchestre Philharmonique de Mexico / Stanley Clarke / Maliq / Ray Charles / Grand Magic Circus / Mama Béa / Diane Dore / Jimmy Cliff / Yuri Bookoff / Mady Mesple / Nazare / Porro / etc...

Renseignements : tél. 16 14 - 11 - 71 - 72 - 73 - 74 - 75 - 76 - 77 - 78 - 79 - 80 - 81 - 82 - 83 - 84 - 85 - 86 - 87 - 88 - 89 - 90 - 91 - 92 - 93 - 94 - 95 - 96 - 97 - 98 - 99 - 00

10

Ce n'est pas la première fois que France-Musique consacre une journée entière des soirs programmés à un seul thème, si sujet unique : c'est d'offrir une manière pour la chaîne de rendre hommage à un compositeur. Il y a eu également des opérations spéciales : avec les musiciens amateurs, l'œuvre de Debussy pendant dix-sept heures d'automne, samedi 28 (soir) et dimanche 29 (matin) ; la musique de chambre, dimanche 29, celle d'un instrumentiste, d'un virtuose vivant : Isaac Stibel (s.e. Monde) : date 22-23 juin).

Le violoniste américain, au long de sa carrière, a composé et proposé par René Koering et Philippe Caloni, évoquera les musiques qui l'ont aimé et les sera écrites, mais aussi les musiques d'autres comme le violoniste Vassja Prizida, que les Français ne connaissent guère. Il exprime aussi la musique de ses amis, anciens et précieux, voire médits : on entendra donc Arturo Toscanini, Dinu Lipatti, Maurice Strakosky, et bien d'autres part ses amis, ou des personnalités du monde musical qui l'admirent, raconteront Isaac Strakosky, qui a été le premier concert donné par l'Orchestre national de France sur Théâtre des Champs-Élysées sera retiré mis en direct, et grâce à la télévision, on verra Stern et son violon de Guarnieri (car tous « grands » ne préférent pas fuir la scène) et aussi, à la fin, Claudio Abbado qui dirigera le programme Beethoven.

La télévision aura ainsi eu grand plaisir à présenter ces concerts publics que vient donner Isaac Stern au cours des mois de mai et de juin, où il a été l'ambassadeur de sa musique exclusive.

A cet égard, Mme Jacqueline Bazinier, président - directeur général de Radio-France, qui nous avait accordé un entretien polémo et très intéressant, nous a précisé qu'Isaac Stern sera ainsi fait travailler des heures et des heures durant les deux ondeshères de la semaine (à l'exception d'un jour, le dimanche, où la programmation sera couverte en total 1 million de francs et non 1 300 000 F) comme il a été impudiquement promis par le ministre (autre édition). Mme Jacqueline Bazinier nous demande de préciser également les points suivants : « En 1970, le taux d'écoute a été majoré de 6,7 % et non de 3 %. Quant aux 80 millions cités dans l'article A, je propose des sommes d'argent, mais pas de crédits à l'État, pour services rendus sur le R.S.B.F. (sondes moyennes) ils concernent le coût total de diffusion de la radio française, et non l'entretien au-delà de 19 heures exigeant 2 millions supplémentaires.

Un autre événement à signaler sur l'« Opéra-Musique » et qu'aujourd'hui, cette fois-ci, amplifiera : la retransmission, le 14 juillet à 20 h. 30, des *Noëux de Figaro* de Mozart, mis en scène à l'Opéra de Paris, par l'italien Giorgio Strehler. Le spectacle — qui fut le premier du « règne Liebenmann » et dont la dernière des représentations s'achèvera le 14 juillet — aura été enregistré le 12 juillet avec José Van Dam, Jean-Pierre Rinaldi, Georges Gabriel Beauguier et Frédéric von Stade.

M. L. B.

Après l'arrestation, le 19 juin, des trois responsables des radios libres lyonnaises (Radio-Gaigol, de l'intervention de la police comparaitront le mardi 15 juillet. — (Corresp.)

VENDREDI 27 JUIN
— M. Hug, responsable du département nucléaire à l'EDF, est l'invité du « Téléphone sonne » sur France-Inter à 19 h 15.

SAMEDI 28 JUIN
— **M. Pierre Werner**, président du gouvernement luxembourgeois, est le rédacteur en chef du « Journal Inattendu » de R.T.L. à 13 heures.

— M^{me} Francette Lazard, membre du bureau exécutif du P.C., participe à « l'Interview étonnante » sur R.T.L. à 13 h. 15.

— Le général Weizman est reçu au « Club de la Presse » sur Europe 1, à 19 heures.

HI-FI DE PARIS

CIBOT c'est aussi:
toutes les grandes marques de radios,
télévisions, magnétophones, magnétoscopes
et le stock de pièces détachées
le plus important de Paris.

CIBOT 136, BD DIDEROT - 75012 PARIS
346.63.76
1, 3, ET 12, R. DE REUILLY
75012 PARIS

nocturne
le mercredi
jusqu'à 21 h

- 12 h 30 L. 1^{re} Séance.
- 13 h 30 Les Inconnus de 18 à 35.
- 15 h 10 Une minute pour les femmes.
- Les âges clefs de la minceur.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 21 h 45 Tour de France.
- Résumé de la journée.
- 22 h Journal.
- 23 h 30 Au théâtre ce soir : « La Veuve révoltée » de J. G. Cocteau, mise en M. de Maistre, com. avec R. Chassagnac, M.-J. Izac, G. Vachon, G. Touraniat.
- Une vesce fortifiée met à l'épreuve la sincérité de l'homme. Les hommes, dans les quatre, utilisent les bons offices d'Arlequin.
- Quintorgue, philosophe cynique et hépécide. La mise en scène est de Marcello Magnanini, qui s'est pas Georgio Stralbin.
- 24 h 40 Pleins sur.
- Magazine culturel de J. Arthou.
- 25 h 25 Journal et cinq jours en Bourso.

10 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 30 Fanfiction : Sam et Sally.
L'Asie

12 h 10 Émissions régionales.
12 h 30 Cuisines légères.
Lapin en gelée sur mirabelle.
12 h 45 La vie commence demain.
Des trépas pas comme les autres.
12 h Journal.
13 h 30 Le monde de l'accordéon.
Chapeau melon et bottes de cuir; 14 h 15, Un nom en or (et 14 h 15, 45 et 14 h 30); 14 h 30, 45, 15, *Flamme d'Isral*; 14 h 45, *Decouvertes*; 15 h, 15 h 45, 16 h, 16 h 45, *Magas d'Assolvi*; 15 h, 35, *Des idées qui sautent votre tête*; 15 h 50, *L'homme d'Amsterdam*; 16 h, 50, *Les aventures du Far-West*; 17 h, 16 h, *Le magazine des Partisans*; 17 h 45, *Le magazine des Partisans* et *Yoyo*.
16 h 25 Trêve milloise d'été.
16 h Magazine auto-moto.
16 h 20 Six minutes pour votre défense.
16 h 30 Journal.
20 h Numéro n° : Charles Aznavour.
Avec Catherine Desnève, "Orchestre de Paris" et "Orchestre de la Garde républicaine". Yvonne Marcouss, Myrille Varkas, Chantal Goya, Julien Clerc, Mireille Mathieu, Maurice Béjart.

21 h Concert en direct du Théâtre des
Champs-Élysées.
*Romance pour violon et orchestre, Concerto
pour violon et symphonie n° 7, de Beetho-
ven, par l'Orchestre national de France, sous
la direction de C. Abbado, soliste I. Stern.*
*Programme intramusical simultanément par
France-Musique.*

22 h 30 Série 1 : « Nos » (n° 6).
Réalisation B. Sagal, avec E. Duval, L. Be-
mick, D. Andrews...

11 h 30 Journal des sourds et des malentendants.
11 h 45 La vérité est au fond de la merlette.
Les submergées.
12 h 15 Sports : Cyclisme.
Tour de France.
12 h 45 Samedi et demi.

[illegible]

11 h 30 Présentation de la journée en direct d'Avennelles.

Le plaisir des sauteurs se déroulera dans le cadre d'un direct très petit village de Nord, une région forte en culture, en vallées, en paysages.

12 h 10 Sports : Cyclisme.

Jour de France.

12 h 45 Journal.

13 h 25 Série : Embarquement immédiat.

Ce jour-là, nous avons vu des choses incroyables.

14 h 10 Jeu : Des chiffres et des lettres pour les jeunes.

15 h 18 Avennelles.

16 h 50 Série : Erika Werner.

17 h 50 Avennelles.

Série 2.

20 h 10 Journal.

20 h 35 Avennelles.

21 h 43 Magazine : Vol.

22 1 h 35 - *Jeune fille* (G. Dostoyevski), le Poète du grand monde (G. Gounod), L'Amant, l'Amant, l'Amant (F. Jacquin), Adieu à Rome et l'Homme au singulier (G. Lohmann) Les Dames du SU (P. Godeau).

23 1 h 35 - *Clés-cloches* (cycle parodique) : « la Cour de Amélie ».

Film géorgien (1917), avec G. Tchkouidze, G. Tchkouidze, L. Lervaz, L. Lervaz (v.o. sous-titré).

Dans une petite ville de Géorgie, une jeune fille, qui aime beaucoup la vie et qui fait, chaque année, l'objet d'un concours, est restée la possession d'un grand baron. Une comédie en film, un grand film, très intéressant, très intéressant.

- 18 h 30 Pour les Jeunes.
C'est-à-dire au Météora Club : Des livres pour nous : les Croisières Jeunes : Encyclopédie : le port.
- 18 h 55 Tribune libre.
Les Jeunes dans la société : Fête de l'Amour.
- 19 h 10 Journal.
- 19 h 20 Émissions régionales.
- 19 h 55 Dessin animé.
Histoire de France : la Libération.
- 20 h Les Jeux.

18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.
19 h 10 D'accord pas d'accord.
19 h 20 Émissions régionales.
19 h 45 Top club.
20 h Journal.
20 h 35 Dramatique : « les Blancs Pâturages »,
réal. M. Subtila, musique de T. Ferrant.
Avec C. Thiers, M. Cassot, B. Bryon.
21 h 20 Les 24 heures du 29^e anniversaire
de la Réa d'or de Montreux.
22 h 15 Document : Les carnets de l'Amazonie.
Mission Tindré 76 ; réal. G. Provin.
*De l'unis à Agades, 8 000 kilomètres de
désert à traverser. Une aventure possible,
aujourd'hui une aventure.*
23 h 45 Journal.

12 h 30 Pour les jeunes.
Un regard satiré ; larguez les amarres :
Télescope ; le jour solaire.
19 h 10 Journal.
19 h 20 Emissions régionales.
19 h 55 Désain animé.
Histoire de France : Bonne chance Marlanna.
20 h Les jeux.
20 h 30 Téléfilm : « Comment extraire une
molette d'une baloche ».
21 h 30 Journal.
21 h 40 Chanson.

- 2 a. P. Matisse.
- 3 a. Les chemins de la connaissance : Béguda sur la science.
- 4 a. 30 compréhensions aujourd'hui pour vivre demain le monde.
- 5 a. P. Matisse du monde contemporain.
- 6 a. G. Démarches.
- 7 a. La musique prend la paille : c 1879-1890 les Maîtres chanteurs ; de R. Wagner.
- 8 a. Le pont de Arts.
- 9 a. Sons : Un monastère au Japon.
- 10 a. Du Pont d'Arignon à la rivière Krav, ou si l'absurde m'était conté : Pierre Boule.
- 11 a. Les chemins de la connaissance : avec D. Laval, planteur (Chapmanier Gtyer).

Réminiscences. Béal. J.-C. Arie.
A partir d'une musique entendue dans un
sodé, une chronique qui répond sur les
traces du souvenir : que s'est-il passé en
cent ans à Courrières, entre 1879 et 1979 ?
23 h 20 Journal.

10 h Émissions de l'I.C.E.L. destinées aux travailleurs immigrés.
Images du Maroc.

10 h 30 *Mosquée*.
Émission préparée par T. Farci et J.-L. Orban.
Compagnie de jeunes artistes de la région de la vie d'un couple d'artistes yougoslaves ; Variétés : M. Moreno (Espagne), F. Ibbard (Algérie), S. Thiam (Sénégal), E. Korukou (Cameroun), Costy (Bessali), H. Guedon (France).

10 h 45 *Le Prélude à l'après-midi*.
L'Orchestre des solistes de Berlin interprète : *Symphonie de Saintsbury* (Alcarrat), *Concert pour violon et orchestre* (Reichart), *Quatuor* (Garcia), *Sonate pour cordes* (Bessali), *Simple Symphony* (Brit-

19 h 40 Spécial DOM-TOM.
Séminaire en Martinique : Marcus Trésor en Guadeloupe.
20 h Deschamps et Mister Magoo.
20 h 30 Histoire de la France libre - premiers combats.
Fut le Régiment et D. Croquet.
Deschamps. Épisode d'un long règne. Avec la participation notamment du général Lacroix, commandant en chef des Forces armées françaises de la 1^{re} République, de Jacques Guéhenon, chef d'état-major du général Lacroix, de Louis Jacob, professeur au Collège de France.
21 h 25 Journal.
21 h 40 Journal de FR3 : les monoglosses.
22 h 35 Les secrets de maudit (cycle P. Fajot) : "Big House".
Film américain (Version française de P. Fajot 1980) avec G. Bogart, A. Bettey, J. Hopper, M. Keatinge, M. Lester, V. McCormack, M. O'Byrne, R. Chastenet (N).
Un voleur, arrêté dans un restaurant, tombe amoureux d'une jeune femme qui est une criminelle qu'il veut réhabiliter sa vie. De nombreux arrestés et témoins, il refuse de participer à son procès.
Version française, tournée à Hollywood avec des acteurs français, d'un film célèbre des années 30 par ses caractéristiques très distinctes de la vie dans les prisons américaines, d'une réhabilitation décevante et de sa représentation.

Trois femmes — une Anglaise, une Belge, une Française — à la recherche d'un employeur : trois exemples des difficultés du travail.

Reportage réalisé en collaboration avec la R.A.I. et la société anglaise Granada.

21 h 30 Variétés : On en connaît un rayon, par J.-D. Verhaeghe et R. Manin.

22 h 25 Journal.

22 h 45 Sécheresse : Thèmes.

- 18 h. 30, *Les amours de Raymond de Capoussin*, d'après J. de La Fontaine.
- 19 h. 30, *Les grandes avenues de la science moderne*.
- 20 h. *Ensemble médical : Economie de santé : La nouvelle transfusion sanguine ; La chirurgie de guerre (en liaison avec TF 1)*.
- 21 h. 30, *Black and blue : La musique à Port-au-Prince*.

15 h. 2, *Six-Huit* : Jeux time (jusqu'à 15 h. 30) ;
19 h. 30, France et Musique ; 20 h., Concours
international de guitare.
20 h. 20, Concert à Baden : « Mœnes en fa mi-
nure » et « Te Deum » de Brückner, par
l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk,
dir. Theodor Kugel.
22 h. 15, *Parvex* la nuit : Portrait par petites
scènes de la nuit ; Les grandes heures du
Festival de Prades 1962 (Schumann) ; 0 h. 3,
Les musiques du spectacle : « Rehearsal Centre ».

17 h. 30, Recherches et pensée contemporaines :
Le fin du devenir.
18 h. 20, La R.T.R.F. présente : « La Lettre
brouillée », de R. F. Georquin (G. Sommeil et
la rêve).
20 h., « William Conrad », de F. Boulla.
21 h. 30, Ad lib, avec M. de Breteuil.
22 h. 5, La fusée du samedi.

- 7 h. 3. *Terre natale* : musique pour les troupes de la Garde nationale.
- 7 h. 40. Concert promoussé à l'œuvre de Glinka, Beethoven, Lanner, Tchaïkov, Lohrer, J. Strauss, Raymond, Crocus et Solo.
- 8 h. 15. *Chansons populaires allemandes* à quatre voix, de J. Brahms, par les Chœurs de la Radio de Berlin.
- 8 h. 30. *Sourires concertés* à Isaac Stern, violoniste (jusqu'à 2 heures du matin).
- 9 h. 15. *Concerto pour piano* de R. Koring et Ph. Celoni, en compagnie d'Isaac Stern.
- 9 h. 30. Clara Haskil joue Mozart : 10 h. 15, Concerto pour piano de Beethoven (avec Ph. Celoni) par le *Beethoven philharmonique* de New-York, dir. L. Bernstein; « Concerto pour piano » de Beethoven, par le *Beethoven philharmonique* de New-York, dir. L. Bernstein.
- 10 h. 30. Concerto pour piano et orchestre n° 3 (de B. Bachmann), par l'Orchestre de Philadelphie, dir. E. Gmmandy, avec solistes.
- 12 h. 1. Mozart, par J. Stern.
- 12 h. 15. *My Pops chante* Paganini, Beethoven, Chopin, Liszt, Tchaïkov, Vass. Pridmore.
- 12 h. 30. *Concert pour les Espéris*; œuvres de Beethoven, Chopin, Liszt, Vass. Pridmore, Alban Berg, G. Mahler, J. S. Bach, et les *Maestros* de F. Boulière, R. Fontanares, E. Fidon et E. Krivine.
- 18 h. 15. Concert pour violon (Sibelius), Quintette (Brahms), avec J. Stern; 19 h. *Œuvres de Dutilleul, Mozart et Vieuxtemps*, Beethoven, Weber, par les *Maestros*.
- 21 h. 15. *Œuvres en acte* du Théâtre des Champs-Élysées à Paris (en simulcast avec TF 1) : « Romance en la majeur », « Concerto pour piano », « Romance en la majeur », « Symphonie Symphonique en la majeur », de Ludwig Van Beethoven, par l'Orchestre national de France, dir. G. Abbado, avec Isaac Stern, violon.
- 23 h. 3. Isaac Stern la nuit : le violon sur le toit de la Tour Eiffel, 5 heures.
- A. Viraldi et E. Chausson.

[illegible][illegible][illegible]

TRANSPORTS

La crise de l'énergie fait rebondir la querelle entre le rail et la route

Du camion ou du train, quel est le moyen de transport le plus économique en carburant ? Dans un rapport, « Énergie et transports routiers de marchandises », qu'il a fait pour le compte de la Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.) et que conteste la S.N.C.F., M. Alain Cotta, professeur d'économie à l'université Paris - Dauphine, constate

« une quasi-égalité des performances énergétiques des deux modes de transport comparables, c'est-à-dire le rail et le transport de marchandises à grande distance ».

Pour M. Joël Le Theule, ministre des transports, « les conclusions de ce rapport rejoignent globalement celles de l'administration ». A son avis, « le transport routier, à partir d'une charge utile de l'ordre de 25 tonnes, permet une consommation spécifique très voisine de celle du rail ». Aussi, a-t-il ajouté, « la différence de consommation en énergie entre les deux modes de transport n'est pas la désorganisation qu'entraînerait une perturbation bureaucratique des circuits économiques existants ».

« Bien entendu, la S.N.C.F. conteste violemment, dans une note interne, ces comparaisons énergétiques qui sont, à son avis, « un bon exemple d'interprétation tronquée et fallacieuse de chiffres issus d'un rapport ».

« S'interrogeant sur la sévérité de la crise économique outre-atlantique, dans une note interne, M. Vergnaud a écrit : « L'analyse économique européenne, le président d'Air Inter a regretté que « certains partenaires sociaux du transport aérien français n'aient pas encore pris conscience de ces risques ».

« S'interrogeant sur la sévérité de la crise économique outre-atlantique, dans une note interne, M. Vergnaud a écrit : « L'analyse économique européenne, le président d'Air Inter a regretté que « certains partenaires sociaux du transport aérien français n'aient pas encore pris conscience de ces risques ».

« S'interrogeant sur la sévérité de la crise économique outre-atlantique, dans une note interne, M. Vergnaud a écrit : « L'analyse économique européenne, le président d'Air Inter a regretté que « certains partenaires sociaux du transport aérien français n'aient pas encore pris conscience de ces risques ».

« S'interrogeant sur la sévérité de la crise économique outre-atlantique, dans une note interne, M. Vergnaud a écrit : « L'analyse économique européenne, le président d'Air Inter a regretté que « certains partenaires sociaux du transport aérien français n'aient pas encore pris conscience de ces risques ».

« S'interrogeant sur la sévérité de la crise économique outre-atlantique, dans une note interne, M. Vergnaud a écrit : « L'analyse économique européenne, le président d'Air Inter a regretté que « certains partenaires sociaux du transport aérien français n'aient pas encore pris conscience de ces risques ».

« S'interrogeant sur la sévérité de la crise économique outre-atlantique, dans une note interne, M. Vergnaud a écrit : « L'analyse économique européenne, le président d'Air Inter a regretté que « certains partenaires sociaux du transport aérien français n'aient pas encore pris conscience de ces risques ».

« S'interrogeant sur la sévérité de la crise économique outre-atlantique, dans une note interne, M. Vergnaud a écrit : « L'analyse économique européenne, le président d'Air Inter a regretté que « certains partenaires sociaux du transport aérien français n'aient pas encore pris conscience de ces risques ».

« S'interrogeant sur la sévérité de la crise économique outre-atlantique, dans une note interne, M. Vergnaud a écrit : « L'analyse économique européenne, le président d'Air Inter a regretté que « certains partenaires sociaux du transport aérien français n'aient pas encore pris conscience de ces risques ».

« S'interrogeant sur la sévérité de la crise économique outre-atlantique, dans une note interne, M. Vergnaud a écrit : « L'analyse économique européenne, le président d'Air Inter a regretté que « certains partenaires sociaux du transport aérien français n'aient pas encore pris conscience de ces risques ».

« S'interrogeant sur la sévérité de la crise économique outre-atlantique, dans une note interne, M. Vergnaud a écrit : « L'analyse économique européenne, le président d'Air Inter a regretté que « certains partenaires sociaux du transport aérien français n'aient pas encore pris conscience de ces risques ».

« S'interrogeant sur la sévérité de la crise économique outre-atlantique, dans une note interne, M. Vergnaud a écrit : « L'analyse économique européenne, le président d'Air Inter a regretté que « certains partenaires sociaux du transport aérien français n'aient pas encore pris conscience de ces risques ».

« S'interrogeant sur la sévérité de la crise économique outre-atlantique, dans une note interne, M. Vergnaud a écrit : « L'analyse économique européenne, le président d'Air Inter a regretté que « certains partenaires sociaux du transport aérien français n'aient pas encore pris conscience de ces risques ».

« S'interrogeant sur la sévérité de la crise économique outre-atlantique, dans une note interne, M. Vergnaud a écrit : « L'analyse économique européenne, le président d'Air Inter a regretté que « certains partenaires sociaux du transport aérien français n'aient pas encore pris conscience de ces risques ».

« S'interrogeant sur la sévérité de la crise économique outre-atlantique, dans une note interne, M. Vergnaud a écrit : « L'analyse économique européenne, le président d'Air Inter a regretté que « certains partenaires sociaux du transport aérien français n'aient pas encore pris conscience de ces risques ».

« S'interrogeant sur la sévérité de la crise économique outre-atlantique, dans une note interne, M. Vergnaud a écrit : « L'analyse économique européenne, le président d'Air Inter a regretté que « certains partenaires sociaux du transport aérien français n'aient pas encore pris conscience de ces risques ».

« S'interrogeant sur la sévérité de la crise économique outre-atlantique, dans une note interne, M. Vergnaud a écrit : « L'analyse économique européenne, le président d'Air Inter a regretté que « certains partenaires sociaux du transport aérien français n'aient pas encore pris conscience de ces risques ».

« S'interrogeant sur la sévérité de la crise économique outre-atlantique, dans une note interne, M. Vergnaud a écrit : « L'analyse économique européenne, le président d'Air Inter a regretté que « certains partenaires sociaux du transport aérien français n'aient pas encore pris conscience de ces risques ».

« S'interrogeant sur la sévérité de la crise économique outre-atlantique, dans une note interne, M. Vergnaud a écrit : « L'analyse économique européenne, le président d'Air Inter a regretté que « certains partenaires sociaux du transport aérien français n'aient pas encore pris conscience de ces risques ».

« S'interrogeant sur la sévérité de la crise économique outre-atlantique, dans une note interne, M. Vergnaud a écrit : « L'analyse économique européenne, le président d'Air Inter a regretté que « certains partenaires sociaux du transport aérien français n'aient pas encore pris conscience de ces risques ».

« S'interrogeant sur la sévérité de la crise économique outre-atlantique, dans une note interne, M. Vergnaud a écrit : « L'analyse économique européenne, le président d'Air Inter a regretté que « certains partenaires sociaux du transport aérien français n'aient pas encore pris conscience de ces risques ».

« S'interrogeant sur la sévérité de la crise économique outre-atlantique, dans une note interne, M. Vergnaud a écrit : « L'analyse économique européenne, le président d'Air Inter a regretté que « certains partenaires sociaux du transport aérien français n'aient pas encore pris conscience de ces risques ».

« S'interrogeant sur la sévérité de la crise économique outre-atlantique, dans une note interne, M. Vergnaud a écrit : « L'analyse économique européenne, le président d'Air Inter a regretté que « certains partenaires sociaux du transport aérien français n'aient pas encore pris conscience de ces risques ».

« S'interrogeant sur la sévérité de la crise économique outre-atlantique, dans une note interne, M. Vergnaud a écrit : « L'analyse économique européenne, le président d'Air Inter a regretté que « certains partenaires sociaux du transport aérien français n'aient pas encore pris conscience de ces risques ».

ENVIRONNEMENT

L'Assemblée européenne s'inquiète des menaces contre la faune

Ces animaux qui disparaissent

L'Assemblée européenne s'inquiète des menaces contre la faune. Ces animaux qui disparaissent.

L'Assemblée européenne s'inquiète des menaces contre la faune. Ces animaux qui disparaissent.

L'Assemblée européenne s'inquiète des menaces contre la faune. Ces animaux qui disparaissent.

L'Assemblée européenne s'inquiète des menaces contre la faune. Ces animaux qui disparaissent.

L'Assemblée européenne s'inquiète des menaces contre la faune. Ces animaux qui disparaissent.

L'Assemblée européenne s'inquiète des menaces contre la faune. Ces animaux qui disparaissent.

L'Assemblée européenne s'inquiète des menaces contre la faune. Ces animaux qui disparaissent.

L'Assemblée européenne s'inquiète des menaces contre la faune. Ces animaux qui disparaissent.

L'Assemblée européenne s'inquiète des menaces contre la faune. Ces animaux qui disparaissent.

L'Assemblée européenne s'inquiète des menaces contre la faune. Ces animaux qui disparaissent.

L'Assemblée européenne s'inquiète des menaces contre la faune. Ces animaux qui disparaissent.

L'Assemblée européenne s'inquiète des menaces contre la faune. Ces animaux qui disparaissent.

L'Assemblée européenne s'inquiète des menaces contre la faune. Ces animaux qui disparaissent.

L'Assemblée européenne s'inquiète des menaces contre la faune. Ces animaux qui disparaissent.

L'Assemblée européenne s'inquiète des menaces contre la faune. Ces animaux qui disparaissent.

L'Assemblée européenne s'inquiète des menaces contre la faune. Ces animaux qui disparaissent.

L'Assemblée européenne s'inquiète des menaces contre la faune. Ces animaux qui disparaissent.

L'Assemblée européenne s'inquiète des menaces contre la faune. Ces animaux qui disparaissent.

L'Assemblée européenne s'inquiète des menaces contre la faune. Ces animaux qui disparaissent.

L'Assemblée européenne s'inquiète des menaces contre la faune. Ces animaux qui disparaissent.

L'Assemblée européenne s'inquiète des menaces contre la faune. Ces animaux qui disparaissent.

L'Assemblée européenne s'inquiète des menaces contre la faune. Ces animaux qui disparaissent.

L'Assemblée européenne s'inquiète des menaces contre la faune. Ces animaux qui disparaissent.

L'Assemblée européenne s'inquiète des menaces contre la faune. Ces animaux qui disparaissent.

L'Assemblée européenne s'inquiète des menaces contre la faune. Ces animaux qui disparaissent.

L'Assemblée européenne s'inquiète des menaces contre la faune. Ces animaux qui disparaissent.

L'Assemblée européenne s'inquiète des menaces contre la faune. Ces animaux qui disparaissent.

ÉNERGIE
une ple
du sol

les juristes à l'

ÉNERGIE SO
ACTU

LE SO

LES ROUTIERS RÉPONDENT : les camions sont moins dangereux que les voitures particulières.

Après la publication du rapport du comité des transports du VII^e Plan, la Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.) a répondu aux critiques de la S.N.C.F. et des autres opposants.

Après la publication du rapport du comité des transports du VII^e Plan, la Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.) a répondu aux critiques de la S.N.C.F. et des autres opposants.

Après la publication du rapport du comité des transports du VII^e Plan, la Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.) a répondu aux critiques de la S.N.C.F. et des autres opposants.

Après la publication du rapport du comité des transports du VII^e Plan, la Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.) a répondu aux critiques de la S.N.C.F. et des autres opposants.

Après la publication du rapport du comité des transports du VII^e Plan, la Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.) a répondu aux critiques de la S.N.C.F. et des autres opposants.

Après la publication du rapport du comité des transports du VII^e Plan, la Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.) a répondu aux critiques de la S.N.C.F. et des autres opposants.

Après la publication du rapport du comité des transports du VII^e Plan, la Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.) a répondu aux critiques de la S.N.C.F. et des autres opposants.

Après la publication du rapport du comité des transports du VII^e Plan, la Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.) a répondu aux critiques de la S.N.C.F. et des autres opposants.

Après la publication du rapport du comité des transports du VII^e Plan, la Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.) a répondu aux critiques de la S.N.C.F. et des autres opposants.

Après la publication du rapport du comité des transports du VII^e Plan, la Fédération nationale des transports routiers (F.N.T.R.) a répondu aux critiques de la S.N.C.F. et des autres opposants.

Le Monde

Le Monde DIMANCHE

Au sommaire du numéro du 29 juin

- Soldats du refus.
- Le triomphe du brie et du brie.
- Histoire : les Jeux olympiques en Grèce.

- La mauvaise mine.
- Les pieds rouges de la Baie.
- Gérard Mélaye contre le marché de la communication.
- Des éoliennes pour le Sahel.
- Superbe et scandaleux Somerset Maugham.
- Robert Castel : l'invasion de la psychologie.

Les programmes commentés de la télévision et de la radio

L'été du « Monde Dimanche » :

- Une ville, un écrivain : Bahia, par Jorge Amado.
- Les marcheurs de Saint-Martin.
- Trait libre : Claude Lapointe.
- As-tu vu Montezuma ? (chapitre 2), par Balzac.
- Ce fut une très belle apocalypse (deuxième épisode), par Gérard Mathieu.
- Sports de plein air : le vol libre.
- Une nouvelle de Diane de Margerie.

En vente avec le numéro de dimanche-lundi : 3 F.

après-vente
Miele
8673360
en région parisienne
Société MDS

CESSATION DE COMMERCE
TAPIS
VERSANS, GROM, ISPAHAN, etc.
50 % de remise sur tout le stock
AUX BEAUX TAPIS VERSANS
48, rue de Laborde, 97 - 92045-10
Ouv. 11 h. à 19 h. de 10 h. à 20 h.

TALBOT 1510 LS.
LA GRANDE ROUTIÈRE EN MINI-MENSUALITÉS OFFRE DU 6 AU 30 JUIN FONCEZ !

LOCATION LONGUE DURÉE AVEC PROMESSE DE VENTE.

TALBOT

ÉNERGIE: une place au soleil

NOUVELLES EXIGENCES, NOUVEAU DROIT

Les juristes à l'heure solaire

Le droit applicable à l'énergie solaire relève aujourd'hui du droit commun. Le développement des différentes formes d'utilisation énergétique du rayonnement solaire va poser rapidement le problème de l'adaptation des règles juridiques existantes. Voici les quelques réflexions qu'a faites à ce propos le comité d'action pour le solaire.

Les timides expériences actuelles méritent d'être élargies, tant au niveau des aides à la construction qu'à la restauration de logements anciens. Le soutien financier prévu par un règlement des Communautés européennes du 9 avril 1978, doit être largement utilisé en France. Les exonérations fiscales pourraient être améliorées à l'occasion du vote du budget en prévoyant des déductions non seulement au titre de l'impôt sur le revenu, mais aussi pour les impôts fonciers et au moyen d'un taux réduit de T.V.A. sur les équipements solaires.

Une adaptation du code de l'urbanisme et des règles de construction s'impose. Le règlement thermique existant n'est pas adapté à l'architecture bioclimatique. Les règles d'implantation et de volume des constructions prévoient un minimum d'ensoleillement insuffisant et devraient faire l'objet de normes régionales, et non plus nationales, pour mieux être adaptées aux caractéristiques climatiques locales.

Le retour aux énergies imprévisibles doit se faire vite. Notamment pour cette raison : le solaire est outil de paix. Il peut contribuer, à sa manière, à réduire les tensions dans le monde.

Au tiers-monde, étriqué de dettes par l'envoi des prix du pétrole, il promet, s'il est vigoureusement exploité, un désenclavement de l'économie des régions arides et des schémas de développement plus décentralisés, donc plus authentiques que le piédestal des modèles occidentaux.

A l'Europe, vulnérable aussi du fait de sa dépendance énergétique, les énergies naturelles offrent une chance comparable. Ces énergies sont par définition locales : pas besoin pour leur exploitation d'un accord international. C'est une affaire à deux, entre le soleil et nous. D'ici vingt ans, leur mise en œuvre ne nous affranchira pas des importations, mais elle les réduira fortement : de 50 à 55 millions de tonnes par an, suivant notre projet, certes plus ambitieux que les objectifs qui viennent d'être annoncés à Venise.

Ce recours aux énergies imprévisibles doit aller de pair avec une forte réduction de la demande nationale en énergie.

« L'énergie solaire n'a pas d'ennemis. » Vérifiée par un sondage, cette constatation peu surprenante a conforté les membres du comité d'action pour le solaire dans leur volonté de développer l'usage en France des cinq énergies naturelles et imprévisibles : le soleil, la lumière, le vent, les chutes d'eau et la biomasse.

Les services qu'on peut attendre de ces cinq sources d'énergie sont expliqués en détail dans le « Manifeste pour le solaire » rendu public le 23 juin.

L'objectif du comité est de faire passer l'apport des énergies solaires de moins de 10 % des besoins, en 1978, à 20 % en l'an 2000, en obtenant, par ailleurs, une réduction relative de la consommation. Sur 213 millions de tonnes d'équivalent-pétrole (Tep) en 1978, les énergies solaires (y compris l'hydraulique) fournissent vingt millions de Tep. Elles pourraient apporter cinquante millions de Tep en l'an 2000 sur une consommation totale de 240 millions (au lieu de 312 prévus officiellement).

Si les partisans du solaire veulent se conduire désormais « en militants », on notera aussi le réalisme de leur démarche : il serait révélateur et absurde de penser que le soleil permettra de résoudre les difficultés énergétiques du nouveau et de l'ancien monde ; il peut au moins aider à les surmonter. Il s'agit de travailler « à la marge » : ce qu'ont aussi compris et recommandé les représentants des grandes nations industrielles réunies récemment à Venise.

Une aventure pour l'an 2000

par ROBERT LION (*)

Les hommes ont, depuis l'origine, tiré leurs forces des énergies solaires : la chaleur et la lumière ; l'eau et le vent ; la biomasse, c'est-à-dire l'énergie stockée par les végétaux, et qui nous procure notre alimentation, la force animale, le bois de feu.

Une parenthèse s'est ouverte tout récemment, si l'on se place à l'échelle de l'histoire de l'humanité : depuis deux siècles, nos civilisations font appel aux énergies non renouvelables, celles qu'on tire du sous-sol. Leur disponibilité est limitée ; sur cette brève période, nous les avons en bonne partie épuisées. A l'avenir, nous ne pourrions vivre durablement sur ces ressources épuisables.

Cette parenthèse sera donc vite refermée. Le vingt et unième siècle verra le grand retour aux énergies d'autrefois, qui seront à nouveau les énergies de demain. Le pétrole et le gaz, dont la disposition inquiète si fort les peuples aujourd'hui, et même le charbon, n'auront servi qu'un temps. Le règne du solaire reviendra. L'éclipse du soleil prendra bientôt fin.

Le retour aux énergies imprévisibles doit se faire vite. Notamment pour cette raison : le solaire est outil de paix. Il peut contribuer, à sa manière, à réduire les tensions dans le monde.

qui allègera parallèlement la pression sur les marchés extérieurs. Le taux de satisfaction de nos besoins par les énergies solaires que nous proposons pour l'an 2000 (21 % à 23 %) s'étend sur une consommation annuelle de 240 millions de tonnes d'équivalent-pétrole, soit 70 millions de moins que la tendance généralement retenue.

C'est possible, à niveau de vie et confort maintenus. La consommation domestique d'une famille peut être ramené de près de 13 000 à environ 5 000 kWh par an. Bien au-delà des « économies d'énergie », cela nous ouvre plusieurs perspectives : un renouvellement de notre parc d'appareils d'éclairage, de chauffage et de ménage ; une révolution dans l'automobile et sans doute dans nos modes de transport ; la généralisation de l'architecture « climatique ». Nous devons aussi nous comporter demain en usagers ménagers de l'énergie, acceptant de laisser plus souvent notre voiture au garage, de chauffer moins nos habitations, d'empêcher moins souvent l'ascenseur ou l'ascenseur ; acceptant en somme que s'effacent à jamais quelques lampes de la fête inconsciente, de la bagabie scandaleuse que nous vivons aujourd'hui.

La diffusion des énergies solaires transformera nos sociétés occidentales par d'autres voies encore. A rebours de tant d'évolutions contemporaines, elle ramènera aux aspirations à la décentralisation et à l'autonomie. Elle affranchira pour partie l'habitat et l'activité des hommes de leur enclavement aux réseaux de distribution de l'énergie ; la « maison solaire » que présente notre manifeste pourra être demain quasi autonome ; la « ferme solaire » constituera une unité décentralisée de production et de consommation d'énergie.

Elle permettra aux régions et aux nations d'établir des politiques autonomes et spécifiques de l'énergie ; le projet « Solar Sweden », le plan hollandais d'exploitation du vent, la régionalisation des programmes énergétiques au Danemark, le programme d'indépendance en énergie d'Hawaï nous montrent la voie. Nos économies régionales pourraient s'appuyer sur la mise en valeur, ici du solaire direct et de l'habitat climatique, ailleurs du vent, du bois, ou de la biomasse — ce qui voudrait

dire un nouveau départ pour l'agriculture, grâce aux cultures énergétiques, et un réveil forestier, — ailleurs encore sur la géothermie ou l'énergie des marées. Pour la Bretagne ou l'Aquitaine, pour la Corse ou l'outre-mer, pour les zones frontalières ou littorales, ces perspectives devraient être déterminantes.

Une affaire à deux

Energie de demain, le solaire est mûr aujourd'hui. Sur plusieurs filières, les techniques sont au point. Si les coûts demeurent élevés en France, c'est que la série n'est pas atteinte.

Il y a 3 millions de chauffe-eau solaires au Japon, 400 000 en Israël, et moins de 30 000 dans notre pays. Les digesteurs à bio-gaz sont vendus dans le commerce aux Etats-Unis et en Suisse ; on en compte 8 millions en service en Chine. Des mélanges alcool-essence sont distribués à la pompe au Brésil et en Amérique du Nord. Des dizaines de milliers de sites — ceux des anciens moulins à eau — peuvent être équipés en micro-centrales. L'exploitation et la

distribution du bois de feu pourraient devenir en quelques années une activité importante.

Sur tous ces plans, l'effort du pays est encore loin du compte. Le budget du Commissariat à l'énergie solaire demeure faible. Pour briller que soit son palmarès au stade des recherches, la France, ici, n'est pas passée à l'acte. Il est temps que le solaire cesse d'être un gadget « sympathique » et marginal ; qu'une ambition nationale, à la mesure des enjeux et de nos capacités, soit affichée ; qu'une politique, assise sur des moyens, soit mise en place.

C'est, ce que notre manifeste propose et justifie. En ces temps de chômage, de doute et de démobilité, est-il beaucoup de projets qui présentent ces trois caractères : être vital pour l'avenir du pays ; être créateur de centaines de milliers d'emplois ; être populaire, en particulier chez les jeunes ?

Nouvelle raison d'Etat, nouvelle frontière, cette grande cause, qui n'a pas d'ennemis, suscite espérances et enthousiasme. Elle peut être une grande aventure collective pour la France, pour l'Europe, pour beaucoup de peuples d'Occident et du tiers-monde.

Nous appelons à la mobilisation générale pour une France solaire.

(*) Président du Comité d'action pour le solaire.

EXPÉRIENCE DANS LE GARD

Les gendarmes de Bagnols à l'affût de leurs capteurs

« A ces trains, je vais bientôt quitter mon kipi pour une casquette de guide. Le capitaine Michel Jean n'est pas loin d'être égaré. Depuis qu'il est à Bagnols-sur-Cèze, dans le Gard, à la tête de la première et unique gendarmerie solaire de France (elle a été mise en service le 4 décembre 1978), il n'en finit pas d'accueillir les curieux : des écoliers conduits par leur professeur, un groupe d'ingénieurs de la S.N.C.F., des spécialistes de la construction venus de Belgique, d'Allemagne, de Hollande, une équipe de la télévision espagnole. Il continue, certes, à coordonner le travail de ses dix brigades. Mais, activité inédite, il consacre une part de plus en

plus importante de son temps à « plancher » sur le solaire. Il se fait pédagogue pour expliquer le principe des installations, puis clef en main pour piloter ses hôtes vers les capteurs, le cuve de stockage, les échangeurs ; un ensemble relativement sophistiqué conçu pour tirer du soleil, bon an mal an, 200 000 kilowattheures, ce qui représente — en théorie du moins — 51,4 % de l'énergie nécessaire pour chauffer la gendarmerie et l'alimenter en eau chaude.

A la sortie de la ville, sur la route d'Alès, la gendarmerie nouvelle aligne des bâtiments d'une banquette raide et jeune. D'abord les bureaux étiqués sur deux niveaux.

JACQUES MOLENAAT. (Lire la suite page 35.)

ENERGIE SOLAIRE ACTUALITES

Deux fois par mois, des informations concrètes, brèves, précises, des faits, des chiffres, des adresses, les rubriques : Recherche, Installations et Projets, Cultures et Prévisions, Adresses utiles, Vie des sociétés, Nouveaux techniques, Documentation, Librairie, Etudes de marché, Congrès-expositions, Journées d'études.

ABONNEMENT D'ESSAI (3 mois) : 140 F

ABONNEMENT D'UN AN : 475 F

E.S.A. 254, rue de Vaugrand, 75740 Paris cedex 15. Tél. 532.27.19.

LE SOLAIRE...

c'est l'affaire de la COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ÉLECTRICITÉ



Photo de la maison-laboratoire de Marcoussis

Avec la maison-laboratoire de Marcoussis, NOVELERG dispose d'un moyen nouveau pour étudier les matériels et procédés permettant d'économiser l'énergie solaire dans l'habitat.

- Habitat solaire : procédé SLPAC de NOVELERG, permettant de réaliser 40 à 70 % d'économies d'énergie par rapport aux logements traditionnels.
- Chauffage de l'eau sanitaire : chauffe-eau électrosolaires SAUTER et THERMOR de CEPEM
- Thermodynamique solaire : capteurs à concentration - moteurs à vis et à turbines - stations de pompage - usines de dessalement (ALSTHOM-ATLANTIQUE, Ateliers et Chantiers de Bretagne, SOFRETES).
- Conversion photovoltaïque : fabrication de cellules, modules et systèmes pour les alimentations électriques en site isolé (PHOTOWATT International).
- Utilisation de l'énergie verte : chaudières à bois (STEIN-INDUSTRIE), moteurs à gaz pauvre (ALSTHOM-ATLANTIQUE), conditionnement de la paille et des déchets (ACB).

NOVELERG assure la coordination et la promotion de l'ensemble des actions menées par le Groupe CGE dans le domaine des énergies renouvelables. NOVELERG pilote l'important programme de recherche et de développement mené par les LABORATOIRES DE MARCOUSSIS (cellules photovoltaïques, accumulateurs chimiques, hydrogène, composants nouveaux pour l'habitat). NOVELERG est à même de prendre en charge toute étude de projet nouveau, notamment dans le domaine de l'héliogénierie.



NOVELERG

12, rue de la Baume • 75008 PARIS
Tél. : 563.14.14 • Telex : 280 953

Pour tout renseignement, s'adresser à :

Savez-vous qu'il existe un moyen enfin économique d'utiliser les énergies douces ou renouvelables ?

LES MOQUETTES SOLAROLL

absorbent - échantent - distribuent
chauffage solaire - chauffage radiant - serres
SOLENA
8, rue d'Athènes, 75009 PARIS - 285-72-27

éditions **de physique**
Zone industrielle de Courtabœuf
B.P. 112 • 91402 ORSAY (France)
☎ 907.36.88

La REVUE DE PHYSIQUE APPLIQUÉE
présente 60 articles d'origine internationale,
répartis dans les N° 2 et 3 (1980).

PRINCIPAUX THEMES :

- Programmes Solaires
- Caractéristiques du Rayonnement Solaire
- Capteurs Solaires
- Échanges thermiques
- Stockage thermique
- Matériaux pour Photopiles Solaires
- Photopiles
- Systèmes Solaires

N° 2 : 160 F.F.
N° 3 : 200 F.F.

TROP DE PRÉCIPITATION CHEZ LES CONSTRUCTEURS DE MICRO-CENTRALES

Folie électrique sur les rivières de Dordogne

En votant il y a quelques jours la loi sur les économies d'énergie et l'utilisation de la chaleur, le Parlement a adopté un amendement libéralisant les procédures de création de mini-usines hydro-électriques. Jusqu'ici, toute installation de plus de 500 kilowatts devait faire l'objet d'une concession, longue et difficile à décrocher (voir le Monde du 27 décembre 1979). Désormais ce plafond est repoussé à 4500 kilowatts. En-deçà, il suffit d'une simple autorisation préfectorale.

En clair, cela signifie que les trois ou quatre mille petites chutes qui pourraient être équipées en France sont aujourd'hui à la portée de

n'importe quel particulier disposant de quelques centaines de milliers de francs. La ruée vers l'or blanc est déjà commencée. Il y a d'autant moins de risques à se lancer que l'E.D.F. est obligée d'acheter le courant produit. On imagine le danger pour les cours d'eau de l'Hexagone.

Certes, un second amendement, déposé en exécution, prévoit que les demandes de création de micro-centrales devront être accompagnées d'une étude d'impact sur l'environnement. Mais qu'en est-il sur le terrain ? Une enquête en Dordogne montre, hélas, que l'on peut redouter le pire.

De notre envoyé spécial

Périgueux. — Si vous ne connaissez pas l'Isle, aimable rivière aux cent méandres qui glisse paresseusement de Périgueux à Libourne, où elle se jette dans la Dordogne, courez-y. Au train où vont les choses, son charme risque fort de s'être évaporé avant dix ans. Vers 1840, pour la rendre navigable, on l'avait coupée d'une quarantaine de barrages assortis chaque fois d'une écluse et d'un canal de dérivation. Les marches de ces escaliers d'eau étaient autant de cascades, et au bord des écluses on venait voir passer les chaudières halées par des chevaux et transportant barriques et pierres

de taille. Les nattes péniches naviguaient encore à la fin de la dernière guerre, et il n'est pas un vieux Périgourdin qui ne s'en souvienne avec émotion.

Puis, les poids lourds occupent le haut du pavé, on déclassa l'Isle en 1957. Les hydroélecticiens de l'E.D.F. longèrent vers les écluses désormais inutiles et projetèrent d'en équiper dix-huit, dont la hauteur de chute leur convenait. Finalement ils n'installèrent que six turbines qui sur huit d'entre elles. Elles démarrent, tournent et s'arrêtent automatiquement, fournissant bon an mal an une dizaine de millions de kilowatts-heures.

Ce barnachement de l'Isle, qui date des années 60, n'a pas été sans mettre à mal certains sites. A Souzac, les quatre turbines du poste de La Caillade se cachent dans une sorte de villa blanche convertie de tuiles et les voisins ne se plaignent guère du bruit. Mais, à deux kilomètres en amont, les machines à cheval sur l'ancienne écluse sont de hideuses ferrailles qui sifflent comme un dragon en colère. Un peu plus bas, encore, à l'entrée de Saint-Astier, l'installation d'E.D.F. était si gênante qu'on l'a convertie d'un hangar de béton entouré d'un grillage de camp de concentration. L'écluse d'antan, entourée d'une buvette et de quelques maisons, était, à l'orée d'un village touristique, un de ces coins où l'on aime flâner à l'ombre. Il n'en reste rien que cette bouleuse verrue.

Les électriciens ayant équipé ce qui était rentable, restaient quelques dizaines de maisons d'éclusiers que les domaines mirent en vente. Des particuliers les achetèrent pour s'y établir, les louer à la belle saison ou y passer les vacances avant de s'y retirer à l'âge de la retraite. Tel était le cas, par exemple, d'un publiciste parisien qui acquit la maison éclusière de Douleas, sur la commune de Saint-Martial. Il eut un coin de rêve, isolé du monde, mais près des eaux où les pêcheurs viennent taquiner la brème, la tanche ou le gardon.

Mais voilà qu'avec la crise de l'énergie les projets d'équipement des écluses reviennent le jour. Cette fois ce sont des constructeurs de turbines qui flairent la bonne affaire. Par l'intermédiaire de leurs représentants locaux ils demandent des dizaines d'autorisations, les obtiennent et revendent en quelque sorte la micro-centrale clefs en main à un industriel du secteur. C'est ce qui arrive sur l'Isle où sept autorisations ont été déjà délivrées par la préfecture.

Du béton dans le sas

C'est ainsi que notre publiciste parisien apprend un beau jour qu'à douze mètres de sa maison va s'élever, dans le sas de l'écluse, un cube de béton, hérissé de fils électriques, protégé par du grillage et tournant jour et nuit. Consulté, le chargé de mission pour l'environnement auprès du préfet de la Dordogne avait exprimé son désaccord total. Peine perdue : l'autorisation a été accordée. « L'administration, plaide le préteur, veut à assurer l'intégration de la micro-centrale dans l'environnement, à en limiter les nuisances, mais n'ignore pas l'utilité de cette réalisation. » La vérité c'est que jusqu'à présent l'administration n'a, paraît-il, aucun moyen légal de refuser une autorisation régulièrement demandée. Sauf si le bruit de la turbine et de la génératrice dépasse 50 décibels à 10 mètres. Auquel cas on inscriste l'ensemble sous une casemate de béton. Certes, l'autorisation accordée ne signifie pas que le permis de construire le sera. A ce stade, la commission des sites, le conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (CAUE) du département devraient avoir leur mot à dire. Leur mot seulement.

En Dordogne, le chargé de mission pour l'environnement

demande, chaque fois qu'une grille évite aux poissons de finir dans la turbine, que des échelles leur permettent de franchir l'obstacle et qu'un embarcadere soit prévu pour les canoëistes. Demander, hélas ! n'est pas obtenir. Par précaution, le publiciste parisien et un autre particulier également menacé ont demandé au tribunal administratif de Périgueux l'annulation de l'autorisation préfectorale.

La politique du coup par coup

Sur certains sites il est déjà trop tard. Ainsi, à la sortie même de Périgueux, l'ancien moulin de Saint-Jourde, son barrage, son écluse, ses trois canaux de fuite et 3 hectares alentour étaient en vente depuis cinq ans. A proximité, la ville a installé une base de plein air. Deux clubs de kayakistes entraînent dans cette portion de l'Isle leurs trois cents adhérents. C'était une magnifique occasion de compléter par une base nautique les installations municipales. « Le moulin ? aucun intérêt », ont déclaré les édiles. Il a donc été acheté par un producteur de courant qui s'est empressé de le jeter à bas et d'installer ses turbines. Les veines d'eau vives où les scolaires du canoë-club s'initiaient aux finesses de la pagaie sont devenues dangereuses. Les sportifs sont furieux.

« Nous ne sommes pas opposés à l'équipement de l'Isle en micro-centrales », dit M. Jacques Lamet, moniteur de kayak, mais nous demandons qu'à l'occasion de ces aménagements on facilite la pratique de notre sport au lieu de l'empêcher. C'est faisable à peu de frais. »

Dix clubs de canoë-kayak et plusieurs établissements scolaires jalonnent le cours de l'Isle. En Dordogne, les pratiquants de la

pagaie sont trois mille. C'est légitimement qu'ils demandent à être au moins consultés lorsqu'on décide de l'avenir des cours d'eau. Les pêcheurs auraient aussi leur mot à dire ainsi que les représentants du tourisme. L'Isle était longue sur plus de 60 kilomètres par un chemin de halage. Aménagé, il constituerait aujourd'hui un exceptionnel itinéraire de randonnée pour piétons, cyclistes et cavaliers. L'oublier, c'est gâcher les chances touristiques du département.

C'est pourtant l'erreur qui est en train de se commettre. Sept autorisations de micro-centrales ont été délivrées depuis dix-huit mois. Quatre dossiers sont à l'étude et neuf autres demandes sont déposées. Au total, vingt-huit écluses sont défigurées ou menacées. Des prospecteurs à la recherche de sites aménageables se présentent journellement chez les derniers ministères. La pression monte de jour en jour sur toutes les rivières de France. Même si les demandes sont assorties d'études d'impact, des autorisations lâchées au petit bonheur, la chance ne peut aboutir qu'à un échec. Jacques Chirac, se trouvant en Corrèze — son département — le 26 mai dernier, s'est inquiété publiquement de cette situation.

L'aménagement des cours d'eau et leur avenir à long terme ne peuvent être abandonnés à la politique du coup par coup. Il faut pour chacun une concertation entre l'ensemble des utilisateurs, un programme coordonné et une évaluation globale de l'effet de ces équipements sur l'environnement. Les préfètes, qui ne s'intéressent qu'à leur département, ne sont pas en état de réaliser ce travail. Il est du ressort des agences de l'eau, qui, curieusement, ne se sont pas manifestées jusqu'ici. Dans l'affaire des micro-centrales, tout reste à faire.

MARC AMBROISE-RENDU.

EDF ÉLECTRICITÉ DE FRANCE ET L'ÉNERGIE SOLAIRE habitat solaire

• bâtir avec le soleil

Au service des architectes du solaire, Électricité de France apporte l'expérience du "génie climatique" acquise au cours de quinze années de recherche sur le site des Renardières, près de Fontainebleau. C'est là qu'ont été étudiés pour la première fois dans les années 1960 l'intégration de tous les effets du climat dans la conception d'un logement, le jeu des apports de chaleur gratuite et de la limitation des déperditions par l'isolation.

Des expériences en vraie grandeur ont été conduites sous deux climats différents avec les maisons solaires du Havre (Seine-Maritime) et d'Aramon (Gard).

• essayer les capteurs

Toujours aux Renardières, des batteries de capteurs sont à l'essai depuis plusieurs années, pour évaluer le rendement, la longévité et le rapport qualité-prix des matériaux. Les performances sont mesurées ou vérifiées pour toutes les conditions d'utilisation.

centrales solaires

• le soleil et la production d'électricité

Pour produire l'électricité par la voie thermodynamique avec le soleil, il est indispensable de concentrer le rayonnement solaire. C'est la technique des miroirs qui est utilisée, comme à Odeillo où le CNRS a construit un "tour solaire" qui a délivré une puissance électrique de 64 kW au réseau.

• le projet Themis

Le projet, conduit par EDF, le CNRS et le COMES prévoit la construction d'un champ d'héliostats, miroirs-plans orientables qui renvoient les rayons du soleil au sommet d'une tour. La température obtenue permettrait d'alimenter, par l'intermédiaire d'un mélange de sels fondus stockés à 500°, un cycle de production classique vapeur-turbo-alternateur, pour une puissance de 2000 kW.

• une expérience à acquérir

Reste à acquérir une expérience industrielle dans le domaine du stockage des sels fondus, dans celui des structures portées des héliostats, et celui de l'électronique de commande pour l'orientation des miroirs.

photopiles

• une technique séduisante

Par l'effet photovoltaïque, connu dans son principe depuis plus d'un siècle, le rayonnement du soleil est directement converti en énergie électrique. Électricité de France a conduit un essai de longue durée d'une installation de 50 W-crête comportant un panneau de photopiles au silicium, sur le site des Renardières. Rendement énergétique : 5 %.

• coût élevé : marché exige

Dans l'état actuel de cette technologie, le coût des photopiles commercialisées permet un nombre d'applications très réduit. Électricité de France envisage de recourir à la conversion photovoltaïque pour le basage nocturne des pylônes et l'alimentation en secours des postes du réseau de transport.

• la recherche

Électricité de France soutient un programme de recherche sur des matériaux d'avenir pour la conversion directe, et conduit des études technico-économiques notamment sur l'utilisation décentralisée de la photopile dans l'habitat individuel.

biomasse

• soleil en stock

On appelle biomasse la masse des végétaux qui constituent un stockage naturel de l'énergie solaire. Le "Gisement" est important puisque 0,5 % de l'énergie reçue du soleil est transformée en biomasse par la photosynthèse. Combustion directe, fermentation, production de substances à haute valeur énergétique, trois domaines d'avenir pour l'exploitation de la biomasse.

• projet en Guyane

Électricité de France étudie l'installation éventuelle en Guyane de plusieurs groupes gazogènes produisant du gaz pauvre à partir de déchets végétaux. Une étape ultérieure pourrait concerner l'ensemble des régions tropicales, en vue de remplacer les diesel alimentés au fuel.

CEPEM

et les énergies nouvelles

Spécialiste depuis longtemps dans la construction des chauffe-eau électriques à cuve émaillée, la CEPEM est également au premier rang dans celle des chauffe-eau solaires.

Ses deux marques SAUTER et THERMOR proposent le SPECES (Système de Production d'Eau chaude par l'Energie Solaire) système admis aux bénéfices des aides de l'état.

En 1979 est né le Cumulerg, nouveau chauffe-eau récupérant les calories frigorigènes.

CEPEM

CEPEM - B.P. 1539 - 45005 ORLÉANS
Tél. (38) 42.03.03 - Télex 760 576

Simulateur solaire

La Société ORIEL a mis au point deux simulateurs solaires de 300 W et 1.000 W qui permettent de restituer en laboratoire le rayonnement solaire.

Ces simulateurs solaires sont équipés de trois filtres : AMO : soleil en haute altitude ; AMI : soleil au niveau de la mer ; et AM2 : soleil sous une incidence de 10°.

Il existe trois surfaces standards :

— 50 x 50 mm.

— 80 x 80 mm.

— 125 x 125 mm.

APPLICATIONS

- Etudes et contrôles des cellules et panneaux solaires.
- Dégradation de produits chimiques (peinture, pigment et teinture).
- Etudes photochimiques et biologiques.

Pour de plus amples renseignements, veuillez contacter :

ORIEL
S.A.R.L., 7, rue Tilon - 75011 PARIS
Tél. : 371-00-60 - Télex 211558 F ORIEL.

Les gendarmes de Bagnols à l'affût de leurs capteurs

(Suite de la page 33.)

Au-delà, disposés en équerre, les petits immeubles où vivent dans trente-deux logements les gendarmes de Bagnols-sur-Cèze et leurs familles. Les capteurs ont été placés en un lieu discret : sur le toit-terrasse et sur toute la façade sud du dernier immeuble. Il y descendent un vaste soleil rouge dardant ses rayons jaunes dans le ciel bleu ; et, au-dessous, une sorte de B.D. reconstituant l'histoire du costume des gendarmes, des cavaliers de 1715 à leurs descendants motorisés d'aujourd'hui. Car telle est la conviction de Georges Chouleur, l'architecte : « Au lieu d'être une contrainte, les capteurs deviennent un vaste soleil de décoration. L'art retrouve sa place dans le bâtiment et l'artiste peintre peut enfin s'exprimer sur la façade même des édifices. »

A soixante-dix ans, Chouleur est sans doute l'un des plus actifs des architectes « solaires » de France. Il a réalisé l'équi-

pement solaire de centaines de villas, et aussi de collèges, de cliniques, de bâtiments administratifs. Il est sur le point de lancer, à la sortie de Nîmes, la construction de mille soixante-dix logements solaires : des villas, des immeubles de sept étages. Sa formation ? Celle d'un ingénieur du bâtiment qui s'est lancé, en autodidacte, dans l'architecture et l'héliothermie.

En 1947 il avait réalisé, à Nîmes, en amateur, le chauffage solaire de la maison d'un marchand d'appareils ménagers. L'expérience resta sans lendemain. C'est en 1972, seulement, que Georges Chouleur se lance dans l'architecture solaire après s'être fait la main sur une villa de la banlieue de Nîmes. Électrifié de France lui demande de concevoir le chauffage par le soleil de villas construites autour de la centrale thermique d'Arzon, sur les bords du Rhône. Il avance, à tâtons, se trompe, il anticipe le cours de l'histoire, ce qui empêche son contrôle, les systèmes de régu-

lation trop compliqués : d'un usage décevant, les radiateurs devaient être abandonnés au profit du plancher chauffant. Parcours bémolique : « La susse solaire, les erreurs m'ont appris l'avantage que le succès. »

Il y a quatre ans, le conseil général du Gard, très favorable au développement des énergies nouvelles, demande à Georges Chouleur d'utiliser le soleil pour le chauffage de la future gendarmerie de Bagnols. Malheureusement, les plans sont trop, l'architecte doit se contenter d'adopter les installations au lieu de concevoir

pour l'ensemble une architecture solaire. Chouleur innove cependant. Dans l'esthétique : il met au point des capteurs plans, qu'il utilise, par ailleurs, comme matériaux de décoration. Dans la technologie : il imagine une cuve de stockage de 21 000 litres haute de 7 mètres et large de 2. Cette verticalité permet d'utiliser en souplesse, à l'aide de sondes et de compresseurs, la différence de température selon les niveaux afin d'obtenir le degré de chaleur désiré. Dès que l'apport du soleil se révèle insuffisant, deux chaudières à gaz assurent le complément.

Le Mistral en embuscade

Cette installation a représenté un surcoût de 500 000 francs, soit 7 % de la facture de la gendarmerie. « Mes honoraires, assure Georges Chouleur, se sont élevés à 30 000 francs. C'est-à-dire le tiers de ce m'ont coûté les études de répartition, d'économie de rendement, de régulation, etc. »

Pourquoi ce cadeau ? — Parce qu'il me plaît de participer au développement de la solution solaire. Ma battle contre la dépendance énergétique de mon pays, c'est, pour moi, le même combat que dans la Résistance. »

A Bagnols-sur-Cèze, le mistral

se fonde à Chouleur une embuscade. Un mois à peine après l'installation des gendarmes, un vent violent et glacé souffle dans la vallée du Rhône. Une panne d'électricité interrompant le circuit anti-gel. Capteurs dilatés, tuyaux scellés, l'installation fut largement paralysée. Les retards bureaucratiques d'arrivées de la réparation ont tardé à venir. Ce n'est qu'en novembre 1979 que Georges Chouleur put faire vidanger les capteurs et rétablir le circuit anti-gel. Depuis la fin de janvier 1980, l'installation fonctionne à peu près correctement.

La malchance oblige donc à reporter le véritable bilan énergétique, au cours de la première année, c'est le bon vieux gaz qui a suppléé le défilé de l'installation solaire. « On ne peut pas dire qu'on est vraiment contents, on ne peut pas dire non plus qu'on est mécontents », résume, approuvé par ses collègues, un gendarme de Bagnols-sur-Cèze. Avantages reconnus : pas d'encombrement de tuyaux

ou de radiateurs, puisque le serpent d'eau chaude est noyé dans la dalle du plancher. Ensuite le chauffage est uniformément réparti à l'intérieur des pièces. Mais la chaleur qui monte sous les pas entraîne les jambes lourdes, se plaignent les ménagères. Quant à la consommation (payante...) de gaz, elle diminue un peu : 16 600 mètres cubes pour l'ensemble de la gendarmerie en février et mars 1979, 14 095 mètres cubes pendant les mêmes mois de 1980. On est loin des économies escomptées. Le capitaine Jeannin payait en février dernier 260 francs pour le chauffage de son F 9 à l'eau chaude des sanitaires ! Il payait en mars 220 francs.

En fait les gendarmes de Bagnols-sur-Cèze auront leur idée bien arrêtée au terme de l'hiver prochain. En attendant ils ne tiennent pas à passer pour des rétrogrades : « Il faut être honnêtes : on est favorables au solaire. »

JACQUES MOLENAT.

LES JURISTES A L'HEURE SOLAIRE

(Suite de la page 33.)

Les règles du permis de construire ne doivent plus faire obstacle à l'installation de capteurs solaires sur des maisons anciennes, et la qualité de site protégé ou classé doit pouvoir, architecturalement et juridiquement, se combiner avec l'utilisation de l'énergie solaire.

Au niveau des plans d'occupation des sols, une refonte générale du cadastre, pour répondre aux nouvelles préoccupations d'environnement (art. 2 de la loi du 10 juillet 1978 sur la protection de la nature), devrait être l'occasion d'instituer de nouvelles règles de prospect, des principes d'orientation des habitations et des voies publiques, des localisations d'espaces verts, qui permettent la mise en place d'installations solaires.

La création de servitudes solaires ou d'ensevelissement devrait protéger les fonds voisins de toute opération risquant d'empêcher une utilisation, même future, des ressources énergétiques du Soleil.

Le droit des consommateurs, du fait du développement du marché solaire, devra prévoir de sérieuses garanties pour l'acheteur (obligation d'information précontractuelle, devoir de conseil, agrément et garantie de fonctionnement des matériels, normalisation des techniques, labels de qualité).

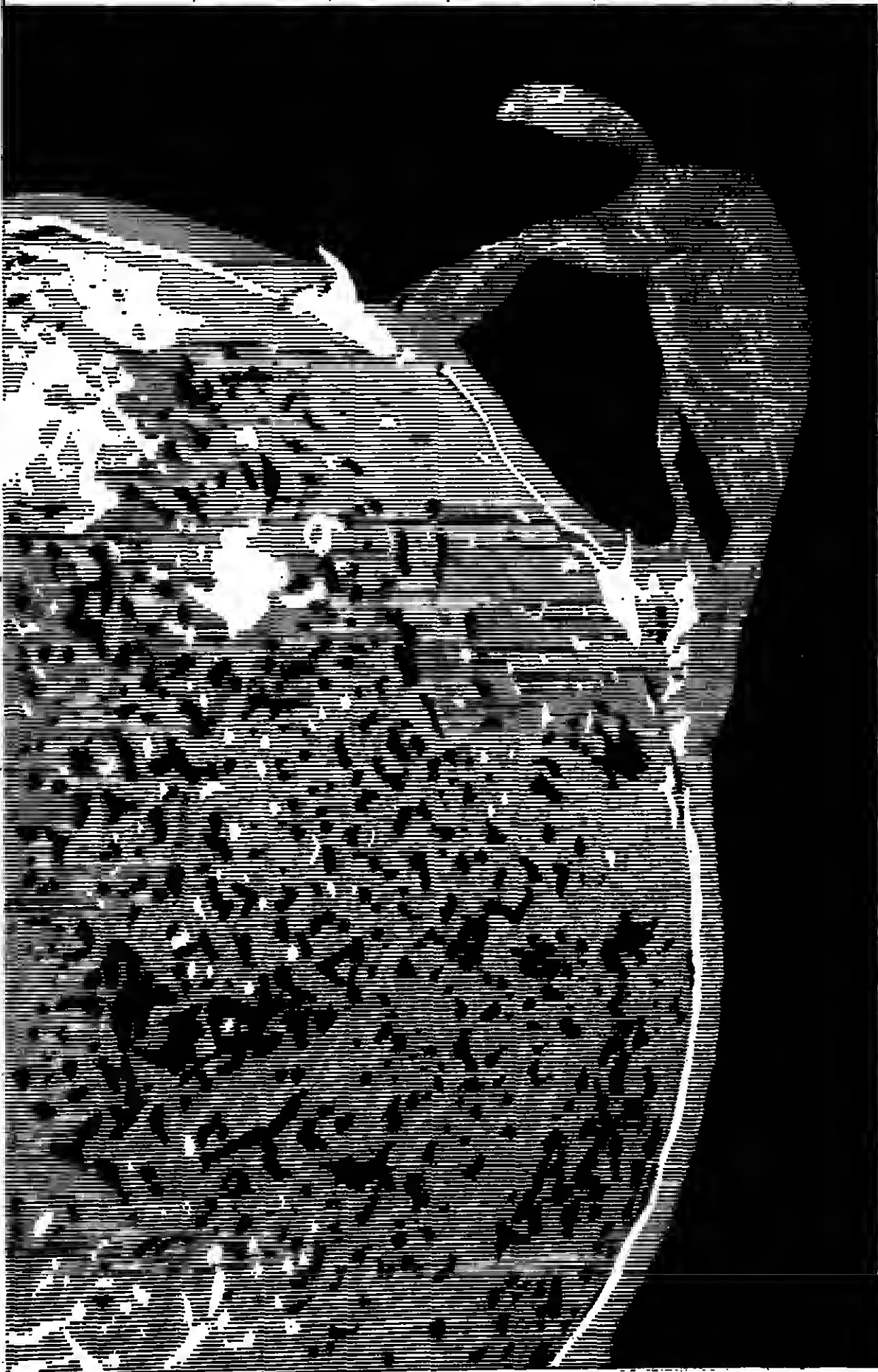
Un code de bonne conduite des fabricants de matériels solaires incitera les acheteurs à avoir plus confiance dans les produits proposés. Les contrats anciens de gestion des chauffages collectifs devraient pouvoir être systématiquement révisés, ou annulés, selon les principes posés par les lois d'octobre 1974 et juillet 1977.

Reste à élaborer, au-delà de ces adaptations juridiques, une réflexion sur l'existence et la nature du droit au rayonnement solaire, qui devrait être le fondement principal de toutes les réformes à venir.

Le rayonnement solaire ne doit en aucun cas être assimilé à un bien domanial sur lequel l'Etat aurait des droits spéciaux. S'agissant d'un bien commun à tous, comme l'eau et l'air, chacun doit pouvoir user de cette richesse collective nationale, insusceptible d'appropriation. La libre utilisation de ce bien doit donc être garantie par le droit. Le système actuel de réparations civiles accordées par les juges dans le cadre de la théorie des troubles de voisinage apparaît tout à fait insuffisant et inadéquat à la nature même de l'énergie solaire. Il faudra donc déboucher sur un véritable droit au soleil considéré comme un nouveau droit réel garantissant l'individu contre les atteintes qui pourraient lui être portées. Ce droit devrait être absolu, c'est-à-dire opposable à tous, lié à la jouissance d'un bien immobilier (donc pouvant être revendiqué aussi bien par le propriétaire que par le locataire) et général, c'est-à-dire reconnu pour tous. Il devrait toutefois pouvoir faire l'objet de cessions et se combiner avec une servitude d'ensevelissement éventuellement instituée dans les plans d'urbanisme.

Le soleil apprivoisé.

Eruptions solaires (document NASA/USIS). La fusion d'atomes d'hydrogène libère une énergie prodigieuse.



Des études prospectives récentes montrent que l'énergie solaire devrait, en 1985, assurer 1 % du bilan énergétique du pays ; soit 300 à 400 000 logements capables d'exploiter cette source d'énergie gratuite, immédiatement disponible et illimitée.

Pour capter l'énergie solaire au moindre coût, les chercheurs de Hoechst sont associés à ces travaux ; ils étudient en particulier de nouveaux matériaux spécifiques de cette technologie, comme le polypropylène, matière plastique entrant dans la fabrication des capteurs solaires.

Ils travaillent également à la mise au point de la pompe à chaleur, partie essentielle du système de chauffage solaire intégré.

Dans le domaine de l'énergie solaire, comme dans bien d'autres domaines, les 14 000 chercheurs de Hoechst, répartis dans le monde entier, conjuguent leurs efforts pour améliorer le futur des hommes.

L'avenir, c'est passionnant.

Hoechst - Tour Roussel/Nobel 92080 Paris-La Défense

Hoechst



Grey France

INFORMATIONS « SERVICES »

LA MAISON

Tissus d'été

Une machine à coudre et quelques mètres de tissu suffisent à habiller de couleurs gaies une maison de vacances. En dehors des collections renommées, il existe des tissus de coton pas chers mais de bon goût. Ils ne dureront certes pas dix ans, mais ils offrent le plaisir de changer de décor sans trop dépenser.

Les prix s'échelonnent de 22 F à 64 F le mètre linéaire, ce qui équivaut — étant donné la diversité des larges des tissus — à un prix moyen de 30 F le mètre carré. Ces cotonnades sont vendues dans des boutiques de Paris et de province ou par correspondance.

Dans le genre étendue des tissus sélectionnés par Habitat, des carreaux suédois sont imprimés en bleu, rouge ou jaune sur fond blanc; une toile de coton doré est bordée de motifs bleus et rouges (« Zag », 28 F le mètre en 130 centimètres). Pour recouvrir des sièges, un tissu à texture serrée de ton bleus et rouges (« Concorde »). Pour une cuisine, un amusant graphisme d'astérisques est imprimé en rouge sur blanc, ou en blanc sur bleu marine (« Cuccini », 22 F le mètre en 130 centimètres).

En septembre dernier s'ouvrait, à Lille, « Etoile et Maison », un atelier-magasin d'été d'ameublement. Après celle de Paris-2, la troisième boutique à cette enseigne ouvre — le 8 juillet prochain — au 74, rue de Rennes à Paris. Dans ces magasins, les tissus de coton se coordonnent à du revêtement mural et à quelques accessoires : lampes, coussins, bolles. Parmi les tissus unis, un damas à motifs de fleurs existe en trois couleurs. Deux imprimés, en camaïeu de gris, bleu, vert ou terre de Sienne, peuvent se jumeler : « Caroline » à petits carreaux et « Loutiane » à rayures de différentes largeurs (25 F le mètre en 130 centimètres).

Après le succès de ses cotonnades à petits fleurs, Laura Ashley renouvelle son style. Dans sa nouvelle collection, un feuillage de fraisier au graphisme très léger est imprimé en bleu de Chine ou en rouge coquelicot sur fond blanc. Très géométriques, des impressions de fines rayures ou de carreaux sont de couleurs fraîches : vert, rose ou bleu. Tous ces tissus valent 35 F le mètre en 120 centimètres; ils s'associent à des papiers peints (40 F le rouleau), des frises, des galons et, décor-

male, également à des carreaux de faïence.

C'est par correspondance que les « Toiles de Mayenne » vendent leurs tissus, directement de l'usine. Des échantillons sont envoyés sur demande, accompagnés d'un bon de commande. A Paris, dans les trois boutiques qui présentent les collections de tissus sur panneaux, des conseillers aident les clients dans leur choix. Les toiles de coton unies existent dans une palette de vingt-cinq couleurs, que l'on retrouve sur un satin de coton mat, convenant aussi à la tenture murale (29 F et 39 F le mètre en 140 centimètres). La gamme de prix des tissus imprimés s'étend de 30 F à 72 F le mètre.

Marie Chatillon, à Châteauneuf, également le vente par correspondance (mais à un échelon beaucoup plus modeste) pour les tissus qu'elle crée elle-même. Elle vient d'ouvrir, dans le dix-septième arrondissement, une petite salle d'exposition où sont présentées ses dernières créations : pour la province, elle envoie des échantillons. Les cotons unis ont un aspect légèrement glacé et de jolis coloris : jaune éclatant, rose pêche, vert amande, gris perle, etc. (« Lénor », 44 F le mètre en 150 centimètres). Ces unis se coordonnent à des imprimés à fins motifs de bambous. Un autre tissu, très estival, est parsemé d'hortensias roses ou bleus se détachant sur un fond en camaïeu de beige.

JANY AUJAME

* Habitat, 35, avenue Wagner, Malne-Montparnasse, Forum des Mille, à Paris et à Lille, Lyon, Marseille, Montpellier, Rouen, Strasbourg.

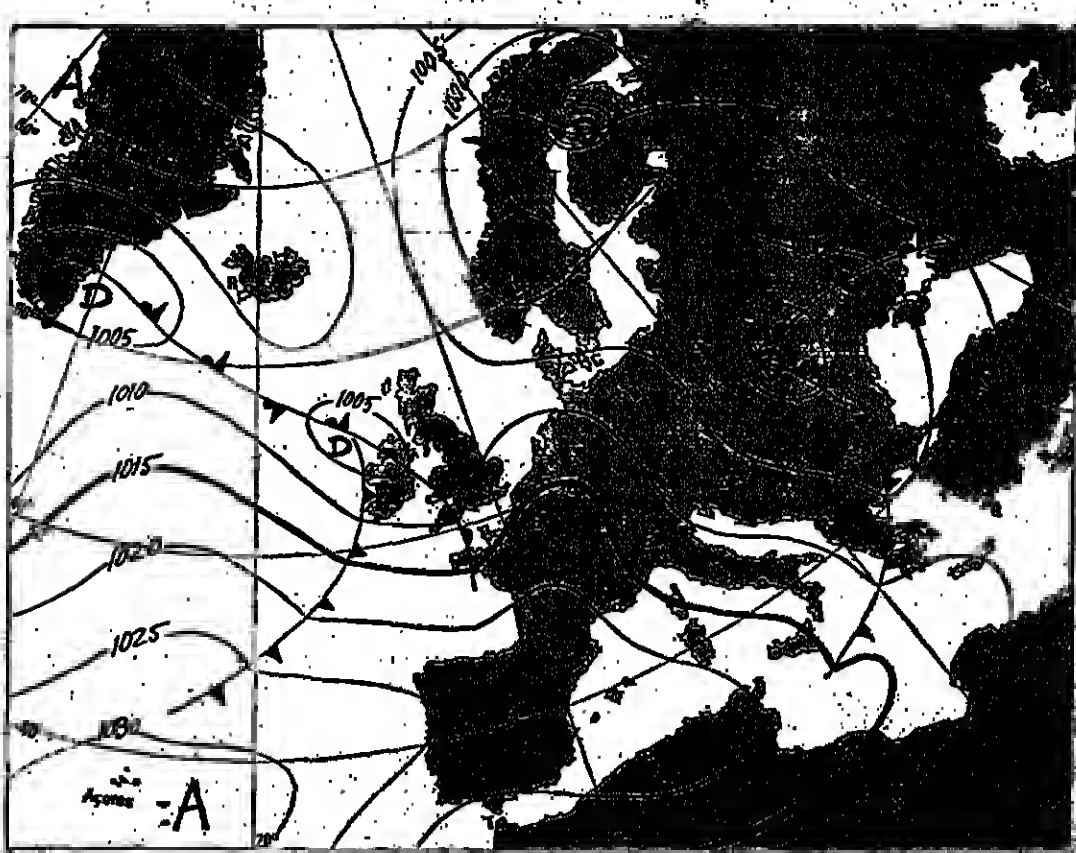
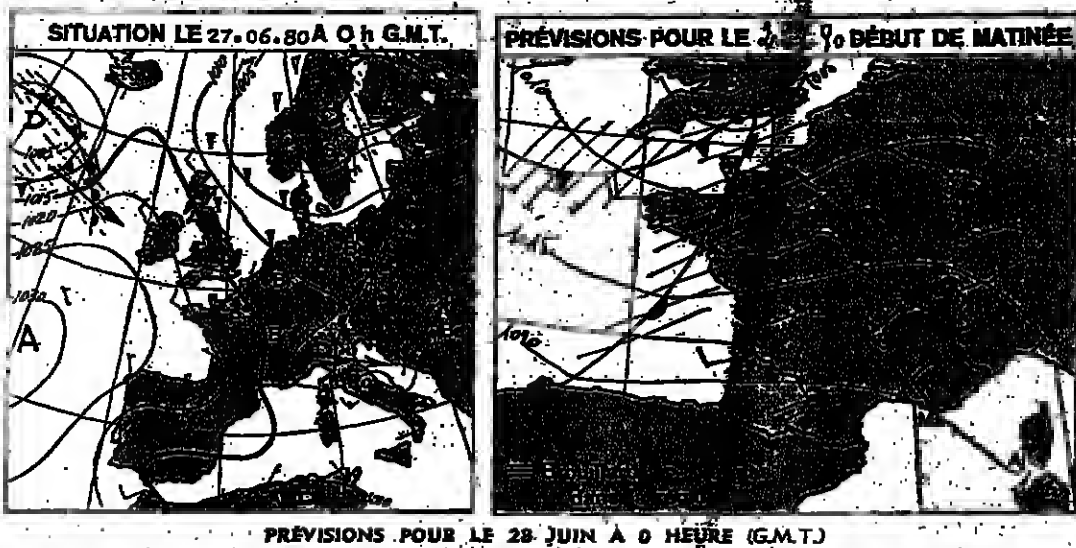
* Etoile et Maison, 74, rue de Rennes, 75006 Paris.

* Laura Ashley, 22 et 34, rue de Casselle, 9, avenue Raymond-Poincaré, à Paris, et à Aix-en-Provence, Bordeaux, Lyon, Strasbourg, Toulouse.

* Toiles de Mayenne, B.P. 21, 53106 Mayenne; à Paris, 37, rue Lavoisier; 74, rue Victor-Basile, des-Champs; Centre Beaugrenelle, 43, rue Linole.

* Marie Chatillon, 74, rue Pierre-Dumoulin, 75017 Paris.

MÉTÉOROLOGIE



Evolution probable des temps en France entre le vendredi 27 juin à 0 heure et le samedi 28 juin à 24 heures :

Une perturbation venant de l'Atlantique abaissera la Bretagne dans

la soirée du vendredi, elle traversera toute la France dans la journée de samedi.

Samedi 28 juin, il pleuvra dès le matin en Bretagne, en Vendée et sur le Cotentin. Ailleurs, le ciel sera nuageux avec des éclaircies locales et, dans les Alpes et surtout sur les reliefs méditerranéens, des pluies intermittentes, parfois dans les régions méditerranéennes, plus abondantes dans le Nord. Les vents de secteur ouest seront assez forts par moments près de la mer du Nord et de la Manche, ainsi que sur les côtes sud de Bretagne et en Vendée. Ils seront modérés ailleurs. Les températures minimales seront en hausse dans l'Ouest, on y aura beau temps. Les températures maximales resteront du même ordre que celles du vendredi.

Le vendredi 27 juin, à 0 heure, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, de 1015,1 millibars, soit 763,1 millibars de hauteur.

Température du premier chiffre indiquant le maximum enregistré au cours de la journée du 27 juin : le second, le minimum de la nuit du 27 au 28 : Alsace, 22 et 11 degrés; Biarritz, 17 et 13; Bordeaux, 15 et 10; Boulogne, 13 et 9; Brest, 16 et 10; Caen, 19 et 9; Clermont-Ferrand, 14 et 11; Dijon, 17 et 11; Grenoble, 15 et 10; Lille, 15 et 8; Lyon, 19 et 10; Mar-

seille, 22 et 10; Metz, 19 et 10; Nantes, 15 et 10; Nice, 22 et 13; Paris, 18 et 10; Perpignan, 20 et 10; Rennes, 15 et 9; Strasbourg, 17 et 10; Tours, 18 et 9; Toulouse, 19 et 10; Poitiers, 17 et 10; Clermont-Ferrand, 14 et 11.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 30 et 19; Amsterdam, 15 et 12; Athènes, 23 et 22; Berlin, 20 et 12; Bonn, 18 et 10; Bruxelles, 18 et 10; Le Caire, 35 et 22; Los Angeles, 25 et 20; Copenhague, 19 et 9; Genève, 17 et 9; Lisbonne, 25 et 19; Londres, 18 et 9; Madrid, 27 et 11; Moscou, 25 et 14; Nairobi, 12 (aux); New-York, 26 et 19; Palma-de-Majorque, 30 et 15; Rome, 25 et 20; Stockholm, 15 et 12; Téhéran, 30 et 21.

LES PROBABILITÉS POUR LE DIMANCHE 29 JUIN. Temps assez nuageux sur l'ensemble du pays. Les nuages seront plus abondants sur les massifs montagneux et le Midi méditerranéen. Ils y seront accompagnés de pluies. Ailleurs, temps instable avec quelques averses et des éclaircies qui seront plus nombreuses sur le Nord et le Nord-Est. Les vents continueront à souffler assez fort du nord-ouest et les températures maximales seront sans grand changement par rapport à la veille, entre 10 degrés dans le Nord et 22 degrés dans le Midi.

(Documents établis avec le support technique spécial de la météorologie nationale.)

BREF

CIRCULATION

PREMIERS GRANDS DÉPARTS

Des bouchons sont à craindre sur les grands axes routiers au cours du prochain week-end.

Et les départs en vacances de la fin juin s'annoncent plus faciles que ceux des 5 et 12 juillet ou ceux du 1^{er} août, des précautions sont à prendre pour éviter les embouteillages. Elles ont été recommandées aux automobilistes résidant en nord de la ligne Bordeaux-Grenoble de ne pas partir entre 5 heures et 5 heures du matin les samedi 28, dimanche 29 et mardi 1^{er} juillet. Elles ont été suggérées aussi d'anticiper les itinéraires les 1980, qui sont déconseillés en place.

Pour obtenir des renseignements complémentaires sur l'état des routes, on peut s'adresser à Inter Service Routes : 855-55-55, ou aux centres régionaux d'information : Rouen : 855-55-55; Lille : 855-55-55; Lyon : 855-55-55; Marseille : 855-55-55; Metz : 855-55-55; Rennes : 855-55-55.

EXPOSITIONS

PORCELAINES A SAINT-CLOUD.

Une exposition de deux cents porcelaines de la Manufacture de Saint-Cloud (dix-septième siècle), de meubles et d'objets provenant du château de Saint-Cloud incendié en 1781 est ouverte jusqu'au 6 juillet au musée situé à l'entrée du parc, où l'on pénètre par la grille du parc.

* Tous les jours, de 14 h. à 18 h., sauf le mardi.

STAGES

FORMATION DE COMÉDIENS EN ROUENNE.

L'Association artistique et culturelle rouennaise propose des stages de théâtre à Sévigné-le-Château (Aveyron), du 2 au 29 août : théâtre pour enfants, mélodrame, café-théâtre, cinéma, initiation à la mise en scène et à l'écriture dramatique. Formation de cinq heures par jour; stages d'une ou plusieurs semaines. Spectacle fin août, au château de Sévigné.

* Le Caro, Association culturelle, mairie, 12350 Sévigné-le-Château, ou téléphone à Paris : 337-33-04.

TRANSPORTS

TARIF RÉDUIT SUR LA LIGNE GENEVE - DIGNE - NICE.

La S.N.C.F. et les Chemins de fer de Provence viennent de s'associer pour offrir aux voyageurs, jusqu'au 27 septembre, des prix spéciaux comportant une réduction d'environ 30 % au départ des gares de Genève, Bellegarde, Aix-les-Bains, Chambéry et Grenoble et à destination de Nice via Digne, ou vice-versa. Cette initiative est destinée à favoriser les voyages touristiques sur les lignes Genève-Digne et Digne-Nice. Les prix spéciaux offerts sont de 130 francs en 1^{re} classe et de 100 francs en 2^e classe pour le parcours de Genève ou Bellegarde à Nice; de 110 francs en 1^{re} classe et 85 francs en 2^e classe d'Aix-les-Bains ou de Chambéry à Nice, et de 85 francs en 1^{re} classe et 70 francs en 2^e classe de Grenoble à Nice. Les enfants de quatre à dix ans paient le moitié du prix perçu pour un adulte.

PARIS EN VISITE

SAMEDI 28 JUIN

- « Comédie-Française », 14 h. 30, 20, rue de Richelieu, Mme Lemaire.
- « Opéra de Paris », 20 h. 30, 15 h. 7, rue du Regard, Mme Lemaire.
- « Opéra de Paris », 20 h. 30, 15 h. 7, rue du Regard, Mme Lemaire.
- « Opéra de Paris », 20 h. 30, 15 h. 7, rue du Regard, Mme Lemaire.
- « Opéra de Paris », 20 h. 30, 15 h. 7, rue du Regard, Mme Lemaire.
- « Opéra de Paris », 20 h. 30, 15 h. 7, rue du Regard, Mme Lemaire.
- « Opéra de Paris », 20 h. 30, 15 h. 7, rue du Regard, Mme Lemaire.
- « Opéra de Paris », 20 h. 30, 15 h. 7, rue du Regard, Mme Lemaire.
- « Opéra de Paris », 20 h. 30, 15 h. 7, rue du Regard, Mme Lemaire.
- « Opéra de Paris », 20 h. 30, 15 h. 7, rue du Regard, Mme Lemaire.

- « La place des Vosges », 15 h. 15, 21, place des Vosges (Mme Barbier).
- « La place des Vosges », 15 h. 15, 21, place des Vosges (Mme Barbier).
- « La place des Vosges », 15 h. 15, 21, place des Vosges (Mme Barbier).
- « La place des Vosges », 15 h. 15, 21, place des Vosges (Mme Barbier).
- « La place des Vosges », 15 h. 15, 21, place des Vosges (Mme Barbier).
- « La place des Vosges », 15 h. 15, 21, place des Vosges (Mme Barbier).
- « La place des Vosges », 15 h. 15, 21, place des Vosges (Mme Barbier).
- « La place des Vosges », 15 h. 15, 21, place des Vosges (Mme Barbier).
- « La place des Vosges », 15 h. 15, 21, place des Vosges (Mme Barbier).
- « La place des Vosges », 15 h. 15, 21, place des Vosges (Mme Barbier).

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du 27 juin 1980 :

DES DÉCRETS

- Portant application de la loi n° 76-646 du 16 juillet 1976 relative à la prospection, à la recherche et à l'exploitation de substances minérales contenues dans les fonds marins du domaine public métropolitain.
- Relatif à l'indemnité de rapatriement aux agents des douanes servant dans la branche de la surveillance.

UN ARRÊTÉ

- Relatif aux taux de remboursement forfaitaire à verser par les exploitants agricoles employeurs de main-d'œuvre étrangère permanente introduite ou contrôlée par l'Office national de l'immigration.

le TONNEAU DE FEU

le poêle-cheminée danois

Le "tonneau de feu" est un robuste poêle-cheminée de conception artisanale. Porte ouverte, c'est une agréable cheminée. Vous apprécierez les bons feux de bois dans votre appartement ou votre résidence secondaire. Porte fermée, c'est un poêle de chauffage très efficace. Et pourquoi ne pas cuisiner sur la plaque du dessus?

3 modèles en exposition permanente. Branchement supérieur ou arrière, capacité de chauffage entre 100 et 250 m², nombreux accessoires.

LA BOUTIQUE DANOISE

Département poêles-cheminées : 157, Fg St-Honoré (angle Av. Friedland) PARIS 8^e - Tél. 563.85.85 - Du Mardi au Samedi de 10 h à 12 h 30 et 14 h à 19 h

MARSEILLE : 21, rue Grignan - Tél. : (01) 33.85.17

LOTO

TIRAGE N° 26

DU 25 JUIN 1980

3 5 25 28 31 38

NUMERO COMPLEMENTAIRE 26

NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1 F)
6 BONS NUMEROS	10 963 345,70 F
5 BONS NUMEROS	25 192 669,10 F
4 BONS NUMEROS	1.969 9 209,80 F
3 BONS NUMEROS	106 619 136,80 F
2 BONS NUMEROS	2.105 923 9,90 F

PROCHAIN TIRAGE LE 2 JUILLET 1980

VALIDATION JUSQU'AU 1^{er} JUILLET 1980 APRES-MIDI

Des bouquins par milliers !

LES CLASSER, LES RANGER ?

RAYONNAGES ÉTAGÈRES A VOS MESURES

Équipez tout un mur pour un budget INCROYABLEMENT MODÈSTE

avec le spécialiste LEROY FABRICANT

qui a fait ses preuves « Le Monde » du 23-3-1978

208, avenue du Maine, PARIS-14^e Tél. : 540-57-40 (Métro Alsace.)

Chapo

en bois massif

Galerie Chapo : Magasin principal 14, rue de Valenciennes, 75005 Paris Tél. : 540-57-40

Forum des Halles 10, rue de Valenciennes, 75001 Paris Tél. : 540-57-40

Cordex 10, rue de Valenciennes, 75001 Paris Tél. : 540-57-40

10, rue de Valenciennes, 75001 Paris Tél. : 540-57-40

10, rue de Valenciennes, 75001 Paris Tél. : 540-57-40

10, rue de Valenciennes, 75001 Paris Tél. : 540-57-40

10, rue de Valenciennes, 75001 Paris Tél. : 540-57-40

10, rue de Valenciennes, 75001 Paris Tél. : 540-57-40

10, rue de Valenciennes, 75001 Paris Tél. : 540-57-40

10, rue de Valenciennes, 75001 Paris Tél. : 540-57-40

10, rue de Valenciennes, 75001 Paris Tél. : 540-57-40

10, rue de Valenciennes, 75001 Paris Tél. : 540-57-40

10, rue de Valenciennes, 75001 Paris Tél. : 540-57-40

10, rue de Valenciennes, 75001 Paris Tél. : 540-57-40

10, rue de Valenciennes, 75001 Paris Tél. : 540-57-40

10, rue de Valenciennes, 75001 Paris Tél. : 540-57-40

10, rue de Valenciennes, 75001 Paris Tél. : 540-57-40

10, rue de Valenciennes, 75001 Paris Tél. : 540-57-40

Le Monde

économie

SOCIAL

TRAVAIL MANUEL

Le rattrapage des salaires reste faible dans les six branches prioritaires proposées par le gouvernement

Après la « journée nationale d'action » organisée le 25 juin par la C.G.T. et la C.F.D.T. et les déclarations du président de la République, le problème des bas salaires a été une fois de plus au premier plan de l'actualité sociale avec la réunion, vendredi 27 juin, de la commission supérieure des conventions collectives. Chargée de donner un avis sur la revalorisation du SMIC (l'augmentation serait d'au moins 2,49 %), la commission a aussi comme l'a annoncé M. Giscard d'Estaing à la C.F.D.T. lors de sa visite à l'Élysée, et confirmé jeudi 28 juin, examiné les moyens de revaloriser les bas salaires. Faute de pouvoir se mettre d'accord sur un avis, elle a décidé la

Il y a en France 12,5 millions de travailleurs manuels, dont 3,3 millions de femmes. Environ 2,5 millions d'entre eux sont installés à leur compte. Lors du conseil des ministres du 12 mars, M. Stoléru avait indiqué que le plan de rattrapage salarial 1978-1980 avait permis d'augmenter chaque année le pouvoir d'achat dans les branches prioritaires où existe un retard important des salaires, entre autres le bâtiment et les travaux publics, certaines branches des industries alimentaires, certains secteurs professionnels du bois, le nettoyage, la textile, et la restauration collective. En quatre ans, avait précisé le secrétaire d'État, le pouvoir d'achat des ouvriers a progressé d'un peu plus de 9 % contre 3 % seulement pour les cadres (le Monde des 13 et 14 mars). « Ce rattrapage justifié doit se poursuivre », avait-il alors assuré. Qu'en est-il exactement ?

La revalorisation des salaires des travailleurs manuels est l'un des grands chevaux de bataille du pouvoir. Déjà, en octobre 1976, le premier ministre avait adressé une lettre de mission à M. Giraudet, alors directeur général de la R.A.T.P. pour étudier ce problème. Le 15 mars 1978, le rapport Giraudet était remis au gouvernement puis examiné le 19 avril et le 10 juin par deux conseils restreints qui, sous la présidence de M. Giscard d'Estaing, ont préparé les décisions du gouvernement. Le rapport insistait sur le retard pris par les salaires des travailleurs manuels par rapport aux autres salaires, situation qui se traduit encore par de nombreuses injustices : un P3 de cinquante ans voit, dans certains cas, sa fille de vingt ans débiter comme étendo-dans à un salaire supérieur au sien. D'autre part, les tâches manuelles dégradées sont refusées aux travailleurs français et allouées aux immigrés, nouveaux esclaves du monde industriel.

L'écart entre cols bleus et cols blancs

Le relèvement des bas salaires est une mesure qui touche effectivement les travailleurs manuels, puisque les ouvriers constituent environ 81 % de la population

Selon la C.F.D.T.

UN SALARIÉ SUR SIX EN ILE-DE-FRANCE GAGNE MOINS DE 3 000 F PAR MOIS

Près d'un salarié sur six (475 000 personnes, 15 % des salariés) de la région d'Ile-de-France gagne moins de 3 000 F brut par mois, ont indiqué, mardi 24 juin, les responsables de l'Union régionale parisienne de la C.F.D.T. Les secteurs les plus concernés sont le commerce et les services (près de 300 000 travailleurs), le bâtiment (48 700), la construction électrique (20 335), le textile (18 900) et la fonderie (14 250). Dans le secteur public, le salaire à l'embauche varie de 2 895,54 F à 2 741,53 F, selon les zones pour la catégorie O, et de 2 885,54 F à 3 117,90 F, toujours selon les zones, pour la catégorie C. Les bas salaires sont beaucoup plus nombreux dans les petites et moyennes entreprises de commerce, services, interim, sous-traitance de nettoyage, de gardiennage et de restauration. Plus que la moitié des travailleurs manuels sont employés en Ile-de-France. Dans les grandes entreprises, les bas salaires sont devenus nombreux du fait, surtout, de l'immigration, ajoute la C.F.D.T.

TELEX PARTAGE

TRAVAIL SERVICE TELEX PARIS 345.21.62

des salariés payés au SMIC. Mais, selon le rapport Giraudet, les augmentations successives du SMIC ne règlent pas le problème des rémunérations des ouvriers. Les hiérarchies des salaires des travailleurs manuels s'accroissent de plus en plus, favorisant le blocage des carrières : pour le travail manuel, le seul espoir était de devenir ouvrier hautement qualifié, mais avec un salaire de 1,3 à 1,4 fois le SMIC. Le rapport Giraudet estimait qu'il fallait combler un écart de 12 % environ entre cols bleus et cols blancs, ce qui entraînerait une hausse des coûts et des prix de l'ordre de 0,5 % par an. L'indice des prix à l'opération était mesuré en huit ans.

Un bilan décevant

Dans le calendrier d'action à long terme qui fut alors défini, la priorité fut donnée aux branches qui, sur le plan de l'emploi, des migrants, de l'accroissement de la hiérarchie des salaires ouvrier, ou encore de la déqualification, posaient le plus de problèmes. Le 23 novembre 1977, le conseil des ministres, adoptant les décisions qui furent annoncées le jour même par le ministre du travail, M. Beullieu, et le secrétaire d'État chargé du travail manuel, M. Stoléru, au moment où le premier ministre les présentait dans une lettre envoyée le 24 novembre aux partenaires sociaux. Dans cette lettre, le gouvernement recommandait la mise en œuvre d'un plan salarial ayant pour objectif de supprimer en 1980 l'écart relatif entre les salaires des travailleurs manuels et ceux des employés, et même d'aller au-delà de ce simple rattrapage. La lettre ajoutait : « C'est à l'initiative des partenaires sociaux que cet objectif pourra être atteint de la manière la plus appropriée (...). Compte tenu des problèmes de concurrence de salaires d'emploi et de prix, ces négociations pourraient notamment concerner de manière prioritaire les six branches suivantes : bâtiment et travaux publics, réparation automobile, certaines branches agricoles et alimentaires, nettoyage, ameublement, habillement. Les répercussions de ces mesures sur les prix ne sont pas automatiques : elles constitueront cependant un élément à prendre en considération dans les discussions sur les engagements de modération de dépenses, à assurer une cohérence entre les mesures salariales et les engagements en matière de prix. »

On peut mesurer les premiers effets de cette politique. Le bilan apparaît quelque peu décevant. En effet, selon les statistiques du ministère du travail et de la participation (1) le gain horaire moyen des ouvriers dans les six branches prioritaires a enregistré d'octobre 1977 à octobre 1978 de 26 % dans le bâtiment et le génie civil, 35,3 % dans la réparation automobile, 30,3 % dans les industries de biens de consommation, 24,9 % dans les services d'hygiène, 24,5 % dans les industries du meuble en bois, 35,8 % dans l'industrie de l'habillement (sauf fourrures et peaux), alors que pour l'ensemble des ouvriers, la progression a été de 25,4 %.

Les charges salariales de l'industrie ouest-allemande sont passées à 21,14 de Deutschmarks en moyenne par heure et par personne en 1979, contre 20,06 en 1978, et 19,70 en 1977, indique un rapport de l'Institut de recherches économiques I.W. Seul la Belgique, la Suède et les Pays-Bas enregistrent un niveau supérieur. Par rapport aux concurrents commerciaux les plus importants, comme les États-Unis, le Canada et la Grande-Bretagne, la position de l'industrie ouest-allemande s'est sensiblement dégradée. En revanche, cette position s'est améliorée par rapport à la France, au Japon, à l'Autriche, et à l'Espagne, en particulier en raison de l'évolution des devises sur les marchés monétaires. (A.G.)

Si l'on se rapporte à ces statistiques, il n'y a donc pas eu (à l'exception du bâtiment et de l'habillement) de rattrapage pour les travailleurs manuels « prioritaires » : on constate même une légère régression par rapport aux autres salariés ouverts dans quatre des branches concernées. Tout au plus peut-on observer une progression légèrement plus rapide du taux de salaire horaire — et non pas des gains — par rapport à ceux des cadres et des ETAM dans certains secteurs, comme les industries de l'habillement. D'octobre 1976 à octobre 1978, alors que le taux d'augmentation du coût de la vie selon l'INSEE atteignait en moyenne 9,9 % par an, seule la croissance du taux de salaire horaire des ouvriers de ce secteur — et non pas le gain — a dépassé celle de la durée du travail insensiblement — a été effectivement plus forte que celle des autres ouvriers. Ce taux a été successivement de 12,1 % d'octobre 1976 à octobre 1977 contre 1,2 % pour les autres ouvriers (différence : + 0,1 %); de 14,9 % d'octobre 1977 à octobre 1978 contre 1,2 % (13,7 %); de 13,2 % d'octobre 1978 à octobre 1979 contre 13 % (+ 0,2 %). Dans le même temps, les variations en gains mensuels pour l'ensemble des ETAM-cadres dans cette profession ont été de 11,5 % d'avril 1978 à avril 1977 (contre 10,6 % toutes activités confondues) ; de 12 % d'avril 1977 à avril 1978 (contre 11,5 % toutes activités confondues) ; de 9,8 % d'avril 1978 à avril 1979 (contre 11,6 % (2)). — J.-B.

(1) Service des études et de la statistique. Évolution des gains des ouvriers et des autres catégories de salariés en France 1979, document du 26 avril 1980.

(2) L'Union nationale des industries françaises de l'habillement, qui a une commission des gains des salariés, a communiqué ces derniers statistiques. On fait remarquer que la politique suivie visait à favoriser en même temps la progression des bas salaires et celle des hautement qualifiés, mais que depuis 1978 la progression a été plus forte pour les hautement qualifiés, par rapport à l'augmentation du coût de la vie, en accord avec les salaires minimaux.

Le colloque sur la formation professionnelle

M. Legendre indique qu'il va « consulter l'ensemble des partenaires sociaux »

« Le partenariat est l'élément des organisations professionnelles et il doit rester », a notamment déclaré M. Jacques Chaban-Delmas, qui a prononcé, mercredi 26 juin, un discours de clôture du colloque sur la formation professionnelle, organisé à l'UNESCO par M. Jacques Legendre, secrétaire d'État auprès du ministre du travail et de la participation, chargé de la formation professionnelle (le Monde du 26 juin).

Le président de l'Assemblée, qui était le ministre lors de la conclusion de l'accord paritaire interprofessionnel de 1970, suivi de la loi de 1971 dite de M. Jacques Delors, a assuré qu'il fallait « redécouvrir la projet initial », qui était de « ménager une nouvelle chance à ceux devant qui se ferment les portes rigides de la formation combinée, à poursuivre M. Chaban-Delmas, « n'a jamais été conçue comme un luxe dans une société d'abandon. Elle ne doit pas se réduire à un statut de charge. Elle est un investissement destiné à rendre notre société plus souple, plus mobile et plus humaine ».

L'ancien premier ministre a conclu en affirmant qu'il convenait, en la matière, d'accentuer la concertation et de développer la coopération à l'échelle de la formation, « c'est-à-dire, a-t-il dit, à être plus utile à partir des besoins d'un chômage croissant. C'est-à-dire doit être traverser la tendance ».

Pour sa part, M. Jacques Legendre a estimé que « l'intérêt pour le dialogue et la volonté de l'efficacité » avait été marqué ces trois jours de colloque, qui a réuni mille six cents participants. Répondant aussi à des critiques du secrétaire d'État, il a déclaré : « J'avoue mon étonnement lorsque j'ai entendu que la formation est source d'inégalités,

Reunion positive. Lors de la rencontre, jeudi 26 juin, entre les syndicats et le C.N.P.F. sur l'aménagement et la réduction de la durée du travail, le patronat a proposé, pour la première fois, un accord en bonne et due forme, marquant certaines améliorations par rapport aux propositions initiales des employeurs. Une nouvelle et dernière réunion est prévue le 2 juillet.

Tous les syndicats ont admis que le C.N.P.F. avait quelque peu assoupli ses positions sur la notion de durée effective du travail (en y incluant le temps de pause, ce qui ne prévoyait ni le code du travail, ni le rapport Giraudet) et sur la notion et la portée de la diminution des horaires (repos supplémentaires de quarante heures à prendre sous des formes diverses — en jours de repos par exemple — sans exclure le regroupement de ces jours en une cinquième semaine de congés payés : repos supplémentaire de quarante heures pour les travaux pénibles).

En revanche, les syndicats ont exprimé les plus vives réserves sur les contreparties que demande le patronat et qu'a proposées le rapport Giraudet : il s'agit de l'aménagement des horaires qui permettrait aux employés d'assouplir la durée du travail, c'est-à-dire de faire travailler certains jours plus tard le soir et certains salariés le samedi et le dimanche, sans autorisation du comité d'entreprise, sinon un simple « oui ». Ces contreparties, considérées comme des contraintes par les salariés — soulèvent l'opposition des confédérations ouvrières.

Quant à la C.G.C., elle regrette que pour le moment, aucune clause ne concerne les cadres. Le C.N.P.F., qui entend obtenir des contreparties et maintenir sa position de par rapport à ce que le rapport Giraudet, rien que le rapport Giraudet, pourrait déboucher sur un accord début juillet.

La réunion — positive — du 26 juin entre syndicats et C.N.P.F. pourrait déboucher sur un accord début juillet

DURÉE DU TRAVAIL

La réunion — positive — du 26 juin entre syndicats et C.N.P.F. pourrait déboucher sur un accord début juillet

Reunion positive. Lors de la rencontre, jeudi 26 juin, entre les syndicats et le C.N.P.F. sur l'aménagement et la réduction de la durée du travail, le patronat a proposé, pour la première fois, un accord en bonne et due forme, marquant certaines améliorations par rapport aux propositions initiales des employeurs. Une nouvelle et dernière réunion est prévue le 2 juillet.

Tous les syndicats ont admis que le C.N.P.F. avait quelque peu assoupli ses positions sur la notion de durée effective du travail (en y incluant le temps de pause, ce qui ne prévoyait ni le code du travail, ni le rapport Giraudet) et sur la notion et la portée de la diminution des horaires (repos supplémentaires de quarante heures à prendre sous des formes diverses — en jours de repos par exemple — sans exclure le regroupement de ces jours en une cinquième semaine de congés payés : repos supplémentaire de quarante heures pour les travaux pénibles).

En revanche, les syndicats ont exprimé les plus vives réserves sur les contreparties que demande le patronat et qu'a proposées le rapport Giraudet : il s'agit de l'aménagement des horaires qui permettrait aux employés d'assouplir la durée du travail, c'est-à-dire de faire travailler certains jours plus tard le soir et certains salariés le samedi et le dimanche, sans autorisation du comité d'entreprise, sinon un simple « oui ». Ces contreparties, considérées comme des contraintes par les salariés — soulèvent l'opposition des confédérations ouvrières.

Quant à la C.G.C., elle regrette que pour le moment, aucune clause ne concerne les cadres. Le C.N.P.F., qui entend obtenir des contreparties et maintenir sa position de par rapport à ce que le rapport Giraudet, rien que le rapport Giraudet, pourrait déboucher sur un accord début juillet.

A BOUZONVILLE (Moselle)

Les chiens des vigiles blessent gravement trois grévistes

De notre correspondant

Metz. — Après un mois de grève et de graves incidents à Bouzonville (Moselle), au cours desquels les chiens des vigiles ont mordu une dizaine de manifestants, un accord a été signé, le 16 juin, à la direction du département. Les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et C.F.T.C. ont obtenu la garantie du maintien du pouvoir d'achat pendant cinq ans pour les ouvriers qui travaillent dans le secteur de la forge. En cas de mutation, car le travail y est très pénible, il n'y aura pas de perte de salaire.

Les violents incidents qui se sont produits le 25 juin ont soulevé une vive émotion, les milieux ouvriers ont réprimé l'intervention des chiens contre les grévistes. La veille, une réunion de conciliation tenue à Metz entre le directeur de l'usine et les représentants du travail avait ouvert une issue au conflit dans l'entreprise, qui emploie sept cents personnes à la fabrication de matériel automobile et minier.

Après un mois de grève et de graves incidents à Bouzonville (Moselle), au cours desquels les chiens des vigiles ont mordu une dizaine de manifestants, un accord a été signé, le 16 juin, à la direction du département. Les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et C.F.T.C. ont obtenu la garantie du maintien du pouvoir d'achat pendant cinq ans pour les ouvriers qui travaillent dans le secteur de la forge. En cas de mutation, car le travail y est très pénible, il n'y aura pas de perte de salaire.

Les violents incidents qui se sont produits le 25 juin ont soulevé une vive émotion, les milieux ouvriers ont réprimé l'intervention des chiens contre les grévistes. La veille, une réunion de conciliation tenue à Metz entre le directeur de l'usine et les représentants du travail avait ouvert une issue au conflit dans l'entreprise, qui emploie sept cents personnes à la fabrication de matériel automobile et minier.

Après un mois de grève et de graves incidents à Bouzonville (Moselle), au cours desquels les chiens des vigiles ont mordu une dizaine de manifestants, un accord a été signé, le 16 juin, à la direction du département. Les syndicats C.G.T., C.F.D.T. et C.F.T.C. ont obtenu la garantie du maintien du pouvoir d'achat pendant cinq ans pour les ouvriers qui travaillent dans le secteur de la forge. En cas de mutation, car le travail y est très pénible, il n'y aura pas de perte de salaire.

(Publité)

POUR UNE FORMATION DE QUALITÉ DES INGÉNIEURS

L'Ecole Nationale Supérieure d'Arts et Métiers est le phare de l'enseignement technique supérieur en France. Elle forme des ingénieurs de qualité.

Y exercent des enseignants de cadre universitaire, en général peu nombreux, des agrégés, des certifiés et une majorité d'enseignants techniques dits du 2^e cycle. Ils sont spécialisés dans un grand nombre de disciplines. Ils ont contribué au développement des enseignements technologiques supérieurs dans d'autres écoles, des Universités, des I.U.T.

Le 14 mai dernier, le Président de la République, lors du Brevet de Technicien Supérieur, a souligné l'importance de la formation des ingénieurs, des progrès techniques auxquels elle a participé et promettrait aux enseignants la reconnaissance des services rendus par une amélioration de leur situation.

Il était temps. SAUVE-VOUS QUE : Dans ces écoles qui forment des cadres supérieurs de la nation, où les élèves sont recrutés à 18, 19, 20 ans, deux ans de préparation et une année de formation correspondent à 3^e et 4^e cycles d'Université, les enseignants ont des conditions de carrière, de rémunération, de services plus mauvaises que celles des enseignants du Supérieur, des professeurs des classes préparatoires, de leurs homologues des I.U.T., des professeurs du second cycle de lycée.

SAUVE-VOUS QUE : Les enseignants de l'enseignement technique de l'Arts et Métiers ont des conditions de carrière, de rémunération, de services plus mauvaises que celles des enseignants du Supérieur, des professeurs des classes préparatoires, de leurs homologues des I.U.T., des professeurs du second cycle de lycée.

SAUVE-VOUS QUE : Les enseignants de l'enseignement technique de l'Arts et Métiers ont des conditions de carrière, de rémunération, de services plus mauvaises que celles des enseignants du Supérieur, des professeurs des classes préparatoires, de leurs homologues des I.U.T., des professeurs du second cycle de lycée.

SAUVE-VOUS QUE : Les enseignants de l'enseignement technique de l'Arts et Métiers ont des conditions de carrière, de rémunération, de services plus mauvaises que celles des enseignants du Supérieur, des professeurs des classes préparatoires, de leurs homologues des I.U.T., des professeurs du second cycle de lycée.

Cette publication a été financée par une collecte organisée par le S.N.E.S. et le S.N.S.-Sup à laquelle ont participé les enseignants des Ecoles d'Ingénieurs et des I.U.T.

1, rue de Courty, PARIS 7^e

Principaux Indicateurs économiques

P.N.B. (millions de dollars)	P.N.B. par habitant (en dollars)	Exportations (en millions de dollars)	Importations (en millions de dollars)	Population (en millions)
1961 1979	1961 1979	1961 1979	1961 1979	1961 1979
51 061 2 103	1 624 82	15 055 43	20 336 316	37,6 25,8

COREE DU SUD

Faites confiance à l'économie coréenne plus dynamique que jamais ! Quelques-unes des plus importantes sociétés et institutions de la Corée vous proposent dans cette page leurs services qui sont de toute première qualité.

BANDO SANGSA FRANCE S.A.

capital : 500 000 F

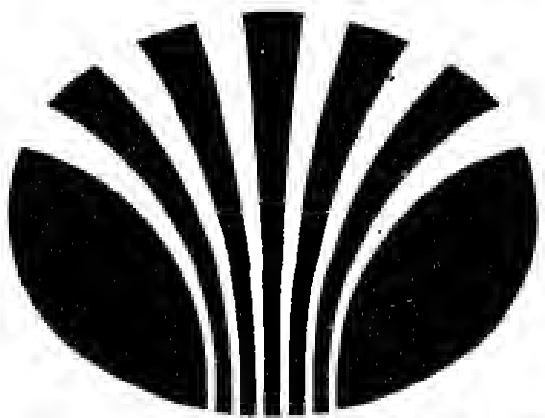
import-export
tous produits

16, rue Hamelin
75116 Paris
Tél. : 553.55.01 - 553.87.07
Télex : Bando 613 338 F

Bando Sangsa est l'antenne commerciale du groupe LUCKY

Demandez. Nous pouvons le faire.

Daewoo, le recordman de l'économie coréenne, continue à étendre ses efforts, fabriquant des produits de qualité dans tous les domaines, des produits de consommation aux usines clés en main.



DAEWOO

DAEWOO FRANCE

Centre Seine T 41
23, rue Linois
75724 Paris Cedex 15

Téléphone : 575.15.30 Téléc : Daewoo 250 837 F

KOREA EXCHANGE BANK

REPRESENTÉE PAR DE
NOMBREUSES AGENCES
DANS LE MONDE ENTIER

- Sert d'intermédiaire pour vos transactions commerciales avec la Corée du Sud
- Est à votre service pour répondre à toutes vos questions relatives aux activités commerciales avec la Corée du Sud

consultez-nous

Tél. : 266.67.33 (Renseignements)
723.43.08 (Directeur)
723.45.02 (Trésorerie)
Télex : 640 928

KOREA EXCHANGE BANK
17/19, Av. Montaigne
75008 PARIS

Le pays du matin calme
vous invite à le découvrir :
n'hésitez pas
à nous contacter !



**OFFICE NATIONAL
DU TOURISME CORÉEN**
(Korea National Tourism Corporation)

Tour Maine-Montparnasse
33, Avenue du Maine
B.P. 169
75755 PARIS Cedex 15
Tél. : 538.71.23



**HYOSUNG
CORPORATION**

Accordez votre
confiance à HYOSUNG
société d'import-export
commerce général

Siège social :
C.P.O. Box 1852 Corée du Sud
Tél. : 771-11
Téléc : HYOSTAR K 23 121-5
Bureau de Paris :
88, avenue Victor-Hugo
75116 Paris
Tél. : 704.51.80, 704.51.81,
704.51.82
Téléc : HYOPAR 612364 F

Nos hôtes bénéficient du service qu'exigeaient nos anciens rois.

Jadis en Corée, le « chim-chogori » était le
vêtement réservé aux dames qui servaient les rois
à la cour.

Porter le « chim-chogori » constitue un grand
honneur : il signifie que le dame choisie l'avait été
pour la perfection de sa beauté, de ses manières et de
son charme. C'est toujours vrai aujourd'hui
sur Korean Air Lines.

Notre incomparable hospitalité explique sans doute
pourquoi Korean Air Lines est en train de devenir la
première Compagnie Internationale d'Asie.

Volez sur Korean Air Lines. Et goûtez pendant quelques
heures le plaisir d'être notre hôte.

Abu Dhabi Amsterdam Anchorage Bahrain Bangkok Colombo Dhahran
Fukuoka Hong Kong Honolulu Jeddah Kumamoto Koweït Los Angeles
Manille Nagoya Nijmegen New York Osaka Paris Séoul Taipei Tokyo
Zurich

Pour tous renseignements
téléphonez à Paris
261. 51. 74

KOREAN AIR LINES
Soyez notre hôte très honoré.

VOL	Départ Paris	Arrivée Séoul
KE 902	Mardi Jeudi Samedi 13 h 30	Mercredi Vendredi Dimanche 15 h 30



est l'une des plus grandes sociétés coréennes
internationale de commerce

Exportation et importation
de tous produits, dont :

- pneumatiques pour automobiles
- équipements électroniques
- textiles et articles de sports
- produits métallurgiques et machines-outils
- équipements militaires, etc.

Siège social : SAMSUNG BLDG. - 50, 1-KA, ULCHI-RO, CHUNG-KU Seoul,
Corée du Sud, C.P.O. Box 425 - Cable : Kumho - Seoul Telex KUMHO 127221
K28204, K24497 - Tél. 777-71
Bureau de Paris : 19, rue Galilée, 75116 Paris - Téléc KP-511212 F
Tél. : 720.84.30, 723.71.22



L'accueil souriant de la Corée

COMMERCE AVEC LA CORÉE
contactez la



KOTRA

KOREA TRADE CENTER

(Centre Coréen du Commerce Extérieur)
PARIS : 49, av. Kléber - 75116 PARIS
Tél. : 720.95.17 - 720.94.75 - 723.90.56
MARSEILLE : 65, av. Jules-Cantini
(Tour Méditerranée) 13298 MARSEILLE 2
Tél. : 79.54.64

Le réseau d'outre-mer de la KOTRA

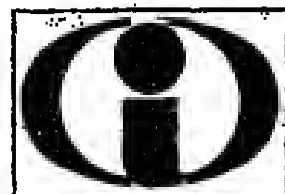
• ALGER • BANGKOK • BOMBAY • HANOI • KARACHI • KUALA LUMPUR • MANILA •
MELBOURNE • NEW DELHI • OSAKA • RANGOON • SINGAPORE • STONEY • TAIPEI • TOKYO •
AMSTERDAM • ATHENS • BRUXELLES • COPENHAGUE • FRANKFURT • GENEVE • HAMBURG •
LONDRE • LISBON • LUXEMBOURG • MADRID • MARSEILLE • MILANO • OSLO • MUNICH • PARIS •
STOCKHOLM • VIENNA • WEST BERLIN • ZURICH • ATLANTA • BOGOTA • BUENOS AIRES •
CARACAS • CHICAGO • DALLAS • GUATEMALA • LIMA • LOS ANGELES • MEXICO •
MIAMI • MONTREAL • NEW YORK • PANAMA • QUITO • SAN FRANCISCO • SAN JUAN • SAN
TIGO • SAO PAULO • SCOTLAND • MUSCAT • NAIROBI • TEHRAN • TIROU • BAHAMAS •
SOLINA • EL PASO • HAWAII • TORONTO • VANCOUVER • ABIDJAN • ADDIS ABABA • AMMAN •
BEIRUT • CAIRO • CASABLANCA • DAKAR • DUBAI • ISTANBUL • JEDDAH • KUWAIT •
LAGOS • MANAMA • MONTEVIDEO • PEIREIRA

le marché de ICC est florissant en ce moment

30 ans d'expérience
dans la chaussure

fabrication journalière :
350 000 paires

Nous consacrons tout notre temps
à vous aider pour vos affaires
d'exportation et d'importation



I.C.C. GROUP
Société Intégrée de commerce

I.C.C. Corporation Paris Branch
Tour Mercurille Est
40, rue Jean-Jaurès
93170 BAGNOLET
Tél. 362.13.77



SAMSUNG

L'une des plus grandes
compagnies de commerce
général de Corée.

SAMSUNG a représenté 4,3 % du P.N.B.
de la Corée en 1978

Le chiffre d'affaires de SAMSUNG a totalisé
\$ 2.001 millions U.S. en 1978, une aug-
mentation de 54 % sur l'année précédente.
Cette même année, les bénéfices ont atteint
\$ 34 millions, un saut de 31 % par rapport
à 1977.

Les exportations du Groupe se sont montées
à \$ 800 millions en 1978, soit 30 % de plus
que pour l'exercice précédent.

B.P. 146 Tour Maine Montparnasse 33
Avenue Du Maine 75755 Paris Cedex 15, France
Tél. : 538.68.36
Téléc : STAR PAR 250730F
* SAMSUNG FRANCE S.A.R.L.

ÉTRANGER

SELON LE FONDS MONÉTAIRE

Le P.N.B. des pays industrialisés n'augmenterait que de 1 % en 1980

Washington (A.F.P.). — Les perspectives économiques mondiales sont « sombres », souligne une étude du Fonds monétaire international publiée le 25 juin, « à titre expérimental » et qui « ne reflète pas nécessairement les vues du conseil exécutif du F.M.I. ». Selon ce document de travail, « l'économie mondiale est entrée dans une période de forte réduction de la croissance de la production totale... La perspective globale à court terme est une perspective de faiblesse, découlant de la récession en cours aux États-Unis ».

De même, selon un récent rapport du département des affaires économiques et sociales internationales de l'O.N.U., la situation est caractérisée par la lenteur du rythme de croissance économique dans la plupart des pays, y compris ceux qui ont encore connu des mois précédents particulièrement dans les pays développés à économie de marché. Ainsi la croissance de la production mondiale, qui est revenue de 4,4 % en 1978 à 3,4 % en 1979, devrait tomber à 2,5 % en 1980.

En 1979, les exportations des pays industrialisés vers l'O.P.E.P. n'ont atteint que 78,3 milliards de dollars (contre 77,5 milliards en 1978), tandis que leurs importations se sont chiffrées à 188,4 milliards (contre 177,7 milliards en 1978), soit un déficit de 88,1 milliards (contre 49,2 milliards).

En 1979 les exportations des pays producteurs de pétrole ont augmenté de 102,3 %, atteignant 73,5 milliards de dollars. Au cours du premier trimestre de 1980, une nouvelle progression de 12,3 % a été enregistrée.

En revanche, le solde des échanges commerciaux des pays industrialisés avec les pays en développement non producteurs de pétrole s'est effrité en 1979. Leurs importations, en hausse de 29,5 %, ont atteint 177 milliards de dollars et leurs exportations, en progression de 23,1 %, se sont élevées à 194,1 milliards de dollars, soit un excédent de 17,1 milliards de dollars contre 21 milliards en 1978.

Pour le F.M.I., le produit national brut des seules nations industrialisées pourrait n'augmenter que de 1 % en 1980, tandis que pour les pays en développement non producteurs de pétrole la croissance pourrait être de 5 %, ce qui est « modeste par rapport à leurs besoins et leurs aspirations ». Le déficit des paiements courants de ces pays atteindrait quelque 68 milliards cette année contre 36 milliards en 1978 et pourrait s'élever à 78 milliards en 1981. Le document souligne à cet égard la nécessité pour le monde entier de réduire la consommation d'énergie et de veiller à un recyclage adéquat des pétrodollars, indiquant qu'il ne faut pas « écarter » les difficultés de ce recyclage dans lequel d'ailleurs le F.M.I. a un « rôle à jouer ».

Fortes augmentations du déficit des balances commerciales

Selon d'autres statistiques du F.M.I., le déficit global des balances commerciales des pays industrialisés s'est fortement aggravé au premier trimestre de 1980, atteignant 60,4 milliards de dollars, contre 14,4 seulement pendant la période correspondante de 1979. Pour l'ensemble de l'année dernière ce déficit avait été de 25 milliards, en raison du déséquilibre croissant des échanges avec les pays producteurs de pétrole.

Banque mondiale

La Banque mondiale a annoncé le 23 juin, son intention de poursuivre l'effort accru qu'elle déploie depuis un an environ en faveur de l'éducation et de la formation dans les pays du tiers-monde. Dans une étude sur ses activités dans ces domaines, la Banque mondiale souligne qu'elle maintiendra, d'ici à 1985, ses prêts à l'éducation et à la formation au niveau annuel de 900 millions de dollars contre 517 millions seulement pendant l'exercice 1978-1979. De 1982 à 1979, les prêts accordés par la Banque mondiale dans ces domaines ont totalisé 2,6 milliards de dollars. — (A.F.P.)

États-Unis

La lutte contre l'inflation. — Un groupe de treize personnalités ayant eu des responsabilités financières auprès des quatre derniers présidents des États-Unis vient de se constituer pour, notamment, faire campagne dans la lutte actuelle contre l'inflation. Ce groupe bipartisan, placé sous la direction de M. Burns, ancien président du système de réserve fédéral, comprend notamment trois anciens secrétaires démocrates au Trésor, M. Martin, Fowler et Blumenthal, un ancien conseiller économique du président Nixon, M. McCracken, ainsi que M. Mills, ancien président (démocrate) de la commission des voies et moyens de la Chambre des représentants. — (A.F.P.)

Pays-Bas

L'aide à l'exportation. — Le gouvernement néerlandais subventionnera la présence d'un directeur de l'exportation dans des entreprises ayant moins de deux cents employés, afin de stimuler l'exportation des petites et moyennes entreprises, a annoncé, le 20 juin, le ministre des affaires économiques. Le montant maximal de cette subvention sera de 30 000 florins (63 500 F) par entreprise, et couvrira 50 % des frais (salaires, charges sociales, frais de voyage) entraînés pendant les six premiers mois par la mission d'un directeur de l'exportation. A la fin de 1980, le gouvernement décidera s'il continue l'expérience. — (A.F.P.)

EN R.F.A.

Le débat sur la cogestion dans l'industrie divise la coalition gouvernementale

De notre correspondant

Bonn. — Une querelle très sérieuse, même si elle est provisoirement suspendue, et qui concerne la cogestion dans l'industrie, oppose les syndicats à la grande firme Mannesmann : elle divise aussi les partenaires au sein du gouvernement.

L'affaire trouve son origine dans un projet de la société mère Mannesmann A.G. Celle-ci, cotant à la Bourse cinquante-cinq actions de Duisbourg n'ont plus d'autre activité que l'approvisionnement de la branche du groupe fabriquant des tuyaux, voudrait pour des raisons d'économie réunir les deux activités. Dans ce cas Mannesmann A.G. échapperait à la loi sur la cogestion qui s'applique seulement aux grosses entreprises minières et sidérurgiques.

La loi de 1951 prévoit une représentation paritaire au sein du conseil d'administration des sociétés. En cas de conflit entre le camp des ouvriers et celui des actionnaires, la décision appartient à un membre neutre désigné par les deux parties. De plus,

le comité de direction comporte obligatoirement un « directeur du travail » qui ne peut, en aucun cas, être élu contre les vœux des représentants des ouvriers.

À la différence des mines et de la sidérurgie, les autres grandes entreprises sont soumises à la cogestion « simple », dont les modalités, fixées en 1976, sont nettement moins avantageuses pour les syndicats. La parité existe bien au conseil de surveillance, mais son président, qui ne peut être élu contre les vœux des actionnaires, dispose d'une influence décisive en cas de conflit.

Ces deux systèmes de cogestion jouent un rôle important lorsqu'il s'agit de déterminer les bases de rémunération, la durée du travail, les congés, l'embauche, les mutations et les grandes décisions économiques. Depuis des années, les syndicats et la gauche social-démocrate mènent campagne pour que la « véritable » cogestion paritaire soit étendue aux autres branches

industrielles. En réalité, à la suite du déclin du charbon et de l'acier, moins de trente entreprises contre cent huit en 1951 demeurent soumises à ce type de cogestion.

Dans l'affaire actuelle, cependant, il s'agit d'une offensive en provenance directement du camp industriel. Les structures de Mannesmann ont changé depuis bien des années. En dehors de la fabrication des tuyaux, la firme s'occupe de construction de machines et de réalisation d'installations industrielles à travers le monde. Toutefois, si la réorganisation projetée peut être « objectivement » justifiée, les syndicats ne veulent y voir qu'une manœuvre des dirigeants de la société pour se débarrasser d'un système de cogestion trop pesant. Ensuite, l'exemple donné par Mannesmann pourrait être suivi par d'autres entreprises.

Les intentions du président du conseil d'administration de Mannesmann, M. Overbeck, ont déclenché des

réactions très vives du côté social-démocrate. Le groupe parlementaire du S.P.D. a commencé à étudier un texte — la « loi Mannesmann » — qui devrait interdire toute attaque contre un système qui, selon le président du groupe, M. Wehner, constituerait l'un des piliers de la République fédérale.

Non moins vigoureuse a été la réaction des libéraux. Le comte Lambsdorff, ministre de l'économie, et le président du F.D.P., le vice-chancelier, M. Genscher, ont déclaré qu'ils ne soutiendraient, en aucun cas, le projet de loi social-démocrate. Cette controverse ne peut que servir les libéraux sur le plan électoral.

Pour l'instant, le grand affrontement entre capital et travail est remis à plus tard. Au cours d'un entretien, mardi soir 24 juin, avec le chancelier Schmidt, le président de Mannesmann a fait savoir qu'il remettrait à plus tard la réalisation de son projet. La bataille n'est pas finie pour autant.

JEAN WETZ.



Professeur Günter O. Eser, Membre du Conseil d'Administration, Lufthansa.

Vous me dites que vous aurez le terminal de fret le plus grand et, technologiquement, le plus moderne du monde, Prof. Eser. Combien vous coûtera-t-il ?

Nous dépenserons plus de Dm 200 millions pour la construction de ce terminal car nous avons prévu à juste titre une augmentation rapide de nos marchés internationaux. Nous avons besoin d'être particulièrement bien informé en ce qui concerne les tous derniers développements dans ces marchés.

Comment recueillez-vous de telles informations auxquelles vous pouvez vous fier ?

En lisant le Financial Times

FINANCIAL TIMES
Europe's Business Newspaper

Le Financial Times est imprimé en facsimilé à Francfort depuis janvier 1979. Cette édition internationale est maintenant disponible en kiosque en France depuis le 2 juin 1980.

Veuillez m'adresser à titre gracieux quelques exemplaires du Financial Times ainsi que vos conditions d'abonnement.

Nom _____
Fonction _____
Société _____
Adresse _____

Tél. _____ Tél. _____

Activité de votre société _____

Financial Times (Europe) Ltd., 36 rue du Sentier - 75002 Paris. Nouvelle adresse à partir du 23 06 80. Centre d'Affaires Le Louvre, 168 rue de Rivoli - 75044 Paris Cedex 01.

CISE LHM

Par ailleurs, l'Assemblée Générale de FRAB HOLDING a décidé la distribution d'un dividende net fixé à US \$ 110 pour chaque action ancienne et US \$ 71.50 pour chaque action nouvelle.

[illegible]

déclare M. Jean François-Poncet

74 Champs Elysées

Réty
solde
50% sur toute sa collection
HOMMES et FEMMES
54 Fg St-Honoré, de 10 h à 19 h
FEMMES
Galerie du Claridge
74 Champs-Élysées, de 10 h à 21 h